



ADMINISTRATION COMMUNALE DE FOREST
GEMEENTEBESTUUR VORST

CONSEIL COMMUNAL DU 7 JUILLET 2020
GEMEENTERAAD VAN 7 JULI 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents Fatima Abbach, *Présidente suppléante/Plaatsvervangende voorzitter* ;
Aanwezig Stéphane Roberti, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Charles Spapens, Mariam El Hamidine, Ahmed Ouartassi, Alain Mugabo Mukunzi, Françoise Père,
Maud De Ridder, Saïd Tahri, Fatima El Omari, Esmeralda Van den Bosch, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Marc-Jean Ghysseles, Marc Loewenstein, Nadia El Yousfi, Laurent Hacken, Magali Plovie, Evelyne
Huytebroeck, Denis Stokkink, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Stéphanie Koplowitz, Simon De
Beer, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Séverine De Laveleye, Anne Rakovsky, Catherine Beauthier, Nabil
Boukili, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Mustapha Al Masude, Samir Ahrouch, Xavier Jans,
Michael Van Vlasselaer, Yves Roland, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Betty Moens, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés Alitia Angeli, Caroline Dupont, Christophe Borcy, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.
Verontschuldigd

Ouverture de la séance à 19:30
Opening van de zitting om 19:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

La séance se tient via l'application TEAMS.

De vergadering wordt gehouden via de applicatie Teams.

Madame El Omari est désignée par le sort pour voter la première aux votes par appel nominal.

Mevrouw El Omari wordt bij loting aangeduid om als eerste te stemmen bij nominale stemming.

Préambule

Le 13 mars 2020, le Conseil National de Sécurité prononce une première série de mesures sanitaires destinées à lutter contre la propagation du coronavirus.

Le confinement et la distanciation physique sont préconisés dès le 16 mars 2020.

Voorwoord

Op 13 maart 2020 heeft de Nationale Veiligheidsraad een eerste reeks maatregelen genomen om de verspreiding van het coronavirus tegen te gaan.

Lockdown en fysieke afstand werden aanbevolen sinds 16 maart 2020.

Madame la Présidente donne la parole à Monsieur le Bourgmestre Stéphane Roberti.

« Je vais vous faire un point sur les événements tragiques qu'on a connu dans la nuit de samedi à dimanche

rue Orban. Vous l'aurez appris via une communication du parquet, il y a eu une fusillade avec 3 victimes. Un jeune du quartier qui avait 23 ans qui est décédé et 2 autres jeunes qui ont été hospitalisés et dont les jours ne sont plus en danger. Je me suis, comme d'autres mandataires, rendus immédiatement sur les lieux. Je suis resté une partie de la nuit et on a accueilli la juge d'instruction qui a été désignée. Nous avons fait le suivi avec les forces de police et avons été directement en contact avec les habitants.

Il y a énormément de tristesse, d'incompréhension et de personnes qui sont choquées. C'est une situation à laquelle il faut réagir sur le court terme et également sur le moyen et long terme C'est un quartier comme d'autres en région bruxelloise où il y a un trafic de stupéfiants.

La réaction à court terme est d'intercepter l'auteur afin, comme le craignent les forces de police, qu'il n'y ait pas de représailles. Les forces de police sont fortement mobilisées dans le quartier. En septembre et en mars, il y a déjà eu des interventions de leur part dans le quartier. Il va falloir avoir une stratégie pluridisciplinaire et mettre l'ensemble des acteurs autour de la table : les forces de police, la prévention, les associations et les habitants du quartier. On a décidé de faire une réunion avec les chefs de groupe avant le départ en vacances. Aujourd'hui, les membres du collège et moi-même avons été présents aux funérailles. Il va falloir agir collectivement. Il faudra avoir une approche intégrée afin de contrer ce phénomène qui est malheureusement présent dans plusieurs quartiers de la région et de la commune »

Intervention de Madame Magali Plovie

Pour le groupe écolo/groen, je voudrais présenter toutes nos condoléances à la famille. C'est évidemment avec une grande tristesse que nous avons appris la nouvelle. Nous devons cependant être déterminés à agir car nous devons assurer à tous et toutes la possibilité de vivre dans un quartier où il/elle peut s'épanouir, vivre en sécurité. Nous voulions aussi remercier les services de police qui ont agi de manière très juste, adéquatement avec la population du quartier. Nous aurons une réunion avec les chef.fe.s de groupe, l'échevine de la prévention et le bourgmestre pour discuter de la situation et des réponses à y apporter.

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier

Je me joins aux vœux de condoléances.

Intervention de Madame Nadia El Yousfi

Au nom du groupe PS/SPA, je voulais exprimer ma pensée au jeune qui est décédé et toutes nos condoléances à la famille. Je voulais remercier les personnes qui étaient sur place ainsi que la police et notre service de prévention. Je vous remercie pour tout le travail de discussions qu'ils ont fait dans le quartier alors qu'ils étaient aussi choqués. Je tiens à saluer le travail des éducateurs qui ont été très présents durant cette nuit et qui ont fait un travail de discussion, afin de rassurer. Je les remercie pour leurs excellents contacts avec la police.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Le CDH s'associe aux condoléances auprès de la famille des victimes. Il s'agit d'un drame qui a des causes compliquées et la solution n'est pas facile mais force est de constater que malgré le travail qui a été fait depuis de nombreuses années, le problème est toujours là. Il va falloir y aller plus fort, il va falloir déployer davantage, il va falloir innover. Il va falloir cesser avec cette omerta. Je pense qu'aujourd'hui il y a des personnes qui n'ont pas la conscience tranquille. Quand on entend des choses que tout le monde sait et ceci de la part de beaucoup de monde et qui sont connus depuis toujours, ce fameux « nous on fait notre travail, on fait du social et pas de la sécurité », si les conséquences sont des morts, je pense que cela ne tient plus. Il va falloir dépasser ces vieilles idéologies des années quatre-vingt ou nonante où l'on dit « moi je ne m'occupe pas de la partie délinquance, moi je fais de l'accompagnement ». Quand ça pourrait un quartier et que ça met des jeunes en danger de mort, je pense qu'il y a des choses qui doivent sauter. Lors de la réunion avec les chefs de groupe, j'espère qu'on pourra aller au-delà des tabous, au-delà de cette omerta, qui - et je l'ai entendu de la part de beaucoup de monde- touche même jusqu'à certains membres du collège. Ce n'est pas parce que tout le monde se connaît dans un quartier, que certains travailleurs y ont des membres de leur famille, que l'on ne peut pas y toucher.

Si l'on veut s'en sortir, il faut que chacun fasse son travail et faire son travail, c'est aussi dénoncer ce qui ne va pas et ceci au-delà de l'émotion actuelle. Ce que l'on doit aux habitants du quartier, c'est de ne plus dire « on sait qu'il y a des problèmes et c'est compliqué ».

Un moment donné, les complicités passives, ce n'est plus possible. Il va falloir rendre des comptes, quitte à

prendre la porte pour laisser la place à d'autres personnes qui travaillent mieux.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein

Le groupe DÉFI s'associe aux condoléances adressées aux familles de la victime et des deux blessés. Au-delà de l'incident en lui-même, du trafic de drogue sous-jacent, des activités des victimes, cela reste un drame pour les familles.

J'en profite pour rappeler aussi la nécessité de mettre en place, à notre niveau et sans angélisme, les moyens pour que, même si nous ne disposons pas de tous les leviers et que nous ne pourrions pas tout régler, la collaboration entre les services compétents, quel que soit le niveau de pouvoir, soit optimale.

Intervention de Monsieur le Bourgmestre Stéphane Roberti

Je vous remercie tous et toutes pour vos interventions. Je vous rejoins sur beaucoup de chose dans ce qui a été dit. Concernant l'intervention de monsieur Hacken, je pense en effet qu'il s'agit d'un dossier très complexe et difficile. Cependant, je veux me porter à faux ou alors il va falloir venir avec des arguments étayés. Si on a des informations, il faut effectivement les communiquer mais lancer des accusations comme cela, ne me paraît vraiment pas tolérable. Enfin, je ne pense pas qu'il y ait un seul membre du Collège qui se réjouit de la situation dans laquelle on est. Je ne pense pas qu'il y ait des membres de la prévention qui sont sur le terrain tous les jours, qui s'accommodent de cette situation. C'est une situation qui amène énormément de souffrance et de victimes. On voit que l'intervention seule des forces de police ne suffit pas. Il va falloir avoir une complémentarité entre les différents acteurs. Si l'on porte des accusations, il va falloir qu'elles soient étayées un minimum. Il ne faut pas lancer des accusations qui me paraissent être sans fondement.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Les accusations ne sont pas sans fondements. Vous prétendez ne rien savoir, pourtant je pense que vous avez assez de contacts partout. Depuis samedi, des dizaines de personnes me disent « on sait, tout le monde le sait, on en parle tout le temps ». Vous pouvez continuer à mettre une coquille, une couverture sur tout ça et faire semblant de rien. Si vous dites que vous n'êtes au courant de rien, alors que certaines personnes sont mêlées à ça, alors je me demande où sont vos sources et vos contacts sur le terrain ? Un moment donné, il faut arrêter de faire semblant que tout se passe bien et que c'est un drame isolé, alors que le problème est connu depuis des années, qu'il y a plein de gens qui savent plein de choses et qui ne veulent pas le dire sous prétexte que ce n'est pas leur métier. C'est ça qui n'est plus acceptable quand il y a des drames comme cela qui tuent des familles complètes et terrorisent des personnes et les empêchent de dormir. Quelle image de la population ? Entre oser dire les choses et plaider comme vous le faites dans la presse pour dire « il faut juste légaliser le cannabis, comme cela ça ira mieux », il faut oser aborder les problèmes. Venir comme ça avec des grandes théories classiques, alors que sur le terrain les problèmes sont là depuis des années et qu'il n'y a rien de changé !

Intervention de Madame Nadia El Yousfi

Dans les métiers, il y a des fonctions et des spécificités et que l'on change les fonctions des travailleurs c'est un débat.

Mais je trouve qu'il est gravissime que l'on dise des choses comme j'entends de la part de Monsieur Laurent HACKEN, en disant que le collègue serait mêlé, comment on savait. Donc, qu'il y a une forme de complicité, que les travailleurs seraient complices alors que c'est quand même un moment douloureux pour tout le monde. Pas que pour ce quartier là mais pour tous les Forestois. Que monsieur Laurent HACKEN dise clairement car il ne suffit pas que d'affirmer des choses qui peuvent être de l'ordre de la diffamation. Il faut nommer les choses, les expliciter clairement, et ne pas lancer des rumeurs ! J'invite monsieur Laurent HACKEN à dire clairement les choses et à apporter des éléments de preuve sinon c'est gravissime ce qu'il vient de se passer ce soir. Je trouve cela intolérable et scandaleux.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken.

C'est tabou comme d'habitude. Dès que l'on dit quelque chose c'est « gravissime » ! Ça fait 8 ans que je suis là et ça fait 8 ans que j'entends la même chose. Et voilà le résultat de cette omerta dans laquelle on ne peut rien aborder et donc aller au fond des sujets !

Madame Magali Plovie demande à avoir le débat en commission

Intervention Monsieur Stéphane Roberti

Pour clôturer, je ne pense pas avoir des tabous sur quoi que ce soit. S'il y a des choses qui doivent être dites, elles doivent être dites au bon endroit. Il y a une police qui est mobilisée et qui est sur le terrain pour enquêter, il y a un juge d'instruction qui a été désignée et on a convenu de se voir avec les chefs de groupe pour discuter du sujet. C'est un endroit où tout pourra être abordé simplement dans le respect élémentaire, c'est-à-dire en communiquant des informations là où elles doivent être communiquées et ceci dans de justes proportions. Je ne veux pas admettre qu'on sous-entende que les échevins, - sans amener d'éléments probants -, sont impliqués d'une manière ou d'une autre, ni que les agents de la commune soient impliqués d'une manière ou d'une autre. J'ai des informations et j'ai des contacts avec différents intervenants au niveau de la police et de la justice. Nous sommes dans un état de droit et les choses doivent se faire dans ce cadre-là. Je le répète : c'est une situation dramatique avec énormément de gens qui sont en souffrance et qui sont terrorisées. Il faut faire face à ça avec fermeté, conviction et avec un minimum d'intelligence.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein relative à l'ordre des travaux

Je regrette ce changement de dernière minute alors que l'intention et la volonté partagée par tous était ou semblait plutôt être le retour aux réunions physiques.

Je le regrette non seulement parce qu'on est à la traîne par rapport à d'autres communes, voir même par rapport à la zone de police que vous présidez monsieur le bourgmestre et qui elle, organise des réunions physiques, parce que, encore une fois, on change d'option en cours de route alors que la convocation initiale prévoyait une réunion physique dans un lieu suffisamment grand pour nous accueillir dans de bonnes conditions, mais par-dessus tout parce qu'il y a eu une importante mobilisation citoyenne des dernières semaines, en particulier sur 2 sujets : les zones de jeux ch. de Bruxelles et av. Massenet et l'implantation de nouvelles antennes GSM à Sept-Bonnières/Ulysse/Pénélope. Les riverains sont déçus de ne pas pouvoir être entendus alors que c'était tout à fait possible, même en visioconférence comme l'a fait dernièrement la commune d'Auderghem...

Par ailleurs, aujourd'hui, on reçoit toute une série de réponses à des questions et interpellations déposées par les conseillers communaux.

Une première remarque par rapport à ces réponses est qu'elles pourraient à tout le moins être rédigées dans la langue du conseiller qui les a posées, et cela vaut autant pour les conseillers francophones qui doivent obtenir une réponse en français, que pour le conseiller communal néerlandophone, qui a tout autant le droit de recevoir sa réponse en néerlandais.

Seconde remarque : hier, Madame la Présidente, vous avez dit que des réponses pourraient être apportées par écrit et que les conseillers communaux pourraient choisir de se contenter de la réponse écrite ou de développer oralement.

J'espère que cela tient toujours et que le Collège ne va pas se cacher, pour encore rétro-pédaler alors que la dynamique générale des communes va au retour à la normale.

À la lecture du message reçu aujourd'hui avec toutes les réponses écrites et suite à la réorganisation du conseil physique en visioconférence, on a vraiment le sentiment que vous confisquez le débat démocratique, tant à l'égard des conseillers communaux, qu'à l'égard des citoyens qui n'ont pas pu présenter leurs interpellations citoyennes.

Intervention de Madame Fatima Abbach, Présidente.

Madame la présidente précise qu'elle était favorable à retourner en présentiel dès l'instant où les conditions étaient réunies mais que partager un micro et rester enfermé pendant plusieurs heures avec une quarantaine de personnes, se sentir obligé de porter un masque, ce ne sont pas selon elle des conditions dans lesquelles on tient un conseil communal.

Quant aux interventions virtuelles du public c'est vrai qu'on n'y a pas pensé mais cela ne me dérange pas. On peut le faire la prochaine fois Je suis favorable à ce qu'il y ait des interpellations citoyennes. Essayons de le faire la prochaine fois en espérant qu'on soit dans de bonnes conditions et qu'on n'ait pas de 2e vague. Monsieur Marc Loewenstein dit exprimer son ressenti et que certains ont pu penser que vu les circonstances, on a tenté de confisquer le débat démocratique. Il exprime le fait qu'il n'y a aucune stabilité dans l'organisation : changement de date et cetera.

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier.

Je pense qu'il y a un certain laisser-aller quand on connaît le problème depuis le mois de mars et qu'on

n'est pas capable de trouver 37 micros, ni de salle. Je m'interroge sur la volonté de la majorité de vouloir en effet reprendre des conseils en physique car l'on sait que le virtuel offre certains « avantages », notamment de ne pas répondre à toutes nos interventions, ainsi qu'à celles des citoyens qui ont des inquiétudes parfois tout à fait légitimes.

Mevrouw de Voorzitster geeft het woord aan burgemeester Stéphane Roberti

"Ik zal u een verslag geven over de tragische gebeurtenissen die plaatsvonden in de nacht van zaterdag op zondag in de Orbanstraat. Zoals het Parket bekendmaakte, was er een schietpartij met 3 slachtoffers. Een jongeman uit de buurt, 23 jaar oud, stierf en 2 andere jongeren werden in het ziekenhuis opgenomen maar zijn niet meer in levensgevaar. Net als andere mandatarissen ben ik meteen naar de plaats van de feiten gegaan. Ik bleef er een deel van de nacht en we ontvingen er de aangestelde onderzoeksrechter. We hebben de zaak met de politie opgevolgd en stonden in rechtstreeks contact met de omwonenden.

Er is veel verdriet, onbegrip en de mensen zijn geschokt. Dit is een situatie die op korte termijn maar ook op middellange en lange termijn moet worden aangepakt. Het is een wijk zoals andere in het Brussels Gewest waar drugshandel gebeurt.

De kortetermijnreactie is het onderscheppen van de dader, zodat - zoals de politie vreest - er geen represailles volgen. De politiediensten zijn sterk gemobiliseerd in de buurt. In september en maart hebben zij al interventies verricht in de buurt. We moeten een multidisciplinaire strategie hebben en alle betrokkenen rond de tafel brengen: politie, preventie, verenigingen en buurtbewoners. We hebben besloten een vergadering te houden met de fractieleiders vóór de vakantie. Vandaag hebben de leden van het College en ikzelf de begrafenis bijgewoond. We moeten collectief handelen. Er is een geïntegreerde aanpak nodig om dit fenomeen, dat helaas in verschillende wijken van het gewest en de gemeente zichtbaar is, aan te pakken."

Interventie van mevrouw Magali Plovie

Namens de fractie Ecolo/Groen wil ik mijn medeleven betuigen aan de familie. Het is uiteraard met grote droefheid dat we het nieuws hebben vernomen. We moeten absoluut actie ondernemen, want we moeten ervoor zorgen dat iedereen in een wijk kan wonen waar je je kan ontplooiën en veilig kan leven. We willen ook de politiediensten bedanken die zeer billijk en gepast hebben gehandeld met de omwonenden. We zullen vergaderen met de fractieleiders, de schepen voor preventie en de burgemeester, om de situatie en mogelijke reacties onder de loep te nemen.

Interventie van de heer Cédric Pierre-De Permentier

Ik wil ook mijn medeleven betuigen.

Interventie van mevrouw Nadia El Yousfi

Namens de PS/SPA-fractie gaan mijn gedachten naar de overleden jongeman en betuigen wij ons medeleven aan de familie. Ik wil de mensen die er aanwezig waren bedanken, evenals de politie en onze preventiedienst. Dank voor de contacten die ze in de buurt hebben gehad terwijl ze zo geschokt waren. Ik dank ook de straathoekwerkers die sterk aanwezig waren die avond en die veel gepraat hebben om mensen gerust te stellen. Ik dank hen voor hun uitstekende contacten met de politie.

Interventie van de heer Laurent Hacken

CDH sluit zich aan bij de steunbetuigingen aan de familie van de slachtoffers. Dit is een tragedie met ingewikkelde oorzaken en de oplossing is niet gemakkelijk, maar het is duidelijk dat het probleem ondanks het werk dat al vele jaren wordt gedaan, nog steeds bestaat. We moeten harder werken, meer inzetten en innoveren. We moeten stoppen met de omerta. Ik denk dat er momenteel mensen zijn die geen gerust geweten hebben. Als we dingen horen die iedereen weet, en die altijd al bekend zijn geweest, het fameuze "we doen ons werk, wij doen sociaal werk, geen veiligheid", als er sterfgevallen zijn, dan denk ik dat het niet meer klopt. We moeten van de oude ideologieën van de jaren tachtig of negentig afstappen waarbij mensen zeggen: "Ik hou me niet bezig met misdaad, ik begeleid wel". Als het een wijk verrot en jonge mensen in gevaar brengt, denk ik dat er iets moet veranderen. Tijdens de bijeenkomst met de fractieleiders hoop ik dat we verder kunnen gaan dan de taboes, verder dan de omerta, die - en ik heb het van veel mensen gehoord - zelfs sommige leden van het college treft. Het is niet omdat iedereen elkaar kent in een

wijk en sommigen er familie hebben, dat we er moeten wegblijven.

Als we eruit willen komen, moet iedereen zijn werk doen en dat betekent ook het aan de kaak stellen van wat er mis is en verdergaan dan de emoties van vandaag. We zijn het aan de bewoners van de wijk verschuldigd om niet meer te zeggen "we weten dat er problemen zijn en dat het ingewikkeld is".

Op een gegeven moment is passief begrip niet meer mogelijk. We zullen verantwoording moeten afleggen, ook al betekent dit dat we ruimte moeten maken voor andere mensen die beter werken.

Interventie van de heer Marc Loewenstein

De DéFI-fractie betuigt haar medeleven aan de familie van het slachtoffer en de twee gewonden. Afgezien van het incident zelf, de onderliggende drugshandel en de activiteiten van de slachtoffers, blijft dit een drama voor de families.

Ik wil deze gelegenheid ook aangrijpen om te wijzen op de noodzaak om op ons niveau de middelen in te zetten om ervoor te zorgen dat - ook al hebben we niet alle hefboomen tot onze beschikking en kunnen we niet alles oplossen - de samenwerking tussen de bevoegde diensten, ongeacht het overheidsniveau, optimaal is.

Interventie van burgemeester Stéphane Roberti

Ik dank u allen voor uw interventies. Ik ben het eens met veel van wat er is gezegd. Wat de interventie van de heer HACKEN betreft, denk ik dat dit een zeer complexe en moeilijke kwestie is. Ik kan me echter vergissen of anders zullen we met gegronde argumenten moeten komen. Als we informatie hebben, moeten we die inderdaad overbrengen, maar dat soort beschuldigingen lijkt me niet echt acceptabel. Tot slot denk ik dat er geen enkel lid van het College blij is met de situatie waarin we ons bevinden. Ik denk niet dat er preventiemedewerkers zijn die elke dag op het terrein actief zijn en met deze situatie kunnen leven. Het is een situatie die veel leed en slachtoffers met zich meebrengt. We zien dat politioptreden alleen niet genoeg is. De verschillende actoren moeten elkaar aanvullen. Als er beschuldigingen worden geuit, moeten die onderbouwd zijn. Er mogen geen ongegronde beschuldigingen worden gedaan.

Interventie van de heer Laurent Hacken

De beschuldigingen zijn niet ongegrond. Je beweert niets te weten, maar toch denk ik dat je overal genoeg contacten hebt. Sinds zaterdag vertellen tientallen mensen me "wij weten het, iedereen weet het, we praten er de hele tijd over". Je kan er blijven een stolp over zetten, het afdekken en doen alsof je van niets weet. Als je zegt dat je niets weet, terwijl er mensen bij betrokken zijn, dan vraag ik me af waar je bronnen en je contacten op het terrein zijn. Op een gegeven moment moet je stoppen met te doen alsof alles goed gaat en dat het een losstaand drama is, terwijl het probleem al jaren gekend is, terwijl er veel mensen zijn die veel dingen weten en het niet willen zeggen omdat het niet hun taak is. Dat is wat niet langer aanvaardbaar is als er tragedies als deze zijn die hele families doden en mensen terroriseren en uit hun slaap houden. Welk beeld roept dat op van de bevolking? Tussen het durven zeggen en pleiten zoals u dat in de pers doet, zeggend "we moeten gewoon cannabis legaliseren, dan wordt het beter", moet men de problemen durven aanpakken. Grote klassieke theorieën aanhalen, terwijl er op het terrein al jaren problemen bestaan en niets verandert!

Interventie van mevrouw Nadia El Yousfi

In alle beroepen zijn er functies en bijzonderheden, en het veranderen van de functies van de werknemers is een heel debat.

Maar ik vind het buitengewoon ernstig dat mensen dingen zeggen zoals ik van de heer Laurent HACKEN hoor, die zegt dat het College erbij betrokken zou zijn. Er zou een zekere medeplichtigheid zijn, medewerkers zouden medeplichtig zijn, terwijl het toch een pijnlijk moment is voor iedereen. Niet alleen voor deze wijk, maar voor alle Vorstenaren. Laat de heer Laurent HACKEN verduidelijking brengen, want het volstaat niet om dingen te zeggen die als smaad bestempeld kunnen worden. We moeten de dingen benoemen, ze duidelijk maken en geen geruchten de wereld in sturen! Ik verzoek de heer Laurent HACKEN om verduidelijking en bewijzen te leveren, anders is wat er vanavond is gebeurd buitengewoon ernstig. Ik vind het onaanvaardbaar en schandalig.

Interventie van de heer Laurent Hacken

Het is een taboe zoals gewoonlijk. Zodra je iets zegt, is het "heel ernstig"! Ik ben hier al 8 jaar en hoor al 8 jaar hetzelfde. En dit is het resultaat van de omerta waarin je nergens over mag praten en dus de zaken

uitspitten!

Mevrouw Magali Plovie vraagt het debat in de commissie te houden

Interventie van de heer Stéphane Roberti

Tot slot wil ik onderstrepen dat ik denk dat ik geen enkel taboe heb. Als er dingen moeten worden gezegd, moeten ze op de juiste plaats worden gezegd. Er is politie gemobiliseerd die op het terrein is om onderzoek te doen, er is een onderzoeksrechter aangesteld en er is afgesproken om met de fractieleiders te vergaderen om de zaak te bespreken. Dat is een plek waar alles met elementair respect besproken kan worden, d.w.z. door informatie te communiceren waar het moet worden gecommuniceerd en in de juiste verhoudingen. Ik aanvaard niet dat er geïnsinueerd wordt dat schepenen, zonder bewijs te leveren, op enigerlei wijze betrokken zijn, noch dat gemeentepersoneel op enigerlei wijze betrokken zou zijn. Ik heb informatie en ik heb contacten met verschillende actoren op het niveau van politie en justitie. We leven in een rechtsstaat en dus moet alles binnen dat kader gebeuren. Nogmaals, het is een dramatische situatie met veel mensen die lijden en geterroriseerd worden. We moeten daar kordaat, overtuigd en verstandig mee omgaan.

Interventie van de heer Marc Loewenstein i.v.m. de volgorde van de werkzaamheden

Ik betreur deze last minute wijziging, terwijl iedereen dacht of wou terugkeren naar fysieke vergaderingen. Ik betreur het niet alleen omdat wij achterblijven ten opzichte van andere gemeenten, en zelfs bij de politieke zone die u, mijnheer de burgemeester, voorziet en die fysieke ontmoetingen organiseert, omdat we - weer - van optie veranderen, terwijl de eerste uitnodiging voorzag in een fysieke ontmoeting op een plaats die groot genoeg is om ons in goede omstandigheden te ontvangen, maar vooral omdat er de laatste weken een enorme mobilisatie van de burgers is geweest, met name rond 2 onderwerpen: de speelstraten Brusselsesteenweg en Massenetlaan en de plaatsing van nieuwe gsm-antennes in Zeven Bunders / Ulysse / Penelope. De buurtbewoners zijn teleurgesteld dat ze niet gehoord konden worden terwijl dat wel mogelijk was, zelfs niet via een videoconferentie, zoals de gemeente Oudergem onlangs deed.

Bovendien krijgen we vandaag een hele reeks antwoorden op vragen en interpellaties van gemeenteraadsleden.

Een eerste opmerking in verband met deze antwoorden is dat ze minstens geschreven zouden kunnen worden in de taal van het raadslid dat ze vroeg, en dit geldt evenzeer voor de Franstalige raadsleden die een antwoord in het Frans moeten krijgen, als voor het Nederlandstalige gemeenteraadslid, dat evenzeer recht heeft om een antwoord in het Nederlands te ontvangen.

Ten tweede, mevrouw de Voorzitster, heeft u gisteren gezegd dat de antwoorden schriftelijk kunnen worden gegeven en dat de gemeenteraadsleden kunnen kiezen of ze tevreden zijn met het schriftelijke antwoord of dat het mondeling uitgewerkt wordt.

Ik hoop dat dit nog steeds geldt en dat het College zich niet zal verbergen, om nog eens stappen achteruit te zetten terwijl de algemene dynamiek van de gemeenten naar de normale gang van zaken evolueert.

Bij het lezen van de vandaag ontvangen boodschap met alle schriftelijke antwoorden en na de omzetting van de fysieke raad in een videoconferentie heerst het gevoel dat u het democratisch debat in beslag neemt, zowel ten aanzien van de gemeenteraadsleden als ten aanzien van de burgers die hun interpellaties niet konden voorstellen.

Interventie van mevrouw Fatima Abbach, Voorzitster

Mevrouw de Voorzitster preciseert dat ze er voorstander van is om terug te gaan naar fysieke vergaderingen zodra aan alle voorwaarden voldaan is, maar dat het delen van een microfoon en enkele uren samen zitten met een veertigtal mensen, met mondkmaskerplicht, volgens haar geen aangename omstandigheden zijn voor een gemeenteraad.

Wat betreft de virtuele interventies van het publiek, het klopt dat we daar niet over hebben nagedacht, maar ik vind het niet erg. We kunnen het de volgende keer doen. Ik ben voorstander van burgerinterpellaties. Laten we het de volgende keer proberen en hopen dat de omstandigheden goed zullen zijn en dat we geen tweede golf krijgen.

De heer Marc Loewenstein zegt dat hij de indruk heeft dat sommigen dachten dat er gezien de omstandigheden een poging gedaan werd om beslag te leggen op het democratisch debat. Hij benadrukt dat er geen stabiliteit is in de organisatie: wijziging van datum enz.

Interventie van de heer Cédric Pierre-De Permentier

Ik denk dat er sprake is van een zekere 'laisser-aller' als je het probleem al sinds maart kent en je geen 37 microfoons of een zaal kunt vinden. Ik vraag me af of de meerderheid wel bereid is om de raadsvergaderingen weer fysiek te doen, omdat we weten dat het virtuele bepaalde "voordelen" biedt, met name om niet te reageren op al onze interventies en ook op die van burgers die soms heel legitieme vragen hebben.

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

1 Affaires générales - Présidence du Conseil communal - Elections. (Complémentaire)

LE CONSEIL,

Vu l'article 8bis de la nouvelle loi communale ;

Vu la lettre de démission remise par Mme Séverine DE LAVELEYE le 1er janvier 2020 ;

Vu les actes de présentation reçus par Mme la Secrétaire communale et transmis à M. le Bourgmestre-Président au moins trois jours avant la séance :

- Présidence : Mme Fatima ABBACH ;
- Suppléance : Mme Séverine DE LAVELEYE ;

Considérant que ces actes ont bien recueilli la double majorité nécessaire (la majorité des élus de la même liste que la candidate présidente et la candidate suppléante et la majorité des élus du Conseil) ; qu'ils sont dès lors recevables ;

Considérant que M. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER et Mme Caroline DUPONT, les deux plus jeunes membres du Conseil, assistent M. le Bourgmestre-Président aux opérations du scrutin et du dépouillement ;

Procède successivement au scrutin secret à l'élection relative à la présidence, puis à l'élection relative à la suppléance ;

Considérant que tous les membres présents prennent part au vote ;

Considérant que le dépouillement des votes donne les résultats suivants :

- Mme Fatima ABBACH obtient XX voix pour et XX voix contre (XX abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;
- Mme Séverine DE LAVELEYE obtient XX voix pour et XX voix contre (XX abstentions) ; qu'elle est en conséquence élue ;

PREND ACTE,

De la démission de Mme Séverine DE LAVELEYE en tant que Présidente du Conseil communal ;

De l'élection de Mme Fatima ABBACH en qualité de présidente du Conseil communal et de Mme Séverine DE LAVELEYE en qualité de suppléante.

Le point est reporté.

Algemene zaken - Voorzitterschap van de Gemeenteraad - Verkiezingen. (Aanvullend)

DE RAAD,

Gelet op artikel 8bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ontslagbrief overhandigd door mevr. Séverine DE LAVELEYE op 1 januari 2020;

Gelet op de akten van voordracht ontvangen door mevr. de Gemeentesecretaris en ten minste drie dagen vóór de zitting overgemaakt aan de heer Burgemeester-Voorzitter:

- Voorzitterschap: mevr. Fatima ABBACH;
- Plaatsvervanger: mevr. Séverine DE LAVELEYE;

Overwegende dat deze akten wel degelijk een dubbele meerderheid hebben verkregen (de meerderheid van de verkozenen van dezelfde lijst als de kandidaat-voorzitster en de kandidaat-plaatsvervangster en de meerderheid van de verkozenen van de Raad); dat deze akten bijgevolg ontvankelijk zijn;

Overwegende dat dhr. Cédric PIERRE-DE PERMENTIER en mevr. Caroline DUPONT, de twee jongste verkozenen van de Raad, de heer Burgemeester-Voorzitter bijstaan voor de stem- en telverrichtingen;

Gaat achtereenvolgens over tot de geheime stemming voor de verkiezing van de voorzitter, daarna de verkiezing van de plaatsvervanger;

Overwegende dat alle aanwezige leden aan de stemming deelnemen;

Overwegende dat de resultaten van de telling de volgende zijn:

- Mevr. Fatima ABBACH ontvangt XX stemmen voor en XX tegen (XX onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;
- Mevr. Séverine DE LAVELEYE ontvangt XX stemmen voor en XX tegen (XX onthoudingen); dat ze bijgevolg verkozen is;

NEEMT AKTE,

Van het ontslag van mevr. Séverine DE LAVELEYE als voorzister van de Gemeenteraad ;

Van de verkiezing van mevr. Fatima ABBACH in de hoedanigheid van voorzitster van de Gemeenteraad en van mevr. Séverine DE LAVELEYE in de hoedanigheid van plaatsvervangster.

Het punt wordt verdaagd.

2 annexes / 2 bijlagen

2 Affaires générales – Agence Immobilière Sociale - Mandats - Remplacement.

LE CONSEIL,

Revu sa décision du 26 février 2019 de désigner en qualité d'administrateur avec voix consultative pour l'« Agence Immobilière Sociale » Monsieur Camille RONGE ;

Vu l'article 120 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE,

De remplacer Monsieur **Camille RONGE** par Monsieur **Charles POTELLE**, en qualité d'administrateur avec voix consultative pour l'« Agence Immobilière Sociale ».

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken – Sociaal Verhuurkantoor - Mandaten - Vervanging.

DE RAAD,

Zijn beslissing van 26 februari 2019 herzien om de heer Camille RONGE aan te stellen in de hoedanigheid van bestuurder met raadgevende stem voor het “Sociale Verhuurkantoor”;

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST,

De heer **Camille RONGE** te vervangen door de heer **Charles POTELLE** in de hoedanigheid van bestuurder met raadgevende stem voor het “Sociale Verhuurkantoor”.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Monsieur Yves Roland

Au nom du groupe MR, nous tenons à remercier tout particulièrement notre ami et ancien collègue Monsieur Camille Rongé, pour les nombreux services rendus à la population forestoise durant ses 4 mandats de conseiller communal et son mandat au CPAS. Il a ainsi travaillé pendant 24 ans au profit de la population et je salue vraiment ce qu'il a fait pour la commune.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein

Au nom du groupe DéFI, je m'associe au gentil mot qui a été adressée à Camille RONGE et lui adresse toute notre sympathie.

Interventie van de heer Yves Roland

Namens de MR-fractie willen we onze vriend en oud-collega, de heer Camille Rongé, bedanken voor de vele diensten die hij tijdens zijn 4 mandaten als gemeenteraadslid en zijn mandaat bij het OCMW heeft verleend aan de Vorstenaren. Hij heeft 24 jaar lang gewerkt ten behoeve van de bevolking en ik waardeer enorm wat hij voor de gemeente heeft gedaan.

Interventie van de heer Marc Loewenstein

Namens de DéFI-fractie sluit ik mij aan bij de lieve woorden aan het adres van Camille RONGE en betuig ik hem al onze sympathie.

3 **Affaires générales - Mandats (Foyer du Sud) - Remplacement.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 120, § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les statuts du Foyer du Sud, notamment l'article 30 ;

Considérant que M. Nicolas LONFILS a démissionné de son mandat de membre du Conseil d'administration du Foyer du Sud ;

Considérant qu'il appartient au Conseil communal prendre acte de cette démission et de proposer le nom d'un remplaçant ;

Considérant que les membres du Conseil d'administration sont nommés et révoqués par l'Assemblée générale ;

DECIDE,

De prendre acte de la démission de M. Nicolas LONFILS de son mandat de membre du Conseil d'administration du Foyer du Sud ;

De proposer comme remplaçant au mandat de membre du Conseil d'administration du Foyer du Sud M. Mustapha AL MASUDE, domicilié boulevard Guillaume Van Haelen 139 bte 182 à 1190 Forest.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Algemene zaken - Mandaten (Zuiderhaard) - Vervanging.

DE RAAD,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de statuten van de Zuiderhaard, in het bijzonder artikel 30;

Overwegende dat de heer Nicolas LONFILS zijn mandaat als lid van de Raad van Bestuur van de Zuiderhaard heeft neergelegd;

Overwegende dat het de taak van de Gemeenteraad is om kennis te nemen van dit ontslag en een vervanger voor te dragen;

Overwegende dat de leden van de Raad van bestuur benoemd en ontslagen worden door de Algemene Vergadering;

BESLIST,

Akte te nemen van het ontslag van de heer Nicolas LONFILS als lid van de Raad van Bestuur van de Zuiderhaard;

Voor te stellen als vervanger voor het mandaat van lid van de Raad van Bestuur van de Zuiderhaard, de heer Mustapha AL MASUDE, gedomicilieerd Guillaume Van Haelenlaan 139 bus 182 te 1190 Vorst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

PERSONNEL & RH - PERSONNEEL & HR

Traitements et pensions - Wedden en pensioenen

4 **Personnel – Statut pécuniaire – Mise à disposition de titres-repas.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 145, par. 1^{er}, selon lequel « *Le conseil communal fixe [...] le statut pécuniaire et les échelles de traitement des agents de la commune, à l'exception de ceux dont le traitement est fixé par la présente loi ou par la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement* » ;

Vu le statut pécuniaire applicable au personnel de l'administration communale adopté en séance du 20 décembre 2002, et ses modifications ultérieures ;

Considérant sa volonté de valoriser le personnel de l'administration communale par le biais de la mise à disposition de titres-repas à partir du 1^{er} octobre 2020 ;

Vu l' Arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, et ses modifications ultérieures, notamment l'article 19bis concernant les titres-repas ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 2 avril 2020 approuvant la « Convention relative à la collaboration entre la Commune de Forest et le CPAS de Forest pour la réalisation d'un marché-conjoint relatif à la mise à disposition du personnel communal et du CPAS de chèques-repas et chèques-cadeau » ;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir les modalités de l'attribution des titres-repas dans le statut pécuniaire ;

Vu le protocole d'accord n° 442 intervenu en date du 10 juin 2020 entre les organisations syndicales représentatives et l'autorité communale ;

DECIDE,

D'ajouter au chapitre III « Allocations et suppléments » du statut pécuniaire applicable au personnel de l'administration communale de Forest, une nouvelle section R. « Titres-repas » reprise en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Personeel – Geldelijk statuut – Terbeschikkingstelling van maaltijdcheques.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 145, par. 1: “*De gemeenteraad bepaalt : de bezoldigingsregeling en de weddeschalen van het gemeentepersoneel, met uitzondering van de personeelsleden wier bezoldigingsregeling wordt vastgesteld door deze wet of door de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijs wetgeving*”;

Gelet op het geldelijk statuut van toepassing op het personeel van het gemeentebestuur aangenomen in zitting van 20 december 2002, en zijn latere wijzigingen;

Overwegende zijn wens om het personeel van het gemeentebestuur op te waarderen door middel van de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques vanaf 1 oktober 2020;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, en zijn latere wijzigingen, inzonderheid artikel 19bis betreffende de maaltijdcheques;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 2 april 2020 tot goedkeuring van de ‘Overeenkomst betreffende de samenwerking tussen de Gemeente Vorst en het OCMW van Vorst voor de uitvoering van een gezamenlijke opdracht met betrekking tot de terbeschikkingstelling van maaltijdcheques en cadeaucheques aan het gemeente- en OCMW-personeel’;

Overwegende dat de modaliteiten van de toekenning van de maaltijdcheques voorzien moeten worden in het geldelijk statuut;

Gelet op protocolakkoord nr. 442 tussen de representatieve vakbondsorganisaties en de gemeentelijke overheid van 10 juni 2020;

BESLIST,

Aan hoofdstuk III “Toelagen en supplementen” van het geldelijk statuut van toepassing op het personeel van het gemeentebestuur van Vorst een nieuwe afdeling R. “Maaltijdcheques”, opgenomen in bijlage, toe te voegen:

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Monsieur LOEWENSTEIN insiste pour obtenir une réponse à sa question écrite datée du 24 avril concernant les chèques-repas. Madame la secrétaire communale va retransféré la question écrite aux membres du collège.

Intervention de Madame Isabelle Maduda

Au niveau du groupe MR, on ne remet pas en question le principe, c'est plutôt le contexte et la manière dont ça a été adopté qui nous paraît discutable et on voudrait savoir dans quel cadre budgétaire on se situe ?

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier.

Qu'en est-il des chèques-repas par rapport au projet de réfectoire qui va être intégré dans le cadre de la rénovation de l'hôtel communal ? Si des repas sont servis dans le réfectoire pourquoi avoir des chèques repas ?

Réponse de Monsieur Stéphane Roberti

Sur l'aspect budgétaire, c'est prévu dans le budget 2020. Il n'y aura pas de repas qui seront servis et, par ailleurs, tous les services communaux ne déménageront pas dans l'hôtel communal. Concernant la question relative au CPAS, Monsieur ROBERTI précise que les montants ont bien été prévus pour 2020 et 21.

Monsieur Yves Roland demande les montants par écrit.

De heer LOEWENSTEIN dringt aan op een antwoord op zijn schriftelijke vraag van 24 april over maaltijdcheques. Mevrouw de gemeentesecretaris zal de schriftelijke vraag opnieuw aan de leden van het College bezorgen.

Interventie van mevrouw Isabelle Maduda

De MR-fractie stelt het principe niet ter discussie, maar de context en de manier waarop het werd aangenomen lijkt ons veeleer betwistbaar en we willen graag weten in welk begrotingskader we ons bevinden.

Interventie van heer Cédric Pierre-De Permentier

Hoe zit het met de maaltijdcheques ten opzichte van het project van een refter in het kader van de renovatie van het gemeentehuis? Als er in de refter maaltijden worden geserveerd, waarom dan maaltijdcheques?

Antwoord van de heer Stéphane Roberti

Wat de begroting betreft: het is voorzien in de begroting 2020. Er zullen geen maaltijden aangeboden worden en bovendien zullen niet alle gemeentediensten naar het gemeentehuis verhuizen. Wat het OCMW betreft, preciseert de heer ROBERTI dat de bedragen effectief ingepland zijn voor 2020 en '21.

De heer Yves Roland wenst de bedragen op papier te zien.

2 annexes / 2 bijlagen

RECEVEUR - ONTVANGER

Tutelle CPAS - Toezicht OCMW

5 Tutelle CPAS - Comptes annuels du CPAS - Exercice 2019 - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu l'article 89§1 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale, modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Le conseil de l'action sociale arrête chaque année avant le 15 juin les comptes annuels de l'exercice précédent du centre public d'action sociale et de chacun des hôpitaux gérés par celui-ci* »

Vu la décision du 25 juin 2020 du Conseil de l'action sociale arrêtant provisoirement les comptes annuels 2019, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2019 ainsi que ses annexes;

Vu l'article 112ter.§1^{er} . loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *Dans les vingt jours de l'arrêt des comptes annuels par le conseil de l'action sociale et, en tout cas, avant le 30 juin suivant la clôture de l'exercice, ceux-ci sont transmis au conseil communal aux fins d'être arrêtés définitivement. Les comptes annuels sont transmis en même temps au Collège réuni* ».

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS du 25 juin 2020 arrêtant provisoirement les comptes annuels 2019, constitués du compte budgétaire, du compte de résultats et du bilan au 31.12.2019 ainsi que ses annexes est parvenue à l'administration communale de Forest le 26 juin 2020 ;

Vu l'article 112ter.§2. loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'action sociale modifié par l'ordonnance du 14 mars 2019 précisant « *le conseil communal dispose de quarante jours à dater de leur réception pour approuver ou imputer les comptes. Si la décision du conseil communal n'est pas notifiée dans ce délai au conseil de l'action sociale, les comptes sont réputés être approuvés.*

Le centre public d'action sociale transmet au Collège réuni la décision du conseil communal approuvant ses comptes dans les quinze jours de sa réception.

Dans l'hypothèse de l'absence de décision du conseil communal, à l'expiration du délai de quarante jours, le centre public d'action sociale notifie sans délai au Collège réuni que les comptes ont été approuvés tacitement par expiration du délai. »;

Considérant, en outre, que le résultat du compte 2019 du CPAS laisse apparaître un excédent par rapport à ce qui a été inscrit au budget 2019;

Considérant, dès lors, que la dotation initiale prévue à ce même budget 2019, s'est avérée au terme de l'exercice;

DECIDE,

- D'approuver les comptes annuels 2019 du CPAS et de ses annexes;

- De transmettre la présente délibération au CPAS.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 20 votes positifs, 5 votes négatifs, 9 abstentions.

Non : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Yves Roland.

Abstentions : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Toezicht OCMW - Jaarrekeningen van het OCMW – Dienstjaar 2019 – Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 89 §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De raad voor maatschappelijk welzijn stelt elk jaar vóór 15 juni de rekening vast van het voorgaande dienstjaar van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn en van elk ziekenhuis dat onder zijn beheer staat”*;

Gelet op de beslissing van 25 juni 2020 van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn, tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2019, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31.12.2019 alsook de bijlagen;

Gelet op artikel 112ter, §1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“Binnen twintig dagen na het vaststellen van de jaarrekeningen door de raad voor maatschappelijk welzijn en, in elk geval, vóór 30 juni volgend op het afsluiten van het dienstjaar, worden deze verzonden aan de gemeenteraad om definitief te worden vastgesteld. De jaarrekeningen worden tegelijkertijd verzonden aan het Verenigd College”*;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW van 25 juni 2020 tot voorlopige vaststelling van de jaarrekeningen 2019, bestaande uit de begrotingsrekening, de resultatenrekeningen en de balans op 31.12.2019 alsook de bijlagen het gemeentebestuur van Vorst heeft bereikt op 26 juni 2020;

Gelet op artikel 112ter, §2 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd door de ordonnantie van 14 maart 2019, waarin het volgende wordt gepreciseerd: *“De gemeenteraad heeft veertig dagen vanaf de ontvangst om de rekeningen goed te keuren of niet goed te keuren. Indien de beslissing van de gemeenteraad niet binnen deze termijn aan de raad voor maatschappelijk welzijn wordt betekend, worden de rekeningen geacht te zijn goedgekeurd.*

Het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn maakt de beslissing van de gemeenteraad tot goedkeuring van de rekeningen binnen vijftien dagen na de ontvangst ervan over aan het Verenigd College.

In het geval van afwezigheid van een beslissing van de gemeenteraad, na het verstrijken van de termijn van veertig dagen, betekent het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn zonder uitstel aan het Verenigd College dat de rekeningen stilzwijgend werden goedgekeurd door het verstrijken van de termijn”;

Overwegende bovendien dat het resultaat van de rekening 2019 van het OMW een overschot vertoont tegenover wat ingeschreven was op de begroting 2019;

Overwegende derhalve dat de oorspronkelijke dotatie ingeschreven op diezelfde begroting 2019 aan het eind van het begrotingsjaar is gebleken;

BESLIST,

- Goedkeuring te verlenen aan de jaarrekeningen 2019 van het OCMW en hun bijlagen;
- De huidige beraadslaging over te maken aan het OCMW.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 20 positieve stemmen, 5 negatieve stemmen, 9 onthoudingen.

Nee : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Yves Roland.

Intervention de Monsieur Michael Van Vlasselaer

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Membres du collège

Cher(e)s Collègues,

En préambule, le groupe DéFI et moi-même remercions Mr le Receveur, ou plutôt selon la nouvelle titulature Mr le Directeur financier, son équipe et les agents du service des finances pour la qualité des chiffres et commentaires techniques fournis dans les documents mis à la disposition du conseil

Le groupe DéFI est également agréablement surpris de voir inscrit à l'OJ du conseil de ce jour l'examen du compte 2019 du CPAS, conformément à la loi organique ; nous espérons que la fable des « tolérances » ne sera pas à nouveau évoquée comme lors du conseil du 23 juin 2020

Faut-il rappeler l'art.116 de la loi communale : « Les actes des autorités des communes ne peuvent être contraire aux décrets, ordonnances, règlements et arrêtés des régions, des Communautés et des commissions communautaires, »

1/ Remarques préalables à l'examen du compte 2019 :

Ces remarques ne concernent pas directement le CPAS, mais bien la commune ; elles n'en sont pas moins nécessaires.

Par ailleurs, Mr le bourgmestre vient de le rappeler dans sa communication : nous vivons dans un état de droit...il convient donc de respecter les textes légaux et réglementaires !

Il convient de rappeler que le compte 2018 du CPAS n'avait pu être examiné par le conseil communal parce que la communication du compte était intervenue après l'expiration du délai imparti.

Cet empêchement du conseil communal d'exercer son pouvoir de tutelle envers les comptes du CPAS n'était pas un fait isolé puisqu'il trouvait sa place dans une série de faits similaires visant le budget 2020 ainsi que les modifications budgétaires de ce dernier, lesquels constituant des violations des art. 112bis de la loi organique des CPAS et des art. 85, 86, 116, 123/1° et 133 de la loi communale, ont démontré une répétition volontaire dans l'empêchement du conseil communal d'exercer les attributions que lui donne les lois.

Le défaut répété d'inscription obligatoire de l'examen d'un budget et des comptes revient à l'établissement d'une sorte de droit de véto au bénéfice d'autorités qui entrent illégalement dans les attributions d'un organe délibérant, ce qui constitue un vice d'incompétence « rationae materiae » par empiètement de fonction et un excès de pouvoir !

L'absence totale de motivation formelle de ces faits constitue également une violation de la loi du 29/7/1991 sur la motivation formelle des actes administratifs.

Ces rappels ont été effectués pour 2 motifs :

Selon la jurisprudence constante du Conseil d'Etat, les règles relatives à la compétence des divers organes administratifs sont d'ordre public et leur violation est soulevée d'office par le dit Conseil,...laquelle ne peut être couverte par une ratification ultérieure !!

Le vice substantiel de forme lors de la prise pour information au conseil du 8 octobre 2019 et la violation de l'art.112 ter de la loi organique des cpas n'ont pas été couverts !

D'où une question de principe : comment, au niveau de la commune, approuver le compte 2019, alors qu'un vice de forme substantiel entache l'approbation du compte 2018 ?

2/ Le compte 2019

2.1 Les exercices clos :

76 pages sur les 286 qui constituent le compte 2019 (soit 27%) sont consacrées aux exercices clos !

Le 1er exercice clos date de 2002 !!

En recettes, on note

- Des aides en nature

- Des interventions dans le paiement de loyers
- Des aides en espèces
- Des interventions dans les frais paramédicaux
- Des interventions dans les frais médicaux, d'énergie
- Des avances sur allocations familiales
- Des récupérations de frais divers (téléphone, repas, électricité,...)

Croit-on encore sérieusement récupérer de telles créances datant d'avant 2012 ?

En dépenses : on constate un grand nombre de remboursements de subventions au pouvoir central en souffrance !

S'agit-il d'une politique délibérée de retenue des paiements ? si, non, pour quel motif les restitutions de subventions tardent-elles à être liquidées ?

Cet aspect du compte n'étant pas sans conséquence sur l'obligation de doter le fonds pour récupération de créances douteuses, ce qui pèse sur le résultat !

2.2 Le résultat reporté :

Les circulaires des 20/7/2018 et 1/8/2018 (p.13, pt 3.1.1.2, 2e alinéa 3°), relatives respectivement aux budgets communaux 2019 et aux budgets 2019 des cpas précisent :

« ...Au cas où le CPAS aurait dégagé un boni afférent à l'exercice précédent, il s'imposerait de réduire à due concurrence le montant de l'intervention communale » (p. 16, pt 3.2.4)

« ...art. 106, 3° l'approbation définitive ou expresse du compte budgétaire se l'exercice antérieur entraîne la diminution ou l'augmentation de la dotation communale reprise dans le budget du cpas de l'exercice en cours en fonction du résultat final du compte budgétaire »

Or, la « fonction 0010 », le budget 2019 du cpas (p.2) porte un résultat reporté positif de 1.653.937,57 € ; l'opération visée par les circulaires a-t-elle été réalisée ? et si non, pourquoi ?

2.3 Résultat d'exploitation des services ordinaire et extraordinaire:

Résultat comptable de l'exercice propre – boni	1.004.384
Résultat comptable reporté de l'exercice 2018 – boni	246.843
Résultat comptable des exercices clos	-445.416
Variation du fonds pour créances douteuses	- 489.785
Résultat final compte 2019 – boni	316.023

Donc un résultat à l'exercice propre 2019 en boni de plus d'un million €

Et un résultat final en boni de 316.023€, compte tenu de l'alimentation du fonds pour créances aléatoires (ou douteuses) qui atteint 2.557.658 € !!

On en revient ainsi à l'application de l'art. 106,§3 de la loi organique des cpas, rappelée par les circulaires visées ci-dessus ; cette opération de restitution a-t-elle été prévue ou réalisée ? et si non, pourquoi ?

2.4 Le montant de la dotation communale :

Budget initial 2019	17.970.000,00€
Budget modifié 2019	17.498.234,72€
Compte 2019 (droits constatés nets) même montant	
Tableau correctif budget 2020	17.630.985,00€

On pourrait simplement constater une diminution de la dotation, mais il convient aussi de tenir compte de la charge des agents art.60§7 mis à charge de la commune à raison de 1.372.784,29€ !(rapport annuel, p.38)...et de l'augmentation de la dotation de 132.000€ affichée au tableau correctif du budget 2020 du cpas

2.5 Le résultat d'exploitation des différents centres de frais

L'application de l'art.60, §1er de la loi organique met à charge de la commune l'insuffisance de recettes de CPAS ; la situation normale est celle de l'équilibre budgétaire et comptable !

Le boni ou la mali n'est pas la situation normale visée par la loi ! Il en résulte que, pour la commune, l'identification des sources de déficits est vitale pour apprécier l'impact des politiques mis en œuvre, l'efficacité de la gestion de différents secteurs concernés et leur soutenabilité financière

Les résultats des centres de frais suivants (service ordinaire) ressortent du compte 2019 (en €) :

	compte	frais répartis	total déficits
Aide sociale (cpte p.161)	- 8.529.134 €	- 2.565.285	- 11.094.419
Val des Roses (cpte p.191)	- 1.524.041 €	- 612.223	- 2.136.264
Réinsertion profes.(cpte p237)	- 2.122.078 €	- 638.252	- 2.760.330

Certes, ces chiffres sont résorbés par les recettes générales, mais ils appellent, à tout le moins, une analyse sérieuse de leur origine.

Et il ne s'agit ici que du service ordinaire !

L'indispensable analyse de gestion réclamée par de tels chiffres restera incomplète sans la nécessaire transparence des politiques menées en matière de ressources humaines

L'opacité, le secret et l'autoritarisme qui entourent ces dernières sont non seulement un obstacle sciemment entretenu à une gestion objective mais également une violation répétée et constante du droit légal des membres du conseil communal à une information complète garanti par l'art.84 de la loi communale

2.6 Le personnel :

Lors de la discussion du budget 2019 du cpas au conseil communal du 26 mars 2019, il avait été relevé qu'un certain nombre de documents annexes obligatoires n'avaient pas été communiqués, en particulier le tableau détaillé du personnel en ETP et en effectifs, annexe B1(circulaire du 1/8/2018, p.6, pt 9)...16 mois après, on les attend encore !!

Et, en outre, le conseil n'a reçu aucune communication relative aux effectifs et aux nouveaux engagements depuis le début de la mandature communale, soit depuis 20 mois !!

Il ne peut légalement avoir de secret pour les membres du conseil !

Est-ce cela la transparence si souvent évoquée par le Collège ? un leurre de plus !!

Où se trouve le cadre du personnel basé sur un travail rationnel et professionnel d'évaluation des besoins réels sur le terrain ?

Quand seront communiqués l'organigramme et la répartition des effectifs dans les services ?

Quid de la méthode d'évaluation de la charge de travail ? qu'en est-il de l'avancement du dossier d'informatisation du service financier ...et des répercussions sur la gestion RH de ce service ?

Quelles sont les normes objectives par catégorie de personnel retenues pour justifier les affectations des personnels dans les différents services ?

Sans ces informations essentielles, l'évaluation de la gestion des services est gravement et volontairement compromise...en violation de l'art.84 de la loi communale !

2.7 Le service de l'aide sociale :

On a vu le résultat 2019 de ce service, un déficit de l'ordre de 11 millions ; il justifie un examen de ses modes de fonctionnement, d'autant qu'un certain nombre de récupérations pour un montant total de 613.402,32€ ont été effectuées

Quels sont les motifs détaillés qui ont donné lieu à ces récupérations ?

Il ne s'agit pas ici d'une mise en cause des politiques mises en œuvre, que le groupe DÉFI estime nécessaires compte tenu d'une redistribution déficiente dans notre organisation sociale, mais de la recherche des modes de gestion plus efficiente dont tant les usagers que les agents du CPAS seraient les bénéficiaires ... au même titre que les finances communales !

Ainsi, en ayant connaissance de la norme de travail retenue pour le traitement des dossiers RI et ERI, soit 100 dossiers/1 AS , et le nombre mensuel moyen de dossiers traités , on peut évaluer le nombre d'AS nécessaire : $2251/100 = 22,52$ AS

Pourquoi le nombre de dossiers traités par chaque service et temps moyen de traitement de chaque type de dossiers sont-ils pas communiqués ? rendant ainsi plus aisée une évaluation objective des activités ?

La MRS « Le val des roses » :

Pour terminer, une note positive : il est incontestable que le résultat de la MRS est en amélioration, ; néanmoins, le déficit 2019 reste important :

Diminution du déficit du service ordinaire - 1.524.040,73

Diminution du déficit de service extraordinaire - 1.573.549,37

Au total déficit - 3.097.590,10
Auquel il convient d'ajouter les frais répartis
à 100% , soit - 612.222,71
au total , un déficit estimé à - 3.709.812,81

...toujours, sans l'ouverture des nouveaux cantons !!

L'audit fonctionnel réclamé depuis 2015 a-t-il enfin été réalisé ?

Pourquoi un budget propre à la MRS n'a-t-il pas été établi, conformément aux dispositions réglementaires ?

Pourquoi le cadre du personnel de la MRS n'a-t-il pas été communiqué ? quand a-t-il été révisé ?

Quels autres efforts de rationalisation sont programmés pour les années suivantes ?

En conclusion :

Compte tenu des remarques qui précèdent, le groupe DéFI s'abstient lors du vote sur le compte 2019 du CPAS.

Intervention de Monsieur Yves Roland

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs,

Nous avons été privés illégalement de notre droit et devoir d'approuver ou d'improver le compte 2018 du CPAS, suite à l'expiration du délai de 40 jours dont le Conseil Communal dispose à cet effet en application de l'article 112ter de la loi organique des CPAS.

Le Collège avait en effet omis de transmettre les comptes et documents annexes dans les délais légaux.

Quant au compte du CPAS 2019, nous sommes appelés à délibérer ce jour alors que la même loi organique prévoit que les comptes du CPAS doivent être transmis au Conseil Communal en tout cas avant le 30 juin suivant l'exercice de clôture, aux fins d'être arrêtés définitivement.

En s'obstinant à ne pas communiquer aux membres du Conseil Communal les comptes du CPAS dans les délais légaux, le Bourgmestre et le Collège font obstacle au droit à l'information des dits membres et violent ainsi le prescrit de l'article 84 de la nouvelle loi communale... !

La lecture du compte 2019 et ses rapports annexes appellent de nombreuses questions et remarques :

1°) Le bonus du compte 2018 du CPAS a-t'il été remboursé à l'administration communale comme le prévoit l'article 106par3 de la nouvelle loi organique des CPAS ?

2°) la dotation communale augmente encore de +- 786.000€ (17.498.234€) alors que le nombre d'usagers, R.I.S et E.R.I est pourtant stable.(Rapport art 89 du Receveur point 4-2).

3°) le fonds pour créance aléatoire augmente de +- 490.000€ en 2019. (Rapport art 89 point 3-1-2).

Des droits constatés très anciens (depuis 2002) restent cependant à recouvrer.

Le fait que les exercices clos n'ont pas été « nettoyés » les années précédentes n'en est-il pas la cause principale ?

4°) Certaines sommes importantes dues par le pouvoir central depuis 2014 restent à recouvrer. Pourquoi ?

Les visites des inspecteurs du SPP R.I.S. en 2019 ont constaté pour 272.114,93€ de paiement indu que nous devons rembourser.

C'était déjà le même cas en 2018 pour une somme de 295220,31€.

(Cfr. rapport art.89 point 4.4.7).

Comment de telles erreurs sont-elles possibles ?

5°) Si un effort a réellement été fait, et nous pouvons sans doute nous louer du travail de la nouvelle Direction, il reste cependant insuffisant, le déficit du Val des Roses pour les services ordinaires + investissement restant supérieur à 3.000.000€. (Rapport art 89 point 4.3.3)

Quelles sont les intentions de l'administration pour diminuer encore davantage ce déficit ?

Nous avons déjà à plusieurs reprises les années précédentes demandé qu'un « Audit » du personnel soit réalisé tant au home qu'à l'administration centrale.

Où en est-on à ce sujet ?

6°) Dans le financement INAMI du home, quel est le montant de la recette du 3ème volet ?

7°) Quel montant a-t'il été dépensé pour l'engagement de personnel intérimaire toujours très onéreux ?

8°) Quelle est la situation financière (dépenses et recettes) de la cafétéria et caisse des fêtes du home autrefois gérée par l'asbl les « Amis du Val des Roses » dont les fonds servaient à améliorer les loisirs des résidents ?

9°) Les travaux de rénovation du Val des Roses devaient contractuellement se terminer le 4 octobre 2016. Les 32 nouvelles chambres toujours inoccupées et déjà meublées auraient été bien utiles cette année pour le confinement de résidents positifs au COVID 19 et auraient sans doute pu limiter le nombre de décès dans l'institution.

Quand ces 32 chambres pourront-elles enfin être occupées ?

9°) Un retard d'1 an ½ était constaté en 2018 dans le traitement des factures médicales et pharmaceutiques hypothéquant les récupérations des attestations médicales auprès des mutuelles.

Le personnel supplémentaire « temporaire » engagé (était-il vraiment temporaire ?) a-t'il permis de résorber l'entièreté de ce retard ?

10°) En 2018, le logiciel comptable du CPAS était obsolète.

Le nouveau logiciel plus performant que l'on envisageait d'acquérir et qui devait permettre de faire l'économie de plusieurs postes de travail est-il en fonction ?

Si oui, combien de postes de travail l'administration a-t'elle ainsi pu économiser ?

11°) Les dépenses de redistribution au service des aides-familiales et seniors sont passées de 160.845€ en 2018 à 3.230€ en 2019. (Rapport art.89 point 4-4-3).

Pourquoi cette diminution drastique au détriment des seniors forestois restés à domicile ?

Où sont les promesses mentionnées dans votre Note de Politique Générale ?

Celles-ci ne visaient-elles pas à améliorer le sort des personnes âgées forestoises les plus vulnérables ?

Merci pour votre attention et vos réponses.

Réponse de Monsieur Nicolas Lonfils, Président du CPAS

Je vais prendre note de vos questions par écrit et je les transmettrai à l'administration et l'on vous répondra dans les plus brefs délais.

Monsieur Yves Roland précise qu'il souhaiterait en effet des réponses écrites suite à des questions qui ont déjà été posées en février.

Interventie van de heer Michael Van Vlasselaer

Mevrouw de Voorzitster,

Geachte dames en heren leden van het College,

Beste collega's,

Vooraf willen de DéFI-fractie en ik de heer ontvanger, of volgens de nieuwe titel, de financieel directeur, zijn team en de medewerkers van de dienst financiën bedanken voor de kwaliteit van de cijfers en de technische opmerkingen in de documenten die aan de raad ter beschikking zijn gesteld.

De DéFI-fractie is ook aangenaam verrast dat de rekening 2019 van het OCMW op de agenda van de gemeenteraad van vandaag staat, in overeenstemming met de organieke OCMW-wet; wij hopen dat de fabel van de 'toleranties' niet opnieuw ingeroepen wordt zoals op de vergadering van 23 juni 2020.

Artikel 116 van de Gemeentewet stelt immers: "De handelingen van de overheden van de gemeenten mogen niet in strijd zijn met de decreten, de ordonnanties, de reglementen en de besluiten van de Gewesten, de Gemeenschappen en de Gemeenschapscommissies ..."

1/ Voorafgaande opmerkingen bij de analyse van de rekening 2019

Deze opmerkingen hebben niet direct betrekking op het OCMW, maar op de gemeente; ze zijn toch noodzakelijk.

Bovendien heeft de burgemeester ons er zojuist in zijn mededeling aan herinnerd: we leven in een rechtsstaat ... De regelgeving moet dus nageleefd worden.

De OCMW-rekening 2018 kon niet door de gemeenteraad besproken worden omdat de cijfers na het verstrijken van de termijn werden bekendgemaakt.

Zo kon de Gemeenteraad zijn toezicht op de rekeningen van het OCMW niet uitoefenen. Dat was geen

alleenstaand feit, aangezien het deel uitmaakte van een reeks gelijkaardige feiten met betrekking tot de begroting 2020 en de begrotingswijzigingen, die inbreuken vormen op art. 112bis van de organieke OCMW-wet en op art. 85, 86, 116, 123/1° en 133 van de Gemeentewet ... een moedwillige herhaling van de belemmering van de Gemeenteraad om de bij wet toegekende bevoegdheden uit te oefenen. Het herhaaldelijk niet-inplannen van de verplichte bespreking van de begroting en de rekening komt neer op het instellen van een soort vetorecht ten gunste van overheden die op onrechtmatige wijze aan de bevoegdheid van een beraadslagend orgaan toekomen, wat onbekwaamheid 'rationae materiae' vormt door aantasting van functie en machtsoverschrijding!

Het volledig ontbreken van een formele motivering van deze feiten vormt ook een schending van de wet van 29/7/1991 betreffende de formele motivering van administratieve handelingen.

Deze opmerkingen werden om 2 redenen gegeven:

Volgens de Raad van State zijn de regels betreffende de bevoegdheid van de verschillende bestuursorganen van openbare orde en wordt de schending ervan ambtshalve door die Raad van State aan de orde gesteld, ... wat niet kan worden gedekt door een latere bekrachtiging.

De substantiële vormfout bij de kennisname door de raad van 8 oktober 2019 en de schending van art. 112ter van de organieke OCMW-wet zijn niet gedekt!

Vandaar een principiële vraag: hoe kan op het niveau van de gemeente de rekening 2019 worden goedgekeurd terwijl een substantiële vormfout de goedkeuring van rekening 2018 in de weg staat?

2/ Rekening 2019

2.1. De afgesloten dienstjaren:

76 pagina's van de 286 die rekening 2019 vormen (d.w.z. 27%), zijn gewijd aan afgesloten dienstjaren!

Het 1e afgesloten dienstjaar dateert van 2002!

Qua ontvangsten zien we:

- Steun in natura
- Tussenkost in de betaling van huurgeld
- Steun in contanten
- Tussenkost in de paramedische kosten
- Tussenkost in de medische en energiekosten
- Voorschotten op kinderbijslag
- Recuperatie van diverse kosten (telefoon, maaltijden, elektriciteit, ...)

Denken we echt nog dergelijke schuldvorderingen van voor 2012 te recupereren?

Qua uitgaven zien we een groot aantal openstaande terugbetalingen van subsidies aan het centraal bestuur. Is dit een doelbewust beleid van het achterhouden van betalingen? Zo niet, wat is dan de reden voor de vertraging bij het uitbetalen van de terugbetaling van subsidies?

Dit aspect van de rekening is niet zonder gevolg voor de verplichting om het fonds in te zetten voor de invordering van dubieuze vorderingen, wat op het resultaat weegt!

2.2. Het overgedragen resultaat:

De omzendbrieven van 20/7/2018 en 1/8/2018 (pg.13, punt 3.1.1.2, 2e lid, 3°), die respectievelijk betrekking hebben op de gemeentebegrotingen van 2019 en de begrotingen van 2019 van het OCMW specificeren:

“Ingeval het OCMW een batig saldo vertoont voor het vorig dienstjaar, dient het bedrag van de gemeentelijke bijdrage overeenkomstig verminderd te worden.” (pg. 16, punt 3.2.4)

“... art. 106, 3° brengt de definitieve goedkeuring, stilzwijgend of uitdrukkelijk, van de begrotingsrekening van het vorige dienstjaar de vermindering of de vermeerdering met zich mee van de gemeentedotatie opgenomen in de begroting van het OCMW van het lopende dienstjaar in functie van het begrotingsresultaat van de rekening ...”

De "functie 0010": de begroting 2019 van het OCMW (pg. 2) heeft een positief overgedragen resultaat van 1.653.937,57 euro; is de in de omzendbrieven bedoelde operatie uitgevoerd en zo niet, waarom niet?

2.3. Exploitatieresultaat van de gewone en buitengewone dienst

Boekhoudkundig resultaat van het eigen dienstjaar - batig saldo 1.004.384

Boekhoudkundig resultaat overgedragen van dienstjaar 2018 - batig saldo 246.843

Boekhoudkundig resultaat van afgesloten dienstjaren - 445.416

Variatie van het fonds voor dubieuze vorderingen - 489.785

Eindresultaat rekening 2019 - batig saldo 316.023

Dus: een positief resultaat voor het eigen dienstjaar 2019 van meer dan 1 miljoen €

en een positief eindresultaat van 316.023 €, rekening houdend met de stijving van het fonds voor twijfelachtige (of dubieuze vorderingen) van 2.557.658 €!

Dit brengt ons terug bij de toepassing van art. 106, §3 van de organieke OCMW-wet, die in de bovengenoemde omzendbrieven wordt herhaald; is deze teruggave gepland of uitgevoerd, en zo niet, waarom niet?

2.4. Het bedrag van de gemeentedotatie:

Oorspronkelijke begroting 2019 17.970.000,00 €

Gewijzigde begroting 2019 17.498.234,72 €

Rekening 2019 (netto vastgestelde rechten) zelfde bedrag

Correctietabel begroting 2020 17.630.985,00 €

Men zou eenvoudigweg een vermindering van de dotatie kunnen vaststellen, maar er moet ook rekening worden gehouden met de kosten van het personeel art. 60 §7, ten laste van de gemeente voor 1.372.784,29 € (jaarverslag, pg. 38) en met de verhoging van de dotatie (132.000 €) die in de correctietabel van de begroting 2020 van het OCMW is opgenomen.

2.5. Exploitatieresultaat van de verschillende kostenplaatsen

De toepassing van art. 60 §1 van de organieke wet legt de tekorten in de OCMW-ontvangsten ten laste van de gemeente; de normale situatie is er een van budgettair en boekhoudkundig evenwicht!

Het positieve of negatieve saldo is niet de normale bij wet beoogde situatie! Voor de gemeente is het dan ook essentieel dat de oorzaken van de tekorten worden geïdentificeerd, om de impact van het gevoerde beleid, de doeltreffendheid van het beheer van de verschillende sectoren en de financiële duurzaamheid te kunnen beoordelen.

De resultaten van de volgende kostenplaatsen (gewone dienst) blijken uit de rekening 2019 (in €):

	rekening	verdeelde kosten	totaal tekorten
Sociale bijstand (rek. pg.161)	- 8.529.134 €	- 2.565.285	- 11.094.419
Val des Roses (rek. pg.191)	- 1.524.041 €	- 612.223	- 2.136.264
Beroepsinschakeling (rek. pg. 237)	- 2.122.078 €	- 638.252	- 2.760.330

Hoewel deze cijfers opgaan in de algemene inkomsten, vergen ze op zijn minst om een ernstige analyse van hun oorsprong.

En dit is slechts de gewone dienst!

De noodzakelijke analyse van het beheer die dergelijke cijfers vergen, zal onvolledig blijven zonder de noodzakelijke transparantie van het personeelsbeleid.

De ondoorzichtigheid, de geheimhouding en het autoritarisme van die laatste vormen niet alleen een bewuste belemmering van objectief beheer, maar ook een herhaalde en voortdurende schending van het wettelijke recht van de gemeenteraadsleden op volledige informatie, gewaarborgd door art. 84 van de Gemeentewet.

2.6. Personeel:

Tijdens de bespreking van de begroting 2019 van het OCMW op de gemeenteraad van 26 maart 2019 werd vastgesteld dat een aantal verplichte bijlagen niet werden meegedeeld, met name de gedetailleerde tabel van het personeel in VTE en in aantal personen, bijlage B1 (omz. 1/8/2018, pg. 6, punt 9) ... 16 maanden later wachten we nog steeds op die documenten!

Bovendien heeft de raad geen enkele mededeling ontvangen over het aantal personeelsleden en de nieuwe benoemingen sinds het begin van de gemeentelijke mandatuur, d.w.z. sinds 20 maanden!

Wettelijk gezien mogen er geen geheimen zijn voor de leden van de raad!

Is dit de transparantie die het College zo vaak oproept? Alweer een rad voor de ogen!

Hoe zit het met het personeelskader gebaseerd op een rationele en professionele evaluatie van de werkelijke behoeften op het terrein?

Wanneer worden het organigram en de verdeling van het personeelsbestand in de diensten meegedeeld?

Hoe zit het met de evaluatie van de werklust? Hoe zit het met de voortgang van de informatisering van de dienst financiën ... en de impact op het HR-beheer van de dienst?

Wat zijn de objectieve normen per categorie die worden gehanteerd om de verdeling van het personeel over de verschillende diensten te verantwoorden?

Zonder deze essentiële informatie wordt de evaluatie van het beheer van de diensten ernstig en moedwillig gecompromitteerd, wat in strijd is met art. 84 van de Gemeentewet!

2.7. Dienst maatschappelijk welzijn

We hebben het resultaat 2019 van deze dienst gezien, een tekort van ongeveer 11 miljoen; dat rechtvaardigt een herziening van de werkwijzen, vooral omdat er een aantal terugvorderingen werden gedaan voor een totaal bedrag van 613.402,32 euro.

Wat zijn de gedetailleerde redenen voor deze terugvorderingen?

Dit is geen kwestie van in vraag stellen van het gevoerde beleid, dat de DéFI-fractie noodzakelijk acht rekening houdend met een gebrekkige herverdeling in onze sociale organisatie, maar veeleer een zoektocht naar efficiëntere werkmethodes die zowel de gebruikers als het personeel van het OCMW ten goede zou komen ... en ook de gemeentefinanciën!

Rekening houdend met de werknorm die wordt gebruikt voor de behandeling van leefloondossiers, nl. 100 dossiers per sociaal assistent, en het gemiddelde aantal verwerkte dossiers per maand, komen we dus op het volgende aantal benodigde sociaal assistenten: $2251 / 100 = 22,52$ SA

Waarom worden het aantal dossiers dat door elke dienst wordt behandeld en de gemiddelde verwerkingstijd voor elk type dossier niet bekendgemaakt, waardoor het gemakkelijker wordt om de activiteiten objectief te beoordelen?

RVT 'Val des Roses':

We eindigen met een positieve noot: het resultaat van het RVT verbetert, maar toch blijft het tekort 2019 aanzienlijk.

Daling van het tekort van de gewone dienst - 1.524.040,73

Daling van het tekort van de buitengewone dienst - 1.573.549,37

Totaal tekort - 3.097.590,10

Daar komen nog de 100 % verdeelde kosten bij,

zijnde - 612.222,71

in totaal een tekort geraamd op - 3.709.812,81

... nog steeds zonder de opening van de nieuwe 'cantous'!

Is de sinds 2015 gevraagde functionele audit eindelijk uitgevoerd?

Waarom is er geen eigen begroting voor het RVT, overeenkomstig de wettelijke bepalingen?

Waarom is het personeelskader van het RVT niet gecommuniceerd? Wanneer werd het herzien?

Welke verdere rationaliseringsinspanningen zijn er gepland de komende jaren?

Tot besluit:

In het licht van bovenstaande opmerkingen onthoudt de DéFI-fractie zich van stemming over de rekening 2019 van het OCMW.

Interventie van de heer Yves Roland

Mevrouw de Voorzitter,

Dames en heren,

Wij waren onrechtmatig beroofd van ons recht en onze plicht om de rekening 2018 van het OCMW goed of af te keuren, na het verstrijken van de termijn van 40 dagen die de gemeenteraad daartoe heeft in toepassing van artikel 112ter van de organieke OCMW-wet.

Het College had immers nagelaten de rekeningen en de bijbehorende documenten binnen de wettelijke termijnen te verzenden.

Wat de rekening 2019 van het OCMW betreft, wordt ons vandaag gevraagd te beraadslagen, ook al

bepaalt de organieke wet dat de OCMW-rekeningen in elk geval vóór 30 juni aan de gemeenteraad moeten worden toegezonden om definitief te worden goedgekeurd.

Door te volharden in het niet meedelen van de OCMW-rekeningen aan de gemeenteraadsleden binnen de wettelijke termijnen, belemmeren de burgemeester en het College hun recht op informatie en schenden ze dus artikel 84 van de Nieuwe Gemeentewet !

De rekening 2019 en de bijbehorende verslagen roepen veel vragen en opmerkingen op:

1°) Wordt het positief saldo van de OCMW-rekening 2018 terugbetaald aan het gemeentebestuur zoals voorzien in artikel 106 §3 van de organieke OCMW-wet?

2°) De gemeentedotatie stijgt nog met +- 786.000 € (17.498.234 €) terwijl het aantal gebruikers, (equivalent) leefloners stabiel is (verslag art. 89 van de ontvanger, punt 4-2).

3°) Het fonds voor onzekere schuldvorderingen stijgt met +- 490.000 € in 2019. (verslag art. 89, punt 3-1-2).

Zeer oude vastgestelde rechten (sinds 2002) moeten echter nog worden geïnd.

Is het feit dat de afgesloten boekjaren de vorige jaren niet ‘schoongemaakt’ werden, daar niet de belangrijkste reden voor?

4°) Bepaalde grote bedragen die de centrale overheid sinds 2014 verschuldigd is, moeten nog worden teruggevorderd. Waarom?

De inspecteurs van de POD MI in 2019 stelden 272.114,93 € aan onverschuldigde betalingen vast die wij moeten terugbetalen.

In 2018 was dat al het geval voor een bedrag van 295.220,31 €.

(cf. verslag art. 89, punt 4.4.7).

Hoe zijn dergelijke fouten mogelijk?

5°) Als er echt een inspanning is geleverd - en we kunnen het werk van de nieuwe directie ongetwijfeld prijzen - toch blijft het onvoldoende, want het tekort van Val des Roses voor de gewone diensten en investering blijft hoger dan 3.000.000 €. (verslag art. 89, punt 4.3.3).

Wat zijn de voornemens van de administratie om dit tekort verder terug te dringen?

De afgelopen jaren hebben wij al meermaals gevraagd om een audit van het personeel, zowel in de home als bij de centrale diensten.

Hoe staat het daarmee?

6°) Wat is in de RIZIV-financiering van het rusthuis het bedrag van de inkomsten van het 3e luik?

7°) Hoeveel is er besteed aan het inzetten van interimpersoneel, wat altijd erg duur is?

8°) Wat is de financiële situatie (uitgaven en inkomsten) van de cafetaria en het feestfonds van de home, wat vroeger door de vzw "Les Amis du Val des Roses" werd beheerd en waarvan de fondsen werden gebruikt om de vrijetijdsactiviteiten van de bewoners te verbeteren?

9°) De renovatiewerken in Val des Roses zouden contractueel eindigen op 4 oktober 2016.

De 32 nieuwe maar nog ongebruikte ingerichte kamers zouden dit jaar zeer nuttig zijn geweest voor de isolatie van besmette residenten (Covid-19) en hadden ongetwijfeld het aantal sterfgevallen in de instelling kunnen inperken.

Wanneer kunnen de 32 kamers eindelijk gebruikt worden?

9°) In 2018 werd een achterstand van 1,5 jaar vastgesteld in de verwerking van de medische en farmaceutische facturen, waardoor de inning van de attesten bij het ziekenfonds in het gedrang komt. Hebben de bijkomende ‘tijdelijke’ medewerkers (was het echt tijdelijk?) het mogelijk gemaakt om de achterstand volledig weg te werken?

10°) In 2018 was de boekhoudsoftware van het OCMW verouderd.

Is de nieuwe, efficiëntere software die aangeschaft zou worden en die meerdere personen zou kunnen uitsparen, in gebruik?

Zo ja, op hoeveel werkplekken heeft de administratie op die manier kunnen besparen?

11°) De uitgaven inzake herverdeling in de dienst familiehulp en senioren gingen van 160.845 € in 2018 naar 3.230 € in 2019. (verslag art. 89, punt 4-4-3).

Waarom deze drastische vermindering ten nadele van onze senioren die thuis blijven wonen?

Waar zijn de beloftes uit uw algemene beleidsverklaring?

Waren die er niet op gericht het lot van de meest kwetsbare ouderen in onze gemeente te verbeteren?
Dank u voor uw aandacht en uw antwoorden.

Antwoord van de heer Nicolas Lonfils, OCMW-voorzitter

Ik neem nota van uw vragen en zal ze doorsturen naar de administratie en ze zo snel mogelijk beantwoorden.

De heer Yves Roland preciseert dat hij graag schriftelijke antwoorden zou krijgen op vragen die al in februari gesteld werden.

14 annexes / 14 bijlagen

6 **Tutelle CPAS – Exercice budgétaire 2020 - Modification budgétaire n° 1 - Arrêté de suspension de la tutelle Régionale – Maintien.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 bis § 4 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 16 janvier 2020, adoptant la modification n°1 du budget 2020 ;

Vu la décision du Conseil Communal du 04 février 2020, approuvant la modification budgétaire n°1 du budget 2020 ;

Vu l'arrêté de suspension de la tutelle régionale du 24 mars 2020 ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du 23 avril 2020, de maintenir sa décision du 16 janvier 2020 adoptant la modification n°1 du budget 2020 ;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS du maintien de la modification n°1 du budget 2020 est **parvenue** à l'Administration Communale de Forest le 18 juin 2020 ;

Considérant que le délai des vingt jours, pour la transmission des actes au Collège des Bourgmestre et Echevins **n'est pas respecté** (art 112 bis § 4 de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale) ;

Considérant la correction apportée aux tableaux synthétiques et la justification ;

Considérant que la dotation communale demeure inchangée ;

DECIDE,

Article 1 : De prendre acte de l'arrêté de suspension de la Tutelle Régionale du 24 mars 2020.

Article 2 : De prendre acte de la décision du Conseil de l'Action Social du 23 avril 2020 du maintien de la modification budgétaire n°1 exercice 2020, tout en tenant compte de la correction apportée aux tableaux

synthétiques et la justification.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 20 votes positifs, 11 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Abstentions : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Toezicht OCMW – Begrotingsjaar 2020 - Begrotingswijziging nr. 1 - Schorsingsbesluit van het Gewestelijk Toezicht – Behoud.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112 bis §4 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 16 januari 2020 tot goedkeuring van wijziging nr.1 van de begroting 2020;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 4 februari 2020 tot goedkeuring van begrotingswijziging nr. 1 van de begroting 2020;

Gelet op het schorsingsbesluit van het gewestelijk toezicht van 24 maart 2020;

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 23 april 2020 tot behoud van zijn beslissing van 16 januari 2020 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van de begroting 2020;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot het behoud van wijziging nr. 1 van de begroting 2020 het gemeentebestuur van Vorst **bereikt** heeft op 18 juni 2020;

Overwegende dat de termijn van twintig dagen, voor de overmaking van de akten aan het College van Burgemeester en Schepenen **niet nageleefd wordt** (art 112 bis §4 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn);

Overwegende de verbetering aangebracht aan de samenvattende tabellen en de verantwoording;

Overwegende dat de gemeentelijke dotatie ongewijzigd blijft;

BESLIST,

Artikel 1: Akte te nemen van het schorsingsbesluit van het Gewestelijk Toezicht van 24 maart 2020;

Artikel 2: Akte te nemen van de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 23 april 2020 voor het behoud van begrotingswijziging nr. 1 dienstjaar 2020, waarbij rekening werd gehouden met de verbetering aangebracht aan de samenvattende tabellen en de verantwoording.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 20 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Née : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Onthoudingen : Stéphanie Koplwicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Intervention de Monsieur Michael Van Vlasselaer

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs les Membres du collège,

Cher(e)s Collègues,

Je serai ici plus bref que pour le point précédent !

Je rappelle ici mes interventions lors des conseils du 8 octobre 2019, du 17 décembre 2019 et du 4 février 2020

L'art 116 de la loi communale prescrit : « Les actes des autorités des communes ne peuvent être contraire aux décrets, ordonnances, règlements et arrêtés des régions, des Communautés et des commissions communautaires, qui peuvent charger ces autorités de leur exécution »

Comme le budget 2020 n'a pas été porté à la connaissance des membres du conseil communal avant l'inscription à l'OJ du conseil du 4 février 2020, il est clair qu'en droit, celui-ci n'était pas en mesure d'examiner la 1ère modification de ce budget que l'on retrouve au cours de cette séance du conseil de ce 7 juillet 2020, d'autant que les annexes qui accompagnaient le projet de délibération relatif à ce point n'apportaient aucun document sur le budget initial du cpas et de ses annexes obligatoires !

Pour ces motifs, le groupe DÉFI vote contre la modification budgétaire n°1 du budget 2020 du cpas.

Intervention de Monsieur Yves Roland.

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les membres du Collège,

Le 4 février 2020 nous avons déjà refusé d'approuver cette modification budgétaire le Budget Initial du CPAS et les documents obligatoires requis par la circulaire budgétaire n'ayant pas été portés à notre connaissance et ce en violation de l'article 112ter§2 de la loi organique des CPAS.

A ce jour, nous ne les avons toujours pas reçus.

Ce Budget Initial qui n'a pas été porté à la connaissance des conseillers communaux contenait des erreurs tant dans le montant total des Recettes et des Dépenses que dans les tableaux synthétiques de plusieurs pages.

C'est donc sans surprise que la tutelle régionale a suspendu cette MB suite aux nombreuses erreurs matérielles et humaines y relevées.

La persistance de l'absence des informations légales obligatoires concernant le Budget Initial 2020 déjà dénoncées lors du Conseil du 4 février 2020 a pour conséquence qu'il ne nous est pas possible d'approuver cette MB dans le respect de la loi communale.

Merci de votre attention,

Réponse de Monsieur Nicolas Lonfils

Il y a eu un bug informatique ainsi qu'une erreur humaine. Au niveau informatique le bug a été réglé via une mise à jour de Pégase qui est notre logiciel. Pour ce qui concerne l'erreur humaine, c'est un problème lié à l'utilisation de 2 modules. Les colonnes conseil et tutelle n'étaient pas complétées et donc les recettes et dépenses d'investissement n'apparaissaient pas dans les tableaux synthétiques. Une seule colonne était remplie, ce qui nous permettait de travailler mais qui a généré une erreur au moment de la transmission des documents. C'est en effet tout à fait regrettable. À l'avenir, nous veilleront naturellement à bien compléter les 3 colonnes du logiciel et nous effectuerons une relecture des tableaux synthétiques. L'utilité du remplissage des colonnes n'était pas connue de nos agents. Le problème est maintenant réglé et le secrétaire et le futur directeur financier -qui commencera en août- seront chargés de la relecture.

Interventie van de heer Michael Van Vlasselaer

Mevrouw de Voorzitster,

Dames en heren leden van het College,

Beste collega's,

Hier zal ik het korter houden dan bij het vorige punt!

Ik verwijst hier naar mijn interventies tijdens de raad van 8 oktober 2019, 17 december 2019 en 4 februari 2020.

Art. 116 van de Gemeentewet stipuleert: "De handelingen van de overheden van de gemeenten mogen niet in strijd zijn met de decreten, de ordonnanties, de reglementen en de besluiten van de Gewesten, de Gemeenschappen en de Gemeenschapscommissies welke die overheden met de uitvoering daarvan kunnen belasten."

Aangezien de begroting 2020 niet aan de gemeenteraadsleden voorgelegd is vóór de inschrijving op de agenda van de raad van 4 februari 2020, is het duidelijk dat de raad juridisch gezien niet in staat was de eerste begrotingswijziging tijdens de vergadering van 7 juli 2020 te onderzoeken, temeer daar de bijlagen bij het ontwerp van beraadslaging over dit punt geen enkel document bevatten over de oorspronkelijke begroting van het OCMW en de verplichte bijlagen!

Om deze redenen stemt de DéFI-fractie tegen begrotingswijziging nr. 1 van begroting 2020 van het OCMW.

Interventie van de heer Yves Roland

Mevrouw de Voorzitster,

Dames en heren Collegeleden,

Op 4 februari 2020 hadden wij reeds geweigerd deze begrotingswijziging goed te keuren, aangezien de initiële begroting van het OCMW en de door de begrotingscirculaire vereiste verplichte documenten ons niet ter kennis werden gebracht, wat in strijd is met artikel 112 ter §2 van de organieke OCMW-wet.

Tot op heden hebben we ze nog niet ontvangen.

Deze initiële begroting, die niet onder de aandacht van de gemeenteraadsleden werd gebracht, bevatte fouten in zowel het totale bedrag van de inkomsten en uitgaven als in de overzichtstabellen van verschillende pagina's.

Het is dan ook niet verwonderlijk dat het gewestelijk toezicht deze BW heeft opgeschort na de talrijke materiële en menselijke fouten die erin werden geconstateerd.

Het feit dat de wettelijk verplichte informatie over de initiële begroting 2020, wat al op de raad van 4 februari 2020 werd aangekaart, nog steeds ontbreekt, betekent dat wij deze BW niet kunnen goedkeuren in overeenstemming met de Gemeentewet.

Bedankt voor jullie aandacht.

Antwoord van de heer Nicolas Lonfils

Er was een informaticaprobleem en een menselijke fout. Op IT-niveau is het probleem verholpen via een update van onze software Pégase. Wat de menselijke fout betreft, is het een probleem dat verband houdt met het gebruik van 2 modules. De kolommen advies en toezicht waren niet ingevuld en dus kwamen de investeringsuitgaven en -inkomsten niet voor in de synthetische tabellen. Er was slechts één kolom ingevuld, waardoor we konden werken, maar die een fout veroorzaakte bij het verzenden van de documenten. Dat is inderdaad bijzonder betreurenswaardig. In de toekomst zullen we er natuurlijk over waken dat de 3 kolommen van de software worden ingevuld en zullen we de overzichtstabellen nalezen. Onze medewerkers kenden het nut van het invullen van alle kolommen niet. Het probleem is nu opgelost en de secretaris en de toekomstige financieel directeur - die in augustus begint - zullen het nalezen.

5 annexes / 5 bijlagen

7 **Tutelle CPAS – Budget 2020 – Modification budgétaire n°2.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 112 § 1^{er} de la loi du 8 juillet 1976 organique des Centres Publics d'Action Sociale (CPAS) ;

Vu la décision du Conseil de l'Action Sociale du CPAS du 23 avril 2020, adoptant la modification n°2 du budget 2020;

Attendu que la décision du Conseil de l'Action Sociale (CAS) du CPAS arrêtant la modification n°2 du budget 2020 est parvenue à l'administration communale de Forest le 11 juin 2020 ;

Considérant que le présente modification a donc pour objet l'acquisition de l'immeuble sis avenue général Dumonceau 56 à 1190 Bruxelles

Considérant le solde nul de ces modifications et l'absence d'impact négatif sur la dotation communale 2020 au CPAS , étant donné que l'acquisition est couverte par un emprunt contracté auprès de BRINFIN;

Considérant que ces variations sont présentées dans la note explicative ci-jointe ;

DECIDE,

D'approuver la décision du Conseil du CPAS du 23 avril 2020 adoptant la modification budgétaire n°2 du budget 2020.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 20 votes positifs, 11 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Abstentions : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Toezicht OCMW – Begroting 2020 – Begrotingswijziging nr. 2.

DE RAAD,

Gelet op artikel 112, §1 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn (OCMW);

Gelet op de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van het OCMW van 23 april 2020 tot goedkeuring van wijziging nr. 2 van de begroting 2020;

Overwegende dat de beslissing van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn (RMW) van het OCMW tot goedkeuring van wijziging nr. 2 van de begroting 2020 het gemeentebestuur van Vorst bereikt heeft op 11 juni 2020;

Overwegende dat deze wijziging dus als voorwerp heeft de aankoop van het gebouw gelegen Generaal Dumonceaulaan 56 te 1190 Vorst;

Overwegende het nulsaldo van deze wijzigingen en de afwezigheid van negatieve impact op de gemeentedotatie 2020 aan het OCMW, aangezien de aankoop gedekt is door een lening aangegaan bij BRINFIN;

Overwegende dat deze aanpassingen verklaard worden in de bijgevoegde nota;

BESLIST,

Goedkeuring te verlenen aan de beslissing van de Raad van het OCMW van 23 april 2020 tot goedkeuring van de begrotingswijziging nr. 2 van de begroting 2020.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 20 positieve stemmen, 11 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Marc Loewenstein, Laurent Hacken, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Onthoudingen : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Intervention de Monsieur Michael Van Vlasselaer

Merci Madame la Présidente.

Je serai pour ce dossier encore plus bref que pour le point 6 de l'ordre du jour.

Et pour cause : l'argumentaire du groupe DÉFI est identique à celui exposé pour le point 6 relatif à la modification budgétaire n°1 du budget 2020 du CPAS

Pour les mêmes motifs, le groupe DÉFI vote contre la modification budgétaire n°2.

Intervention de Monsieur Yves Roland

Madame la Présidente,

Mesdames, Messieurs les membres du Collège,

Tout comme la précédente, cette modification budgétaire ne peut être approuvée, le budget Initial du CPAS et les documents obligatoires requis par la circulaire budgétaire n'ayant pas été portés à la connaissance des conseillers communaux dans les délais légaux.

Il s'agit d'une MB du service investissement qui va encore augmenter la charge de la dette de l'administration.

Nous souhaiterions toutefois savoir quelle est la surface de cet immeuble avenue Dumonceau occupable par des bureaux (hors corridors et autres locaux trop exigus) et combien de bureaux et d'agents sont censés y être installés.

Les pompiers et le service de Médecine externe ont-ils marqué leur accord sur cette occupation ?

Quel est le montant des loyers payés actuellement en location par l'administration et pour quels bâtiments loués ?

Quid du coût de la résiliation des différents contrats de bail conclus par l'administration ?

Merci de votre attention,

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Je rejoins les questions de monsieur Roland sur l'affectation de ce bâtiment. Les bâtiments actuels occupés par le CPAS sont trop exigus par rapport à la taille de la population. Qui va déménager ? Est-ce que ce seront tous les bureaux ? Je pense qu'il est urgent d'avoir un processus de concertation, de communication afin de pouvoir répondre à certaines craintes. La réponse que j'ai eue hier qu'il faut tout communiquer en un coup, me semble inopportune. D'autant qu'on ne sait pas quand certains de ces réaménagement good move vont être effectués. Il est au contraire nécessaire de communiquer au plus vite car les citoyens

peuvent apporter des choses positives, des points qui alimentent la réflexion. Au plus tôt c'est fait, au plus vite on peut intégrer les remarques. On ne votera pas les modifications budgétaires puisqu'elles persistent dans les erreurs du budget initial.

Réponse de Monsieur Nicolas Lonfils, Président du CPAS.

Pour les questions techniques, vous auriez pu les poser hier en commission. Vos collègues du conseil de l'aide sociale peuvent également vous fournir des informations concernant le bâtiment. Il s'agit d'un bâtiment qui fait plus ou moins 4000 mètres carrés. Une partie du bâtiment sera occupée par le CPAS. Après l'acquisition la plupart des services du CPAS y seront installés. Ce qui permettra de nous débarrasser à terme de l'ensemble des locations que nous avons actuellement. Pour ce qui est des montants exacts des économies réalisées, on vous transmettra les chiffres. Pour ce qui est de l'affectation, je suis surpris que des gens puissent être inquiets puisque c'est déjà un bâtiment de bureau et qu'on ne construit pas de nouveaux bureaux. L'affectation reste la même avec le même nombre. Si des riverains sont inquiets, n'hésitez pas à les renvoyer vers moi. Si d'autres projets devaient voir le jour nous en discuterons dans une concertation.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken.

C'est plutôt aux élus à aller vers les citoyens. Ne faites pas le naïf. Les activités de bureau avec des personnes qui viennent et qui sortent sans arrêt, ça ne sera absolument pas la même chose. D'où l'intérêt de communiquer selon moi.

Interventie van de heer Michael Van Vlasselaer

Bedankt, mevrouw de voorzitter.

Ik zal het nog korter houden dan voor punt 6 van de agenda.

En terecht: de argumenten van de DÉFI-fractie zijn identiek aan die voor punt 6 i.v.m. begrotingswijziging nr. 1 van de OCMW-begroting 2020.

Om dezelfde redenen stemt DÉFI tegen begrotingswijziging nr. 2.

Interventie van de heer Yves Roland

Mevrouw de Voorzitter,

Dames en heren Collegeleden,

Net als de vorige kan deze begrotingswijziging niet goedgekeurd worden, aangezien de oorspronkelijke OCMW-begroting en de door de begrotingscirculaire verplichte documenten niet binnen de wettelijke termijnen onder de aandacht van de gemeenteraadsleden zijn gebracht.

Het is een BW van de dienst Investerings die de schuldenlast van het bestuur nog zal verhogen.

We willen echter graag weten hoeveel van het gebouw aan de Dumonceaulaan gebruikt kan worden als kantoor (exclusief gangen en andere te krappe ruimtes) en hoeveel bureaus en medewerkers er geïnstalleerd zouden worden.

Hebben de brandweer en de externe medische dienst dit gebruik goedgekeurd?

Wat is het bedrag aan huur dat de administratie momenteel betaalt en voor welke gehuurde gebouwen?

Hoe zit het met de kosten voor het opzeggen van de verschillende huurcontracten die de administratie heeft afgesloten?

Bedankt voor jullie aandacht.

Interventie van de heer Laurent Hacken

Ik sluit me aan bij de vragen van de heer Roland over het gebruik van dit gebouw. De huidige gebouwen van het OCMW zijn te krap in verhouding tot het inwonersaantal van de gemeente. Wie gaat er verhuizen? Alle bureaus? Ik denk dat het dringend noodzakelijk is om overleg en communicatie te hebben om op bepaalde angsten te kunnen reageren. Het antwoord dat ik gisteren kreeg, dat we alles in één keer moeten communiceren, lijkt me ongepast. Temeer omdat we niet weten wanneer sommige inrichtingen Good

Move zullen plaatsvinden. Maar het is wel noodzakelijk om zo snel mogelijk te communiceren, want de burgers kunnen positieve dingen bijdragen, punten die een bijdrage leveren aan het debat. Hoe eerder dit gebeurt, hoe sneller we de opmerkingen kunnen verwerken. Wij zullen niet de begrotingswijzigingen niet goedkeuren, omdat de fouten blijven in de oorspronkelijke begroting.

Antwoord van de heer Nicolas Lonfils, OCMW-voorzitter

De technische vragen hadden gisteren in de commissie gesteld kunnen worden. Uw collega's van de OCMW-raad kunnen u ook informatie geven over het gebouw. Het gebouw is ongeveer 4.000 vierkante meter groot. Een deel van het gebouw zal door het OCMW gebruikt worden. Na de aankoop zullen de meeste OCMW-diensten er gevestigd worden. Zo kunnen we op termijn alle gehuurde panden die we momenteel hebben, opzeggen. Wij zullen u de exacte bedragen van de gerealiseerde besparingen sturen. Wat de kwestie van de bestemming betreft, ben ik verbaasd dat mensen zich zorgen maken, aangezien het al een kantoorgebouw is en er geen nieuwe kantoren worden gebouwd. De bestemming blijft dezelfde met hetzelfde aantallen. Als er buurtbewoners ongerust blijven, aarzel dan niet om ze naar mij door te verwijzen. Als er andere projecten tot stand komen, zullen we die in overleg bespreken.

Interventie van de heer Laurent Hacken

Het is veeleer de taak van de verkozenen om naar de burgers toe te gaan. Wees niet naïef. Kantooractiviteiten met mensen die continu binnen en buiten gaan, dat zal helemaal niet hetzelfde zijn. Daarom denk ik dat het belangrijk is om te communiceren.

4 annexes / 4 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Revitalisation des quartiers - Wijkcontracten

8 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Abbaye – Opération 1.8 « Tracé de l'eau » – Marché de travaux – Approbation du décompte 11 – Prise pour information.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, particulièrement l'art. 236 :

Le Collège des Bourgmestre et Échevins engage la procédure et attribue le marché. Il peut apporter au contrat toute modification qu'il juge nécessaire en cours d'exécution, pour autant qu'il ne résulte pas de dépenses supplémentaires de plus de 10%. Si la modification entraîne une dépense supplémentaire de 10%, le Collège communique sa décision au Conseil communal pour information lors de sa prochaine séance ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 18 juillet 2019 relative à l'attribution du marché "Réalisation du projet "Tracé de l'eau" - Réaménagement des abords de la gare de Forest-Est et la revitalisation de l'espace public sur l'axe "Rousseau - Vanpé - Saint-Denis - Dries - Eau" à Viabuild NV, Gansbroekstraat 70 à 2870 Puurs-Sint-Amans pour le montant d'offre contrôlé de € 1.856.829,32 HTVA ou € 2.246.763,48, 21% TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 juin 2020 :

D'approuver le décompte 11 du marché "Tracé de l'eau" pour le montant total en plus de 19.317,60 € HTVA ou 23.374,30 €, TVAC ;

De financer ces décomptes par le crédit reporté du budget extraordinaire de l'exercice 2019, à l'article 9306/731-60/80 « Travaux de voiries en cours d'exécution » ;

D'informer le Conseil communal de sa décision lors de sa prochaine séance.

DECIDE :

De prendre pour information la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 11 juin 2020 décidant d'approuver le décompte 11 du marché "Tracé de l'eau".

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de Wijken – Duurzaam Wijkcontract Abdij – Operatie 1.8 "Watertraject" – Opdracht voor aanneming van werken – Goedkeuring van verrekening 11 – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid art. 236:

Het College van Burgemeester en Schepenen stelt de procedure in en gunt de opdracht. Het kan aan de overeenkomst iedere wijziging aanbrengen die het bij de uitvoering nodig acht, voor zover hieruit geen bijkomende uitgaven van meer dan 10% voortvloeien. Indien de wijziging een bijkomende uitgave van 10% veroorzaakt, deelt het College zijn beslissing ter kennisgeving mee aan de Gemeenteraad op diens eerstvolgende vergadering;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 18 juli 2019 betreffende de gunning van de opdracht “Uitvoering van het project ‘Watertraject’ - Heraanleg van de randen van het station Vorst-Oost en de heropleving van de openbare ruimte op de verkeersader ‘Rousseau - Vanpé - Sint-Denijs - Dries - Water’” aan Viabuild NV, Gansbroekstraat 70 te 2870 Puurs-Sint-Amands voor het gecontroleerde offertebedrag van 1.856.829,32 € excl. BTW of 2.246.763,48 €, incl. 21% BTW;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 om:

Goedkeuring te verlenen aan de verrekening 11 van de opdracht "Watertraject" voor het totale bijkomende bedrag van 19.317,60 € excl. BTW of 23.374,30 € incl. BTW;

Deze verrekeningen te financieren door het krediet overgedragen op de buitengewone begroting van het dienstjaar 2019, op artikel 9306/731-60 “Wegenwerken in uitvoering”;

De Gemeenteraad op de hoogte te brengen van zijn beslissing tijdens diens eerstvolgende vergadering.

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 waarin beslist werd om de verrekening 11 van de opdracht "Watertraject" goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

9 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert - Réaménagement de la dalle Albert (phase 1) – Avenue Besme 129-131 / Chaussée d’Alseberg - Marché de travaux - 2019-CQDA-01 - Approbation de l’attribution - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l’article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de € 144.000,00) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Vu la décision du 12 novembre 2019 du Conseil communal approuvant la convention de subvention de la STIB ;

Vu le cahier des charges N° 2019-CQDA-01 relatif au marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” établi par la cellule revitalisation des quartiers et le bureau d'étude « Omgeving » ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 novembre 2019 approuvant les conditions, le montant estimé, la procédure de passation (procédure négociée sans publication préalable) et les firmes à consulter dans le cadre de ce marché ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 14 mai 2020 :

*« D'approuver le rapport d'examen des offres rédigé par la cellule revitalisation des quartiers, l'auteur de projet« Omgeving » et le bureau d'étude PS2 pour la coordination sécurité santé ;
De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération ;*

De sélectionner les soumissionnaires DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. qui répondent aux critères de sélection qualitative ;

De considérer les offres de DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. comme complètes et régulières;

D'attribuer le marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, pour le montant d'offre contrôlé de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21€ HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris ;

D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

De financier cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB et Beliris ;

D'informer le conseil de la modification du mode de financement. »

DECIDE:

De prendre connaissance de la décision suivante du Collège des bourgmestre et échevins du 14 mai 2020 :

*« D'approuver le rapport d'examen des offres rédigé par la cellule revitalisation des quartiers, l'auteur de projet« Omgeving » et le bureau d'étude PS2 pour la coordination sécurité santé;
De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération;*

De sélectionner les soumissionnaires DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. qui répondent aux critères de sélection qualitative ;

De considérer les offres de DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. comme complètes et régulières;

D'attribuer le marché “ Réaménagement de l'espace public de la dalle Albert (phase 1)” au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix), soit DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, pour le montant d'offre contrôlé de 130.556,55 € HTVA ou 157.973,43 €, 21% TVAC, soit 143.612,21€ HTVA ou 173.770,77 €, 21% TVA et 10 % imprévus compris;

D'inscrire la dépense à l'article 9304/731-60/74 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 ;

De financier cette dépense précitée à 100 % par un subside de la STIB et Beliris ;

D'informer le conseil de la modification du mode de financement. »

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert - Heraanleg van de Albert-dalle (fase

1) – Besmelaan 129-131 / Alsebergsesteenweg - Opdracht voor aanneming van werken - 2019-DWCA-01 - Goedkeuring van de gunning - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van burgemeester en schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 42, §1, 1° a) (de goed te keuren uitgave excl. BTW is lager dan de drempel van 144.000,00 €);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, 1°;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 12 november 2019 tot goedkeuring van de subsidieovereenkomst van de MIVB;

Gelet op het bestek met nr. 2019-DWCA-01 betreffende de opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” opgesteld door de cel heropleving van de wijken en het studiebureau “Omgeving”;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 november 2019 tot goedkeuring van de lastvoorwaarden, van het geraamde bedrag, van de gunningsprocedure (onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking) en van de te raadplegen firma's in het kader van deze opdracht;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020 om:

“Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes opgesteld door de cel heropleving van de wijken, de projectontwerper “Omgeving” en het studiebureau PS2 voor de coördinatie veiligheid en gezondheid;

Het verslag van nazicht van de offertes, opgenomen in bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;

De inschrijvers DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. te selecteren want ze voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;

De offertes van DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. te beschouwen als volledig en regelmatig;

De opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, namelijk DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 130.556,55 € excl. BTW of 157.973,43 €, incl. 21% BTW, hetzij 143.612,21 € excl. BTW of 173.770,77 €, 21% BTW en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen;

De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;

Deze voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van de MIVB en Beliris;

De raad op de hoogte te brengen van de wijziging van de financieringswijze.”

BESLIST:

Kennis te nemen van de volgende beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 14 mei 2020:

“Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes opgesteld door de cel heropleving van de wijken, de projectontwerper “Omgeving” en het studiebureau PS2 voor de coördinatie veiligheid en gezondheid;

Het verslag van nazicht van de offertes, opgenomen in bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;

De inschrijvers DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. te selecteren want ze voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;

De offertes van DE DENDER, EUROVIA BELGIUM s.a, Viabuild NV et LES ENTREPRISES MELIN s.a. te beschouwen als volledig en regelmatig;

De opdracht “Heraanleg van de openbare ruimte van de Albert-dalle (fase 1)” te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte (op basis van de prijs) heeft ingediend, namelijk DE DENDER, Kolonel Bourgstraat 40, 1030 Brussel, voor het gecontroleerde offertebedrag van 130.556,55 € excl. BTW of 157.973,43 €, incl. 21% BTW, hetzij 143.612,21 € excl. BTW of 173.770,77 €, 21% BTW en 10 % onvoorziene kosten inbegrepen;

De uitgave in te schrijven op artikel 9304/731-60/74 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;

Deze voornoemde uitgave voor 100 % te financieren door een subsidie van de MIVB en Beliris;

De raad op de hoogte te brengen van de wijziging van de financieringswijze.”

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

10 **Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert – CENTR’AL – Redevances pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels – Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant l’ouverture prochaine du complexe CENTR’AL ;

Considérant qu’il y a lieu de fixer le montant des redevances pour l’occupation d’espaces au sein du complexe d’équipements sportifs et culturels CENTR’AL ;

Considérant que les autorités communales souhaitent promouvoir le sport et la culture et soutenir les associations et clubs forestois proposant des activités sportives et culturelles à des tarifs attractifs et accessibles ;

Considérant la proposition de Règlement redevance ci-annexée ;

Vu les dispositions de l’article 117 et 119 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

D'approuver avec effet au 1^{er} septembre 2020 le règlement « Redevances pour l'occupation d'espaces au sein du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL » qui s'établira comme repris en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 29 votes positifs, 2 votes négatifs, 3 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Abstentions : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert – CENTR'AL – Retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen – Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het complex CENTR'AL weldra zijn deuren opent;

Overwegende dat het aangewezen is het bedrag van de retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL vast te stellen;

Overwegende dat de gemeentelijke autoriteiten sport en cultuur wensen te bevorderen en de Vorste verenigingen en clubs wensen te ondersteunen door sport- en culturele activiteiten te bieden tegen aantrekkelijke en toegankelijke tarieven;

Overwegende het voorstel van Retributiereglement opgenomen in bijlage;

Gelet op de bepalingen van artikel 117 en 119 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Met ingang van 1 september 2020 goedkeuring te verlenen aan het reglement “Retributies voor het gebruik van ruimten in het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL” dat opgesteld is zoals opgenomen in bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 29 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen, 3 onthoudingen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Onthoudingen : Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein

Je n'ai pas été convaincu par les réponses apportées en commission hier par rapport à la différence de définition des clubs et associations forestois entre ce règlement et le règlement redevance portant sur les infrastructures sportives.

Pour rappel, ici, pour être qualifié de forestois, il faut que le siège social du club ou de l'association soit établi à Forest alors que dans le règlement sur les infrastructures sportives, il faut que 60% des membres soient domiciliés à Forest.

Il est très facile d'établir un siège social dans la commune pour avoir des prix réduits, cela ne répond pas pour autant au souhait partagé de faire bénéficier nos infrastructures aux Forestois alors que la condition de domicile de 60% des membres du clubs permettait de s'assurer qu'au moins cette proportion d'utilisateurs serait forestoise.

J'ai par ailleurs appris par l'échevin des sports hier en commission que le règlement sur les infrastructures sportives serait revu et présenté dans deux semaines au collège. Il est bien dommage qu'on n'ait pas fait en sorte qu'il arrive aujourd'hui, ou à tout le moins, que les deux textes ne soient pas analysés ensemble, et qu'on en arrive à devoir bricoler des règlements différents alors que, même si le Centr'Al accueillera aussi des activités culturelles et qu'il doit répondre à certaines exigences liées au contrat de quartier, certains services proposés sont identiques à ceux proposés dans les autres salles, je pense notamment à la petite salle des Primeurs...

Monsieur Charles Spapens est d'accord de modifier et faire coordonner les conditions pour être considéré comme club ou association forestois à celles reprises dans le règlement redevance sur l'occupation des infrastructures sportives communales.

Le texte sera donc amendé comme suit «(...) dont le siège est situé sur le territoire de la commune de Forest et qui comptent parmi ses membres au moins 60% de personnes domiciliées à Forest (...)».

Il est convenu qu'il y aura 2 conditions non cumulatives : soit la personne exerce ses activités depuis au moins 5 ans à Forest, soit il faut au minimum 60 pour 100 de membres domiciliés à Forest.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Je regrette que les textes ne soient pas passés en même temps, voir idéalement celui sur les infrastructures sportives avant. La raison pour laquelle nous ne soutiendrons pas le texte c'est le gap qui est prévu entre les tarifs pour les forestois et les non forestois. Comme l'infrastructure se situe à la limite de Forest et Saint Gilles, c'est la raison pour laquelle il y avait une ouverture aux ASBL qui ne sont pas spécialement forestoises. Mais en fait les tarifs sont doublés voire triplés pour les non forestois, au moment où il faut collaborer et que la région prône qu'il y ait de plus en plus de collaborations entre les communes au niveau des infrastructures sportives. Ici, faire une telle différence, d'autant plus pour une infrastructure sportive qui se trouve à la frontière de Saint Gilles et d'Ixelles, je trouve cela très dommage. C'est la raison pour laquelle, on ne soutient pas ce nouveau règlement. Nous espérons que le règlement sportif ne prévoit pas une discrimination aussi importante. Il peut y en avoir une mais pas à ce point-là.

Intervention de Monsieur Charles Spapens

Il s'agit d'un complexe particulier puisque c'est à la fois un complexe sportif et culturel. Tout le travail a été fait main dans la main avec le service des sports. Le service des sports dispose d'un règlement mais pour nous l'urgence était pour une ouverture en septembre. Il était donc nécessaire de disposer d'un règlement au plus vite.

Intervention de Monsieur Ahmed Quartassi.

Monsieur Laurent HACKEN dit parfois des choses qu'il ne vérifie pas. Nous ne suivons pas le service de la culture nous collaborons et nous avons un règlement qui existe depuis des années. C'était toutefois l'occasion aujourd'hui de le retravailler. Il n'est pas prêt parce qu'il est beaucoup plus détaillé. J'ai reçu un règlement aujourd'hui mais je n'ai pas encore eu le temps de l'analyser. On reviendra avec cela au collège et à une commission des sports. Il n'y a pas de souci à avoir. Pour les 60 % d'affiliés c'est quand même la base. Je suis d'accord avec l'histoire du siège social qui est un moyen d'exister sur le territoire forestois mais qui ne correspond pas toujours à la réalité. Monsieur HACKEN, vous avez assisté plusieurs fois au conseil communal pour que les Forestois soient prioritaires et nous tenons également à cela.

Réponse de Monsieur Laurent Hacken.

Je maintiens qu'il y ait un avantage pour les forestois mais j'insiste pour qu'il n'y ait pas une si forte différence entre forestois et non forestois car le signal envoyé à nos communes voisines n'est clairement pas bon.

Interventie van de heer Marc Loewenstein

Ik ben niet overtuigd door de antwoorden die gisteren in de commissie gegeven werden met betrekking tot het verschil in de definitie van de Vorstse clubs en verenigingen tussen dit reglement en het retributiereglement voor sportinfrastructuren.

Ter herinnering: om als 'Vorsts' te worden beschouwd, moet de sociale zetel van de club of de vereniging in Vorst gevestigd zijn, terwijl in het reglement betreffende de sportinfrastructuren 60% van de leden in Vorst moet wonen.

Het is heel gemakkelijk om een sociale zetel in de gemeente te vestigen om lagere prijzen te krijgen, maar dit beantwoordt niet aan de duidelijke wens om de Vorstenaars te laten genieten van onze infrastructuur, terwijl de voorwaarde van de 60% gedomicilieerde clubleden ervoor zorgt dat minstens dit deel van de gebruikers Vorstenaar zou zijn.

Ik heb gisteren in de commissie overigens van de sportschepen vernomen dat het reglement i.v.m. de sportinfrastructuur wordt herzien en over twee weken aan het College wordt voorgelegd. Het is erg jammer dat er niet voor is gezorgd dat de twee teksten vandaag samen zouden worden besproken, of in ieder geval dat we uiteindelijk niet verschillende reglementen in elkaar moeten flansen terwijl, hoewel Centr'Al ook culturele activiteiten zal huisvesten en moet voldoen aan bepaalde eisen die verband houden met het wijkcontract, sommige voorgestelde diensten identiek zijn aan die welke in de andere zalen worden aangeboden; ik denk daarbij met name aan de kleine zaal Vroege Groenten.

De heer Charles Spapens gaat akkoord om de voorwaarden om als Vorstse club of vereniging te worden beschouwd, te wijzigen en te doen overeenstemmen met de voorwaarden opgenomen in het reglement betreffende de vergoedingen voor het gebruik van de gemeentelijke sportinfrastructuur.

De tekst zal dus als volgt worden gewijzigd: "(...) waarvan de zetel op het grondgebied van de gemeente Vorst is gevestigd en waarvan minstens 60% van de leden in Vorst gedomicilieerd zijn (...)".

Er wordt overeengekomen dat er 2 niet-cumulatieve voorwaarden zullen zijn: ofwel vinden de activiteiten al minstens 5 jaar plaats in Vorst ofwel moet minstens 60% van de leden in Vorst gedomicilieerd zijn.

Interventie van de heer Laurent Hacken

Ik betreur het dat de teksten niet tegelijk aan bod komen, of - nog beter - eerst die over de sportinfrastructuur. De reden waarom wij de tekst niet steunen, is de kloof tussen de tarieven voor Vorstenaars en niet-Vorstenaars. Aangezien de infrastructuur zich op de grens van Vorst en Sint-Gillis bevindt, was er een opening voor vzw's die niet echt uit Vorst komen. Maar nu worden de tarieven verdubbeld of zelfs verdrievoudigd voor niet-Vorstenaars, terwijl er net moet samengewerkt worden en het Gewest pleit voor meer samenwerking tussen gemeenten op het vlak van sportinfrastructuur. Hier zo'n verschil maken, vooral voor sportinfrastructuur die op de grens met Sint-Gillis en Elsene ligt, vind ik erg jammer. Daarom steunen wij dit nieuwe reglement niet. Wij hopen dat het sportreglement niet voorziet in zo'n discriminatie. Er kunnen verschillen zijn, maar niet in die mate.

Interventie van de heer Charles Spapens

Het is een bijzonder complex omdat het zowel een sport- als een cultuurcentrum is. Al het werk werd in samenspraak met de sportdienst gedaan. De sportdienst heeft een reglement, maar voor ons was het dringend wegens de opening in september. Daarom moest er zo snel mogelijk een reglement komen.

Interventie van de heer Ahmed Quartassi

Mr. Laurent Hacken zegt soms dingen die hij niet controleert. We volgen niet de cultuurdienst; we werken samen en hebben een reglement dat al jaren bestaat. Nu is het echter een gelegenheid om het te herwerken. Het is niet klaar omdat het veel gedetailleerder is. Ik heb vandaag een reglement ontvangen, maar ik heb nog geen tijd gehad om het te analyseren. We zullen erop terugkomen in het College en op een sportcommissie. Er is niets om zich zorgen over te maken. Wat 60% leden betreft, is dat nog steeds de basis. Ik ben het ermee eens dat de sociale zetel een middel is om op Vorsts grondgebied te bestaan, terwijl het niet altijd overeenkomt met de werkelijkheid. Mijnheer Hacken, u hebt er meermaals in de gemeenteraad voor gepleit dat Vorstenaars voorrang zouden krijgen en wij zijn daar ook aan gehecht.

Antwoord van de heer Laurent Hacken

Ik blijf erbij dat er een voordeel moet zijn voor de Vorstenaren, maar dat verschil moet niet zo groot zijn tussen inwoner en niet-inwoner, omdat dat geen goed signaal geeft aan onze buurgemeenten.

2 annexes / 2 bijlagen

11 Revitalisation des quartiers – Contrat de Quartier Durable Albert - CENTR'AL – Règlement d'ordre intérieur – Approbation.

LE CONSEIL,

Considérant que le complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL sis à Forest, Avenue Besme 129-131 et Avenue Albert 1 a été construit dans le cadre du Contrat de Quartier Durable Albert ;

Considérant qu'une partie de ce bâtiment, dont principalement le rez-de-chaussée du bâtiment situé Avenue Besme 129-131 est destinée à être occupé par un concessionnaire privé chargé de la gestion et d'exploitation de l'espace HORECA du complexe, et que les autres salles du complexe accueilleront des activités sportives, culturelles et diverses organisées par des opérateurs publics, privés et associatifs et fréquentées par des publics variés ;

Considérant qu'il est indiqué d'établir un Règlement d'Ordre Intérieur dans lequel sont reprises les règles à respecter par toute personne fréquentant le complexe, que ce soit en qualité d'occupant, d'utilisateur ou de visiteur, afin de régler la cohabitation entre ces derniers, de protéger les équipements et de garantir les meilleures conditions d'hygiène, de sécurité et de tranquillité ;

Vu le projet de Règlement d'Ordre Intérieur, joint au dossier ;

Vu la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'approuver les termes du Règlement d'Ordre Intérieur (copie jointe) du complexe d'équipements sportifs et culturels CENTR'AL, dans lequel sont reprises les règles à respecter par toute personne fréquentant le complexe, que ce soit en qualité d'occupant, d'utilisateur ou de visiteur, afin de régler la cohabitation entre ces derniers, de protéger les équipements et de garantir les meilleures conditions d'hygiène, de sécurité et de tranquillité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken – Duurzaam Wijkcontract Albert - CENTR'AL – Huishoudelijk reglement – Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL gelegen te Vorst,

Besmelaan 129-131 en Albertlaan 1 gebouwd werd in het kader van het Wijkcontract Albert;

Overwegende dat een deel van dit gebouw, waaronder voornamelijk de benedenverdieping van het gebouw gelegen Besmelaan 129-131, bestemd is om gebruikt te worden door een privaat concessiehouder die belast is met het beheer en de uitbating van de HORECA ruimte van het complex, en dat de andere zalen van het complex onderdak bieden voor sport-, culturele en diverse activiteiten georganiseerd door openbare en private operatoren en verenigingen en bezocht worden door een gevarieerd publiek;

Overwegende dat het aangewezen is een Huishoudelijk Reglement op te stellen waarin de regels worden opgenomen die nageleefd moeten worden door iedere persoon die het complex betreedt, ongeacht of dit in de hoedanigheid van gebruiker, deelnemer of bezoeker is, om het samenleven tussen deze laatsten te regelen, de uitrustingen te beschermen en de beste omstandigheden wat betreft hygiëne, veiligheid en rust te waarborgen;

Gelet op het ontwerp van Huishoudelijk Reglement, toegevoegd aan het dossier;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Goedkeuring te verlenen aan het Huishoudelijk Reglement (kopie toegevoegd) van het complex met sport- en culturele voorzieningen CENTR'AL, waarin de regels worden opgenomen die nageleefd moeten worden door iedere persoon die het complex betreedt, ongeacht of dit in de hoedanigheid van gebruiker, deelnemer of bezoeker is, teneinde het samenleven tussen deze laatsten te regelen, de uitrustingen te beschermen en de beste omstandigheden wat betreft hygiëne, veiligheid en rust te waarborgen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

12 Revitalisation des quartiers – Contrat de Rénovation Urbaine ROI et Contrat de Quartier Durable Wiels sur Senne – Sites Chassart (avenue Van Volxem 400-402) et Axima (rue du Monténégro 138-152) – Occupation temporaire et transitoire des sites – Approbation de la convention de subventionnement et de la convention d'occupation temporaire et transitoire des deux sites.

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle Loi Communale ;

Vu L'Ordonnance organique de la Revitalisation Urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 novembre 2016 portant exécution de l'Ordonnance organique de revitalisation urbaine adoptant la zone de revitalisation urbaine, dite « ZRU 2016 » ;

Vu L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 mars 2017 relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine portant exécution de l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre

2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 approuvant le programme du CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2017 octroyant une subvention de € 3.295.251,00 à la Commune de Forest pour l'exécution du programme CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu sa décision du 19 décembre 2017 :

D'approuver les conventions entre la Commune de Forest et la Région, conventions portant sur les modalités de partenariat et définissant les conditions du subventionnement pour la réalisation des actions du programme approuvé du CRU « Avenue du Roi » ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer lesdites conventions, ci-annexées.

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 février 2019 approuvant la modification n°1 du CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 avril 2019 octroyant les subventions complémentaires et modifiant les différents montants alloués aux bénéficiaires pour la réalisation des actions et opérations suite à la première modification du programme Contrat de Rénovation Urbaine – CRU N°4 « Avenue du Roi » ;

Considérant que la Région de Bruxelles-Capitale est propriétaire du complexe immobilier composé d'un immeuble à usage semi-industriel avec ateliers ou dépôts, bureaux et dépendances sis avenue Van Volxem, 400, et d'un immeuble à appartements ou bureaux (excepté un appartement), entrée carrossable pour camions sur cour sis avenue Van Volxem, 402, cadastré actuellement section A numéro 17 C 9 pour une superficie de dix ares cinquante centiares (10a 50ca) ;

Vu la décision du Conseil communal du 2 juillet 2019 revue par le Conseil du 10 septembre 2019 relative à la convention d'occupation entre la Région et la Commune ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 octroyant un subside de 14.125.000,00 euros pour la mise en œuvre des opérations inscrites dans le dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne (CQDW) ;

Considérant que le programme de base du CQDW a été approuvé par le Conseil communal en sa séance du 24 avril 2018 et ensuite par la Région en date du 5 juillet 2018 ;

Considérant que la Commune a acquis le bien sis rue du Monténégro 138-152 et qu'il est souhaitable que le bien soit occupé de manière temporaire afin d'éviter les dégradations du site et aussi offrir des espaces d'activation possibles aux associations et citoyens ;

Vu la décision du Conseil communal en sa séance du 22 octobre 2019 d'approuver la modification de programme N°1 du dossier de base du Contrat de Quartier Durable Wiels-sur-Senne intégrant entre autre comme opération la rénovation du site Axima en logements accessibles, accueil Petite enfance et équipement de proximité ;

Vu la délibération du conseil communal en sa séance du 21 avril 2020 décidant entre autres :

De procéder à un appel à projet pour l'occupation temporaire et transitoire d'une partie des sites

Axima et Chassart ;

D'utiliser le subside reçu de la Région Bruxelles-Capitale dans le cadre du CRU ROI à cet effet (le projet sélectionné qui répondra au mieux à l'appel à projet bénéficiera d'un subside permettant au porteur de projet d'une part de gérer les biens (mises aux normes, travaux divers) et d'autre part d'organiser des activités socio-culturelles pour et en lien avec le quartier ;

D'approuver les termes et la diffusion de l'appel à projets joint en annexe en vue de confier la gestion et l'activation d'une partie du site Axima et du site Chassart à un tiers.

Considérant que le 24 avril 2020, l'appel à projets a été diffusé via les supports de communication de la Commune, du bMa, transmis aux acteurs locaux et envoyé aux organismes qui ont manifesté leur intérêt en vue de l'occupation temporaire de sites sur le territoire forestois ;

Considérant qu'à l'échéance du 27 mai 2020 à 14h, 7 dossiers de candidature ont été reçus ;

Considérant qu'un comité d'avis s'est tenu le 5 juin 2020 afin de remettre un avis sur les dossiers de candidature ;

Considérant que la désignation du candidat sera soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en sa séance du 18 juin 2020 ;

Considérant qu'il y a lieu de définir les modalités de liquidation de la subvention, la durée de subsidiation, les modalités de contrôles dans une convention de subvention ;

Considérant la proposition de convention de subvention réalisée par la Cellule de Revitalisation des Quartier jointe en annexe de la présente délibération ;

Considérant qu'un crédit suffisant est inscrit à l'exercice ordinaire du budget 2020 à l'article 93010/332-02/90 - Subsidies aux organismes au service des ménages ;

Considérant que ces dépenses sont subsidiées à 100% par un subside régional ;

Considérant qu'il y a lieu de définir les modalités de mise à disposition des sites Chassart et Axima ;

Considérant la proposition de convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152 réalisée par la Cellule de Revitalisation des Quartier joint en annexe de la présente délibération ;

DÉCIDE :

D'approuver le modèle de convention de subvention et de convention d'occupation précaire des bâtiments sis avenue Van Volxem 400 et rue du Monténégro 138-152 proposées en annexes ;

De donner pouvoir au Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté de la Secrétaire communale, pour signer les conventions avec le candidat sélectionné.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Heropleving van de wijken - Stadsvernieuwingscontract 'Koningslaan' en Duurzaam Wijkcontract 'Wiels aan de Zenne' - Sites Chassart (Van Volxemiaan 400-402) en Axima (Montenegrostraat 138-152) - Tijdelijk en overgangsgebruik van de sites - Goedkeuring van de subsidiëringsovereenkomst

en van de overeenkomst voor het tijdelijk en overgangsgebruik van beide sites.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 november 2016 tot uitvoering van de ordonnantie houdende organisatie van de stedelijke herwaardering en tot goedkeuring van de zone voor stedelijke herwaardering, genaamd 'ZSH 2016';

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 maart 2017 betreffende de Stadsvernieuwingscontracten, houdende uitvoering van de ordonnantie van 6 oktober 2016 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot goedkeuring van het programma van SVC nr. 4 'Koningslaan';

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2017 tot toekenning van een toelage van 3.295.251,00 € aan de Gemeente Vorst voor de uitvoering van het programma SVC nr. 4 'Koningslaan';

Gelet op zijn beslissing van 19 december 2017 om:

Goedkeuring te verlenen aan de overeenkomsten tussen de Gemeente Vorst en het Gewest, overeenkomsten die betrekking hebben op de partnerschapsmodaliteiten en die de voorwaarden bepalen van de subsidiëring voor de uitvoering van de acties van het goedgekeurde programma van het SVC 'Koningslaan';

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de voornoemde overeenkomsten, opgenomen in bijlage, te ondertekenen.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 februari 2019 tot goedkeuring van wijziging nr. 1 van het SVC nr. 4 'Koningslaan';

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 april 2019 tot toekenning van de bijkomende subsidies en tot wijziging van de verschillende bedragen toegekend aan de begunstigden voor de uitvoering van de acties en operaties naar aanleiding van de eerste programmawijziging van het SVC nr. 4 'Koningslaan';

Overwegende dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eigenaar is van het vastgoedcomplex bestaande uit een gebouw voor semi-industrieel gebruik met werk- of opslagplaatsen, kantoren en aanhorigheden, gelegen Van Volxemlaan 400, en van een appartements- of kantoorgebouw (met uitzondering van één appartement), met inrit voor vrachtwagens via binnenplein, gelegen Van Volxemlaan 402, momenteel gekadastreerd onder sectie A, nummer 17 C 9 met een oppervlakte van tien are vijftig centiare (10a 50ca);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 2 juli 2019, herzien door de Raad van 10 september 2019, betreffende de gebruiksovereenkomst tussen het Gewest en de Gemeente;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 november 2016 tot toekenning van een subsidie van 14.125.000,00 euro voor de uitvoering van de operaties ingeschreven in

het basisdossier van het Duurzaam Wijkcontract Wiels aan de Zenne (DWCW);

Overwegende dat het basisprogramma van het DWCW door de Gemeenteraad goedgekeurd werd op 24 april 2018 en vervolgens door het Gewest op 5 juli 2018;

Overwegende dat de Gemeente het goed gelegen Montenegrostraat 138-152 aangekocht heeft en dat het wenselijk is dat het goed tijdelijk gebruikt wordt om verval van de site te vermijden en ook om mogelijke activeringsruimten te bieden aan verenigingen en burgers;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 22 oktober 2019 om de programmawijziging nr. 1 van het basisdossier van het Duurzame Wijkcontract 'Wiels aan de Zenne' goed te keuren, met o.a. de renovatie van de Axima-site tot toegankelijke woningen, kinderopvang en buurtvoorzieningen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 21 april 2020, waarbij onder meer beslist werd:

Een projectoproep te lanceren voor het tijdelijk en overgangsgebruik van een deel van de sites Axima en Chassart;

De subsidie ontvangen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van het SVC 'Koningslaan' daartoe te gebruiken (het geselecteerde project dat het best beantwoordt aan de projectoproep, zal genieten van een subsidie die de projectdrager in staat stelt om enerzijds het goed te beheren (aanpassing aan de normen, diverse werken) en anderzijds socio-culturele activiteiten te organiseren voor en in samenhang met de wijk);

Goedkeuring te verlenen aan de inhoud en de verspreiding van de in bijlage opgenomen projectoproep die ertoe strekt het beheer en de activering van een deel van de sites Axima en Chassart aan een derde toe te vertrouwen.

Overwegende dat de projectoproep op 24 april 2020 werd verspreid via de communicatiekanalen van de Gemeente en de bMa, overgemaakt aan de plaatselijke actoren en verzonden naar de organisaties die hun belangstelling hebben geuit voor het tijdelijk gebruik van sites op het Vorstse grondgebied;

Overwegende dat bij afloop op 27 mei 2020 om 14 uur 7 kandidaatsdossiers ontvangen waren;

Overwegende dat het adviescomité op 5 juni 2020 een advies gaf over de kandidaatsdossiers;

Overwegende dat de aanstelling van de kandidaat ter goedkeuring voorgelegd zal worden aan het College van Burgemeester en Schepenen in zijn zitting van 18 juni 2020;

Overwegende dat de betalingsmodaliteiten van de subsidie, de duur van de subsidie en de controlemodaliteiten in een subsidieovereenkomst vastgelegd moeten worden;

Overwegende het voorstel van subsidieovereenkomst opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, als bijlage bij deze beraadslaging;

Overwegende dat een voldoende krediet ingeschreven is op de gewone dienst van de begroting 2020 in artikel 93010/332-02/90 - Subsidies aan instellingen ten dienste van de gezinnen;

Overwegende dat deze uitgaven voor 100 % gesubsidieerd worden door een gewestelijke subsidie;

Overwegende dat de modaliteiten van de terbeschikkingstelling van de sites Chassart en Axima vastgelegd moeten worden;

Overwegende het voorstel van overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de gebouwen gelegen Van

Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152 opgesteld door de Cel Heropleving van de Wijken, als bijlage bij deze beraadslaging;

BESLIST:

Het model van subsidieovereenkomst en overeenkomst voor tijdelijk gebruik van de gebouwen gelegen Van Volxemlaan 400 en Montenegrostraat 138-152, als bijlage, goed te keuren;

Het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester of zijn afgevaardigde, bijgestaan door de Gemeentesecretaris, machtiging te verlenen om de overeenkomsten met de geselecteerde kandidaat te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Madame la Secrétaire informe que le rapport d'analyse a été joint en annexe.

Mevrouw de secretaris meldt dat het analyseverslag als bijlage toegevoegd werd.

10 annexes / 10 bijlagen

FINANCES - FINANCIËN

Comptabilité - Boekhouding

13 Finances - Fabrique de l'Eglise du Sacré-Coeur - Budget 2020.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 45 à 49 portant sur le budget des fabriques d'églises ;

Vu les articles 1 et 2 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le budget 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	24.231,47 €	33.856,33 €	58.087,80 €
DEPENSES	58.087,80 €	-	58.087,80 €

BALANCE

L'équilibre budgétaire est obtenu grâce à une intervention communale de 7.696,47 € pour les frais ordinaires du culte.

La part de la commune de Forest dans cette intervention s'élève à $7.696,47 \text{ €} \times 13,24 \% = 1.019,01 \text{ €}$;

DECIDE :

D'émettre un avis défavorable à l'approbation du budget 2020 de la Fabrique de l'Eglise Sacré-Coeur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 votes négatifs.

Non : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

Financiën - Kerkfabriek van het Heilig Hart - Begroting 2020.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004 en in het bijzonder artikelen 45 tot 49 betreffende de begroting van de kerkfabrieken;

Gelet op artikelen 1 en 2 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de begroting 2020 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart, als volgt vastgesteld door de Kerkrad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	24.231,47 €	33.856,33 €	58.087,80 €
UITGAVEN	58.087,80 €	-	58.087,80 €

EVENWICHT

Het begrotingsevenwicht wordt bekomen dankzij een gemeentelijke tussenkomst van 7.696,47 € voor de gewone kosten van de eredienst.

Het deel van de gemeente Vorst in deze tussenkomst bedraagt $7.696,47 \text{ €} \times 13,24 \% = 1.019,01 \text{ €}$;

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de begroting 2020 van de Kerkfabriek van het Heilig Hart.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 negatieve stemmen.

Nee : Laurent Hacken, Samir Ahrouch.

1 annexe / 1 bijlage

14 **Finances - Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée - Compte 2019.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	128.992,88 €	71.496,78 €	200.489,66 €
DEPENSES	147.936,88 €	883,97 €	148.770,85 €

BONI : 51.718,81 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale d'Ixelles, siège de l'église ;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'Eglise Anglicane unifiée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse Kerk - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	128.992,88 €	71.496,78 €	200.489,66 €
UITGAVEN	147.936,88 €	883,97 €	148.770,85 €

OVERSCHOT: 51.718,81 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, werden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Elsene, zetel van de kerk, onderzocht;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de Kerkfabriek van de Verenigde Anglicaanse kerk.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

15 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Curé d'Ars, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	4.780,62 €	600,43 €	5.381,05 €
DEPENSES	4.346,20 €	-	4.346,20 €

EXCEDENT : 1.034,85 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'église Saint-Curé d'Ars.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars, als volgt vastgesteld door de Kerkraad :

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	4.780,62 €	600,43 €	5.381,05 €
UITGAVEN	4.346,20 €	-	4.346,20 €

OVERSCHOT : 1.034,85 €

BESLIST :

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de kerkfabriek van de Heilige Pastoor van Ars.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

16 Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	15.013,90 €	17.958,34 €	32.972,24 €
DEPENSES	8.120,27 €	1.076,90 €	9.197,17 €

EXCEDENT : 23.775,07 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sainte Marie Mère de Dieu.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	15.013,90 €	17.958,34 €	32.972,24 €
UITGAVEN	8.120,27 €	1.076,90 €	9.197,17 €

OVERSCHOT: 23.775,07 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de kerkfabriek van de Heilige Maria Moeder Gods.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

17 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Augustin - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux

RECETTES	41.890,80 €	3.027,86 €	44.918,66 €
DEPENSES	32.837,29 €	-	32.837,29 €

EXCEDENT: 12.081,37 €

DECIDE:

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'église Saint-Augustin.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Augustinus - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2019 van de kerkfabriek Sint-Augustinus, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	41.890,80 €	3.027,86 €	44.918,66 €
UITGAVEN	32.837,29 €	-	32.837,29 €

OVERSCHOT: 12.081,37 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de kerkfabriek Sint-Augustinus.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

18 Finances - Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue - Compte 2019.

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 7 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique :

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	17.899,96 €	8.861,67 €	26.761,63 €
DEPENSES	12.081,38 €	14.225,22 €	26.306,60 €

EXCEDENT : 455,03 €

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'église Saint-Antoine de Padoue.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 7 van de wet van 04 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening 2019 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	17.899,96 €	8.861,67 €	26.761,63 €
UITGAVEN	12.081,38 €	14.225,22 €	26.306,60 €

OVERSCHOT : 455,03 €

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de Kerkfabriek Sint-Antonius van Padua.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

19 **Finances - Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène - Compte 2019.**

LE CONSEIL,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par ordonnance du 18 juillet 2002 et 19 février 2004, et plus particulièrement les articles 82 à 91 portant sur le compte des fabriques d'églises ;

Vu l'article 6 de la loi du 04 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

Vu le compte de 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène, arrêté comme suit par le Conseil de Fabrique:

	Service ordinaire	Service extraordinaire	Totaux
RECETTES	37.908,00 €	87.933,00 €	125.841,00 €
DEPENSES	36.936,00 €	80.685,00 €	117.621,00 €

BONI : 8.220,00 €

Vu l'article 14 de la loi du 4 mars 1870, l'examen des documents comptables est effectué par l'administration communale de Saint-Gilles, siège de l'église ;

Attendu que l'examen du compte donne lieu à l'observation suivante:

- le total des recettes extraordinaires chapitre II s'élève à 87.934,00 € suite à une erreur d'addition au lieu de 87.933,00 € ;

- le total des dépenses ordinaires chapitre I s'élève à 19.981,00 € suite à une erreur d'addition au lieu de 19.980,00 € ;

- le total des dépenses ordinaires chapitre II s'élève à 16.957,00 € suite à une erreur d'addition au lieu de 16.956,00 € ;

Après ces corrections, l'excédent du compte 2019 serait de 8.219,00 € au lieu de 8.219,98 € comme repris dans le compte 2019;

DECIDE :

D'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2019 de la Fabrique de l'Eglise Sainte-Alène et de demander à la tutelle d'effectuer les changements nécessaires dans le compte 2019.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

Financiën - Kerkfabriek Sint-Alena - Rekening 2019.

DE RAAD,

Gelet op het keizerlijke decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 en 19 februari 2004, en in het bijzonder artikelen 82 tot 91 betreffende de rekening van de kerkfabrieken;

Gelet op artikel 6 van de wet van 04 maart 1870 op de temporalien van de erediensten, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002;

Gelet op de rekening van 2019 van de kerkfabriek Sint-Alena, als volgt vastgesteld door de Kerkraad:

	Gewone dienst	Buitengewone dienst	Totalen
ONTVANGSTEN	37.908,00 €	87.933,00 €	125.841,00 €
UITGAVEN	36.936,00 €	80.685,00 €	117.621,00 €

OVERSCHOT: 8.220,00 €

Gelet op artikel 14 van de wet van 4 maart 1870, werden de kasbescheiden door het gemeentebestuur van Sint-Gillis, zetel van de kerk, onderzocht;

Overwegende dat het onderzoek van de rekening aanleiding geeft tot de volgende opmerking:

- het totaal van buitengewone ontvangsten hoofdstuk II bedraagt 87.934,00 € als gevolg van een optelfout in plaats van 87.933,00 € ;

- het totaal van gewone ontvangsten hoofdstuk I bedraagt 19.981,00 € als gevolg van een optelfout in plaats van 19.980,00 € ;

- het totaal van gewone ontvangsten hoofdstuk II bedraagt 16.957,00 € als gevolg van een optelfout in plaats van 16.956,00 € ;

Na deze correcties zou het overschot op de rekening van 2019 8.219,00 € bedragen in plaats van 8.219,98 € zoals vermeld in het rekening 2019;

BESLIST:

Een gunstig advies uit te brengen voor de goedkeuring van de rekening 2019 van de kerkfabriek Sint-Alena en de toezichthoudende overheid te vragen om de vereiste wijzigingen aan te brengen in de rekening 2019.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Logistique - Logistiek

20 **Logistique - Marchés publics - Acquisition de gel hydroalcoolique supplémentaire (2020-F-014) - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 § 1^{er} alinéa 2 de la Nouvelle loi communale – Admission de la dépense.**

LE CONSEIL,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 4, 236 et 249 § 1^{er} alinéa 2 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (la valeur estimée hors TVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 euros) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 (marchés de faible montant) ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 février 2019 de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour ce qui concerne le budget ordinaire ;

Vu la circulaire du service public régional de Bruxelles du 18 mars 2020 relative aux dépenses urgentes à pourvoir dans le cadre de la gestion de la pandémie de Covid-19 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 9 avril 2020 approuvant l'acquisition de 100 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique pour le montant d'offre contrôlé de 587,60 euros hors TVA, soit 711,00 euros TVA comprise (taux de 21 %) auprès de la Pharmacie du Bempt (Financière Delhaye) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 23 avril 2020 approuvant l'acquisition de 800 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique auprès de la société Etablissements Glorieux s.a. (GlobalNet), numéro d'entreprise BE 0401241290, sise rue du Bois des Hospices, 1 à 7522 Blandain (Tournai) pour le montant d'offre contrôlé de 2.560,00 euros hors TVA, soit 3097,60 euros TVA comprise (taux de 21 %) ;
pour le montant d'offre contrôlé de 587,60 euros hors TVA, soit 711,00 euros TVA comprise (taux de 21 %) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 7 mai 2020 approuvant l'acquisition de 120 flacons de 500 ml de gel hydroalcoolique auprès de la société Etablissements Glorieux s.a. (GlobalNet),

numéro d'entreprise BE 0401241290, sise rue du Bois des Hospices, 1 à 7522 Blandain (Tournai) pour le montant d'offre contrôlé de 960,00 euros hors TVA, soit 1.161,60 euros TVA comprise (taux de 21 %) ;

Vu la décision du Conseil Communal du 19 mai 2020 admettant les trois dépenses précitées ;

Considérant que ce matériel a été livré et distribué au personnel ;

Considérant que la situation de crise sanitaire persiste ;

Considérant qu'il y avait dès lors lieu de mettre des flacons de gel hydroalcoolique supplémentaire à disposition des agents du personnel communal dont la fonction nécessite la désinfection des mains dans les circonstances actuelles ;

Considérant que la pandémie due au coronavirus revêt un caractère imprévisible et rendait indispensable l'acquisition de 300 flacons supplémentaires de 100 ml de gel hydroalcoolique en urgence pour limiter la propagation du virus ;

Considérant que ce marché public a été estimé à 2.000,00 euros hors TVA pour l'acquisition de 300 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique ;

Considérant qu'il a été proposé de passer ce marché par la procédure de faible montant (facture acceptée) ;

Considérant que quatre sociétés ont été consultées en urgence, à savoir :

King Belgium s.a., rue du Cerf 190/1 à 1332 Genval ;

Dumortier s.a., Ostkaai 23 A à 2117 Merksem ;

Pharmacie du Bempt (Financière Delhaye), avenue du Bempt 2 boîte A à 1190 Forest ;

Etablissements Glorieux s.a. (GlobalNet), rue du Bois des Hospices, 1 à 7522 Blandain (Tournai) ;

Considérant que ni notre adjudicataire, King Belgium s.a., ni la Pharmacie du Bempt n'étaient en mesure de nous livrer ce produit dans les quantités demandées ;

Considérant que l'offre de la société Dumortier s.a. pour 300 flacons de 100 ml s'élevait à 3.060,00 euros hors TVA, soit 3.243,60 euros TVA comprise (taux de 6 %) ;

Considérant que celle de la société Glorieux s.a. (GlobalNet) s'élevait à 960,00 euros hors TVA, soit 1.017,60 euros TVA comprise (taux de 6 %) ;

Considérant qu'aucun motif d'exclusion n'a été relevé pour tous les soumissionnaires ;

Considérant que les offres de Dumortier s.a. et de Glorieux s.a. (GlobalNet) étaient considérées comme régulières (les irrégularités éventuelles étaient non-substantielles) ;

Considérant que le service logistique proposait, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, soit la société Etablissement Glorieux s.a. (GlobalNet), pour le montant d'offre contrôlé de 960,00 euros hors TVA, soit 1017,60 euros TVA comprise (taux de 6 %) pour 300 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrit à l'article 140/124-02/32 du service ordinaire du budget 2020 ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 juin 2020, notamment :

Art 1^{er} : De faire application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition de 300 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique ;

Art 2 : D'approuver le montant estimé du marché établi par le service logistique, à savoir 2.000,00 euros hors TVA ;

Art 3 : De conclure le marché par procédure de faible montant (facture acceptée) conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Art 4 : De considérer les offres de Dumortier s.a. et de la société Glorieux s.a. (GlobalNet) comme régulières ;

Art 5 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre régulière économiquement la plus avantageuse, soit la société Etablissements Glorieux s.a. (GlobalNet), numéro d'entreprise BE 0401241290, sise rue du Bois des Hospices, 1 à 7522 Blandain (Tournai) pour le montant d'offre contrôlé de 960,00 euros hors TVA, soit 1.017,60 euros TVA comprise (taux de 6 %) pour 300 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique ;

Art 6 : De proposer au Conseil communal une modification budgétaire pour cette dépense à l'article 140/124-02/32 du service ordinaire du budget 2020 ;

Art 7 : D'inscrire la dépense à l'article 140/124-02/32 du service ordinaire du budget 2020 ;

Art 8 : De donner sans délai connaissance de la présente décision au Conseil communal pour qu'il délibère s'il admet ou non cette dépense.

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 juin 2020 jointe en annexe ;

DECIDE :

Art 1 : D'admettre la dépense résultant du marché public susmentionné et à laquelle il a été pourvu en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 4 juin 2020 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'acquisition de 300 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique auprès de la société Etablissements Glorieux s.a. (GlobalNet), numéro d'entreprise BE 0401241290, sise rue du Bois des Hospices, 1 à 7522 Blandain (Tournai) pour le montant d'offre contrôlé de 960,00 euros hors TVA, soit 1.017,60 euros TVA comprise (taux de 6 %) pour 300 flacons de 100 ml de gel hydroalcoolique ;

Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire d'un crédit d'un montant de 1.017,60 euros TVA comprise (taux de 6 %) à l'article 140/124-02/32 du service ordinaire du budget 2020 lors de la prochaine modification budgétaire .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Aankoop van bijkomende hydroalcoholische gel (2020-F-014) - Goedkeuring van de gunning en van de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met de uitgave.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §4, 236 en 249 §1 2e lid;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. BTW bereikt de drempel van 30.000,00 euro niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124 (overheidsopdrachten van beperkte waarde);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 om zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor wat betreft de gewone begroting;

Gelet op de omzendbrief van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel van 18 maart 2020 betreffende dringende uitgaven in het kader van het beheer van de pandemie Covid-19;

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 9 april 2020 tot goedkeuring van de aankoop van 100 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel voor het gecontroleerde offertebedrag van 587,60 euro excl. BTW, of 711,00 euro BTW inbegrepen (tarief van 21 %) bij de Pharmacie du Bempt (Financière Delhaye);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 23 april 2020 tot goedkeuring van de aankoop van 800 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel bij de firma Etablissements Glorieux n.v. (GlobalNet), ondernemingsnummer BE 0401241290, gelegen rue du Bois des Hospices, 1 te 7522 Blandain (Doornik) voor het gecontroleerde offertebedrag van 2.560,00 euro excl. BTW, of 3.097,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 21 %);

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 7 mei 2020 tot goedkeuring van de aankoop van 120 flacons van 500 ml hydroalcoholische gel bij de firma Etablissements Glorieux n.v. (GlobalNet), ondernemingsnummer BE 0401241290, gelegen rue du Bois des Hospices, 1 te 7522 Blandain (Doornik) voor het gecontroleerde offertebedrag van 960,00 euro excl. BTW, of 1.161,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 21 %);

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 19 mei 2020 waarbij ingestemd wordt met de drie voornoemde uitgaven;

Overwegende dat dit materiaal geleverd en verdeeld werd aan het personeel;

Overwegende dat de gezondheidscrisis blijft aanhouden;

Overwegende dat het bijgevolg aangewezen was om bijkomende flacons hydroalcoholische gel ter beschikking te stellen aan de personeelsleden van wie de functie in de huidige omstandigheden handontsmetting vereist;

Overwegende dat de pandemie veroorzaakt door het coronavirus niet te voorzien was en de dringende aankoop van 300 bijkomende flacons van 100 ml hydroalcoholische gel noodzakelijk maakte om de verspreiding van het virus tegen te gaan;

Overwegende dat deze overheidsopdracht geraamd werd op 2.000,00 euro excl. BTW voor de aankoop van 300 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel;

Overwegende dat voorgesteld werd deze opdracht te gunnen via de procedure van beperkte waarde (aanvaarde factuur);

Overwegende dat er vier firma's dringend geraadpleegd werden, namelijk:

King Belgium n.v., rue du Cerf 190/1 te 1332 Genval;

Dumortier n.v., Ostkaai 23 A te 2117 Merksem;

Pharmacie du Bempt (Financière Delhaye), Bemptlaan 2, bus A te 1190 Vorst;

Etablissements Glorieux n.v. (GlobalNet), rue du Bois des Hospices, 1 te 7522 Blandain (Doornik);

Overwegende dat noch onze opdrachtnemer, King Belgium n.v., noch de Pharmacie du Bempt in staat waren om ons dit product in de gevraagde hoeveelheden te leveren;

Overwegende dat de offerte van de firma Dumortier n.v. voor 300 flacons van 100 ml 3.060,00 euro excl. BTW, of 3.243,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 6 %) bedroeg;

Overwegende dat de offerte van de firma Glorieux n.v. (GlobalNet) 960,00 euro excl. BTW, of 1.017,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 6 %) bedroeg;

Overwegende dat er voor de inschrijvers geen enkele uitsluitingsgrond vastgesteld werd;

Overwegende dat de offertes van Dumortier n.v. en van Glorieux n.v. (GlobalNet) beschouwd werden als regelmatig (de eventuele onregelmatigheden waren niet-substantieel);

Overwegende dat de dienst logistiek voorstelde om, rekening houdend met de voornoemde elementen, deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch voordeligste regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk de firma Etablissement Glorieux s.a. (GlobalNet) voor het gecontroleerde offertebedrag van 960,00 euro excl. BTW, of 1017,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 6 %) voor 300 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden op artikel 140/124-02/32 van de gewone dienst van de begroting 2020;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 juni 2020, om met name:

Art 1: Artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe gemeentewet toe te passen voor de aankoop van 300 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan het geraamde bedrag van de opdracht opgesteld door de dienst

logistiek, namelijk 2.000,00 euro excl. BTW;

Art 3: De opdracht af te sluiten via procedure van beperkte waarde (aanvaarde factuur) conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Art 4: De offertes van Dumortier n.v. en van de firma Glorieux n.v. (GlobalNet) als regelmatig te beschouwen;

Art 5: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch voordeligste regelmatige offerte heeft ingediend, namelijk de firma Etablissements Glorieux n.v. (GlobalNet), ondernemingsnummer BE 0401241290, gelegen rue du Bois des Hospices, 1 te 7522 Blandain (Doornik) voor het gecontroleerde offertebedrag van 960,00 euro excl. BTW, of 1.017,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 6 %) voor 300 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel;

Art 6: Voor deze uitgave aan de Gemeenteraad een begrotingswijziging voor te stellen op artikel 140/124-02/32 van de gewone dienst van de begroting 2020;

Art 7: De uitgave in te schrijven op artikel 140/124-02/32 van de gewone dienst van de begroting 2020;

Art. 8: De Gemeenteraad onverwijld in kennis te stellen van de huidige beslissing opdat hij beraadslaagt of hij al dan niet instemt met deze uitgave.

NEEMT AKTE van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 4 juni 2020 toegevoegd in bijlage;

BESLIST:

Art 1: In te stemmen met de uitgave die resulteert uit de bovenvermelde overheidsopdracht en waarin voorzien werd omwille van de hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 4 juni 2020 in toepassing van artikel 249, §1, 2e lid van de nieuwe gemeentewet voor de aankoop van 300 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel bij de firma Etablissements Glorieux n.v. (GlobalNet), ondernemingsnummer BE 0401241290, gelegen rue du Bois des Hospices, 1 te 7522 Blandain (Doornik), voor het gecontroleerde offertebedrag van 960,00 euro excl. BTW, of 1.017,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 6 %) voor 300 flacons van 100 ml hydroalcoholische gel;

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van een krediet voor een bedrag van 1.017,60 euro BTW inbegrepen (tarief van 6 %) op artikel 140/124-02/32 van de gewone dienst van de begroting 2020 tijdens de volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

-
- 21 **Logistique - Marchés publics - Achat urgent de 25.000 enveloppes A5 à fermeture autocollante (2020-F-022)- Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la Nouvelle loi communale - Admission des dépenses.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 4, 236 et 249 § 1^{er} alinéa 2 ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 26 février 2019 de déléguer ses pouvoirs de choisir la procédure de passation des marchés publics et des contrats de concession et d'en fixer les conditions au Collège des Bourgmestre et Échevins pour les marchés relevant du budget ordinaire ;

Vu la circulaire du service public régional de Bruxelles du 18 mars 2020 relative aux dépenses urgentes à pourvoir dans le cadre de la gestion de la pandémie de Covid-19 ;

Considérant que la pandémie due au coronavirus (COVID 19) revêtait un caractère imprévisible et rendait indispensable l'acquisition de 25.000 enveloppes, afin de distribuer à la population forestoise les masques acquis par la Région de Bruxelles Capitale ;

Considérant qu'il était nécessaire des distribuer ces masques au plus vite ;

Considérant que le Service Logistique avait établi une description technique N° 2020-F-022 pour le marché "Achat urgent de 25.000 enveloppes A5 à fermeture autocollante" ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élevait à 347,11 € hors TVA soit 420 € TVA comprise ;

Considérant qu'il fut proposé de conclure le marché en tant que marché public de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants avaient été choisis afin de prendre part à ce marché :

- ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 à 3920 Lommel ;
- Papyrus Belgium SA, Riverside Business Park, Boulevard International 55, bte 33 à 1070 Anderlecht ;
- Antalis, Zone 4 Broekooi 290 à B-1730 Kobbegem ;
- EXACLAIR SA, Boulevard Paepsem 18D à 1070 Bruxelles ;
- INNI Belgium, Industrielaan 5 à 8501 Heule ;
- DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA, Laurys Gewatstraat 73A à 2560 Nijlen ;
- IGEPa BELUX NV, Nijverheidslaan 4 à 9880 Aalter ;

Considérant que 5 entreprises ont remis une offre (dont IGEPa avec une variante libre) :

N°	Nom	CP	Localité/Ville	Prix TVAC	Délai livraison ¹
----	-----	----	----------------	-----------	------------------------------

1	ELEP NV/sa	3920	Lommel	420,48 €	J + 1 ou 2 j. ouvrables
2	INNI Belgium	8501	Heule	1.055,73 €	J + 5 j. ouvrables
3	Antalis	1730	Kobbegem	521,51 €	J + 2 j. ouvrables
4	DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA	2560	Nijlen	424,74 €	J + 2 j. ouvrables
5a	IGEPA BELUX NV <i>Enveloppes turbomail</i>	9880	Aalter	532,70 €	J + 1 j. ouvrable
5b	IGEPA BELUX NV <i>Enveloppes l-mail</i>	9880	Aalter	463,13 €	J + 1 j. ouvrable

Considérant le rapport d'examen des offres rédigé par le Service Logistique et figurant en annexe ;

Considérant que DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA était redevable d'une dette sociale de 15.589,21 € à l'ONSS ;

Considérant que ce soumissionnaire n'était pas l'adjudicataires pressenti et que vu l'urgence , le pouvoir adjudicateur ne s'était pas renseigné sur l'existence de créances certaines exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers ;

Considérant le Service Logistique proposa d'attribuer le marché "Achat urgent de 25.000 enveloppes A5 à fermeture autocollante (2020-F-022)" à ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 à 3920 Lommel qui a remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix et du délai de livraison), pour le montant d'offre contrôlé de € 347,50 hors TVA ou € 420,48, 21% TVA comprise (délai de livraison de 1 jour après réception du bon de commande envoyé avant midi) ;

Considérant que les crédits permettant ces dépenses seront inscrits à l'article 140/124-02/93 du service ordinaire du budget 2020 lors d'une prochaine modification budgétaire ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 juin 2020 qui prévoyait notamment :

"Art 1er : De faire application de l'article 249, § 1er, alinéa 2 de la Nouvelle loi communale pour l'acquisition de de 25.000 enveloppes A5 à fermeture autocollante ;

Art 2 : D'approuver la description technique N° 2020-F-022 et le montant estimé du marché "Achat urgent de 25.000 enveloppes A5 à fermeture autocollante", établis par le Service Logistique. Le montant estimé s'élève à 347,11 € hors TVA soit 420 € TVA comprise ;

Art 3 : De conclure le marché par procédure de faible montant (facture acceptée) conformément à l'article 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Art 4 : D'informer le conseil communal de la présente décision ;

Art 5 : De sélectionner les soumissionnaires ELEP NV/SA, INNI Belgium, ANTALIS, IGEPA BELGIUM qui répondent aux critères de sélection qualitative ;

Art 6 : De constater que DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA est redevable d'une dette sociale de 15.589,21 € à l'ONSS, mais qu'étant donné qu'il n'est pas l'adjudicataires pressenti et vu l'urgence, de ne pas se renseigner sur l'existence de créances certaines exigibles et libres de tout engagement à l'égard de tiers.

Art 7 : De considérer les offres de ELEP NV/SA, INNI Belgium, ANTALIS, IGEPA BELGIUM comme complètes et régulières ;

Art 8 : D'approuver le rapport d'examen des offres du 3 juin 2020, rédigé par le Service Logistique ;

Art 9 : De considérer le rapport d'examen des offres en annexe comme partie intégrante de la présente délibération ;

Art 10 : De proposer au Conseil communal une modification budgétaire pour ces dépenses à l' article 140/124-02/93 ;

Art 11 : D'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur base du prix et du délai de livraison), soit ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 à 3920 Lommel (Numéro d'entreprise: 0401326315), pour le montant d'offre contrôlé de € 347,50 hors TVA ou € 420,48, 21% TVA comprise ;

Art 12 : De fixer le délai de livraison à 1 jour ouvrable ;

Art 13 : D'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit à inscrire à l'article 140/124-02/93 du service ordinaire du budget 2020 ;

Art 14 : De donner connaissance de la présente décision au Conseil communal pour qu'il délibère s'il admet ou non la dépense".

PREND ACTE de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 3 juin 2020 jointe en annexe ;

DECIDE :

Art 1^{er} : D'admettre les dépenses résultant du marché public susmentionné effectuées en raison de l'urgence reconnue par le Collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 3 juin 2020 en application de l'article 249 § 1er alinéa 2 de la nouvelle loi communale, pour l'acquisition de 25.000 enveloppes A5 auprès de la société ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 à 3920 Lommel (Numéro d'entreprise: 0401326315), pour le montant total de 347,11 € hors TVA soit 420 € TVA comprise, délai de livraison d'un jour ouvrable ;

Art 2 : De procéder à l'inscription budgétaire des crédits d'un montant de 420 € à l'article 140/124-02/93 du service ordinaire du budget 2020 lors d'une prochaine modification budgétaire.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Logistiek - Overheidsopdrachten - Dringende aankoop van 25.000 A5 enveloppes met zelfklevende sluiting (2020-F-022) - Goedkeuring van de gunning en van de lastvoorwaarden - Toepassing van artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe Gemeentewet - Instemming met uitgaven.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 §4, 236 en 249 §1 2e lid;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten inzonderheid artikel 92 (het geraamde bedrag excl. BTW overschrijdt de drempel van 30.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 26 februari 2019 om zijn bevoegdheden om de gunningsprocedure van de overheidsopdrachten en van de concessieovereenkomsten te kiezen en om de lastvoorwaarden ervan vast te stellen over te dragen aan het College van Burgemeester en Schepenen voor wat betreft de overheidsopdrachten die onder de gewone begroting vallen;

Gelet op de omzendbrief van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel van 18 maart 2020 betreffende de dringende uitgaven in het kader van het beheer van de pandemie Covid-19;

Overwegende dat de pandemie veroorzaakt door het coronavirus (COVID 19) niet te voorzien was en de aankoop van 25.000 enveloppes noodzakelijk maakte om de mondklappers aangekocht door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te verdelen aan de Vorstse bevolking;

Overwegende dat het noodzakelijk was deze mondklappers zo snel mogelijk te verdelen;

Overwegende dat de dienst Logistiek een technische beschrijving met nr. 2020-F-022 had opgesteld voor de opdracht “Dringende aankoop van 25.000 A5 enveloppes met zelfklevende sluiting”;

Overwegende dat de raming van deze opdracht 347,11 € excl. BTW of 420 € BTW inbegrepen bedroeg;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te sluiten als overheidsopdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende economische operatoren gekozen werden om deel te nemen aan deze opdracht:

- ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 te 3920 Lommel;
- Papyrus Belgium NV, Riverside Business Park, Internationalelaan 55, bus 33 te 1070 Anderlecht;
- Antalis, Zone 4 Broekooi 290 te B-1730 Kobbegem;
- EXACLAIR NV, Paapsemlaan 18D te 1070 Brussel;
- INNI Belgium, Industrielaan 5 te 8501 Heule;
- DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA, Laurys Gewatstraat 73A te 2560 Nijlen;
- IGEPA BELUX NV, Nijverheidslaan 4 te 9880 Aalter;

Overwegende dat 5 ondernemingen een offerte hebben ingediend (waaronder IGEPA met een vrije variant):

Nr.	Naam	PC	Gemeente/Stad	Prijs incl. BTW	Leveringstermijn ¹

1	ELEP NV/SA	3920	Lommel	420,48 €	D + 1 of 2 werkdagen
2	INNI Belgium	8501	Heule	1.055,73 €	D + 5 werkdagen
3	Antalis	1730	Kobbegeem	521,51 €	D + 2 werkdagen
4	DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA	2560	Nijlen	424,74 €	D + 2 werkdagen
5a	IGEPA BELUX NV <i>Enveloppes turbomail</i>	9880	Aalter	532,70 €	D + 1 werkdag
5b	IGEPA BELUX NV <i>Enveloppes l-mail</i>	9880	Aalter	463,13 €	D + 1 werkdag

Overwegende het verslag van nazicht van de offertes opgemaakt door de dienst Logistiek en opgenomen in bijlage;

Overwegende dat DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA bij de RSZ een sociale schuld van 15.589,21 € had;

Overwegende dat deze inschrijver niet de vermoedelijke opdrachtnemer was en dat gezien de hoogdringendheid de aanbestedende overheid geen inlichtingen had ingewonnen over het bestaan van schuldvorderingen die zeker, opeisbaar en vrij van elke verbintenis tegenover derden zijn;

Overwegende dat de dienst Logistiek voorstelde om de opdracht "Dringende aankoop van 25.000 A5 enveloppes met zelfklevende sluiting (2020-F-022)" te gunnen aan ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 te 3920 Lommel die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend (op basis van de prijs en de leveringstermijn), voor het gecontroleerde offertebedrag van 347,50 € excl. BTW of 420,48 €, 21% BTW inbegrepen (leveringstermijn van 1 dag na ontvangst van de bestelbon verstuurd voor de middag);

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave ingeschreven zal worden op artikel 140/124-02/93 van de gewone dienst van de begroting 2020 bij de volgende begrotingswijziging;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2020 die met name voorzag om:

"Art 1: Artikel 249 §1 2e lid van de Nieuwe gemeentewet toe te passen voor de aankoop van 25.000 A5 enveloppes met zelfklevende sluiting;

Art 2: Goedkeuring te verlenen aan de technische beschrijving met nr. 2020-F-022 en de raming van de opdracht "Dringende aankoop van 25.000 A5 enveloppes met zelfklevende sluiting", opgesteld door de dienst Logistiek. De raming bedraagt 347,11 € excl. BTW of 420 € BTW inbegrepen;

Art 3: De opdracht af te sluiten via procedure van beperkte waarde (aanvaarde factuur) conform artikel 92 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Art 4: De gemeenteraad op de hoogte te brengen van de huidige beslissing;

Art 5: De inschrijvers ELEP NV/SA, INNI Belgium, ANTALIS, IGEPA BELGIUM te selecteren want ze voldoen aan de kwalitatieve selectiecriteria;

Art 6: Vast te stellen dat DE VROEDE ENVELOPPEN BVBA bij de RSZ een sociale schuld van 15.589,21 € heeft, maar dat aangezien hij niet de vermoedelijke opdrachtnemer is en gezien de hoogdringendheid, geen inlichtingen in te winnen over het bestaan van schuldvorderingen die zeker, opeisbaar en vrij van elke

verbintenis tegenover derden zijn;

Art 7: De offertes van ELEP NV/SA, INNI Belgium, ANTALIS, IGEPA BELGIUM als volledig en regelmatig te beschouwen;

Art 8: Goedkeuring te verlenen aan het verslag van nazicht van de offertes van 3 juni 2020, opgesteld door de dienst Logistiek;

Art 9: Het onderzoeksverslag van de offertes, opgenomen in bijlage, te beschouwen als integraal deel van de huidige beraadslaging;

Art 10: Voor deze uitgaven aan de Gemeenteraad een begrotingswijziging voor te stellen op artikel 140/124-02/93.

Art 11: Deze opdracht te gunnen aan de inschrijver die de economisch meest voordelige offerte heeft ingediend (op basis van de prijs en de leveringstermijn), namelijk ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 te 3920 Lommel (Ondernemingsnummer: 0401326315), voor het gecontroleerde offertebedrag van 347,50 € excl. BTW of 420,48 €, 21% BTW inbegrepen;

Art 12: De leveringstermijn vast te stellen op 1 werkdag;

Art 13: De betaling goed te keuren volgens de bepalingen voorzien in de offerte en door het krediet in te schrijven op artikel 140/124-02/93 van de gewone dienst van de begroting 2020;

Art 14: De Gemeenteraad in kennis te stellen van de huidige beslissing opdat hij beraadslaagt of hij al dan niet instemt met de uitgave.”

NEEMT KENNIS van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 3 juni 2020 toegevoegd in bijlage;

BESLIST:

Art 1: In te stemmen met de uitgaven die voortvloeien uit de bovenvermelde overheidsopdracht die verricht werden wegens hoogdringendheid erkend door het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 3 juni 2020 in toepassing van artikel 249, §1, 2de lid van de Nieuwe Gemeentewet, voor de aankoop van 25.000 A5 enveloppes bij de firma ELEP NV/SA, Kerkhovensesteenweg 92 te 3920 Lommel (Ondernemingsnummer: 0401326315), voor het totale bedrag van 347,11 € excl. BTW of 420 €, BTW inbegrepen, leveringstermijn van een werkdag;

Art 2: Over te gaan tot de inschrijving in de begroting van de kredieten voor een bedrag van 420 € op artikel 140/124-02/93 van de gewone dienst van de begroting 2020 bij de volgende begrotingswijziging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Madame Isabelle Maduda

Je tiens à remercier toutes les équipes qui ont ces dernières semaines participé à la distribution des masques. Où en est la distribution des masques ? Est-ce que tous les Forestois en ont reçu un ou plusieurs ? Est-ce que vous avez des informations sur l'état actuel du stock et est-ce que vous vous penchez déjà sur l'éventualité d'une 2nde vague ?

Monsieur Stéphane Roberti explique que les opérations de distribution des masques sont maintenant terminées et espère qu'en cas de seconde vague ce ne sera plus aux communes de se charger de cette distribution. Nous veillons à ce que les consignes actuelles soient respectées et pour la suite nous attendrons les consignes du conseil national de sécurité.

Monsieur Cédric Pierre-De Pérmentier se pose la question de savoir si on va supposer que la population a déjà des masques ou si on va en racheter en cas de 2^{de} vague. Monsieur Stéphane Roberti précise que les communes s'adapteront en fonction de la situation. Les contacts ont lieu entre les responsables des plans d'urgence et tout le monde est au taquet.

Monsieur Cédric Pierre-De Permentier intervient pour qu'il y ait une réserve de masques ne fut-ce que pour le personnel communal.

Monsieur Charles Spapens informe que l'on a gardé un stock stratégique à la commune, tant pour le personnel que pour la population.

Interventie van mevrouw Isabelle Maduda

Ik dank alle teams die de laatste maanden hebben meegeholpen met de verdeling van de mondmaskers. Hoe ver staat de verdeling van de mondmaskers? Hebben alle Vorstenaren een of meerdere maskers ontvangen? Heeft u informatie over de huidige toestand van de voorraad en buigt u zich reeds over de mogelijkheid van een 2^e golf?

De heer Stéphane Roberti legt uit dat de verdeling van de mondmaskers nu afgelopen is en hoopt dat bij een tweede golf de gemeenten niet meer verantwoordelijk zullen zijn voor de verdeling. Wij waken erover dat de huidige richtlijnen worden nageleefd en verder wachten we op de richtlijnen van de Nationale Veiligheidsraad.

De heer Cédric Pierre-De Permentier vraagt zich af of we gaan veronderstellen dat de bevolking reeds mondmaskers heeft of dat we bij een tweede golf opnieuw mondmaskers gaan aankopen. **De heer Stéphane Roberti** verduidelijkt dat de gemeenten zich zullen aanpassen in functie van de situatie. Er is contact tussen de verantwoordelijken van de noodplannen en iedereen zet zich met volle overgave in.

De heer Cédric Pierre-De Permentier vraagt of er een reserve aan mondmaskers is, al was het maar voor het gemeentepersoneel.

De heer Charles Spapens meldt dat we op de gemeente een strategische voorraad hebben bijgehouden, zowel voor het personeel als voor de bevolking.

11 annexes / 11 bijlagen

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Marchés publics pour Travaux - Overheidsopdrachten voor werken

22 **Marchés publics – 2016-T-004 - Rénovation de sanitaires - Lot 3: Ecole 11B, Rue de Fierlant 35A - Approbation de l'état d'avancement 3 – Prise en charge du solde de la facture – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 1er décembre 2016 relative à l'attribution du marché "Rénovation de sanitaires - Lot 3: Ecole 11B, Rue de Fierlant 35A" à SA Construction D.B.L., Avenue Fernand Labby 36 à 1390 Grez-Doiceau pour le montant d'offre contrôlé de 93.705,85 € hors TVA ou **109.261,02 €**, 6% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant les avenants approuvés par le collège portant le montant total de la commande à 12.115,83 € TVAC ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 13 septembre 2018 approuvant l'état d'avancement 3 de SA Construction D.B.L., Avenue Fernand Labby 36 à 1390 Grez-Doiceau pour le marché " Rénovation de sanitaires - Lot 3: Ecole 11B, Rue de Fierlant 35A" pour un montant de 14.130,67 € hors TVA et révision des prix ou 15.276,82 €, 6% TVA et révision des prix comprises ;

Considérant que par manque de crédit pour la révision des prix, la facture N° 27 datée du 09 octobre 2017 de SA Construction D.B.L relative à cet état d'avancement 3 n'a pu être liquidée dans son intégralité (e-courrier 84848) et qu'un montant de 526,49 € reste à payer ;

Considérant que la commune de Forest se doit d'honorer sa dette ;

Considérant que le montant de la dépense a été demandé à l'article 7202/724-60/03 lors des modifications budgétaires 3-4 (CC du 21/04/2020) ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune;

DECIDE:

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix de prendre en charge le solde de l'état d'avancement 3 de SA Construction D.B.L., Avenue Fernand Labby 36 à 1390 Grez-Doiceau pour le marché " Rénovation de sanitaires - Lot 3: Ecole 11B, Rue de Fierlant 35A" pour un montant de 526,49 € toutes taxes comprises.

Art 2 : D'inscrire la dépense de 526,49 € TTC à l'article 7202/724-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC 21/04/2020).

Art 3: De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2016-T-004 - Renovatie van sanitair - Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35A - Goedkeuring van vorderingsstaat 3 – Tenlasteneming van het saldo van de factuur – Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 december 2016 betreffende de gunning van de opdracht “Renovatie van sanitair - Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35A” aan SA Construction D.B.L., Avenue Fernand Labby 36 te 1390 Grez-Doiceau voor het gecontroleerde offertebedrag van 93.705,85 € excl. BTW of **109.261,02 €**, 6% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende de aanhangsels goedgekeurd door het college die het totale bedrag van de bestelling brengen op 12.115,83 € incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 september 2018 tot goedkeuring van vorderingsstaat 3 van SA Construction D.B.L., Avenue Fernand Labby 36 te 1390 Grez-Doiceau voor de opdracht “Renovatie van sanitair - Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35A” voor een bedrag van 14.130,67 € excl. BTW en prijsherziening of 15.276,82 €, 6% BTW en prijsherziening inbegrepen;

Overwegende dat bij gebrek aan krediet voor de prijsherziening, de factuur met nr. 27 d.d. 09 oktober 2017 van SA Construction D.B.L met betrekking tot deze vorderingsstaat 3 niet volledig betaald is kunnen worden (e-courrier 84848) en dat er een bedrag van 526,49 € te betalen blijft;

Overwegende dat de gemeente Vorst haar schuld wel moet betalen;

Overwegende dat het bedrag van de uitgave gevraagd werd op artikel 7202/724-60/03 tijdens de begrotingswijzigingen 3-4 (GR van 21/04/2020);

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST :

Art 1: Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 waarin ervoor gekozen werd om het saldo van vorderingsstaat 3 van SA Construction D.B.L., Avenue Fernand Labby 36 te 1390 Grez-Doiceau voor de opdracht “Renovatie van sanitair - Perceel 3: School 11B, de Fierlantstraat 35A” ten laste te nemen voor een bedrag van 526,49 €, alle belastingen inbegrepen;

Art 2: De uitgave van 526,49 €, alle belastingen inbegrepen, in te schrijven op artikel 7202/724-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4 – GR 21/04/2020);

Art 3: De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

23 **Marchés publics – 2016-T-018 - Bempt : Aménagement d'un terrain et de ses abords n° 7 en terrain de rugby homologué en gazon naturel - Approbation de l'état d'avancement 5 final – Prise en charge du solde de la facture – Information.**

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 19 octobre 2017 relative à l'attribution du marché "Bempt : Aménagement d'un terrain et de ses abords n° 7 en terrain de rugby homologué en gazon naturel" à Scheerlinck Sport sa, Rue de l'Informatique 3 B à 4460 Grâce-Hollogne pour le montant d'offre contrôlé de 411.561,16 € HTVA ou 497.988,99 € 21% TVAC, soit **500.000,00 € TVA** et révision des prix comprises ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 16 janvier 2020 relative à l'approbation de l'avenant 1 pour le montant total en moins de -3.420,67 € TVAC;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Échevins du 16 janvier 2020 approuvant l'état d'avancement 5, état final de Scheerlinck Sport sa, Rue de l'Informatique 3 B à 4460 Grâce-Hollogne pour le marché "Bempt : Aménagement d'un terrain et de ses abords n° 7 en terrain de rugby homologué en gazon naturel" pour un montant de 41.156,12 € HTVA et révision des prix ou **52.114,55 € TVA et révision des prix comprises** ;

Considérant que le crédit restant sur le bon de commande initial (BC 206/2017) n'a permis de liquider qu'une partie de l'EA 5, à savoir le montant de 29.588,13 € TTC (Facture VF20-008 du 23/01/2020) ;

Considérant que le solde du montant dû (révision des prix), à savoir 22.526,42 € TTC, a été demandé à l'article 764/721-60/64 lors des modifications budgétaires 3-4 (CC 21/04/2020) ;

Considérant que la commune de Forest se doit d'honorer sa dette ;

Considérant que la dépense sera financée par un emprunt à charge de la commune ;

DECIDE:

Art 1 : De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix de prendre en charge le solde de l'état d'avancement 5, état final de Scheerlinck Sport sa, Rue de l'Informatique 3 B à 4460 Grâce-Hollogne pour le marché "Bempt : Aménagement d'un terrain et de ses abords n° 7 en terrain de rugby homologué en gazon naturel" pour un montant de **22.526,42 € TTC** (solde de la facture VF20-008 du 23/01/2020).

Art 2 : D'inscrire la dépense à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC 21/04/2020).

Art 3: De financer la dépense par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2016-T-018 - Bempt: Aanleg van een terrein en zijn omgeving nr. 7 in gehomologeerd rugbyterrein met natuurlijk gras - Goedkeuring van de eindvorderingsstaat 5 – Tenlasteneming van het saldo van de factuur – Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19 oktober 2017 met betrekking tot de gunning van de opdracht "Bempt: Aanleg van een terrein en zijn omgeving nr. 7 in gehomologeerd rugbyterrein met natuurlijk gras" aan Scheerlinck Sport sa, Rue de l'Informatique 3 B te 4460 Grâce-Hollogne voor het gecontroleerde offertebedrag van 411.561,16 € excl. BTW of 497.988,99 €,

incl. 21% BTW, of **500.000,00 €** BTW en prijsherziening inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 januari 2020 tot goedkeuring van aanhangsel 1 voor het totale verminderde bedrag van -3.420,67 € incl. BTW;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 16 januari 2020 tot goedkeuring van vorderingsstaat 5, eindstaat van Scheerlinck Sport sa, Rue de l'Informatique 3 B te 4460 Grâce-Hollogne voor de opdracht "Bempt: Aanleg van een terrein en zijn omgeving nr. 7 in gehomologeerd rugbyterrein met natuurlijk gras" voor een bedrag van 41.156,12 € excl. BTW en prijsherziening of **52.114,55 € BTW en prijsherziening inbegrepen** ;

Overwegende dat het overblijvende krediet op de oorspronkelijke bestelbon (BB 206/2017) het slechts mogelijk heeft gemaakt om een deel van VS 5 te vereffenen, namelijk het bedrag van 29.588,13 €, alle belastingen inbegrepen (Factuur VF20-008 van 23/01/2020);

Overwegende dat het saldo van het verschuldigde bedrag (prijsherziening), namelijk 22.526,42 €, alle belastingen inbegrepen, gevraagd werd op artikel 764/721-60/64 tijdens de begrotingswijzigingen 3-4 (GR 21/04/2020);

Overwegende dat de gemeente Vorst haar schuld wel moet betalen;

Overwegende dat de uitgave gefinancierd zal worden door een lening ten laste van de gemeente;

BESLIST :

Art 1: Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 waarin ervoor gekozen werd om het saldo van vorderingsstaat 5, eindstaat van Scheerlinck Sport sa, Rue de l'Informatique 3 B te 4460 Grâce-Hollogne voor de opdracht "Bempt: Aanleg van een terrein en zijn omgeving nr. 7 in gehomologeerd rugbyterrein met natuurlijk gras" ten laste te nemen voor een bedrag van **22.526,42 €, alle belastingen inbegrepen** (saldo van de factuur VF20-008 van 23/01/2020).

Art 2: De uitgave in te schrijven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4 – GR 21/04/2020).

Art 3: De uitgave te financieren door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

24 **Marchés publics - 2018-T-060 - Installation d'un nouveau préau à l'école 13 - Approbation de l'avenant 1 - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 123, 5° relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant que dans le cadre du marché «2018-T-060 - Installation d'un nouveau préau à l'école 13», la motivation à l'avenant 1 est la suivante :

Étant donné la décision de modification de l'implantation du préau (suite aux travaux d'aménagements globaux prévus dans l'établissement, le préau tel qu'initialement prévu aurait empêché l'installation du nouvel escalier de secours tel que demandé par le service incendie), un certain nombre d'adaptations ont été nécessaires (changement d'implantation tout en restant dans la même cour de récréation, modifications de la superficie, du profil de toiture et des évacuations d'eaux pluviales);

Considérant que le montant total de cet avenant dépasse de 9,10 % (9,10 % pour les modifications avec la règle des minimis) le montant d'attribution, le montant total de la commande après avenants s'élevant à présent à 50.765,00 € hors TVA ou 53.810,90 €, 6% TVA comprise ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2018-T-060 - Installation d'un nouveau préau à l'école 13» pour un montant total en plus de 4.234,00 € hors TVA ou 4.488,04 €, 6%, TVA comprise et inscrit à l'article 7201/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC 21/04/2020) et financé la dépense par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix d'approuver l'avenant 1 du marché «2018-T-060 - Installation d'un nouveau préau à l'école 13» pour un montant total en plus de 4.234,00 € hors TVA ou 4.488,04 €, 6%, TVA comprise et inscrit à l'article 7201/723-60/03 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC 21/04/2020) et financé la dépense par un emprunt .

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2018-T-060 - Installatie van een nieuwe overdekte speelplaats in school 13 - Goedkeuring van aanhangsel 1 - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 123, 5° betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere

wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "2018-T-060 - Installatie van een nieuwe overdekte speelplaats in school 13" de motivering van aanhangsel 1 als volgt luidt:

Gezien de beslissing om de locatie van de overdekte speelplaats te wijzigen (naar aanleiding van de globale inrichtingswerken in de school, zou de overdekte speelplaats, zoals oorspronkelijk voorzien, de installatie van de nieuwe noodtrap, zoals gevraagd door de brandweer, hebben verhinderd), waren een aantal aanpassingen vereist (wijziging van locatie waarbij toch op dezelfde speelplaats wordt gebleven, wijzigingen van de oppervlakte, van het dakprofiel en van de regenwaterafvoerpijpen);

Overwegende dat het totale bedrag van dit aanhangsel het gunningsbedrag met 9,10 % overschrijdt (9,10% voor wijzigingen met de minimis-regel), waardoor het totaalbedrag van de bestelling na aanhangsels momenteel neerkomt op 50.765,00 € excl. BTW of 53.810,90 €, 6 % BTW inbegrepen;

Gelet op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 11 juni 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2018-T-060 - Installatie van een nieuwe overdekte speelplaats in school 13" voor een totaal bijkomend bedrag van 4.234,00 € excl. BTW of 4.488,04 €, 6% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4 – GR 21/04/2020) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening;

BESLIST,

Kennis te nemen van de beslissing van het College van burgemeester en schepenen van 11 juni 2020 om te kiezen voor de goedkeuring van aanhangsel 1 van de opdracht "2018-T-060 - Installatie van een nieuwe overdekte speelplaats in school 13" voor een totaal bijkomend bedrag van 4.234,00 € excl. BTW of 4.488,04 €, 6% BTW inbegrepen en ingeschreven op artikel 7201/723-60/03 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4 – GR 21/04/2020) en waarbij de uitgave gefinancierd wordt door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

25 **Marchés publics - 2020-S-030 - Stade Bertelson : remplacement des lampes, vérification et remise en état de l'installation électrique - Approbation des conditions, du mode de passation, des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale - Information.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment les articles 234 et 236 relatifs aux compétences du collège des bourgmestre et échevins ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures;

Considérant qu'il y a lieu de conclure un marché de remplacement des lampes, vérification et remise en état de l'installation électrique au Stade Bertelson ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-030 - Stade Bertelson : remplacement des lampes, vérification et remise en état de l'installation électrique » pour un montant estimé de ce marché s'élève à 29.752,06 € hors TVA ou 36.000,00 €, 21% TVA comprise; inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC du 21/04/2020) et financé par un emprunt ;

DECIDE,

De prendre connaissance de la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 11 juin 2020 faisant choix de la procédure par simple facture acceptée comme mode de passation du marché «2020-S-030 - Stade Bertelson : remplacement des lampes, vérification et remise en état de l'installation électrique » pour un montant estimé de ce marché s'élève à 29.752,06 € hors TVA ou 36.000,00 €, 21% TVA comprise; inscrit à l'article 764/721-60/64 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (MB 3-4 – CC du 21/04/2020) et financé par un emprunt.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten – 2020-S-030 – Bertelsonstadion: vervanging van de lampen, nazicht en herstelling van de elektrische installatie - Goedkeuring van de lastvoorwaarden, van de gunningswijze, van de uit te nodigen firma's - Toepassing van artikel 234, §3 van de Nieuwe Gemeentewet - Kennisgeving.

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 en 236 betreffende de bevoegdheden van het College van Burgemeester en Schepenen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere

wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en latere wijzigingen;

Overwegende dat er een opdracht moet worden afgesloten voor de vervanging van lampen, nazicht en herstelling van de elektrische installatie in het Bertelson stadion;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-S-030 – Bertelsonstadion: vervanging van de lampen, nazicht en herstelling van de elektrische installatie" voor een geraamd bedrag van 29.752,06 € excl. BTW of 36.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4 – GR van 21/04/2020) en gefinancierd door een lening;

BESLIST:

Kennis te nemen van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 11 juni 2020 om te kiezen voor de procedure via gewone aanvaarde factuur als gunningswijze van de opdracht "2020-S-030 – Bertelsonstadion: vervanging van de lampen, nazicht en herstelling van de elektrische installatie" voor een geraamd bedrag van 29.752,06 € excl. BTW of 36.000,00 €, 21 % BTW inbegrepen, ingeschreven op artikel 764/721-60/64 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (BW 3-4 – GR van 21/04/2020) en gefinancierd door een lening.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
34 stemmers : 34 positieve stemmen.

26 **Marchés Publics - Travaux de réaménagement des rues Vanden Corput et Berkendael dans le cadre du Contrat de Quartier « Albert » - Engagement de la dépense - Quote-part de la commune de Forest : Réaménagement de la rue Berkendael.**

LE CONSEIL,

Vu l'Accord de coopération Beliris du 15 septembre 1993 et ses avenants conclu entre l'Etat fédéral belge et la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu le programme quadriennal du Contrat de Quartier « Albert » approuvé par la décision du Gouvernement de la Région Bruxelles Capitales du 21 décembre 2012 ;

Vu l'Accord ministériel préalable à la passation du marché des travaux de réaménagement des rues Vanden Corput et Berkendael dans le cadre du Contrat de Quartier « Albert » du 6 février 2018 ;

Vu la Version coordonnée du protocole d'accord Contrat de Quartier « Albert » à Forest du 5 avril 2019 déléguant à BELIRIS la maîtrise d'ouvrage du réaménagement de la rue Berkendael;

Vu le rapport d'approbation et la décision motivée d'attribution du marché des travaux de réaménagement des rues Vanden Corput et Berkendael dans le cadre du Contrat de Quartier « Albert » du 5 avril 2019, établis par le SPF Mobilité et Transport Direction Infrastructure de Transport BELIRIS, à EUROVIA Belgium SA, Allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht pour un montant de 1.115.234,36 € TVA comprise (dont 905.493,30 € TVAC sont à charge de BELIRIS et 209.741,06 € TVAC sont à charge de la commune de Forest) ;

Vu le visa de l'Inspection des Finances du 24 janvier 2019 relatif à cette attribution ;

Considérant qu'il convient de procéder à l'engagement de la dépense relative à la quote-part de la commune de Forest d'un montant de 209.741,06 € TVAC ;

Considérant que la dépense sera financée par un subside de Bruxelles Pouvoirs locaux à 100% ;

Considérant que le crédit permettant la dépense est inscrit à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020 (article de recette 421/665-52/30, subside de 100%).

DECIDE,

De procéder à l'engagement de la dépense de 209.741,06 € TVAC;

D'inscrire la dépense à l'article 421/731-60/30 du service extraordinaire du budget de l'exercice 2020;

De financer la dépense par un subside de 100 % de Bruxelles Pouvoirs locaux, article de recette 421/665-52/30.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 34 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Heraanlegwerken van de Vanden Corput- en Berkendaelstraat in het kader van het Wijkcontract "Albert" - Vastlegging van de uitgave - Aandeel van de gemeente Vorst: Heraanleg van de Berkendaelstraat.

DE RAAD,

Gelet op het Beliris samenwerkingsakkoord van 15 september 1993 en zijn bijakten afgesloten tussen de Belgische Federale Staat en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het vierjarenprogramma van het Wijkcontract "Albert" goedgekeurd door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 december 2012;

Gelet op het ministerieel akkoord voorafgaand aan de toewijzing van de opdracht voor de heraanlegwerken van de Vanden Corput- en Berkendaelstraat in het kader van het Wijkcontract "Albert" van 6 februari 2018;

Gelet op de Gecoördineerde versie van het protocolakkoord Wijkcontract "Albert" te Vorst van 5 april 2019 waarbij het bouwheerschap voor de heraanleg van de Berkendaelstraat gedelegeerd wordt aan BELIRIS;

Gelet op het goedkeuringsverslag en de gemotiveerde gunningsbeslissing van de opdracht voor de

heraanlegwerken van de Vanden Corput- en Berkendaelstraat in het kader van het Wijkcontract “Albert” van 5 april 2019, opgemaakt door de FOD Mobiliteit en Vervoer, Directie Vervoerinfrastructuur BELIRIS, aan EUROVIA Belgium NV, Hof ter Vleestdreef 1 te 1070 Anderlecht voor een bedrag van 1.115.234,36 € BTW inbegrepen (waarvan 905.493,30 € incl. BTW ten laste van BELIRIS is en 209.741,06 € incl. BTW ten laste van de gemeente Vorst);

Gelet op het visa van de Inspectie van Financiën van 24 januari 2019 met betrekking tot deze gunning;

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de vastlegging van de uitgave met betrekking tot het aandeel van de gemeente Vorst voor een bedrag van 209.741,06 € incl. BTW;

Overwegende dat de uitgave voor 100% gefinancierd zal worden door een subsidie van Brussel Plaatselijke Besturen;

Overwegende dat het krediet voor de uitgave ingeschreven is op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020 (artikel van ontvangst 421/665-52/30, subsidie aan 100%);

BESLIST,

Over te gaan tot de vastlegging van de uitgave van 209.741,06 € incl. BTW;

De uitgave in te schrijven op artikel 421/731-60/30 van de buitengewone dienst van de begroting van het dienstjaar 2020;

De uitgave te financieren door een subsidie aan 100% van Brussel Plaatselijke Besturen, artikel van ontvangst 421/665-52/30.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein.

Je profite qu'on aborde ici le réaménagement des rues Vanden Corput et Berkendael entre la ch. d'Alseberg et l'avenue Albert pour faire remonter des plaintes légitimes qui nous reviennent de riverains par rapport à l'abattage des arbres en dehors de la période autorisée.

Les arbres ont été abattus il y a maintenant une dizaine de jours alors que c'est interdit entre le 1^{er} avril et le 15 août.

Je n'ai ici aucune remarque par rapport au fond du projet que j'ai porté en partie avec mon collègue de l'époque Charles Spapens mais sur l'exécution de l'abattage pendant la période de nidification.

Un arrêté du bourgmestre a été pris pour abattre à tout le moins 2 arbres au coin Albert – Berkendael. Il précise que c'est lié au fait qu'on est entré en confinement mi-mars et que l'intervention était nécessaire pour l'exécution du chantier, chantier qui, pour avoir participé à l'élaboration du dossier, doit respecter des délais d'exécution.

J'aimerais savoir si ce sont les deux seuls arbres de l'axe Berkendael – Vanden Corput concernés par le chantier qui ont été abattus ou si d'autres arrêtés de bourgmestre ont été pris pour les autres arbres situés dans la zone de chantier.

Enfin, si l'on ne pouvait imaginer une telle situation sanitaire à gérer, reste que les arbres auraient pu être abattus plus tôt et que, à l'avenir, il serait bien de prévoir ces abattages entre le 15 août et le 1^{er} avril sans rapprocher trop les dates d'intervention de la date butoir du 31 mars minuit.

Cela éviterait ce type de situation à l'avenir.

Intervention de Monsieur Alain Mugabo, Echevin des espaces verts.

En effet, il s'agit d'une situation particulière et à ma connaissance c'est le seul arrêté qui a été pris afin de ne pas retarder le chantier et afin de ne pas payer de frais supplémentaires à l'entrepreneur. Ceci dans le respect de la législation de 2013 qui permet à un arrêté du bourgmestre de déroger à la législation. Je voudrais également préciser que dans le plan initial il n'y avait pas prévu de remplacement de ces arbres et que nous avons quand même décidé de les remplacer.

Monsieur Marc Loewenstein mentionne qu'il peut y avoir 2 parties au chantier et que notamment à l'avenue Berkendael, on a battu les arbres précédemment au début du chantier. Cela fait toujours mal d'abattre des arbres mais il faut communiquer afin de bien expliquer qu'ils seront replantés et pourront mieux s'épanouir.

Interventie van de heer Marc Loewenstein

Ik maak van de gelegenheid gebruik dat het hier gaat over de herinrichting van Vanden Corput- en de Berkendaelstraat tussen de Alsebergsesteenweg en de Albertlaan, om legitieme klachten van bewoners aan te kaarten over het kappen van bomen buiten de toegestane periode.

De bomen zijn een tiental dagen geleden omgehakt, terwijl dat tussen 1 april en 15 augustus verboden is. Ik heb hier geen opmerkingen over het eigenlijke project, dat ik deels samen met mijn toenmalige collega Charles Spapens heb gevoerd, maar over het kappen van bomen tijdens de broedperiode.

Een besluit van de burgemeester werd genomen om minstens 2 bomen om te hakken op de hoek Albert-Berkendael. Hij zegt dat dit te wijten was aan het feit dat we midden maart in lockdown gingen en dat de interventie noodzakelijk was voor de uitvoering van de werken: daarbij moeten immers uitvoeringstermijnen nageleefd worden.

Ik zou graag weten of dit de twee enige bomen zijn op de as Berkendael - Vanden Corput waarop de werken betrekking hadden, die geveld zijn, of dat er nog andere besluiten van de burgemeester zijn uitgevaardigd voor andere bomen in de werfzone.

Tot slot, hoewel we ons de coronacrisis niet op die manier konden voorstellen, blijft het een feit dat de bomen eerder gekapt hadden kunnen worden en dat het in de toekomst goed zou zijn om dergelijke interventies tussen 15 augustus en 1 april te plannen, zonder de interventiedatums te dicht bij de uiterste datum van 31 maart om middernacht te brengen.

Dat zou dit soort situaties in de toekomst voorkomen.

Interventie van de heer Alain Mugabo, schepen van groene ruimten

Dit is een bijzondere situatie en bij mijn weten is dit het enige besluit dat genomen werd om de werken niet te vertragen en geen extra kosten te moeten betalen aan de aannemer. Dit is in overeenstemming met de wetgeving van 2013 die het mogelijk maakt dat een besluit van de burgemeester afwijkt van de wetgeving. Ik wil er ook op wijzen dat het oorspronkelijke plan niet voorzag in de vervanging van deze bomen en dat we toch besloten hebben ze te vervangen.

De heer Marc Loewenstein vermeldt dat de werken uit 2 delen kunnen bestaan en dat met name de bomen aan de Berkendaellaan vóór het begin van de werken werden omgehakt. Het doet altijd pijn om bomen te kappen, maar we moeten communiceren om uit te leggen dat er nieuwe geplant zullen worden die beter zullen kunnen groeien.

6 annexes / 6 bijlagen

AFFAIRES COMMUNAUTAIRES FR - GEMEENSCHAPSZAKEN FR

Instruction publique - Openbaar onderwijs

27 Instruction publique - Dénomination future école du Bempt - Approbation.

LE CONSEIL,

Vu la décision de la journée pédagogique du 17 juin fixant le nom de l'école actuellement sise Chaussée de Neerstalle 315 à 1190 Forest (n° FASE 95566) ;

Considérant que cette école occupe actuellement des préfabriqués, en l'attente de la finalisation de l'école définitive, sise Chaussée de Neerstalle 273 à 1190 Forest;

Considérant le travail effectué par l'équipe pédagogique avec les enfants afin de rebaptiser cette école pour renforcer son identité et être en cohérence avec le cadre dans lequel elle se situe ;

Considérant que l'école se situe dans le parc du Bempt et que de ce fait le choix de l'équipe pédagogique et des enfants s'est porté sur le nom de "L'Ecole du Bempt" ;

DECIDE,

D'approuver la proposition de nom "L'Ecole du Bempt" émise par l'équipe pédagogique et les enfants pour la future « école du Bempt » (n°FASE 95566), sise Chaussée de Neerstalle 273 à 1190 Forest;

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 29 votes positifs, 5 abstentions.

Abstentions : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Yves Roland.

Openbaar onderwijs - Benaming toekomstige Bemptschool - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de beslissing van de pedagogische studiedag van 17 juni 2019 tot vaststelling van de naam van de school die momenteel gelegen is aan de Neerstalsesteenweg 315 te 1190 Vorst (nr. FASE 95566);

Overwegende dat deze school momenteel is ondergebracht in prefablokalen, in afwachting van de voltooiing van de definitieve school, gelegen aan de Neerstalsesteenweg 273 te 1190 Vorst;

Overwegende het werk dat door het pedagogische team samen met de kinderen werd verricht ten einde deze school om te dopen om haar identiteit te versterken en in overeenstemming te zijn met het kader waarin ze zich bevindt;

Overwegende dat de school zich bevindt in het Bemptpark en dat de keuze van het pedagogische team en van de kinderen is gevallen op de naam "Bemptschool";

BESLIST,

Het voorstel van naam “ Bemptschool ” uitgebracht door het pedagogische team en de kinderen voor de toekomstige “Bemptschool” (nr. FASE 95566), gelegen Neerstalsesteenweg 273 te 1190 Vorst goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 29 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Onthoudingen : Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Yves Roland.

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier.

Je voulais faire écho au précédent débat qu'on a eu à l'occasion du changement du nom d'autres écoles. J'ai proposé que l'école porte le nom de personnalités qui ont marqué positivement l'histoire. Je pense qu'on aura le temps d'en débattre tout à l'heure, de manière plus complexe. Même si je me réjouis de la neutralité du nom de l'école du Bempt pourquoi l'on n'a pas voulu marquer le coup? (personnalités qui se sont battues, valorisation de femmes, etc.) ?

Réponse de Madame Maud De Ridder, Echevine de l'Enseignement.

Jusqu'à aujourd'hui, ce sont les communautés scolaires qui s'emparent de cette réflexion. Par ailleurs, le nom de l'école Bempt a été institué mais j'entends aujourd'hui que ça n'avait jamais été formalisé dans le cadre d'une délibération. Il n'empêche que ce n'est absolument pas le collège qui choisit le nom. C'est la philosophie actuelle qui demande à une communauté scolaire de changer le nom de l'école, donc c'est vraiment une démarche qui émane de l'équipe éducative elle-même. Par rapport à cette démarche, nous ne sommes jamais intervenus et nous tenons à conserver l'indépendance des communautés scolaires et la liberté pour elles de changer, ou non, le nom de l'école, afin de le proposer au Conseil communal.

Madame Magali Plovie propose que l'on suive le raisonnement de Madame De Ridder, tout en comprenant les propositions de Monsieur DE PERMENTIER.

Monsieur Cédric Pierre-De Permentier mentionne que l'on pourrait proposer à l'équipe éducative des noms de personnes qui ont marqué le temps et ont fait de belles choses, tant pour le droit des femmes ou dans la lutte contre le racisme, pour la paix. Cela pourrait être un beau signal dans les temps troubles que nous connaissons actuellement.

Madame Maud De Ridder comprend l'intérêt de la proposition mais mentionne qu'il y a aussi, hélas, des paramètres prosaïques. Premièrement, la communauté scolaire qui ne souhaite pas changer le nom qui a été établi même s'il était établi apparemment de façon informelle. Segundo, l'équipe est aujourd'hui en vacances et donc ne peut pas se rassembler pour pouvoir examiner la proposition. Enfin, il y a une certaine urgence : il faut absolument commander les lettres qui viendront décorer le fronton de l'école. Par conséquent, on est un petit peu limité par ces contraintes matérielles et pratiques.

Monsieur Cédric Pierre-De Permentier comprend l'impératif lié au lettrage mais pense qu'on a raté une belle occasion. Il espère que d'autres infrastructures pourront honorer des personnalités.

Intervention de Madame Isabelle Maduda

Il me semble que lorsque ce point a été abordé en commission, il y avait des propositions de la part de l'équipe (ndlr : éducative) mais qu'elles n'étaient pas satisfaisantes. Donc il y a quand même un pouvoir de décision de l'Echevine.

Madame Maud De Ridder précise qu'il y a un pouvoir de décision, non de l'Echevine, mais du Conseil.

Monsieur Cédric Pierre-De Permentier propose que l'on inverse la philosophie et que ce soit le collège ou le conseil qui vienne vers l'équipe avec des balises ou des propositions. Madame De Ridder précise que ce n'est pas ce qui s'est passé jusqu'à présent.

Le débat porte sur la validité de la présente délibération. Il est décidé de la modifier et d'ajouter la motivation reposant sur le fait que l'école se situe au Bempt. Madame De Ridder précise que c'est ce nom qui est actuellement validé par l'équipe. L'ensemble des membres s'accordent pour valider le nom de l'école du Bempt, dès l'instant où la motivation de la délibération est modifiée.

Madame la Secrétaire communale revient après le débat sur le point 28 avec la délibération motivée.

Interventie van de heer Cédric Pierre-De Permentier

Ik wil aansluiten bij het vorige debat dat we hebben gevoerd bij de naamsverandering van andere scholen. Ik heb voorgesteld om de school te vernoemen naar mensen die op een positieve manier geschiedenis hebben geschreven. Ik denk dat we later tijd zullen hebben om er grondig over te debatteren. Hoewel ik blij ben dat de naam van de school van de Bempt neutraal is, waarom is er toch niets specifiekers gekozen (personen die gestreden hebben, valorisatie van vrouwen, ...)?

Antwoord van mevrouw Maud De Ridder, schepen van onderwijs

Tot op de dag van vandaag zijn het de schoolgemeenschappen die het debat voeren. Bovendien was de naam van de school van de Bempt al in gebruik genomen, maar ik verneem nu dat die nooit geformaliseerd werd in een beraadslaging. Toch is het absoluut niet het college dat de naam kiest. Het is de huidige filosofie die een schoolgemeenschap vraagt om de naam van de school te veranderen, dus het is echt een proces dat voortkomt uit het onderwijsteam zelf. Wij hebben ons niet gemengd in dit proces en we vrijwaren de onafhankelijkheid van de schoolgemeenschap en hun vrijheid om de naam van de school al dan niet te veranderen, om deze voor te stellen aan de gemeenteraad.

Mevrouw Magali Plovie stelt voor de redenering van mevrouw Maud De Ridder te volgen, maar brengt begrip op voor de voorstellen van de heer Cédric Pierre-De Permentier.

De heer Cédric Pierre-De Permentier stelt dat er aan het onderwijsteam namen kunnen worden voorgesteld van mensen die hun stempel hebben gedrukt en goede dingen hebben gedaan voor de rechten van de vrouw, de strijd tegen racisme, de vrede ... Dat zou een mooi signaal kunnen zijn in de troebele tijden die we nu meemaken.

Mevrouw Maud De Ridder begrijpt het belang van het voorstel, maar meldt dat er ook wel prozaïsche parameters meespelen. Ten eerste, de schoolgemeenschap die de gevestigde naam niet wil veranderen, ook al is die kennelijk informeel gevestigd. Ten tweede, het team dat nu in vakantie is en dus niet kan samenkomen om het voorstel te bespreken. Tot slot is er een zekere urgentie: het is absoluut noodzakelijk om de letters te bestellen die aan de voorgevel van het gebouw zullen gehangen worden. Daarom zijn we een beetje beperkt door deze materiële en praktische beperkingen.

De heer Cédric Pierre-De Permentier begrijpt de noodzaak van belettering, maar vindt dat we een mooie kans hebben gemist. Hij hoopt dat andere infrastructuren wel bepaalde personen zullen kunnen eren.

Interventie van mevrouw Isabelle Maduda

Toen dit punt in de commissie werd aangehaald, waren er volgens mij voorstellen van het team (nvdr: het onderwijsteam), maar deze waren niet bevredigend. Dus er is wel een beslissingsbevoegdheid van de schepen.

Mevrouw Maud De Ridder verduidelijkt dat niet de schepen, maar de raad een beslissingsbevoegdheid heeft.

De heer Cédric Pierre-De Permentier stelt voor om de filosofie om te draaien en dat het college of de raad naar het team gaat met ijkpunten of voorstellen. Mevrouw Maud De Ridder stelt dat dit tot nu toe niet gebeurd is.

Het debat heeft betrekking op de geldigheid van deze beraadslaging. Er wordt besloten om deze te wijzigen en de motivering toe te voegen gebaseerd op het feit dat de school in de Bempt ligt. Mevrouw Maud De Ridder verduidelijkt dat deze naam momenteel goedgekeurd is door het team. Alle leden gaan akkoord om de naam van de school van de Bempt goed te keuren, zodra de motivering van de beraadslaging is gewijzigd.

TRAVAUX PUBLICS - OPENBARE WERKEN

Propriétés communales et Logement - Gemeentelijke Eigendommen en Huisvesting

28 Logement – Renouvellement de la convention de partenariat avec l’A.S.B.L. Agence Immobilière Sociale (AIS) Quartiers.

LE CONSEIL,

Vu l’ordonnance du 17 juillet 2003 portant code bruxellois du logement et notamment son chapitre VII relatif aux agences immobilières sociales ;

Vu l’arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 17.12.2015, tel que modifié par l’arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles capitale du 21.12.2017, organisant les Agences Immobilières Sociales, qui conditionne l’obtention d’un agrément par les AIS à, notamment, la signature d’un accord de collaboration avec une commune ou un C.P.A.S. ;

Vu la décision du Conseil Communal du 16 décembre 2014 qui fixait un tel accord de collaboration dans une quatrième convention de partenariat signée entre la Commune et l’AIS Quartiers sise rue du Progrès, 323 à 1030 Bruxelles, pour une durée de 5 ans;

Vu les statuts de l’AIS Quartiers publiés au Moniteur Belge du 6 juin 1999 sous le n° 878199;

Vu la demande de renouvellement de la convention de partenariat pour une durée de 5 ans, présentée par l’AIS Quartiers au Collège des bourgmestre et échevins de la commune de Forest en novembre 2019 ;

Vu le rapport du responsable du service logement sur la collaboration entre les deux institutions dans le cadre de la convention de partenariat 2015-2019;

Considérant que l’AIS Quartiers gère 20 logements situés rue de Belgrade 78 et 84 dont la Commune est emphytéote jusqu’en 2026, en vertu d’un contrat de location reconductible à sa prochaine échéance le 31 août 2020 ;

Considérant qu'il y a lieu, dans le cadre d'un nouvel accord de collaboration, de prévoir qu'un ou deux de ces logements puissent permettre le relogement de personnes sans-abri dans le cadre d'un projet housing first, tout en respectant le cadre fixé par le code du logement et l'arrêté susvisé;

Considérant que cette possibilité devra faire l'objet d'une convention spécifique avec une institution garantissant l'accompagnement social nécessaire pour ce type de projet ;

DECIDE:

1. d'approuver la convention de partenariat avec l'A.S.B.L. AIS Quartiers, sise rue du Progrès, 323 à 1030 Bruxelles, pour une nouvelle période de 5 ans ;

2. de donner pouvoir au Collège de Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, assisté du Secrétaire Communal, pour signer la Convention de partenariat avec l'A.S.B.L. AIS Quartiers ci-annexée.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 20 votes positifs, 7 votes négatifs, 7 abstentions.

Non : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Yves Roland.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Huisvesting – Hernieuwing van de samenwerkingsovereenkomst met de vzw Sociaal Verhuurkantoor (SVK) Wijken.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 houdende de Brusselse Huisvestingscode en in het bijzonder zijn hoofdstuk VII betreffende de sociale verhuurkantoren;

Gelet op het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17.12.2015, zoals gewijzigd door het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21.12.2017, houdende de organisatie van de Sociale Verhuurkantoren, die het verkrijgen van een erkenning door de SVK met name koppelt aan de ondertekening van een samenwerkingsakkoord met een gemeente of een OCMW;

Gelet op de beslissing van de Gemeenteraad van 16 december 2014 die een dergelijk samenwerkingsakkoord vastlegde in een vierde samenwerkingsovereenkomst ondertekend voor een looptijd van 5 jaar tussen de Gemeente en het SVK Wijken gelegen Vooruitgangstraat, 323 te 1030 Brussel;

Gelet op de statuten van het SVK Wijken gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 6 juni 1999 onder het nr. 878199;

Gelet op de aanvraag voor hernieuwing van de samenwerkingsovereenkomst voor een looptijd van 5 jaar, die in november 2019 door het SVK Wijken werd voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Vorst;

Gelet op het verslag van de verantwoordelijke van de huisvestingsdienst over de samenwerking tussen de

deux installations dans le cadre de l'accord de coopération 2015-2019;

Considérant que le SVK Wijken 20 gère 20 logements dans la rue Belgradostraat 78 et 84 dont la commune est locataire jusqu'en 2026, en vertu d'un accord de coopération conclu avec elle le 31 août 2020;

Considérant que il est recommandé, dans le cadre d'un nouveau accord de coopération, de prévoir que l'un ou deux de ces logements puissent être utilisés pour accueillir des personnes sans domicile fixe dans le cadre d'un projet de logement prioritaire, en tenant compte du cadre fixé par le code de logement et la décision susmentionnée;

Considérant que cette possibilité doit être le résultat d'un accord spécifique avec la commune pour ce type de projet;

BESLIST:

1. l'accord de coopération avec le SVK Wijken, situé rue de l'Avance 323 à 1030 Bruxelles, pour une durée de 5 ans;
2. le Collège de Bourgmestre et Échevins, représenté par le Bourgmestre ou son délégué, autorisé par le Secrétaire communal, à conclure l'accord de coopération avec le SVK Wijken, tel qu'énoncé en annexe, et à le signer.

Le Conseil approuve la proposition.

34 voix : 20 voix favorables, 7 voix défavorables, 7 abstentions.

Née : Laurent Hacken, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Samir Ahrouch, Yves Roland.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Stéphanie Koplowicz, Simon De Beer, Nabil Boukili, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Monsieur HACKEN demande que lorsqu'un document est rajouté entre la commission et le conseil, se serait bien de l'envoyer par mail car c'est difficile de vérifier dans BOS.

Concernant le rapport, j'ai bien lu ce rapport qui est très formel mais j'ai d'autres échos, ceux des habitants de ces 2 immeubles qui se plaignent depuis longtemps pour le manque de réaction des collaborateurs de l' AIS. Celle-ci se trouve par ailleurs très loin et qui gère énormément de logements dans tout Bruxelles. Et il y a eu beaucoup de problèmes encore récemment (panne d'électricité, de chauffage). Il a fallu se battre entre l' AIS, la commune, pour savoir qui était responsable. Donc je suis vraiment étonné d'avoir cette proposition de prolongation de collaboration.

Je pense que l' AIS Forest fait du meilleur travail que l' AIS Quartier et que c'est beaucoup plus facile d'accessibilité pour les habitants.

Je ne comprends pas pourquoi, surtout qu'on parle de régie foncière bientôt. Pourquoi sur une durée si longue alors que ce sont des logements communaux bien mieux gérés en interne ? Est-ce que, par conséquent, ce ne serait pas pertinent d'avoir peut-être une prolongation plus courte jusqu'à la création de la régie foncière ?

Il s'agit d'une proposition d'amendement que je fais à la décision.

Réponse de Madame Maud De Ridder.

Merci pour cette question. Par rapport au manque de réaction de l' AIS, il y a eu pas mal de changements. Jusqu'à il y a peu il y avait une directrice à la tête de la l' AIS Quartier qui a été licenciée et un nouveau

directeur a pris la relève depuis février 2020.

À côté de cela, les 2 bâtiments (l'Espoir) faisaient l'objet d'un accompagnement social par l'ULF qui a malheureusement perdu son agrément en 2017 et les subsides de la région. Je dis malheureusement car le suivi social des locataires n'a plus été assuré.

Depuis quelques mois, c'est une autre UL Saint-Gilles qui a pris la relève. Cette proposition a été validée par la région.

Nous travaillons avec l'AIS depuis 1999/2000 et les problèmes évoqués sont assez récents et ont commencé vers 2017. Par rapport aux chaudières, il faut aussi savoir qu'il y avait aussi un défaut de conception et quelles étaient en fait situées juste à côté de la cuisinière et qu'elles jouaient le rôle d'hôte et se sont rapidement encrassées. Il y avait aussi un problème d'aération. Les châssis ont été changés en 2018 et 2019 et un système d'aération est intégré dans ce nouveau châssis.

Il y a maintenant des garanties qui nous donne à penser que cette collaboration peut se poursuivre mais ce ne sera pas pour des dizaines d'années car il y a bien effectivement l'idée de la création d'une régie foncière et que ces bâtiments pourraient revenir éventuellement dans le giron communal, en termes de d'accompagnement et de suivi.

L'AIF F n'était pas en capacité d'accueillir 20 logements d'un coup.

La convention de renouvellement contient une clause de résiliation de 6 mois.

Il faut aussi savoir qu'il y a un bail de location qui nous lie et arrive à échéance en août. Le projet est de le remplacer par un mandat de gestion qui n'aurait qu'une durée de vie de 2 ans, qui permettra à la Commune de reprendre le bien avec un préavis de 6 mois également.

Nous pensons avoir pris des garanties, des précautions et nous avons également demandé, l'échevin des propriétés communales et moi-même, qu'une évaluation de cette collaboration soit réalisée.

Monsieur Laurent Hacken mentionne que le rapport signale qu'en juillet 2018, il y a eu des attributions de logements proposés par l'UL F avec des candidats proposés qui ont été douteuses, sans respecter aucune procédure et avec une vision qui était presque du copinage.

Est-ce que suite au nouveau règlement d'attribution des logements, l'AIS Quartier va respecter le règlement communal ? Dans le rapport, l'attribution du logement passe par un comité d'attribution interne à l'AIS Quartier qui est chargé de valider ou pas la proposition. Donc j'imagine que c'est maintenant l'UL de Saint-Gilles qui va proposer les candidats. Le Comité de l'AIS vérifie la conformité de la procédure avec la réglementation régionale.

Si je lis bien le règlement communal ne s'applique pas du tout à ces 2 immeubles-là, et c'est encore l'union des locataires qui va proposer des candidats. Est-ce que vraiment vous trouvez ça encore objectif vu la crise du logement actuel ?

Réponse de Madame Maud De Ridder

C'est ce qui se passe dans l'organisation de l'AIS Quartier ; ce sont les différentes UL qui viennent avec leur propre liste de candidats et l'attribution se fait par eux et validé. C'est comme ça que ça fonctionne aujourd'hui et donc cette collaboration n'est pas vouée à s'éterniser. C'est une collaboration transitoire dans l'attente que nous statuions par rapport à la régie communale et nous avons pris toutes les précautions pour pouvoir se désengager de cette collaboration le plus aisément possible, au cas où les choses ne se passaient pas comme nous le souhaitons.

Monsieur Laurent Hacken mentionne que ce type d'attribution de logements lui semble vraiment erratique et d'un autre âge, que c'est complètement absurde, illégitime et injuste. Ils ne valideront pas cette convention.

Interventie van de heer Laurent Hacken

De heer Laurent Hacken vraagt dat wanneer er een document wordt toegevoegd tussen de commissie en de raad, het goed zou zijn om dit per e-mail te versturen, want het is moeilijk na te kijken in BOS.

Wat het verslag betreft, ik heb dit gelezen en het is heel formeel. Ik heb echter andere reacties gehad van

de inwoners van deze 2 gebouwen die sinds lange tijd klagen over het gebrek aan reactie van de medewerkers van het SVK. Het is bovendien heel ver gelegen en beheert enorm veel woningen in heel Brussel. Onlangs nog zijn er veel problemen geweest (elektriciteitspanne, defecte verwarming). Het was een strijd tussen het SVK en de gemeente om te weten wie er verantwoordelijk was. Ik ben dus zeer verwonderd over dit voorstel voor verlenging van de samenwerking.

Ik denk dat het SVK Vorst beter werk levert dan het SVK Wijken en dat het veel gemakkelijker bereikbaar is voor de inwoners.

Ik begrijp niet waarom, vooral omdat er binnenkort sprake is van grondregie. Waarom over zo een lange periode terwijl het gemeentelijke woningen zijn die veel beter intern worden beheerd? Zou daarom misschien een kortere verlenging niet relevant zijn, tot de oprichting van de grondregie? Het gaat om een voorstel tot wijziging van de beslissing.

Antwoord van mevrouw De Ridder.

Ik dank u voor deze vraag. Wat het gebrek aan reactie van het SVK betreft, zijn er veel veranderingen geweest. Tot voor kort stond er een directrice aan het hoofd van het SVK Wijken, die ontslagen is en sinds februari 2020 heeft een nieuwe directeur het overgenomen.

Daarnaast maakten de 2 gebouwen (Espoir) het voorwerp uit van een maatschappelijke begeleiding door de Huurdersunie van Vorst (HUV) die helaas in 2017 haar erkenning en de subsidies van het Gewest verloren heeft. Ik zeg helaas want de sociale opvolging van de huurders werd niet meer gegarandeerd. Sinds enkele maanden heeft een andere huurdersunie, Sint-Gillis, het overgenomen. Dit voorstel werd goedgekeurd door het Gewest.

We werken samen met het SVK sinds 1999/2000 en de genoemde problemen zijn vrij recent en begonnen rond 2017. Wat de verwarmingsketels betreft, hoort men ook te weten dat er tevens sprake was van een fout in het ontwerp en dat ze zich in feite vlak naast het fornuis bevonden en door de dampen snel bevuild raakten. Er was ook een probleem met de verluchting. In 2018 en 2019 werden de ramen vervangen en werd er een verluchtingssysteem in de nieuwe ramen geïntegreerd.

Er zijn nu garanties dat deze samenwerking kan worden voortgezet, maar dat zal niet voor tientallen jaren zijn, omdat er een grondregie opgericht zou worden en deze gebouwen op termijn weer in de gemeentelijke sfeer zouden komen wat omkadering en follow-up betreft.

Het SVK Vorst kon geen 20 woningen in één keer aanpakken.

De vernieuwingsovereenkomst bevat een opzeggingsclausule van 6 maanden.

Het is ook belangrijk te weten dat er een huurovereenkomst is die ons bindt en die in augustus afloopt. Het plan is het te vervangen door een beheersmandaat dat slechts een duur van 2 jaar zou hebben, waardoor de gemeente het pand ook met een opzegtermijn van 6 maanden kan overnemen.

Wij denken dat we garanties en voorzorgsmaatregelen hebben genomen en de schepen van gemeenteeigendommen en ikzelf hebben een evaluatie van de samenwerking gevraagd.

De heer Laurent Hacken vermeldt dat er in het verslag staat dat er in juli 2018 door de HUV voorgestelde woningtoewijzingen waren met kandidaten die twijfelachtig waren, zonder enige procedure te volgen en met een visie die naar vriendjespolitiek neigde.

Zal het SVK Wijken nu met het nieuwe reglement voor de toewijzing van woningen de gemeentelijke regelgeving naleven? In het verslag gaat de toewijzing van de woningen via een intern toewijzingscomité binnen het SVK Wijken, dat de voorstellen al dan niet valideert. Ik denk dus dat de Huurdersunie van Sint-Gillis nu de kandidaten zal voordragen. Het comité van het SVK controleert of de procedure strookt met de gewestelijke regelgeving.

Als ik het goed lees, is het gemeentereglement helemaal niet van toepassing op deze 2 gebouwen en is het nog steeds de huurdersbond die kandidaten zal voordragen. Vindt u dat echt objectief in het licht van de huidige huisvestingscrisis?

Antwoord van mevrouw Maud De Ridder

Dat is wat er gebeurt in de organisatie van het SVK Wijken; het zijn de verschillende HU die met hun eigen lijst van kandidaten komen en de gunning gebeurt door hen en wordt gevalideerd. Zo werkt het

vandaag de dag en deze samenwerking is niet voorbestemd om eeuwig te duren. Het is een overgangssamenwerking in afwachting van wat wij beslissen over de gemeentelijke regie en wij hebben alle voorzorgsmaatregelen genomen om ons zo gemakkelijk mogelijk te kunnen losmaken van deze samenwerking, ingeval de zaken niet liepen zoals wij wilden.

De heer Laurent Hacken vermeldt dat dit soort toekenning van woningen hem echt vreemd lijkt en van een andere eeuw, dat het helemaal absurd, onrechtmatig en onrechtvaardig is. Ze zullen deze overeenkomst niet valideren.

3 annexes / 3 bijlagen

AFFAIRES GÉNÉRALES - ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat - Secretariaat

29 **Motion concernant la mémoire (dé)coloniale et la lutte contre les discriminations (à la demande de Madame Plovie, conseillère communale)**

Depuis plus d'une dizaine d'années, de nombreux débats concernant l'histoire du colonialisme et, l'imaginaire qu'elle a généré anime la société belge. Cet imaginaire est caractérisé par de nombreux stéréotypes sur les descendants des colonisés renforçant les discriminations qui en découlent. Ces dernières semaines ont vu ces débats s'amplifier avec la mort de Georges Floyd, les manifestations antiracistes de par le monde, le transfert de certaines statues au Musée voire leur déboulonnement.

Il est essentiel que les institutions belges, à tous les niveaux, s'emparent de ces débats pour dénoncer la glorification et la propagande coloniale qui existent encore dans l'espace public, à travers ses voiries, ses bâtiments, ses oeuvres architecturales, ses rues. En effet, notre espace public reste marqué par la glorification de la colonisation, rendant hommage à la "mission civilisatrice" de la colonisation belge, et, ce faisant, contribue à propager des stéréotypes et des discriminations.

Il importe de rappeler que le colonialisme était un système d'exploitation nécessitant la prétention européenne à la supériorité. Le racisme a légitimé l'exploitation et la domination coloniale de l'état indépendant du Congo et a été institutionnalisé au sein du Congo belge. Pour prétendre à une idéologie européenne supérieure, le racisme scientifique a été développé au cœur de l'ancienne métropole (sur la base des théories d'évolution et à travers le développement de l'anthropologie physique).

Un travail de la transmission de la mémoire et de l'histoire de la colonisation est un premier pas dans un long processus de justice par rapport aux crimes du passé colonial et post-colonial. C'est par ce travail que nous pourrons déconstruire les préjugés et combattre le racisme et les discriminations. C'est se battre pour l'égalité entre tou.te.s les citoyen.ne.s de ce monde. On ne peut pas envisager aujourd'hui les discriminations et le racisme sans revenir sur les années d'histoire coloniale et de relations post-coloniales qui n'ont pas laissé des traces uniquement dans le patrimoine urbain, mais également dans les mentalités.

Par ailleurs, il est grand temps dans nos écoles d'enseigner une histoire coloniale permettant de déconstruire dès le plus jeune âge le racisme, les inégalités entre les personnes, les préjugés...

La commune de Forest veut s'inscrire dans cette logique de déconstruction de la colonisation et développer

de manière inclusive et en collaboration avec la Région bruxelloise un travail sur la mémoire coloniale, qui s'inscrit dans un contexte de lutte contre toutes les discriminations raciales.

MOTION concernant la mémoire (dé)coloniale à Forest et la lutte contre la discrimination :

Vu la déclaration politique de la commune de Forest, souhaitant :

- donner une place plus importante dans l'espace public forestois aux femmes et aux hommes qui ont lutté en Belgique et dans les pays colonisés pour la fin de la colonisation,
- apposer des notices explicatives sur le patrimoine colonial,
- intégrer dans le cadre des cours d'histoire des séances d'information et de sensibilisation sur la colonisation et la déconstruction de son imaginaire ;

Vu la motion « commune hospitalière » votée le 24 avril 2018 et celle votée le 21 janvier 2019 en vue de faire de Forest une commune qui bannit le racisme et les discriminations, et qui souligne l'importance des valeurs de respect de la dignité humaine, de la liberté, de la démocratie, de l'égalité, de l'état de droit, ainsi que des droits humains, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités ;

Considérant le travail actuellement en cours au niveau de la Région concernant la décolonisation de l'espace public et l'importance d'établir une collaboration avec celle-ci ;

Considérant le travail de réflexion et de soutien aux initiatives de la société civile entamé dans des communes bruxelloises sur la décolonisation de l'espace public ;

Considérant les conclusions de plusieurs enquêtes et travaux scientifiques dont celles d'UNIA et de la Fondation Roi Baudouin sur la nécessité pour les autorités politiques de mener un travail structurel sur l'histoire et la mémoire coloniale belge afin de lutter efficacement contre les stéréotypes, les préjugés, les représentations et les discriminations qui touchent les personnes afro-descendantes ;

Considérant à cet égard les actions déjà entreprises par la Commune de Forest et le tissu associatif pour endiguer toutes formes de discriminations entre autre :

- en mettant en valeur les associations afro-descendantes lors des commémorations de la seconde guerre mondiale afin de rappeler leurs contributions dans la victoire contre l'occupation nazie,
- en soutenant les initiatives citoyennes via les subsides FIPI et de la cohésion sociale,
- en organisant des rencontres avec des personnes âgées et des associations de jeunes afro-descendant.e.s luttant contre les discriminations.

Considérant les recommandations du Groupe de travail d'experts des Nations Unies sur les personnes d'ascendance Africaine lors de sa visite officielle en Belgique du 4 au 11 février 2019.

Demande au Collège :

- de collaborer avec la Région pour **établir un inventaire** de toutes les sculptures, œuvres d'art, des noms de rue, ... en lien avec la colonisation par un travail de réflexion mené avec le monde associatif, notamment afro-descendant, et le monde scientifique ;
- de travailler à la mémoire coloniale et aux luttes contre les discriminations avec les citoyen.ne.s par des **démarches participatives** ;

- d'examiner, sur la base de cet inventaire, du travail scientifique notamment celui mené au niveau fédéral (cfr.infra) et de ces démarches participatives, en collaboration avec le service de l'égalité des droits de la commune et les associations pour la mémoire coloniale, sans exclusive ni à priori, **la manière la plus adéquate pour contextualiser** les œuvres d'art, les noms des rues, les vestiges, ... :

- 1) par un **travail de contextualisation** dans l'espace publique,
- 2) par la possibilité de transformer les œuvres d'art par **des créations artistiques**,
- 3) par un **transfert dans un musée** ;

Ces démarches seront menées en concertation avec les travaux de la Région bruxelloise et du Parlement fédéral et viseront tant un travail de mémoire et de lutte contre le racisme, les stéréotypes et les préjugés, que celui de promotion de la pluralité des mémoires et de féminisation de l'espace public.

- de mettre en lumière, dans le cadre de ces démarches, **les résistant.e.s à la colonisation** et de leur donner une place importante dans les différents projets;
- de proposer aux jeunes forestois.e.s un **travail pédagogique** pour la mémoire coloniale dans un cadre plus large de lutte contre les discriminations.

Demande au Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles :

- de soutenir et de plaider en faveur de l'intégration des éléments de l'histoire coloniale dans **les référentiels et les programmes scolaires** ainsi que de les soutenir par l'appui aux activités extra-scolaires utilisant l'espace public de cette matière ;
- d'initier et de soutenir sur le **plan culturel et de l'éducation permanente** toutes les initiatives relatives à la mise en place d'un dialogue et d'une mémoire collective coloniale assumée entre les pays concernés.

Demande au Gouvernement Fédéral :

- de confier à une équipe interdisciplinaire de chercheurs, la réalisation d'une **étude scientifique approfondie** :
 - 1) sur les exactions commises entre 1885 et 1962 et les responsabilités de l'Etat Belge en tant qu'Etat héritier de l'État indépendant du Congo (et de l'Etat colonial Belge) mais aussi de toutes les autres institutions publiques ou privées ayant pris part à ce phénomène et de mettre, pour ce faire, les moyens budgétaires nécessaires à leur disposition ;
 - 2) sur l'impact des activités économiques de l'Etat indépendant du Congo et l'Etat Belge et les activités post-coloniales des entreprises belges.
- de faire, sur la base du rapport définitif, des **recommandations et propositions** au Gouvernement sur la façon la plus adéquate pour la Belgique de reconnaître la responsabilité des diverses institutions publiques et privées belges dans la colonisation, comme successeur de l'Etat indépendant du Congo et l'Etat colonial belge ;
- de reconnaître à travers des **excuses** à l'égard des pays colonisés et leurs descendants que la colonisation est par principe un système de gouvernance anti-démocratique et raciste qui a engendré de façon structurelle des crimes divers, sur lesquels toute la lumière doit pouvoir être enfin faite ;

- d'adopter, au plus vite, un **plan d'actions interfédéral** de lutte contre le racisme et les discriminations.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 25 votes positifs, 9 abstentions.

Abstentions : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Motie betreffende de (de)koloniale nagedachtenis en de strijd tegen discriminatie (op vraag van Mevrouw Plovie, gemeenteraadslid)

Sinds meer dan tien jaar zijn er talrijke debatten over de geschiedenis van het kolonialisme aan de gang in de Belgische samenleving. De beeldvorming in dat kader wordt gekenmerkt door tal van stereotypen over de nakomelingen van de gekoloniseerden, wat de daaruit voortvloeiende discriminatie versterkt. De afgelopen weken werden de debatten nog versterkt door de dood van Georges Floyd, antiracistische demonstraties over de hele wereld, de overbrenging van bepaalde beelden naar het museum of zelfs het neerhalen ervan.

Het is essentieel dat de Belgische instellingen, op alle niveaus, deze debatten aangrijpen om de verheerlijking en de koloniale propaganda aan de kaak te stellen, die nog steeds bestaan in de openbare ruimte, via wegen, gebouwen, architecturale werken en straten. Onze openbare ruimte blijft immers gekenmerkt door de verheerlijking van de kolonisatie, als eerbetoon aan de "beschaving" die de Belgische kolonisatie bracht, en draagt zo bij tot de verspreiding van stereotypen en discriminatie.

Het is belangrijk eraan te herinneren dat het kolonialisme een systeem van uitbuiting was dat berustte op de Europese aanspraak op superioriteit. Racisme legitimeerde de koloniale uitbuiting en overheersing van de onafhankelijke staat Congo en werd geïnstitutionaliseerd binnen Belgisch Congo. Om een superieure Europese ideologie te claimen, werd wetenschappelijk racisme ontwikkeld in het hart van de oude metropool (op basis van de evolutietheorieën en door de ontwikkeling van de fysieke antropologie).

Een werk van overdracht van de nagedachtenis en de geschiedenis van de kolonisatie is een eerste stap in een lang proces van gerechtigheid met betrekking tot de misdaden van het koloniale en postkoloniale verleden. Zo kunnen we vooroordelen wegwerken en racisme en discriminatie bestrijden. Zo strijden we voor de gelijkheid van alle burgers overal ter wereld. We kunnen discriminatie en racisme niet meer bekijken zonder terug te komen op de koloniale geschiedenis en de postkoloniale betrekkingen die niet alleen een stempel gedrukt hebben op het stedelijk erfgoed, maar ook op de mentaliteit.

Bovendien is het hoog tijd om in onze scholen een koloniale geschiedenis te onderwijzen die ons in staat stelt om racisme, ongelijkheden tussen mensen, vooroordelen, ... van jongs af aan te deconstrueren.

De gemeente Vorst wil meegaan in deze logica van de deconstructie van de kolonisatie en in samenwerking met het Brusselse Gewest werken aan een kijk op het koloniale verleden die past in een context van strijd tegen alle rassendiscriminatie.

MOTIE betreffende de (de)koloniale nagedachtenis in Vorst en de strijd tegen discriminatie:

Gelet op de beleidsverklaring van de gemeente Vorst, waarin gestreefd wordt naar:

- het verschaffen van een belangrijkere plaats in de Vorstse openbare ruimte aan vrouwen en mannen die in België en in de gekoloniseerde landen streden tegen de kolonisatie,
- de plaatsing van toelichting bij het koloniale erfgoed,

- de opname van informatie en sensibilisering over de kolonisatie en de deconstructie van de beeldvorming in de geschiedenislessen;

Gelet op de motie "gastvrije gemeente" die op 24 april 2018 werd goedgekeurd en die op 21 januari 2019, om van Vorst een gemeente te maken die racisme en discriminatie bant en die het belang benadrukt van de waarden van respect voor de menselijke waardigheid, vrijheid, democratie, gelijkheid, de rechtsstaat en de mensenrechten, met inbegrip van de rechten van minderheden;

Overwegende de lopende initiatieven in het Gewest met betrekking tot de dekolonisatie van de openbare ruimte en het belang van samenwerking met het Gewest;

Overwegende de reflectie en ondersteuning voor de initiatieven van het maatschappelijk middenveld die in de Brusselse gemeenten werden opgestart met betrekking tot de dekolonisatie van de openbare ruimte;

Overwegende de conclusies van verschillende onderzoeken en wetenschappelijke werken, waaronder die van UNIA en de Koning Boudewijnstichting, over de noodzaak voor de politieke overheden om structureel werk te maken van de Belgische koloniale geschiedenis, om de stereotypen, vooroordelen, voorstellingen en discriminatie van Afro-afstammelingen op een doeltreffende manier te bestrijden;

Overwegende in dat verband de acties die werden ondernomen door de gemeente Vorst en verenigingen, om onder meer alle vormen van discriminatie te beteugelen:

- door tijdens de herdenkingen van de Tweede Wereldoorlog de aandacht te vestigen op de verenigingen van Afro-afstammelingen, om hun bijdragen aan de overwinning tegen de nazi-bezetting in herinnering te brengen,
- door burgerinitiatieven te steunen via het IFMB en subsidies voor sociale cohesie,
- door ontmoetingen te organiseren met ouderen en verenigingen van jonge Afro-afstammelingen die strijden tegen discriminatie.

Overwegende de aanbevelingen van de werkgroep met deskundigen van de Verenigde Naties betreffende de mensen van Afrikaanse afkomst, tijdens het officiële bezoek aan België van 4 tot 11 februari 2019.

Vraagt het College:

- samen met het Gewest **een inventaris te maken** van alle beelden, kunstwerken, straatnamen, ... die verband houden met de kolonisatie, aan de hand van een denkoefening met de verenigingen, in het bijzonder van Afro-afstammelingen, en de wetenschappelijke wereld;
- te werken aan de koloniale nagedachtenis en de strijd tegen discriminatie met burgers via **participatieve initiatieven**;
- op basis van deze inventaris, het wetenschappelijk werk, in het bijzonder dat op federaal niveau (zie verder) en deze participatieve benaderingen, in samenwerking met de dienst Gelijke Rechten van de gemeente en de verenigingen voor de koloniale nagedachtenis, zonder uitsluiting of a priori, te zoeken naar de **meest geschikte manier** om kunstwerken, straatnamen, overblijfselen, ... te **contextualiseren**:

- 1) door **contextualisering** in de openbare ruimte

- 2) door kunstwerken om te vormen tot **artistieke creaties**
- 3) door de **overbrenging naar een museum**

Deze maatregelen zullen worden uitgevoerd in overleg met de werkzaamheden van het Brussels Gewest en het Federaal Parlement, en zullen zowel gericht zijn op het gedenken als op het bestrijden van racisme, stereotypen en vooroordelen, en op het bevorderen van de pluraliteit van de nagedachtenis en de vervrouwelijking van de openbare ruimte.

- in het kader van deze initiatieven de aandacht te vestigen op **degenen die zich tegen de kolonisatie verzetten** en hen een belangrijke plaats in de verschillende projecten te geven;
- jonge Vorstenaren **educatief werk** voor te stellen voor de koloniale nagedachtenis in een breder kader van de strijd tegen discriminatie.

Vraag aan de Regering van de Federatie Wallonië-Brussel:

- het ondersteunen en bepleiten van de opname van elementen van de koloniale geschiedenis in **handboeken en lesprogramma's**, alsook het ondersteunen van buitenschoolse activiteiten die gebruik maken van de openbare ruimte terzake;
- op het vlak van **cultuur en levenslang leren** alle initiatieven te initiëren en te ondersteunen die verband houden met de totstandbrenging van een dialoog en een collectief koloniaal geheugen tussen de betrokken landen.

Vraagt aan de federale Regering:

- een interdisciplinair team van onderzoekers te belasten met de uitvoering van een **grondige wetenschappelijke studie**:
 - 1) over de misstanden die zich tussen 1885 en 1962 hebben voorgedaan en de verantwoordelijkheden van de Belgische staat als erfgenaam van de onafhankelijke staat Congo (en Belgisch Congo), maar ook van alle andere openbare of particuliere instellingen die aan dit fenomeen hebben deelgenomen, en om de nodige begrotingsmiddelen daarvoor ter beschikking te stellen;
 - 2) over de impact van de economische activiteiten van het onafhankelijke Congo en de Belgische Staat en de postkoloniale activiteiten van de Belgische bedrijven.
- op basis van het eindrapport **aanbevelingen en voorstellen** te doen aan de regering over de meest geschikte manier waarop België de verantwoordelijkheid van de verschillende Belgische openbare en privé-instellingen kan erkennen in de kolonisatie, als opvolger van de onafhankelijke staat Congo en Belgisch Congo;
- door middel van **verontschuldigungen** aan de gekoloniseerde landen en hun nakomelingen te erkennen dat kolonisatie in principe een antidemocratisch en racistisch bestuursstelsel is dat structureel verschillende misdaden heeft veroorzaakt, waarop eindelijk een licht moet kunnen worden geworpen;
- zo spoedig mogelijk een **interfederaal actieplan** ter bestrijding van racisme en discriminatie goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 25 positieve stemmen, 9 onthoudingen.

Onthoudingen : Marc Loewenstein, Dominique Goldberg, Cédric Pierre, Isabelle Lukebamoko-Maduda, Valérie Michaux, Alexander Billiet, Xavier Jans, Michael Van Vlasselaer, Yves Roland.

Motion de Madame Magali Plovie.

Merci, Madame la Présidente. C'est bien une motion d'abord de la majorité. Cette motion s'inscrit évidemment dans une actualité très présente, mais aussi avant tout, elle est en ligne droite avec notre accord de majorité qui prévoyait, en dehors de cette actualité brûlante, notre volonté de travailler à cette problématique. Pour rappel, notre accord de majorité prévoit de donner une place plus importante dans l'espace public forestois, aux familles, aux hommes qui ont lutté en Belgique et dans les pays colonisés pour la fin de la colonisation, d'apposer des notices explicatives sur le patrimoine colonial et d'intégrer dans le cadre des cours d'histoire, des séances d'information et de sensibilisation sur la colonisation et la déconstruction de son imaginaire. Alors, avant de passer un peu plus loin, je voudrais quand même souligner que cette motion que nous proposons est aussi soutenu par le groupe PTB, le groupe CDH que je remercie chaleureusement pour leurs apports qui améliorent clairement le contenu de notre proposition et notamment par rapport à la description aussi du processus du colonialisme, aux propositions et décisions. La Belgique eu du mal avec son passé colonial et jusqu'à présent, où jusqu'il y a peu, est dans un déni de son histoire. Pour reprendre les mots de Calvin Soiresse, « une société qui ne regarde pas son histoire en face, c'est une société qui se ment à elle-même ». La motion rappelle très justement les bases du colonialisme. Le colonialisme était un système d'exploitation nécessitant de la prétention européenne à la supériorité, à travailler de la transmission, de la mémoire et de l'histoire de la colonisation est un premier pas dans un long processus de justice par rapport aux crimes du passé colonial et postcolonial. On ne peut pas envisager aujourd'hui les discriminations et le racisme sans revenir sur les années d'histoire coloniale et de relations post-coloniales qui n'ont pas laissé des traces que dans le patrimoine urbain, mais également dans les mentalités.

Nous voulons travailler à la mémoire coloniale au niveau de la commune et pour la majorité c'était vraiment très important de rappeler cette volonté qui était déjà présente. Nous avons d'ailleurs profité aussi pour demander à la communauté française, au gouvernement fédéral, d'avancer de leur côté sur ce sujet. Alors quant la question de l'espace public, nous voulons travailler d'abord sur un inventaire et à partir de cet inventaire, 3 possibilités :

- faire une contextualisation dans l'espace public
- faire de nouvelles œuvres, faire évoluer d'autres œuvres par des créations artistiques ou, s'il le faut, pour permettre une contextualisation plus adéquate.
- Transférer les œuvres éventuellement dans un musée.

Sur ce dernier point, je sais que ce que je viens de dire peut faire débat. Mais notre objectif ici n'est pas d'effacer les traces de notre passé. Car sans ces traces, nous ne pouvons pas nous révolter contre ce passé. L'objectif est de trouver le meilleur moyen de contextualiser et de lutter par cette voie contre le racisme. Mais il faut aussi se rendre compte que certains vestiges, qui glorifient le colonialisme, blessent une partie de la population. Il faut l'entendre et respecter cette blessure. C'est pour cette raison que tout ce travail doit se faire impérativement avec la population, les associations d'afro-descendants, des scientifiques et d'autres personnes, dont les services de l'Administration. Concrètement, à Forest, nous avons 3 noms de rues, « Lisala », « Lusambo » et « Katanga » que nous pourrions contextualiser, par exemple, en dessous de la plaque.

Je pense que justement, c'est ce travail-là qu'on doit faire avec les associations, avec la population, avec les scientifiques et l'administration.

L'inventaire nous montrerait s'il y a d'autres vestiges sur lesquels nous devons travailler au niveau de la commune.

Notre double objectif qui est poursuivi par cette motion ;

1°) c'est d'envoyer un signal fort de notre volonté de mettre fin à l'apologie du colonialisme, notamment dans l'espace public et de faire un travail de mémoire avec les différents niveaux de pouvoir en Belgique et
2°) c'est envoyer un signal fort de notre volonté de lutter contre le racisme, les stéréotypes et les préjugés, mais aussi de faire la promotion de la pluralité des mémoires et de féminisation de l'espace public.

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier

Merci Madame la Présidente,

Chers collègues,

Je regrette le cadre dans lequel s'inscrit ce débat si important qui aurait sans doute intéressé de nombreux forestois. Je m'étonne que le texte proposé ne cadre pas avec celui déposé la veille au parlement bruxellois par les mêmes partis, à l'exception ici de Défi, alors que plusieurs d'entre vous êtes par ailleurs parlementaires dans cette assemblée.

Pour le MR cette motion est trop sélective. Comme vous le relevez, l'histoire compte certains imaginaires et il est indispensable que la vérité scientifique triomphe. Je m'étonne que votre motion qui traite pourtant de l'antiracisme ne concerne en fait que les éléments liés à la colonisation belge. Pourtant, il y a de nombreuses autres causes qui appellent également à l'établissement d'une vérité scientifique.

Je n'ai pas la formation d'historien, la plupart d'entre vous non plus. Le groupe MR a la chance de compter en ses rangs Isabelle Maduda qui est historienne de formation et qui présente des liens particuliers avec le Congo. Elle aurait voulu déposer une motion, votre hâte l'en a malheureusement empêchée, je pense que nous y perdons tous.

Au-delà du sensationnalisme, par curiosité intellectuelle, je me suis penché sur l'espace public de notre commune. Et je dois vous dire, que cette motion se trompe complètement d'objectif. Outre le poids discutables des motions communales sur des enjeux qui relèvent du fédéral, niveau au sein duquel l'ensemble de nos partis sont représentés. Nous nous trompons de cible car en fait, l'espace public forestois est rempli de références à des personnalités tout autant discutables que le petit buste de Léopold II qui a déjà disparu du parc Duden. J'imagine que vous connaissez tous les rues et avenues Marconi, frères Lumière, Brugmann, Joffre ou encore Edison.

Assez brièvement, Marconi était certes l'inventeur de la radio mais également un fasciste notoire et désigné Président de l'Académie royale d'Italie par Mussolini. Les frères Lumière étaient sympathisants du régime de Vichy. Le philanthrope Georges Brugmann, un partisan de la colonisation. Le brillant Thomas Edison étant l'inventeur de la chaise électrique. Quant à Darwin, il avait une certaine conception des races. Sans oublier, le célèbre Maréchal Joffre, boucher de la première guerre mondiale.

Concernant la colonisation, j'aurais pu vous parler des rues de Lisala, Katanga et Lusambo, ou encore de Van Volxem, lequel lié à la Conférence de Bruxelles de 1876 qui visait à permettre l'exploration scientifique de territoires inconnus afin d'y implanter la civilisation, comprenez la colonisation.

J'imagine que vous saviez tous que notre espace public glorifie une série de personnalités controversées et que la sélectivité de la motion s'explique par une volonté de surfer sur la vague BLM plutôt que de véritablement réfléchir sur notre espace public. Je pense sincèrement que si l'on veut agir en faveur d'un espace public respectueux de tous et de chacun, il faut tenir compte de ces éléments.

Vous conviendrez que l'on ne peut pas prendre ce type de décisions pour une partie de l'histoire et pas pour tout l'espace public forestois. Je vous invite donc à revoir votre motion pour intégrer ces différents éléments et ne pas nous limiter à quelques aménagements superficiels.

Intervention de Madame Magali Plovie

Je suis assez étonnée car cela fait 10 jours que la motion est déposée et n'importe qui peut prendre contact avec moi-même ou Nadia pour nous faire part, peut-être d'améliorations, ce que 3 groupes ont fait puisque j'ai même intégré les remarques du groupe DEFI. D'où l'intérêt de faire un travail avec la population, les associations et les scientifiques, de manière à faire un travail de manière intelligente. On ne surfe pas sur une vague, on y travaille puisque déjà au moment de l'accord de majorité, on a intégré ces éléments. C'est un vrai point d'attention pour nous. Comme plein d'autres choses par rapport au racisme, à d'autres types

de discriminations... Et aujourd'hui, c'est sur la mémoire coloniale et je pense qu'à un moment donné, il est aussi important de mettre cela en lumière. On avance sur ces questions-là en accord avec la Région et on est très au courant de ce qui s'y est fait. Pour preuve, Nadia était présente lors des négociations hier après-midi et donc on a fait les liens avec ce qu'il se passe au niveau régional. Je propose, malgré vos remarques, d'avancer sur cette motion qui me semble très positive au niveau de notre commune.

Intervention de Madame Isabelle Maduda

Le sujet abordé dans cette motion est un sujet très important et qui me touche particulièrement, étant donné mes origines. Et ces origines me font dire qu'il y a toutes sortes de vision par rapport à la colonisation. J'ai un père qui est arrivé ici en 1951 et qui a un discours qui est à l'opposé de ce que l'on entend. Et pourtant, il a vécu la période coloniale. Ce que je veux dire surtout, c'est que l'amalgame actuel entre racisme, situation des personnes noires aux Etats-Unis, colonialisme, Léopold II... Souvent cet amalgame est fait par des personnes qui n'ont aucune notion historique mais qui écoutent des bribes aux informations. Cela me désole un peu. Je pense que si l'on ne connaît pas un peu l'histoire, c'est assez compliqué. Je pense que déjouer les erreurs du passé, c'est connaître son passé, c'est l'expliquer, et tout particulièrement aux enfants et aux jeunes.

Je ne sais pas si vous vous en souvenez, vous les membres du Conseil, mais ma toute première interpellation en février de l'année passée, ça touchait ce sujet. Je parlais notamment de la réouverture du musée de Tervuren et j'ai indiqué que selon moi, la réouverture de ce musée devait nourrir une réflexion sur la manière dont la Belgique et l'Europe regarde l'Afrique. C'est l'occasion de reconnaître l'apport de l'Afrique, de la Belgique afro-descendante dans l'histoire et dans le présent de notre pays. Je disais aussi qu'il serait intéressant de proposer aux petits forestois une visite du musée de l'Afrique, parce que le musée propose aussi des animations ciblées pour les enfants.

Si la critique de la colonisation est légitime, celle-ci ne doit ni occulter, ni justifier les formes de mauvaise gouvernance, près de 60 ans après les indépendances. Assumer le passé, signifie regarder le présent en face et être capable de construire ensemble un avenir commun basé sur le respect mutuel.

Je trouve un peu dommage qu'on n'a pas suivi dans les faits ma proposition. On a une motion parce que le sujet est d'actualité et que tout le monde en parle mais on aurait pu, en tant que commune forestoise, être pionnier. On aurait pu dire : « regardez-nous, depuis un an, nous travaillons déjà à l'éducation de nos petits forestois ». Je trouve donc dommage que ma proposition n'a pas été suivie dans les faits.

Merci Madame la Présidente.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein.

J'aimerais tout d'abord rappeler la position de DéFI sur cette question :

Ces derniers jours, dans la foulée des manifestations contre les violences policières et le racisme aux États-Unis, la question de la « décolonisation de l'espace public » a fait un retour fracassant dans l'actualité belge à l'occasion du déboulonnage et de la détérioration de statues de Léopold II un peu partout dans le pays. C'était le cas notamment à Auderghem où [le bourgmestre Didier Gosuin a condamné](#) ces actes, estimant, à juste titre, que « ce n'est pas en faisant tomber une statue qu'on gomme le passé. ». C'est le cas aussi à Forest où le buste de Leopold II s'est évaporé depuis un petit temps...

Aujourd'hui, de nombreuses voix s'élèvent pour demander de la Belgique des excuses quant à son passé colonial, au terme par exemple des travaux d'une commission parlementaire de type « vérité et réconciliation » comme proposé par le président de la Chambre.

Au niveau de DéFI, nous sommes bien conscients que si dans la lutte contre le racisme et les discriminations, nous disposons d'un arsenal législatif, certes perfectible, pour ce qui est de la reconnaissance et de l'histoire de la colonisation, il y a encore un travail à faire. Ce travail doit être fait au sein de la Commission fédérale, et ses conclusions nous permettront de savoir si l'Etat belge doit formuler des excuses.

Par ailleurs, il est un fait que la plupart des citoyens n'ont pas de vision claire sur l'histoire de la colonisation belge au Congo en sortant des études. Je n'en ai moi-même aucun souvenir scolaire marquant sur la question.

Ce que défend DÉFI dans ce dossier, ce sont 4 propositions pour s'emparer réellement de notre mémoire coloniale, certaines ont déjà été lancées, d'autres sont plus originales :

1. mettre sur pied une commission parlementaire spéciale sur la colonisation belge au Congo, qui aura un objectif précis : le passé colonial belge doit-il amener notre pays à présenter des excuses ? Même si notre conviction est que la réponse est « oui », il faut que ces éventuelles excuses soient le fruit d'un travail inscrit dans le temps, et non le fruit d'une improvisation jetée trop vite pour tourner une page. Quelques semaines où, sans réécrire l'histoire, les parlementaires déterminent le rôle et la responsabilité de notre pays. La commission « réconciliation » proposée par le président de la Chambre pourrait parfaitement remplir ce rôle.
2. Faire de l'histoire de la colonisation un chapitre important de notre cursus programmatique.
3. Laisser les statues de Léopold II, en les accompagnant partout d'un explicatif clair relatant la vérité historique et qui contextualise la figure de ce roi.
4. Ériger un monument aux victimes de la colonisation dans un endroit important et visible de l'espace public. Et ce, en concertation avec les historiens et les associations de Belges afro-descendants se battant pour la reconnaissance de cette page de notre histoire.

Voilà notre position générale sur le sujet.

Pour ce qui est maintenant de la motion présentée aujourd'hui au conseil, si j'ai communiqué certaines remarques sur le fond, que l'une d'elle a été partiellement rencontrée, je m'interroge sur l'intérêt de déposer un texte ici, au conseil communal de Forest, texte déposé par Ecolo et PS qui diffère sur le fond du texte déposée par la majorité régionale bruxelloise... à l'initiative du même parti Ecolo, je m'interroge sur les versions différentes en fonction des assemblées, je m'interroge aussi sur les raisons de lancer des débats ici alors que les discussions sont toujours pendantes au Parlement bruxellois et que la volonté est d'aboutir à un texte réunissant le plus large consensus.

Je m'interroge aussi sur le dépôt de cette motion au niveau communal alors que, pour prendre une commune qui est, au niveau de sa majorité, proche de la majorité forestoise, je pense à Bruxelles-Ville, PS et Ecolo ont décidé de ne pas déposer la motion faisant confiance à la dynamique lancée au niveau fédéral et régional.

Sur le fond du texte, et j'en finirai par-là, même si le passage sur les excuses a été placé après le paragraphe parlant de l'étude, ces excuses, qui sont importantes et attendues, doivent être consécutives aux conclusions de l'« étude scientifique approfondie » et de la commission « réconciliation » fédérale. C'est cette logique qui avait été suivie lorsqu'il était question d'excuses à l'égard de la Communauté juive de Belgique à la suite du rôle joué par l'administration belge dans la déportation des Juifs pendant la Seconde Guerre Mondiale. Elles ont été formulées après le rapport du CEGES. Il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement ici.

Enfin, comme expliqué, nous sommes contre le déboulonnage des œuvres mais bien entendu favorables à ce qu'elles soient toutes contextualisées. Votre motion prévoit, outre le travail de contextualisation de l'espace public, la possibilité de transformer les œuvres d'art via des créations artistiques, ou encore le transfert de certains monuments dans un musée. Il s'agit là d'une différence que je ne m'explique pas par rapport au texte régional déposé à l'initiative d'Ecolo et toujours en discussion.

Compte tenu de tous ces éléments, parce que le sujet est important, mérite une attention particulière et un débat sérieux, que la communauté congolaise, les afro-descendants méritent toute notre attention de ce dossier et des avancées concrètes, mais aussi parce que le conseil communal n'est pas le lieu de débat approprié, nous nous abstenons.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

La lutte contre le racisme et les discriminations est, pour le CDH, fondamental, que ce soit au niveau local, régional, fédéral. L'explication de ce qui s'est passé durant cette période coloniale, de façon correcte et éclairée, joue dans l'imaginaire collectif, dans la façon dont on perçoit les autres. C'était original de citer un député écolo dans le cadre du débat sur une motion comme ça.

Il est vrai que chaque pays doit assumer son passé droit dans les yeux et répondre et réagir éventuellement

par des excuses, des réparations et en tout cas par une attitude correcte d'égal à égal. Je me réjouis que dans cette motion, on ait pu rajouter à ma demande toute la partie relative à l'éducation au sein des écoles et au sein de tout ce qui est culturel, l'éducation permanente... Il y a vraiment un inconscient collectif qui doit être changé, qui doit évoluer.

Comme l'a dit Monsieur Loewenstein, ce sont vraiment des aspects qui ne sont absolument abordés à l'école et dont on parle très peu.

L'objectif de ce débat n'est pas de polariser les uns contre les autres, n'est pas de montrer du doigt certains car la toute grande majorité des personnes qui auraient pu traiter d'autres personnes de façon affreuse ne sont plus de ce monde. On vise juste à respecter chacun et à faire « table blanche » du passé. C'est pour cela qu'on s'est proposé à contresigner cette motion et à l'approuver tout en regrettant toutefois, en espérant que chaque sujet qui fait l'actualité et qui se déroule au niveau régional et/ou fédéral ne soit pas discuté à chaque fois au niveau communal. Car, sinon, on ne s'en sortira plus. Mais le geste est là, la symbolique est là. Evidemment on soutient la demande avec les adaptations qui ont été intégrées dans le texte.

Intervention de Madame Nadia El Yousfi

Surfez sur l'actualité ? Je voudrais juste rappeler que dans notre commune, il y a un peu plus de 2 ans, la statue de Léopold II a été volée puis ramenée. Il est essentiel de rappeler que ce type de sujet est quand même débattu dans divers endroits depuis plus de 10 ans. C'est important à rappeler.

Il y a le souhait au niveau fédéral, une fois pour toute, d'avoir ce plan de lutte contre le racisme et toutes les formes de discriminations. Par rapport au reste, au niveau communal, tout en s'inscrivant dans les dynamiques qui se passent plus haut, l'enseignement est important, la culture... Il est important d'enseigner notre histoire de manière sereine. Au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles, on a notamment proposé de voter une résolution par rapport à la participation des ? à la libération de notre pays. Je pense que ce sont des éléments importants à faire connaître partout. C'est enseigner pour tous, ce socle commun et ces valeurs communes qu'on peut avoir ensemble.

Intervention de Madame Stéphanie Koplowicz

On se réjouit d'avoir pu participer à cette motion et d'avoir pu y rajouter des éléments qui nous paraissent important. Je veux réagir sur le fait que ce n'est pas une motion qui surfe sur une actualité mais que c'est depuis plus de 10 ans, la lutte des associations de terrain pour décoloniser l'espace public qui commence à porter ses fruits. Ce n'est pas de l'opportunisme ; c'est la suite d'un combat de terrain qui commence à se matérialiser dans les différents parlements et conseils.

Selon nous, on ne peut pas combattre le racisme systémique de la Belgique sans décoloniser aussi les imaginaires et la culture qui sont en grande partie le fruit du régime raciste qui a été le régime colonial belge. Il a infusé dans la société pendant 80 ans avec sa culture coloniale raciste. Le processus de décolonisation passe aussi par la décolonisation de notre espace public. Ce qui est proposé ici dans cette motion est bien, est large et permet de recontextualiser, mais aussi d'apporter une créativité alternative dans l'idée de ces œuvres d'art. Cela me paraît très important. Il y a ceux qui disent que déboulonner les statues, c'est effacer le passé, mais pas du tout. On veut vivre dans une société qui n'honore pas ce genre de personnages et de culture qui repose sur un racisme structurel, qui a permis l'exploitation du Congo et des Congolais et leurs richesses naturelles. On est content de pouvoir apporter une petite pierre à l'édifice à Forest, avec cette motion.

Intervention de Madame Magali Plovie.

Je pense que c'est un débat intéressant et qu'on aura encore par la suite. Il est bien qu'on puisse avoir les lers résultats d'un travail qui dure depuis de longues années.

Motie van mevrouw Magali Plovie.

Bedankt, mevrouw de voorzitter. Dit is eerst en vooral een motie van de meerderheid. Deze motie kadert uiteraard in de huidige brandende actualiteit, maar sluit ook vooral aan bij ons meerderheidsakkoord dat, behalve deze brandende actualiteit, voorzag in onze wens om aan deze problematiek te werken. Ter herinnering, ons meerderheidsakkoord voorzag dat er in de Vorstse openbare ruimte een belangrijkere plaats werd gegeven aan de families, aan de mensen die in België en in de gekoloniseerde landen streden tegen de kolonisatie, dat er toelichting werd geplaatst bij het koloniale erfgoed en dat er informatie en sensibilisering over de kolonisatie en de deconstructie van de beeldvorming werden opgenomen in de geschiedenislessen. Dus alvorens verder te gaan, wil ik evenwel graag benadrukken dat de motie die wij voorstellen ook wordt ondersteund door de fractie PTB en de fractie CDH. Ik dank hen hartelijk voor hun bijdragen die de inhoud van ons voorstel duidelijk verbeteren, met name wat betreft ook de beschrijving van het koloniseringsproces, de voorstellen en beslissingen.

België heeft het moeilijk gehad met zijn koloniale verleden en zat tot hiertoe, of tot voor kort, in de ontkenningfase van zijn geschiedenis. Om het met de woorden van Calvin Soiresse te zeggen, “een maatschappij die haar geschiedenis niet onder ogen ziet, is een maatschappij die tegen zichzelf liegt”. De motie herinnert zeer terecht aan de basis van het kolonialisme. Het kolonialisme was een systeem van uitbuiting dat berustte op de Europese aanspraak op superioriteit, op een werk van overdracht, van de nagedachtenis en de geschiedenis van de kolonisatie. Dit is een eerste stap in een lang proces van gerechtigheid met betrekking tot de misdaden van het koloniale en postkoloniale verleden. We kunnen discriminatie en racisme niet meer bekijken zonder terug te komen op de koloniale geschiedenis en de postkoloniale betrekkingen die niet alleen een stempel gedrukt hebben op het stedelijk erfgoed, maar ook op de mentaliteit.

We willen op het niveau van de gemeente werken aan de koloniale nagedachtenis en voor de meerderheid was het echt heel belangrijk om die wens, die reeds aanwezig was, in herinnering te brengen. We hebben overigens ook van de gelegenheid gebruikgemaakt om aan de Franse gemeenschap en de federale regering te vragen verder te gaan met dit onderwerp. Dus wat de kwestie van de openbare ruimte betreft, willen we eerst werken aan een inventaris en op basis daarvan zijn er 3 mogelijkheden:

- een contextualisering in de openbare ruimte
- nieuwe werken maken, andere werken laten evolueren door artistieke creaties of desnoods om een geschiktere contextualisering mogelijk te maken.
- eventueel de werken overbrengen naar een museum.

Inzake dat laatste punt weet ik dat over wat ik zonet gezegd heb kan worden gedebatteerd. Maar ons doel is niet de sporen van ons verleden uit te wissen. Want zonder deze sporen kunnen we niet in opstand komen tegen dat verleden. Het doel is het juiste middel te vinden om te contextualiseren en via deze weg te strijden tegen racisme. Maar men moet er zich ook bewust van zijn dat sommige overblijfselen, die het kolonialisme ophemelen, een deel van de bevolking kwetsen. We moeten dit begrijpen en die pijn respecteren. Daarom moet al dit werk gebeuren samen met de bevolking, de verenigingen van mensen van Afrikaanse afkomst, wetenschappers en andere personen, waaronder de diensten van het gemeentebestuur. Concreet hebben we in Vorst 3 straatnamen, ‘Lisalastraat’, ‘Lusambostraat’ en ‘Katangastraat’, die we zouden kunnen contextualiseren, bijvoorbeeld onder de naamplaat.

Ik denk dat het net dat werk is dat we samen met de verenigingen, de bevolking, de wetenschappers en het bestuur moeten doen.

De inventaris zou ons tonen of er andere overblijfselen zijn waaraan we op het niveau van de gemeente moeten werken.

Onze tweeledige doelstelling die we met deze motie nastreven;

1°) is een sterk signaal geven van onze wil om een einde te maken aan het goedpraten van het kolonialisme, met name in de openbare ruimte, en de herinneringen in stand houden samen met de verschillende beleidsniveaus in België en

2°) is een sterk signaal geven van onze wil om te strijden tegen racisme, stereotypes en vooroordelen, maar ook het veelvoud van herinneringen en vervrouwelijking in de openbare ruimte promoten.

Interventie van de heer Cédric Pierre-De Permentier

Bedankt, mevrouw de voorzitter.

Beste collega's,

Ik betreur het kader van dit zo belangrijke debat, dat waarschijnlijk vele Vorstenaren zou hebben geïnteresseerd. Ik ben verbaasd dat de voorgestelde tekst niet strookt met de tekst die de dag voordien werd ingediend bij het Brussels parlement door dezelfde partijen, met uitzondering hier van Défi, hoewel verschillende onder u overigens Kamerleden in deze vergadering zijn.

Voor de MR is deze motie te selectief. Zoals u opmerkt, zijn er in de geschiedenis bepaalde hypothesen en moet de wetenschappelijke waarheid zegevierend. Ik ben verbaasd dat uw motie, die nochtans over antiracisme gaat, in feite uitsluitend betrekking heeft op de elementen in verband met de Belgische kolonisatie. Er zijn echter talrijke andere gronden die ook vragen om een wetenschappelijke waarheid. Ik ben geen gediplomeerd historicus, de meesten onder u ook niet. De MR-fractie heeft het geluk Isabelle Maduda in haar rangen te hebben, die historica is van opleiding en specifieke banden met Congo heeft. Zij had een motie willen indienen, uw haastigheid heeft haar dat jammer genoeg belet, ik denk dat we hier allemaal bij verliezen.

Naast de sensatie heb ik me, uit intellectuele nieuwsgierigheid over de openbare ruimte in onze gemeente gebogen. En ik moet u zeggen dat het doel van deze motie helemaal fout is. Behalve het betwistbare gewicht van de gemeentelijke moties op de uitdagingen die deel uitmaken van het federale niveau, waarbinnen al onze partijen vertegenwoordigd zijn. We vergissen ons van doel, want de Vorstse openbare ruimte is in feite gevuld met verwijzingen naar persoonlijkheden die net zo betwistbaar zijn als de kleine buste van Leopold II die al uit het Dudenpark verdwenen is. Ik denk dat u allemaal de straten en lanen met de namen Marconi, gebroeders Lumière, Brugmann, Joffre of Edison kent.

Vrij kort gezegd was Marconi weliswaar de uitvinder van de radio, maar ook een beruchte fascist die door Mussolini tot voorzitter van de Koninklijke Academie werd benoemd. De gebroeders Lumière waren sympathisanten van het Vichy-regime. De filantroop Georges Brugmann een voorstander van de kolonisatie. De briljante Thomas Edison was de uitvinder van de elektrische stoel. Wat Darwin betreft, hij had een bepaald idee over de rassen. Zonder de beroemde maarschalk Joffre te vergeten, slachter in de eerste wereldoorlog.

In verband met de kolonisatie had ik het met u kunnen hebben over de Lisala-, de Katanga- en de Lusambostraat, of over Van Volxem, die verband houdt met de Conferentie van Brussel van 1876 met het oog op het toelaten van wetenschappelijk onderzoek naar onbekende gebieden om er de beschaving te vestigen, kolonisatie dus.

Ik denk dat u allemaal weet dat onze openbare ruimte een reeks controversiële persoonlijkheden eert en dat de selectiviteit van deze motie wordt verklaard door de wil om te surfen op de golf van 'Black Lives Matter', eerder dan echt na te denken over onze openbare ruimte. Ik denk echt dat als we actie willen ondernemen voor een openbare ruimte die alles en iedereen respecteert, er rekening moet worden gehouden met deze elementen.

U zult het met me eens zijn dat we dit soort beslissingen niet kunnen nemen voor een deel van de geschiedenis en niet voor de hele Vorstse openbare ruimte. Ik nodig u dus uit uw motie te herzien om deze verschillende elementen te integreren en ons niet te beperken tot enkele oppervlakkige aanpassingen.

Interventie van mevrouw Magalie Plovie

Ik ben nogal verbaasd, want deze motie is 10 dagen geleden neergelegd en om het even wie kan contact opnemen met mij of Nadia om ons mogelijk verbeteringen mee te delen. 3 fracties hebben dit gedaan, want ik heb zelfs de opmerkingen van de fractie DEFI opgenomen. Vandaar het belang om samen te werken met de bevolking, de verenigingen en de wetenschappers, om op intelligente wijze tewerk te gaan. We surfen niet op een golf, we werken eraan, want op het moment dat er een meerderheidsakkoord was, hebben we deze elementen geïntegreerd. Het is een echt aandachtspunt voor ons. Net zoals vele andere zaken met betrekking tot racisme, andere soorten discriminatie ... En vandaag gaat het over de koloniale nagedachtenis en ik denk dat het op een bepaald moment ook belangrijk is om die in bloot te leggen. We

gaan verder met deze kwesties in overleg met het Gewest en we zijn zeer goed op de hoogte van wat er is gedaan. Nadia was bijvoorbeeld aanwezig bij de onderhandelingen gisterennamiddag en we hebben dus de verbanden gelegd met wat er op gewestelijk niveau gebeurt. Ondanks uw opmerkingen stel ik voor verder te gaan met deze motie, die me op het niveau van onze gemeente zeer positief lijkt.

Interventie van mevrouw Isabelle Maduda

Het onderwerp dat in deze motie wordt behandeld is zeer belangrijk en raakt me bijzonder, gezien mijn afkomst. En die afkomst zegt me dat er allerhande standpunten zijn met betrekking tot de kolonisatie. Ik heb een vader die hier is aangekomen in 1951, met een redenering die het tegenovergestelde is van wat er onder kolonisatie wordt verstaan. En nochtans heeft hij de koloniale periode meegemaakt. Wat ik vooral wil zeggen is dat de huidige vergelijking tussen racisme, de situatie van de zwarte bevolking in de Verenigde Staten, het kolonialisme, Leopold II... Vaak wordt deze vergelijking gemaakt door mensen die geen enkel historisch besef hebben, maar die slechts luisteren naar gedeeltelijke informatie. Dat vind ik een beetje jammer. Ik denk dat als men niet een beetje van geschiedenis afweet, het vrij ingewikkeld is. Ik denk dat om iets te doen aan de fouten uit het verleden, men zijn verleden moet kennen, het moet uitleggen, meer bepaald aan de kinderen en jongeren.

Ik weet niet of u het zich herinnert, gemeenteraadsleden, maar mijn allereerste interpellatie in februari vorig jaar ging over dit onderwerp. Ik had het meer bepaald over de heropening van het museum van Tervuren en gaf aan dat de heropening van dit museum volgens mij stof tot nadenken moest leveren over de manier waarop België en Europe naar Afrika kijken. Het is de gelegenheid om de inbreng van Afrika, van de Afrikaanse afstammelingen in België te erkennen in de geschiedenis en in het heden van ons land. Ik zei ook dat het interessant zou zijn om de jonge Vorstenaren het museum van Afrika te laten bezoeken, want het museum biedt ook animatieactiviteiten voor kinderen aan.

Hoewel de kritiek op de kolonisering legitiem is, mag deze niet de vormen van slecht bestuur verdoezelen noch verantwoorden, bijna 60 jaar na de onafhankelijkheden. Het verleden onder ogen zien betekent het heden aanschouwen en in staat zijn om samen een gemeenschappelijke toekomst gebaseerd op wederzijds respect op te bouwen.

Ik vind het een beetje jammer dat men mijn voorstel in de praktijk niet gevolgd heeft. We hebben een motie omdat het onderwerp actueel is en iedereen erover praat, maar we hadden, als gemeente Vorst, een voortrekkersrol kunnen spelen. We hadden kunnen zeggen: "kijk naar ons, we werken al een jaar aan de vorming van onze jonge Vorstenaren". Ik vind het dus jammer dat mijn voorstel in de praktijk niet gevolgd werd.

Bedankt, mevrouw de voorzitter.

Interventie van de heer Marc Loewenstein.

Ik zou in de eerste plaats willen herinneren aan het standpunt van DéFI over deze kwestie:

In het verlengde van de manifestaties tegen politiegeweld en racisme in de Verenigde Staten, is de kwestie van de 'dekolonisatie van de openbare ruimte' de afgelopen dagen terug van weggeweest in de Belgische actualiteit naar aanleiding van het neerhalen en beschadigen van standbeelden van Leopold II zowat overal in het land. Dat was met name het geval in Oudergem waar [burgemeester Didier Gosuin](#) deze daden veroordeelde, waarbij hij terecht oordeelde dat "men het verleden niet uitwist door een standbeeld om te gooien". Het is ook het geval in Vorst waar de buste van Leopold II al enige tijd verdwenen is...

Vandaag gaan er talrijke stemmen op om excuses van België te vragen voor zijn koloniale verleden, bijvoorbeeld naar aanleiding van de werkzaamheden van een parlementaire commissie van het type 'waarheid en verzoening' zoals voorgesteld door de voorzitter van de Kamer.

Wat DéFI betreft, zijn we ons er terdege van bewust dat er nog werk aan de winkel is, hoewel we in de bestrijding van racisme en discriminatie over een wetgevend arsenaal beschikken aangaande de erkenning en de geschiedenis van de kolonisatie, dat zeker voor verbetering vatbaar is. Dit werk moet gebeuren binnen de federale Commissie, en door haar conclusies kunnen we weten of de Belgische Staat excuses moet formuleren.

Het is overigens een feit dat de meeste burgers als ze afstuderen geen duidelijke visie hebben op de

geschiedenis van de Belgische kolonisatie in Congo. Zelf heb ik geen enkele bijzondere herinnering aan de kwestie van op school.

Wat DÉFI in dit dossier verdedigt, zijn de 4 voorstellen om ons echt over onze koloniale nagedachtenis te buigen. Sommige werden reeds gelanceerd, andere zijn minder bekend:

1. een speciale parlementaire commissie opzetten inzake de Belgische kolonisatie in Congo, met als duidelijk doel: moet het Belgische koloniale verleden ons land ertoe brengen dat het zijn excuses aanbiedt? Hoewel we ervan overtuigd zijn dat het antwoord 'ja' is, moeten die eventuele excuses het resultaat zijn van een werk dat in de tijd kadert, en niet het resultaat van een overhaaste improvisatie om een bladzijde om te slaan. Enkele weken waarin de Kamerleden de rol en de verantwoordelijkheid van ons land bepalen, zonder de geschiedenis te herschrijven. De 'verzoeningscommissie' die door de voorzitter van de Kamer is voorgesteld, zou deze rol perfect kunnen vervullen.
2. Van de geschiedenis van de kolonisatie een belangrijk hoofdstuk in ons programma maken.
3. De standbeelden van Leopold II laten staan, en ze overal vergezeld doen gaan van een duidelijke toelichting die de echte geschiedenis vermeldt en de figuur van deze koning contextualiseert.
4. Een monument oprichten voor de slachtoffers van de kolonisatie op een belangrijke en zichtbare plek in de openbare ruimte. En dit in overleg met de historici en de verenigingen van Belgen van Afrikaanse afkomst, die strijden voor de erkenning van deze bladzijde in onze geschiedenis.

Ziehier ons algemeen standpunt inzake het onderwerp.

Wat nu de motie betreft die vandaag aan de raad werd voorgelegd, hoewel ik bepaalde opmerkingen over de inhoud heb gemeld en aan een ervan deels werd tegemoetgekomen, heb ik vragen bij het belang van het indienen van een tekst hier, bij de gemeenteraad van Vorst, een tekst die is ingediend door Ecolo en PS en die inhoudelijk verschilt van de tekst die werd ingediend door de Brusselse gewestelijke meerderheid ... op initiatief van diezelfde partij Ecolo. Ik stel me vragen bij de verschillende versies in functie van de vergaderingen, ik stel me ook vragen bij de redenen om hier debatten te voeren hoewel de besprekingen nog hangende zijn in het Brussels Parlement en het de wens is om tot een tekst te komen waarvoor een zo breed mogelijke consensus wordt gevonden.

Ik stel me ook vragen bij het indienen van deze motie op gemeentelijk niveau terwijl in een gemeente die qua meerderheid dicht aanleunt bij de Vorstse meerderheid - ik denk aan Brussel-Stad - PS en Ecolo hebben beslist om de motie niet in te dienen en te vertrouwen op de dynamiek die op gang is gebracht op federaal en gewestelijk niveau.

Wat de inhoud van de tekst betreft, en daarmee sluit ik af, hoewel de passage over de excuses volgt na de paragraaf over de studie, moeten deze excuses, die belangrijk zijn en verwacht worden, volgen na de conclusies over de 'grondige wetenschappelijke studie en de federale 'verzoeningscommissie'.

Dit is de logica die werd gevolgd toen er sprake was van excuses ten aanzien van de Joodse gemeenschap in België naar aanleiding van de rol van de Belgische overheid in de deportatie van de Joden gedurende de Tweede Wereldoorlog. Deze werden geformuleerd na het verslag van het SOMA. Er is geen reden waarom het hier anders is.

Tot slot zijn wij zoals uitgelegd tegen het neerhalen van de werken, maar staan wij er uiteraard positief tegenover dat ze allemaal worden gecontextualiseerd. Naast de contextualisering in de openbare ruimte, voorziet uw motie de mogelijkheid om de kunstwerken aan de hand van artistieke creaties te transformeren, of bepaalde monumenten naar een museum over te brengen. Dit is een verschil dat ik niet begrijp in vergelijking met de gewestelijke tekst die op initiatief van Ecolo is ingediend en dat nog steeds wordt besproken.

Rekening houdend met al deze elementen, omdat het een belangrijk onderwerp is, bijzondere aandacht en een ernstig debat verdient, omdat de Congolese gemeenschap, de mensen van Afrikaanse afkomst onze volledige aandacht voor dit dossier en de concrete vooruitgang verdienen, maar ook omdat de gemeenteraad niet de aangewezen plaats van debat is, zullen wij ons onthouden.

Interventie van de heer Laurent Hacken

De bestrijding van racisme en discriminatie is voor de CDH van fundamenteel belang, zowel op lokaal, gewestelijk als federaal niveau. De verklaring voor wat er tijdens deze koloniale periode is gebeurd, op een correcte en duidelijke manier, zit in de collectieve verbeelding, in de manier waarop we de anderen zien. Het was origineel om zo een volksvertegenwoordiger van Ecolo aan te halen in het kader van het debat over een motie.

Elk land moet inderdaad zijn verleden recht in de ogen kijken en eventueel antwoorden en reageren met excuses, herstel en in elk geval met een correcte houding op voet van gelijkheid. Het verheugt mij dat we in deze motie op mijn verzoek het hele deel konden bijvoegen over de vorming in de scholen en in de cultuur, levenslang leren ... Er is echt een collectief onbewustzijn dat moet worden gewijzigd, dat moet evolueren.

Zoals de heer Loewenstein zei, het zijn echt aspecten die op school helemaal niet worden aangekaart en waarover we heel weinig praten.

Het doel van dit debat is niet om elkaar te polariseren, niet om met de vinger te wijzen naar sommigen, want de overgrote meerderheid van de mensen die anderen op een vreselijke manier hadden kunnen behandelen, zijn er niet meer. We zijn er juist op gericht om eenieder te respecteren en 'schoon schip' te maken met het verleden. Daarom hebben we ons voorgenoemen deze motie mede te ondertekenen en deze goed te keuren, maar we betreuren dit wel, en hopen dat elk actueel onderwerp op gewestelijk en/of federaal niveau niet telkens op gemeentelijk niveau hoeft te worden besproken. Want anders komen we er niet meer uit. Maar de gedachte is er, de symboliek is er. Uiteraard steunen we het verzoek met de aanpassingen die in de tekst zijn opgenomen.

Interventie van mevrouw Nadia El Yousfi

Surfen op de actualiteit? Ik wil er alleen op wijzen dat het standbeeld van Leopold II in onze gemeente iets meer dan twee jaar geleden werd gestolen en vervolgens werd teruggebracht. Het is van cruciaal belang om erop te wijzen dat dit soort onderwerp wel al meer dan 10 jaar wordt besproken op verschillende plaatsen. Het is belangrijk om dat in herinnering te brengen.

Er is de wens op federaal niveau om voor eens en voor altijd dit plan te hebben ter bestrijding van racisme en alle vormen van discriminatie. Wat de rest betreft, is het op gemeentelijk niveau belangrijk om, volledig in de lijn van de eerdere dynamiek, het belang van onderwijs, cultuur ... onze geschiedenis op een serene manier te onderwijzen. OP het niveau van de Federatie Wallonië-Brussel hebben we meer bepaald voorgesteld om een resolutie te stemmen met betrekking tot de medewerking van ? aan de bevrijding van ons land. Ik denk dat dit belangrijke elementen zijn die overal bekend moeten worden gemaakt. Het is onderwijs voor iedereen, die gemeenschappelijke basis en die gemeenschappelijke waarden die we samen kunnen hebben.

Interventie van mevrouw Stéphanie Koplwicz

We zijn verheugd dat we konden meewerken aan deze motie en dat we elementen konden toevoegen die ons belangrijk leken. Ik wil reageren op het feit dat het geen motie is die surft op de actualiteit, maar dat de strijd van de verenigingen op het terrein om de openbare ruimte te dekoloniseren die vruchten begint af te werpen, al meer dan 10 jaar aan de gang is. Het is geen opportunisme; het is het gevolg van een strijd op het terrein die tot uiting begint te komen in de verschillende parlementen en raden.

Volgens ons kunnen we niet systematisch strijden tegen het racisme van België zonder ook de denkbeelden en de cultuur te dekoloniseren die in grote mate het resultaat van het racistische regime, het Belgische koloniale regime, waren. Met haar racistische koloniale cultuur was de maatschappij 80 jaar doordrenkt met racisme. Het dekolonisatieproces gebeurt ook via de dekolonisatie van onze publieke ruimte. Wat hier wordt voorgesteld in deze motie is goed, is ruim en maakt het mogelijk om te hercontextualiseren, maar ook om een alternatieve creativiteit te geven aan het idee van deze kunstwerken. Dat lijkt me zeer belangrijk. Er zijn er die zeggen dat het neerhalen van de standbeelden het verleden uitwissen is, maar dat is helemaal niet zo. We willen leven in een maatschappij die geen eerbied heeft voor dit soort personages en cultuur die berust op een structureel racisme, en die de uitbuiting van Congo, de Congolezen en hun natuurlijke rijkdom toeliet. We zijn blij dat we met deze motie een steentje hebben kunnen bijdragen aan

het bouwwerk in Vorst.

Interventie van mevrouw Magalie Plovie.

Ik denk dat het een interessant debat is en dat we later nog interessante debatten zullen hebben. Het is goed dat we de 1e resultaten van een werk kunnen krijgen dat al jaren duurt.

4 annexes / 4 bijlagen

30 **Motion Think Pink (à la demande de Madame Michaux et Messieurs Roland, Jans et Hacken, conseillers communaux) (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

VU que le cancer du sein touche une femme sur huit en Belgique. Vu que chaque jour, sept femmes perdent leur combat contre le cancer du sein ;

VU que les hommes sont également touchés par le cancer du sein, même si ce n'est qu'1% des cancers décelés ;

VU que chaque année, 10.800 nouveaux cas de cancer du sein sont diagnostiqués en Belgique ;

VU que le taux de participation au dépistage du cancer du sein (organisé par BruMammo) est de 10,3% en Région de Bruxelles-Capitale ;

VU l'objectif ambitieux que s'est fixé Think Pink de diminuer de moitié le nombre de victimes du cancer du sein à l'horizon 2028 ;

CONSIDERANT que la commune, en tant que pouvoir public, a une triple mission dans la lutte contre le cancer du sein :

- Une mission de sensibilisation au dépistage organisé, à savoir un mammothest gratuit tous les deux ans, pour toutes les femmes de 50 à 69 ans,
- Une mission d'information autour du cancer du sein, afin de faire connaître ses spécificités
- Une mission d'action afin de contribuer à financer la recherche scientifique par le biais d'événements sportifs. Stimuler l'activité physique joue un rôle important dans la prévention du cancer du sein, mais c'est également crucial pour la récupération pendant et après le traitement.

CONSIDERANT que l'information et le dépistage du cancer du sein sont vitaux, car plus la maladie est détectée tôt, plus les chances de guérison sont grandes et moins le traitement sera lourd ;

CONSIDERANT que la commune constitue le moteur central pour organiser des actions concrètes et diffuser des informations d'intérêt général ;

DEMANDE

Au Collège des Bourgmestre et Échevins,

Que la commune de Forest s'engage activement dans la campagne nationale de lutte contre le cancer du sein, Think Pink.

D'entreprendre les démarches pour obtenir la désignation de Forest comme « Ville rose » auprès de l'association Think Pink.

Yves Roland et Valérie Michaux – MR

Le Conseil approuve le projet de délibération.

34 votants : 32 votes positifs, 2 abstentions.

Abstentions : Stéphanie Koplowitz, Anne Rakovsky.

Motie Think Pink (op vraag van Mevrouw Michaux en Mijnheren Roland, Jans en Hacken, gemeenteraadsleden) (Aanvullend)

DE RAAD,

GELET OP het feit dat borstkanker één op de acht vrouwen in België treft.

GELET OP het feit dat elke dag zeven vrouwen hun strijd tegen borstkanker verliezen;

GELET OP het feit dat ook mannen getroffen worden door borstkanker, al is slechts 1% van de vastgestelde kankers;

GELET OP het feit dat er elk jaar 10.800 nieuwe gevallen van borstkanker worden gediagnosticeerd in België;

GELET OP het feit dat de deelnamegraad aan de borstkankerscreening (georganiseerd door BruMammo) 10,3 % bedraagt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

GELET OP de ambitieuze doelstelling van Think Pink om het aantal slachtoffers van borstkanker tegen 2028 te halveren;

OVERWEGENDE dat de gemeente als overheid een drievoudige missie heeft in de strijd tegen borstkanker:

- de aandacht vestigen op de georganiseerde screening, namelijk een gratis mammotest om de twee jaar, voor alle vrouwen tussen 50 en 69 jaar oud,
- informatie verspreiden over borstkanker, om de bijzonderheden ervan bekend te maken,
- actie ondernemen om wetenschappelijk onderzoek te helpen financieren aan de hand van sportevenementen. Het stimuleren van lichamelijke activiteit speelt immers een belangrijke rol bij de preventie van borstkanker, maar is ook cruciaal voor het herstel tijdens en na de behandeling.

OVERWEGENDE dat informatie en screening op borstkanker van vitaal belang zijn, want hoe eerder de ziekte wordt ontdekt, hoe groter de kans op genezing en hoe minder zwaar de behandeling;

OVERWEGENDE dat de gemeente de centrale motor is voor het organiseren van concrete acties en het verspreiden van informatie van algemeen belang ;

VRAAGT

Aan het College van Burgemeester en Schepenen

Dat de gemeente Vorst zich actief inzet voor de nationale campagne tegen borstkanker "Think Pink".

Dat de stappen worden genomen om als 'Think Pink gemeente' benoemd te worden door de vereniging Think Pink.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

34 stemmers : 32 positieve stemmen, 2 onthoudingen.

Onthoudingen : Stéphanie Koplowitz, Anne Rakovsky.

Présentation de la motion par Madame Valérie Michaux .

Madame MICHAUX précise que Mr Xavier JANS et Mr Laurent HACKEN désirent co-signer la motion. Il y beaucoup de préoccupations autour de la santé à cause du COVID19 mais malheureusement il y a d'autres maladies qui sont toujours bien présentes. Il y a des femmes qui meurent tous les jours des suites du cancer du sein. Il y a des études qui ont démontré que la prise en charge précoce est très importante dans le processus de guérison et que la prévention et l'information ont toute leur importance. Je pense qu'il ne faut pas être très longue pour expliquer ma motion.

(Il y a une coquille dans le 3^{ème} considérant : passage concernant la déclaration communale 2018-2024 à supprimer).

Intervention de Madame Anne Rakovsky (qui s'abstient en nom propre)

Je tiens à motiver clairement mon abstention. Il est inutile de vous dire que le groupe Ecolo soutient la recherche de fonds pour la lutte contre le cancer du sein, la recherche et l'information sur cette maladie et que nous déplorons d'ailleurs fortement les coupes budgétaires fédérales opérées ces dernières années en matière de santé! Mais nous questionnons les campagnes menées et les valeurs qui y sont véhiculées. D'où ce questionnement par rapport à «Forest Ville Rose». En effet, il nous semble qu' Octobre Rose risque fort d' infantiliser les femmes et d'instrumentaliser leur corps. Si on examine bien l'objectif de l'opération il semble qu'en s'emparant d'une cause fondamentale, la santé des femmes, il y a objectif de profit. On peut même se demander s'il n'y a pas une sorte de « pink washing ». Est-il normal que cette initiative soit sponsorisée par des entreprises telles que l'automobile, l'agroalimentaire, le textile ? Des mouvements de femmes l'ont d'ailleurs récemment dénoncé au travers d'une carte blanche (d'où mon intervention s'inspire). Et donc plutôt que cette reconnaissance sympathique de notre commune comme ville rose, nous souhaitons vraiment encourager, comme dit dans notre DPG, des initiatives telles que le soutien aux maisons médicales et autres pratiques ambulatoires, ainsi qu'aux initiatives de santé communautaire. Nous voulons plutôt favoriser les partenariats et les échanges avec les villes en Belgique et en Europe qui travaillent sur les questions de santé et d'environnement. Ici même à Bruxelles, nous avons des actrices de premier plan en la matière telles que Vie Féminine ou Femmes & Santé qui réalisent un travail dantesque en vue de développer des campagnes d'information complètes sur le dépistage, sur le diagnostic, sur les traitements du cancer du sein ; et qui, bien entendu, encouragent les recherches sur les causes du cancer du sein, en particulier celles en lien avec la pollution et la dégradation de l'environnement. Ici même à Forest existent des initiatives de femmes telles que Angela.D (Association Novatrice pour Gérer Ensemble le Logement et Agir Durablement) qui, entre autres, travaille à un renforcement de l'autonomie des femmes dans différents champs de la vie telle que la santé. Ne serait-ce pas une occasion pour développer des alliances locales en la matière? Au-delà du Rose, du Pink, d'un mois symbolique collaborons concrètement avec ces mouvements de femmes qui redonnent la parole à toutes pour répondre au mieux à leurs besoins et à leurs choix en matière de santé.

Intervention de Monsieur Xavier Jans.

En tant que professionnel de la santé, et malheureusement très souvent confronté à cette maladie, je suis très partant pour cette campagne. Bravo pour l'initiative.

Voorstelling van de motie door mevrouw Valérie Michaux .

Mevrouw Valérie Michaux verduidelijkt dat de heer Xavier Jans en de heer Laurent Hacken de motie willen medeondertekenen.

Er zijn veel bezorgdheden omtrent de gezondheid vanwege COVID19, maar helaas zijn er ook nog andere ziekten. Er sterven dagelijks vrouwen aan de gevolgen van borstkanker. Studies hebben aangetoond dat een vroege behandeling zeer belangrijk is in het genezingsproces en dat preventie en voorlichting allemaal hun belang hebben. Ik denk dat mijn motie niet veel uitleg behoeft.

(Er staat een tikfout in de 3^e overweging: punt met betrekking tot de gemeenteverklaring 2018-2024 moet worden verwijderd).

Interventie van mevrouw Ann Rakovsky (die zich in eigen naam onthoudt)

Ik wil mijn onthouding duidelijk motiveren. Ik hoef u niet te vertellen dat de fractie Ecolo het werven van fondsen voor de strijd tegen kanker, het onderzoek en de voorlichting over deze ziekte ondersteunt, en dat wij bovendien de federale budgettaire besparingen inzake gezondheid van de laatste jaren sterk betreuren! Maar wij stellen ons vragen bij de gevoerde campagnes en de waarden die hierin worden uitgedragen. Vandaar deze vraag over Vorst als 'Think Pink gemeente'. Wij zijn immers van mening dat roze oktober de vrouwen in erge mate belachelijk dreigt te maken en hun lichaam als een instrument zal worden beschouwd. Als we goed kijken naar het doel van de operatie lijkt het dat door een fundamenteel belang ter harte te nemen, de gezondheid van vrouwen een streven naar winst is. Wij kunnen ons zelfs afvragen of er niet een soort van 'pink washing' is. Is het normaal dat dit initiatief wordt gesponsord door automobiel-, voedings- en textielbedrijven? Vrouwenbewegingen hebben zich hier bovendien onlangs tegen gekant via een open brief (waarop mijn interventie geïnspireerd is). En dus in plaats van deze fijne erkenning als 'Think Pink gemeente' willen we, zoals vermeld in onze ABV, initiatieven zoals de ondersteuning aan medische huizen en andere ambulante praktijken, evenals aan de initiatieven inzake gemeenschapsgezondheidszorg, echt aanmoedigen.

We willen eigenlijk de partnerschappen en de uitwisselingen bevorderen met de Belgische en Europese steden die werken aan kwesties inzake gezondheid en milieu. Zelfs hier in Brussel hebben we toonaangevende speelsters ter zake zoals Vie Féminine of Femmes & Santé die dantesk werk verrichten om volledige informatiecampagnes te ontwikkelen over de screening, de diagnose en de behandelingen van borstkanker; en die uiteraard het onderzoek stimuleren naar de oorzaken van borstkanker, in het bijzonder het onderzoek in verband met de vervuiling en de aantasting van het milieu.

Zelfs hier in Vorst zijn er initiatieven van vrouwen zoals Angela.D (Association Novatrice pour Gérer Ensemble le Logement et Agir Durablement), die onder meer werken aan een versterking van de autonomie van vrouwen op verschillende gebieden in het leven zoals de gezondheid. Zou dit geen gelegenheid zijn om lokale allianties ter zake te ontwikkelen? Laten we naast roze, Pink en een symbolische maand concreet samenwerken met deze vrouwenbewegingen die opnieuw een stem geven aan alle vrouwen om zo goed mogelijk aan hun behoeften en hun keuzes inzake gezondheid tegemoet te komen.

Interventie van de heer Xavier Jans.

Als zorgverlener die helaas zeer vaak met deze ziekte wordt geconfronteerd, zie ik deze campagne helemaal zitten. Bravo voor het initiatief.

2 annexes / 2 bijlagen

Ces derniers mois, de nombreuses villes et communes belges ont saisi l'occasion de rattraper les retards structurels dans les travaux d'infrastructures. Un avantage supplémentaire était que cela pouvait être fait pendant une période calme au niveau de la circulation.

Nous constatons que Forest (et in extenso toute la Région de Bruxelles-Capitale) a complètement 'raté ce train'.

Les chantiers suivants n'ont pratiquement pas évolué depuis le début de l'année 2020 et prennent des proportions gigantesques :

- Avenue **Kersbeek**, depuis l'angle de l'avenue du Bempt jusqu'au parc Jacques Brel. Cette rue est en travaux depuis l'automne 2019, sans aucun progrès. Cette rue est complètement fermée à la circulation.
- L'**avenue du Bempt**, entre l'avenue Kersbeek et la chaussée de Neerstalle. Cette partie a été renouvelée pendant l'été 2019 et ensuite rouverte à la circulation. Cependant, la dernière couche d'asphalte n'a jamais été coulée. Les couvercles des égouts dépassent de 10 centimètres, ce qui oblige les automobilistes à faire des slaloms.
- Depuis début 2020, la **rue Vanpé** n'est accessible que depuis la place Saint-Denis en direction de Haut-Forest en raison de travaux interminables. Après le confinement, le panneau relatif au sens unique a même été déplacé au-delà du pont ferroviaire. Par conséquent, le trafic provenant de Haut-Forest ne peut plus tourner à gauche vers l'avenue Kersbeek.
- La **rue Saint-Denis** est toujours à sens unique depuis le rond-point de la station-service Q8 en direction de l'avenue du Pont de Luttre; le trafic de transit ne peut donc toujours pas utiliser cet axe 'vital' en direction du Ring. Cela provoque des énormes embouteillages sur l'avenue Van Volxem à la hauteur du carrefour Wiels. Ces travaux traînent depuis **un an et demi**.
- La **chaussée de Ruisbroek** est toujours à sens unique à hauteur du dépôt Marconi de la STIB. Ces travaux durent depuis **un an et demi**. Les prévisions montrent que cette importante artère pour le trafic de transit a été considérablement réduite. Est-il vrai que les cyclistes n'auront pas non plus de piste cyclable séparée à cet endroit-là ?

Je vous remercie d'avance pour vos explications concernant ces retards ennuyeux et déraisonnables. Le site web de la commune ne fournit pas d'information précises à ce sujet dans la rubrique "chantiers en cours". Si une date de réception des travaux est déjà mentionnée, elle ne semble pas correcte. Par exemple, pour les travaux à la rue Vanpé, les travaux se termineraient au mois de **mai 2020**. http://www.forest.irisnet.be/fr/chantiers-en-cours?set_language=fr

Par souci d'exhaustivité, je voudrais également attirer votre attention sur les travaux de **réparation de la rue Everard**, au coin de la Place de l'Altitude Cent. Ces travaux, dans une rue empruntée par les bus de la

STIB, ont été réalisés en moins d'une semaine. S'il le faut, c'est apparemment possible, même à Bruxelles ...

Si la même ponctualité et la même vitesse devaient s'appliquer aux cinq chantiers cités, la circulation dans notre commune, où la manie d'installer des "rues réservées au jeu" partout ne fait que favoriser le trafic de transit, serait déjà beaucoup plus fluide.

Cela profiterait à tout le monde : aux cyclistes, automobilistes, Forestois et navetteurs.

Interpellatie betreffende de oneindig lang aanslepende infrastructuurwerken in Vorst (op vraag van Mijnheer Billiet, gemeenteraadslid)

In vele Belgische steden en gemeenten werden de voorbije maanden aangegrepen om structurele achterstanden in infrastructuurwerken in te halen. Daarbij kwam het bijkomende voordeel dat dit in een verkeersluwe omgeving kon gebeuren.

Men dient vast te stellen dat Vorst (en in extense het volledige Brussels Hoofdstedelijk Gewest) deze trein volledig heeft gemist.

De hiernavolgende werven kenden zo goed als geen evolutie sinds begin 2020, en beginnen hemeltergende proporties aan te nemen:

- De **Kersbeeklaan**, vanaf de hoek van de Bemptlaan tot aan het Jacques Brel park. Deze straat ligt al sinds de herfst van 2019 open, met 0,0 vooruitgang. Deze straat is volledig afgesloten voor het verkeer.
- De **Bemptlaan**, tussen de Kersbeeklaan en de Neerstalsesteenweg. Dit gedeelte werd in de zomer van 2019 vernieuwd en vervolgens terug opengesteld voor het verkeer. De laatste laag asfalt ontbreekt echter. De rioleringsdeksels steken 10 centimeter boven het bestaande asfalt uit, wat de auto's doet slalommen.
- De **Jean-Baptiste Vanpéstraat** is sinds begin 2020 door aanslepende werken enkel nog toegankelijk komende van het Sint-Denijsplein en richting hoog Vorst. Het éénrichtingsbord werd na de lockdown bovendien tot voorbij de spoorwegbrug verplaatst. Hierdoor kan het verkeer komende van hoog Vorst niet meer links de Kersbeeklaan inslaan.
- De **Sint-Denijsstraat** is ter hoogte van het rond punt aan het Q8 tankstation nog altijd éénrichting richting de Lutterbrugstraat, zodat doorgaand verkeer nog steeds niet deze vitale as kan gebruiken om de Ring te vervoegen. Dit zorgt voor massale opstoppingen op de Van Volxemlaan ter hoogte van het Wiels kruispunt. Deze werken slepen al **anderhalf jaar** aan.

- De **Ruisbroeksesteenweg** is ter hoogte van de Marconi stelplaats van de MIVB nog steeds éénrichting. Deze werken slepen al **anderhalf jaar** aan. Uit de voorafspiegeling van wat de definitieve inbedding moet worden blijkt dat men deze belangrijke verkeersader voor doorgaand verkeer gevoelig versmald heeft. Klopt het dat fietsers hier ook over geen apart fietspad zullen beschikken?

Dank bij voorbaat voor uw toelichting m.b.t. deze ergerlijke en onredelijke vertragingen. Op de website van de Gemeente "lopende werven" wordt hierover ook volledig onnauwkeurige informatie gegeven. Als er al een datum van oplevering wordt vermeld, dan blijkt die ook nog niet te kloppen. Zo wordt bijv. voor de werken aan de Jean-Baptiste Van Péstraat **mei 2020** als einde vermeld. <http://www.vorst.irisnet.be/nl/lopende-werven>

Ik wijs u volledigheidshalve ook op de **herstelling van de Everardlaan**, op de hoek met het Hoogte Honderplein. Deze werken, in een straat waar de bussen van de MIVB doorrijden, werden in minder dan één week opgeleverd. Als het moet, dan kan het blijkbaar wel, ook/zelfs in Brussel...

Mocht dezelfde stiptheid en ijver aan de dag worden gelegd voor de vijf bovenvermelde werven dan zou het verkeer in onze gemeente, waar als gevolg van de manie om overal "speelstraten" aan te leggen het sluijverkeer enkel maar toeneemt, alvast gevoelig meer flow krijgen.

Dit zou iedereen ten goede komen: fietsers en automobilisten. Vorstenaars en commuters.

Réponse de Madame Françoise Père:

Monsieur Le Conseiller,

Je vous remercie pour votre question et me permets d'apporter les éléments de réponses souhaités.

Les entreprises ont été confrontées en Belgique à un choix qui leur revient de faire travailler leurs équipes ou non durant le confinement. Certaines ont continué, d'autres n'ont pas voulu prendre ce risque. Il s'agit là d'un choix indépendant de la volonté ou de l'intervention directe de la commune.

Les mesures sanitaires imposées aux entrepreneurs étaient conséquentes et la protection des travailleurs a été également un élément primordial en cette période.

L'Etat fédéral n'a pas fait le choix de prononcer l'état de force majeure pour ce domaine d'activité, laissant la gestion des arrêts de chantier au maître d'ouvrage, qui doit traiter chaque chantier au cas par cas.

Sachez également, que dès la reprise de certains chantiers, les riverains étant confinés, les nuisances pour eux furent difficiles à supporter.

Un équilibre a donc dû être trouvé pour le bien-être de tous.

Je réponds à l'avancée et arrêts des chantiers que vous citez :

Chantiers communaux :

- Le chantier Kersbeek/Bempt est un seul et unique chantier.

Il a été interrompu du 18 mars au 8 mai 2020. Cet arrêt n'est pas lié au COVID.

La firme a été bloquée suite à la non fourniture de marchandises et à l'arrêt des impétrants qui devaient encore effectuer de petites interventions.

Ce retard, a également une influence sur la pose de la couche de finition (asphalte 4 cm) avenue du Bempt car pour pouvoir avoir un fini parfait, il fallait poser les rampes d'accès au plateau Kersbeek.

Les travaux de Kersbeek (2ème phase) et le plateau débiteront après les congés du bâtiment et les couches de finition posées en octobre.

- Tracé de l'eau, chantier rue JB Van Pe :

Les travaux ont été stoppés du 18 mars au 24 avril 2020. Les retard se sont accumulés suite à la découverte

des nombreux câbles et canalisations non répertoriés.

Le carrefour rue de l'Eau devrait être réouvert à la circulation pour la fin juin.

Les travaux Vanpé devraient (sauf petites finitions) être finalisés pour le congé du bâtiment (8 juillet).

Les travaux au talus d'accès à la gare sont en cours et se poursuivront en août.

Chantiers régionaux :

- Rue Saint-Denis

Ce chantier n'a été arrêté que deux semaines. La Région annonce la réouverture pour fin juillet.

- Chaussée de Ruisbroek

Ce chantier a été arrêté le 18 mars et a repris le 20 avril. Il y a en effet une piste cyclable prévue sur cette chaussée, qui est surélevée.

Antwoord van mevrouw Françoise Père:

Beste gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw vraag, waarop ik u de gewenste antwoorden kan verstrekken.

In België stonden bedrijven voor de keuze om hun personeel al dan niet te laten werken tijdens de lockdown. Sommige zijn doorgegaan, andere hebben het risico niet willen nemen. Dat is een keuze die los staat van de wil of de directe interventie van de gemeente.

De aan de ondernemers opgelegde veiligheidsmaatregelen waren aanzienlijk en de bescherming van de werknemers was ook een belangrijk element in deze periode.

De federale overheid heeft er niet voor geopteerd om voor deze activiteitensector de 'overmacht' uit te vaardigen, waarbij het stilleggen van bouwplaatsen werd overgelaten aan de bouwheer, die voor elke bouwplaats zelf moest oordelen.

Ook moet worden opgemerkt dat zodra bepaalde werkzaamheden werden hervat, de buurtbewoners in lockdown meer overlast te verdragen kregen.

Er moest dus naar een evenwicht worden gezocht voor ieders welzijn.

Mijn antwoorden op de vordering of stillegging van de genoemde bouwplaatsen:

Gemeentelijke werven:

- Kersbeek/Bempt is één werf.

De werken lagen stil van 18 maart tot 8 mei 2020. Die stopzetting is niet te wijten aan de coronacrisis.

De firma werd geblokkeerd omdat bepaalde goederen niet geleverd werden en bepaalde andere betrokkenen nog kleine interventies moesten uitvoeren maar hun werkzaamheden stillegden.

Deze vertraging had ook een invloed op het aanbrengen van de afwerkingslaag (4 cm asfalt) in de Bemptlaan, omdat er voor een perfecte afwerking toegangsvlakken naar het Kersbeekplateau moesten worden aangelegd.

De werken op de Kersbeeklaan (2de fase) en het plateau gaan van start na het bouwverlof en de afwerkingslagen worden in oktober gelegd.

- Watertraject - JB Vanpéstraat:

De werkzaamheden lagen stil van 18 maart tot 24 april 2020. Er werd vertraging opgelopen door de ontdekking van niet-gerepertorieerde kabels en leidingen.

Het kruispunt Waterstraat zou eind juni weer voor het verkeer moeten worden opengesteld.

De werken aan de Vanpéstraat moeten (op kleine afwerkingen na) klaar zijn tegen het bouwverlof (8 juli).

De werken aan de toegangshelling naar het station zijn aan de gang en worden in augustus voortgezet.

Gewestelijke werven:

- Sint-Denijssstraat

Deze werken lagen slechts 2 weken stil. Het Gewest kondigde aan dat ze eind juli hervatten.

- Ruisbroeksesteenweg

Deze werkplaats werd stopgezet op 18 maart en hernam op 20 april. Er is een fietspad gepland langs deze baan, verhoogd.

Met vriendelijke groeten, Françoise Père

32 **Interpellation concernant le non-respect de la LEZ à Forest (à la demande de Monsieur Billiet, conseiller communal)**

La pratique montre que la zone de basses émissions n'est pas respecté du tout sur le territoire forestois. Le moindre déplacement devient invariablement une confrontation avec des voitures et des camionnettes datant du début du millénaire, qui polluent énormément.

D'où les questions suivantes :

- Combien de caméras LEZ ont été placées à Forest jusqu'à présent ?
- Pouvez-vous me fournir une liste exhaustive de ces caméras, et de leurs emplacements respectifs, après ce Conseil ?
- Combien d'amendes ont été infligées à ce jour pour des infractions signalées à Forest ?
- Qui est responsable de la perception de ces amendes ? Qui bénéficiera de ces amendes ? Y a-t-il une interaction entre la ville et la région ?
- La majorité verte dispose-t-elle d'un plan d'action pour lutter contre cette impunité à Forest, pour détecter et verbaliser activement les voitures polluantes, et ainsi apporter une réelle contribution à l'environnement ?
- Dans le même ordre d'idées : A Forest se trouve (aujourd'hui ...) l'avant-dernière usine automobile du pays, qui fabrique l'Audi E-tron. Forest a une très faible concentration de bornes de chargement. Existe-t-il un plan pour ne pas passer à côté de cette révolution électrique dans le parc automobile et donc installer des bornes de recharge publiques ? Il ne faut pas de dessin pour illustrer le problème. En outre, la plupart des Forestois vivent dans un appartement et sont obligés de recharger leur voiture électrique (de société) au travail pendant la journée, ce qui les oblige à se déplacer en voiture car il n'y a pas de bornes dans leur commune 'verte'.

Je vous remercie pour vos amples précisions et votre suivi.

Interpellatie betreffende het niet respecteren van de LEZ in Vorst(op vraag van Mijnheer Billiet, gemeenteraadslid)

De empirie toont aan dat op het Vorstse grondgebied de Lage Emissie Zone straal wordt genegeerd. De minste verplaatsing is steevast een confrontatie met auto's en bestelwagens die uit het begin van het millennium dateren en massaal fijn roet in het rond spuiten.

Daarom de volgende vragen:

- Hoeveel LEZ camera's werden tot dusver in Vorst geplaatst?
- Kan u mij, aansluitend op deze Gemeenteraad, een exhaustieve lijst bezorgen van deze camera's, en hun respectievelijke locaties?
- Hoeveel boetes werden tot dusver uitgeschreven voor in Vorst gesignaleerde inbreuken?
- Wie is verantwoordelijk voor de inning van deze boetes? Aan wie komen deze boetes ten goede? Is er een wisselwerking tussen de Gemeente en het Gewest?
- Heeft de Groene meerderheid een plan van aanpak om deze straffeloosheid specifiek wat Vorst betreft tegen te gaan, vervuilende wagens actief op te sporen en te verbaliseren, en zodoende een èchte bijdrage aan het milieu te leveren?
- In het verlengde hiervan: Vorst huisvest (voorlopig nog...) de voorlaatste autofabriek van dit land, waar de Audi E-tron wordt geproduceerd. Vorst heeft zowat de laagste concentratie aan elektrische laadpalen. Bestaat er een plan van aanpak om deze elektrische revolutie van het wagenpark niet te missen en openbare laadpalen te installeren? Ik hoef u geen tekening te maken bij het probleem: de meeste Vorstenaars wonen bovendien op een appartement en zijn genoodzaakt om hun elektrische (bedrijfs)wagen overdag op het werk op te laden, wat hun dus verplicht om zich met de auto te verplaatsen, omdat in hun "groene" gemeente geen elektrische laadpalen staan.

Dank voor uw exhaustieve verduidelijkingen en opvolging.

Réponse de Madame Esmeralda Van den Bosch :

Cher Monsieur Billiet,

Merci pour votre interpellation. Tout d'abord, je tiens à souligner que la zone de basses émissions et son respect sont une compétence régionale. Le projet est principalement dirigé par le Ministre Gatz et

fiscalité.brussels, mais il est géré par un comité de pilotage qui comprend également Bruxelles Environnement (Maron), Mobilité (Van den Brandt), Bruxelles Prévention et Sécurité (Vervoort) et le CIRB (Clerfayt). En ce qui concerne le nombre et la liste des caméras, ainsi que la perception des amendes, je vous renvoie au gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, mais je peux d'ores et déjà vous communiquer que la Région ne publie pas de liste des emplacements exacts des caméras afin d'éviter l'abus et le vandalisme. En outre, je ne vois aucun indice pointant vers un problème spécifique à Forest.

Antwoord van Mevrouw Esmeralda Van den Bosch :

Geachte heer Billiet,

Bedankt voor uw interpellatie. Hierbij wil ik u er eerst en vooral op wijzen dat de Lage Emissie zone en de naleving ervan een regionale bevoegdheid is. Het project wordt vooral getrokken door Minister Gatz en Fiscaliteit.Brussels, maar wordt aangestuurd vanuit een stuurgroep met ook Brussel Leefmilieu (Maron), Mobiliteit (Van den Brandt), Brussel Preventie en Veiligheid (Vervoort) en CIBG (Clerfayt). Wat betreft het aantal en de lijst met camera's, evenals voor de inning van de boetes verwijs ik u dus door naar de Brusselse Hoofdstedelijke gewestregering, maar ik kan u alvast meegeven dat het Gewest geen exacte lijst van de precieze locaties van de camera's publiek maakt om misbruik en vandalisme te vermijden. Daarnaast zie ik geen enkele reden die op dit moment aantoont dat er in Vorst specifiek een probleem zou zijn.

2 annexes / 2 bijlagen

33 **Interpellation concernant la reconversion du site des prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael (à la demande de Madame Koplowicz, conseillère communale)**

La presse a récemment annoncé le lancement par le gouvernement bruxellois de la procédure de classement de certaines parties de la prison de Forest. Cette procédure s'inscrit dans le cadre la reconversion future de l'ensemble du site des prisons de Forest, Saint-Gilles et Berkendael, couvrant une superficie d'environ 17 ha. D

En 2014, le gouvernement bruxellois avait commandé une étude au bureau d'urbanisme MSA - validée par le gouvernement en 2015. Plusieurs scénarios y étaient envisagés permettant la construction d'entre 770 et 1100 logements se répartissant de la façon suivante:

- 20% de logements sociaux (10% destinés aux familles nombreuses et 10% de petits appartements)
- 35% de logements locatifs pour investisseurs privés
- 45% d'acquisitif individuel (dont 20% de logement de standing)

Par-ailleurs, on a vu se multiplier ces dernières années le recours aux « Plans d'aménagement directeurs » (PAD) pour la mise en oeuvre de projets immobiliers de grande ampleur – entraînant un déficit démocratique dénoncé par de nombreuses associations actives en matière de logement, mais aussi un grave problème de vision politique concernant le droit à la ville : les PAD étant des instruments sur mesure qui permettent aux promoteurs que leurs projets ne doivent pas respecter les règles urbanistiques en vigueur.

L'accès au logement est une question qui préoccupe de nombreux et nombreuses Bruxellois.es. Dans notre Région, six habitants sur dix sont locataires. Mais se loger à Bruxelles est devenu inabordable. En dix ans,

les loyers ont augmenté de plus de 20 % en plus que le coût de la vie. 43 000 familles sont en attente d'un logement social en région bruxelloise alors que seulement 110 sont construits par an en moyenne. Les communes se font la concurrence pour attirer des familles à plus hauts revenus et se rejettent la balle pour la construction de logements sociaux. À l'échelle de la Région, on compte seulement 7 logements sociaux pour 100 ménages, dont beaucoup doivent être rénovés. Par-ailleurs, de nombreux quartiers sont en déficit d'infrastructures publiques, crèches, écoles ou infrastructures sportives. La Commune de Forest figure sur ce triste podium des communes où le manque de politique pour le droit au logement est le plus grave : seulement 5% de logements sociaux, des loyers qui explosent, gentrification de certains quartiers, etc

Pour le PTB, la reconversion du site des prisons doit servir à répondre à ces défis : il s'agit de terrains publics qui doivent rester publics et servir des objectifs sociaux. Il faut éviter le piège de la gentrification : la création de nouveaux logements sur le site doit permettre de répondre au déficit de logements sociaux, publics et abordables. Une proportion de 50% de logements publics sociaux et 50% de logements publics moyens pourrait servir de base. La création d'écoles bilingues, de crèches et d'infrastructures sportives permettra également de répondre aux besoins réels des habitants.

L'accord de majorité 2018-2024 dit notamment la volonté de: "Poursuivre la croissance de l'offre de logements accessibles lancée lors de la législature 2012-2018, en mobilisant tous les moyens (optimisation du bâti existant, AIS, prise en gestion publique des logements vides, poursuite des projets en cours, lancement de nouveaux projets...) avec une priorité aux logements à finalité sociale." Vous abordez également dans cet accord de majorité la réaffectation du site des prisons et la nécessité d'une concertation.

Nos questions sont donc les suivantes :

1. Quelle proportion de logement social, public, acquisitif, de standing, équipements publics, etc. la commune défend-elle sur le site ?
2. Quels sont les moyens que la Commune utilise pour peser sur le futur du projet et quelle est sa marge de manoeuvre ?
3. Comment la Commune prend-elle des initiatives envers les partenaires (Région, Forest, Régie des bâtiments) pour prendre part au projet ?
4. Comment peut-on avoir accès aux PV des réunions passées et futures ?
5. Quelles sont les étapes de ce processus de reconversion du site ?
6. Quelle participation sera mise en place pour les citoyens et associations ?

Interpellatie betreffende de reconversie van de site van de gevangenen van Vorst, Sint-Gillis en Berkendael (op vraag van Mevrouw Koplowicz, gemeenteraadslid)

De pers heeft onlangs aangekondigd dat de Brusselse regering de beschermingsprocedure van bepaalde delen van de gevangenis van Vorst heeft opgestart. Deze procedure kadert in de toekomstige reconversie van de volledige site van de gevangenen van Vorst, Sint-Gillis en Berkendael, met een oppervlakte van ongeveer 17 ha.

In 2014 heeft de Brusselse regering een studie besteld bij het stedenbouwkundig bureau MSA - die in 2015 door de regering werd gevalideerd. Er werden verschillende scenario's overwogen, die de bouw van 770 tot 1100 wooneenheden mogelijk maken, als volgt verdeeld:

- 20% sociale huisvesting (10% bestemd voor grote gezinnen en 10% kleine appartementen)
- 35% huurwoningen voor particuliere beleggers
- 45% individuele aankoop (waarvan 20% luxewoningen)

We hebben de laatste jaren overigens een toeloop gezien naar “Richtplannen van aanleg” (RPA) voor de uitvoering van grootschalige vastgoedprojecten - wat leidt tot een democratisch tekort dat door veel verenigingen actief op het gebied van huisvesting aan de kaak wordt gesteld, maar ook tot een ernstig probleem van politieke visie wat betreft het recht op de stad: de RPA's zijn op maat gemaakte instrumenten die ontwikkelaars in staat stellen ervoor te zorgen dat hun projecten niet hoeven te voldoen aan de geldende stedenbouwkundige regels.

De toegang tot huisvesting is voor veel Brusselaars een ware bekommernis. In ons Gewest zijn zes van de tien inwoners huurders. Maar huisvesting in Brussel is onbetaalbaar geworden. In tien jaar tijd zijn de huurprijzen met meer dan 20% gestegen bovenop de kosten van levensonderhoud. In het Brusselse Gewest wachten 43.000 gezinnen op een sociale woning, terwijl er gemiddeld slechts 110 per jaar worden gebouwd. Gemeenten concurreren met elkaar om gezinnen met een hoger inkomen aan te trekken en schuiven de verantwoordelijkheid voor de bouw van sociale woningen naar elkaar door. Op het niveau van het Gewest zijn er slechts 7 sociale woningen per 100 huishoudens, waarvan een groot deel moet worden gerenoveerd. In heel wat wijken ontbreekt het overigens aan openbare infrastructuur, kinderdagverblijven, scholen of sportfaciliteiten. De Gemeente Vorst staat op de trieste lijst van gemeenten waar het gebrek aan beleid voor het recht op huisvesting het ergst is: slechts 5% sociale woningen, exploderende huurprijzen, gentrificatie van bepaalde wijken, enz.

Voor de PTB moet de reconversie van de site van de gevangenen dienen om deze uitdagingen het hoofd te bieden: het gaat om openbaar terrein dat openbaar moet blijven en sociale doelstellingen moet dienen. De valkuil van gentrificatie moet worden vermeden: de creatie van nieuwe woningen op de site moet het tekort aan sociale, openbare en betaalbare woningen aanpakken. Een verhouding van 50% openbare sociale huisvesting en 50% openbare gemiddelde huisvesting zou als basis kunnen dienen. De oprichting van tweetalige scholen, kinderdagverblijven en sportfaciliteiten zal het ook mogelijk maken om tegemoet te komen aan de werkelijke behoeften van de inwoners.

In het meerderheidsakkoord voor 2018-2024 wordt met name de wens geuit om: “De groei van het aanbod aan toegankelijke woningen, die opgestart werd tijdens de legislatuur 2012-2018, voortzetten door alle middelen in te zetten (optimalisering van de bestaande bebouwing, SVK, in openbaar beheer nemen van leegstaande woningen, voortzetting van de lopende projecten, opstarten van nieuwe projecten...), met een prioriteit voor woningen met een sociaal oogmerk.” In dit meerderheidsakkoord gaat u ook in op de herbestemming van de site van de gevangenen en de noodzaak van overleg.

Onze vragen zijn dus de volgende:

1. Welke verhouding van sociale, openbare, aankoop-, luxe woningen, openbare voorzieningen, enz. verdedigt de gemeente op de site?
2. Welke middelen gebruikt de Gemeente om de toekomst van het project te beïnvloeden en wat is haar manoeuvreerruimte?
3. Hoe neemt de gemeente initiatieven ten aanzien van de partners (Gewest, Vorst, Regie der Gebouwen) om deel te nemen aan het project?
4. Hoe kunnen we toegang krijgen tot de PV's van de vorige en toekomstige vergaderingen?
5. Wat zijn de fasen van dit proces van reconversie van de site?
6. Welke participatie zal er voor de burgers en de verenigingen opgezet worden?
7. Aan welke vorm van procedure wordt momenteel de voorkeur gegeven/verdedigd (RPA, BBP, enz.)?

Réponse de Monsieur Alain Mugabo :

Madame la Conseillère,

Nous vous remercions pour votre interpellation.

Le Collège s'est clairement positionné concernant l'avenir du site des prisons en indiquant dans la DPG 2018-2024 qu'il n'envisageait la réaffectation du site des prisons que dans le cadre d'un processus de concertation avec l'ensemble des parties prenantes sera lancé. Les riverains faisant évidemment partie des parties prenantes visées dans cette phrase.

Nous considérons que l'étude de MSA à laquelle vous faites référence n'a évidemment aucune valeur contraignante, c'est une étude indicative qui s'appuie sur différentes options, différents scénarios. Elle a le mérite d'exister et pourra contribuer à la réflexion lorsqu'un projet concret de réaffectation du site sera examiné. Toutefois, je vous indique déjà que les scénarios les plus maximalistes de cette étude, qui prévoient jusqu'à 1000 logements en plus des écoles, commerces... nous paraissent démesurés et ne pas répondre à l'objectif d'avoir une densité maîtrisée.

Dans la DPG régional de juillet 2019, la Région indique vouloir obtenir la maîtrise foncière sur ce site. Actuellement il relève de la Régie des Bâtiments fédérale. Nous sommes favorables à ce que la Région acquière la maîtrise foncière de ce site et pilote son développement dans le cadre d'une étroite concertation avec les communes concernées, mais aussi bien sûr avec les riverains.

La DPG régionale de juillet 2019 indique également que pour les terrains dont la Région est propriétaire, un minimum de 50% de logements à finalité sociale sera assuré. Il y a donc une balise claire sur ce point.

Le Ministre-Président Vervoort a été récemment interrogé quant aux intentions de la Région sur le pilotage de la réflexion pour la réaffectation du site : un PPAS? un PAD? un schéma-directeur? R. Vervoort a indiqué qu'à ce stade aucune décision n'avait été prise. Il a uniquement confirmé que l'observation de ce territoire, la veille sur ses enjeux demeurent dans les missions de Perspective, la définition de la méthode de travail, les échéanciers seront fixés en temps utile, à savoir dès que la Région y verra plus clair sur les intentions du Fédéral concernant le déménagement des activités pénitentiaires et la question du transfert de la maîtrise foncière. Dans sa réponse, le MP indique également vouloir laisser une place à l'expression citoyenne.

Par ailleurs, la DMS a réalisé une « entame de procédure de classement » d'une partie des prisons en mars 2013 sur base d'une étude préalable de 2010. Ceci a abouti au classement de certaines parties de la prison de Forest le 23 mars 2017 et de certaines parties de la prison de Saint-Gilles le 2 avril 2015. Comme vous le soulignez une nouvelle procédure de classement est en cours. Le Collège doit rendre un avis en temps utile, comme le prévoit la procédure. Il est évident que le fait qu'il y ait des éléments classés peut apparaître comme une "contrainte" pour la réaffectation du site. Néanmoins il nous semble important de trouver un équilibre avec la protection du patrimoine mais c'est aussi, d'une certaine manière, une façon de respecter la "mémoire" des activités pénitentiaires pour les futurs projets de développement.

Madame Stéphanie Koplowicz mentionne que la réponse est un peu floue, mais que ce n'est pas grave pour l'instant.

Antwoord van de heer Alain Mugabo:

Beste gemeenteraadslid,

Bedankt voor uw interpellatie.

Het College heeft een duidelijk standpunt ingenomen over de toekomst van het gevangensterrein door in de beleidsverklaring 2018-2024 aan te geven dat het de herbestemming van de site alleen zou overwegen in het kader van een raadplegingsproces met alle belanghebbenden. De omwonenden behoren uiteraard tot de belanghebbenden.

Wij vinden dat de studie van MSA waarnaar u verwijst, niet bindend is; het is een indicatieve studie die gebaseerd is op verschillende opties en scenario's. Ze is wel nuttig en kan bijdragen tot het debat wanneer er een concreet project voor de herbestemming van de site zal worden bestudeerd. Ik wil er echter op wijzen dat de meest maximalistische scenario's van deze studie, die naast scholen, winkels enz. tot 1.000

wooneenheden voorzien, ons buiten proportie lijken en niet voldoen aan de doelstelling van 'gecontroleerde' woondichtheid.

In de gewestelijke beleidsverklaring van juli 2019 geeft het Gewest aan dat het de terreinen en gebouwen op deze site wil beheren. Dat beheer valt momenteel onder de bevoegdheid van de federale Regie der Gebouwen. Wij zijn er voorstander van dat het Gewest de controle over de site verwerft en de ontwikkeling ervan stuurt in nauw overleg met de betrokken gemeenten, maar uiteraard ook met de omwonenden.

De gewestelijke beleidsverklaring van juli 2019 geeft ook aan dat voor de terreinen die eigendom zijn van het Gewest, minimaal 50% sociale huisvesting zal worden verzekerd. Er is dus een duidelijke richtlijn op dat vlak.

Minister-president Vervoort werd onlangs gevraagd naar de intenties van het Gewest met betrekking tot de sturing van de denkoefening rond de herbestemming van de site: een BBP? een RPA? een richtschema? Rudi Vervoort gaf aan dat er in dit stadium nog geen beslissing was genomen. Hij bevestigde alleen dat de observatie van dit gebied, het bewaken van de uitdagingen de opdracht is van Perspective; de werkmethode en de termijnen zullen te gepasten tijd worden vastgesteld, nl. zodra het Gewest meer zicht heeft op de plannen van het federaal niveau aangaande de verplaatsing van de gevangenis en de overdracht van het beheer van de terreinen. In zijn antwoord gaf de minister-president ook aan dat hij ruimte wil laten voor burgerparticipatie.

Verder startte de DML in maart 2013 op basis van een voorstudie uit 2010 een procedure op om een deel van de gevangenis te beschermen. Dat leidde er uiteindelijk toe dat op 23 maart 2017 bepaalde delen van de gevangenis van Vorst en op 2 april 2015 bepaalde delen van de gevangenis van Sint-Gillis beschermd werden. Zoals u al aangaf, is er een nieuwe beschermingsprocedure aan de gang. Het College moet te gelegener tijde een advies uitbrengen, zoals de procedure dat bepaalt. Het is duidelijk dat het feit dat er beschermde elementen zijn, een 'beperking' kan lijken voor de herbestemming van de site. Toch lijkt het ons belangrijk om een evenwicht te vinden met de bescherming van het erfgoed, maar het is in zekere zin ook een manier om de 'herinnering' aan de activiteiten van de strafinstelling te respecteren bij toekomstige ontwikkelingsprojecten.

Mevrouw Stéphanie Koplowitz vindt het antwoord nogal vaag, maar dat is momenteel niet erg.

2 annexes / 2 bijlagen

34 **Question orale : le réaménagement de l'avenue du Roi pour en faire une sorte de mini-corridor où pousserai-ent des graminées (à la demande de Monsieur De Beer, conseill- e communal)**

C'est encore une fois par la presse que nous avons appris l'existence d'un nouveau projet à Forest : le réaménagement de l'avenue du Roi pour en faire une sorte de mini-corridor où pousserai-ent des graminées.

Il y a plusieurs choses qui nous interpellent dans ce projet.

Tout d'abord, il semble une fois de plus que la population n'ait pas été consultée. Or, il s'agit d'un des quartiers les plus densément peuplés de Belgique (près de 20 000 habitants au km²). Sur la bande centrale de l'avenue du Roi, des familles sans jardin viennent promener leur chien et jouer avec leurs enfants. Comment se fait-il que les habitants ne soient pas au courant du projet ? Comment se fait-il qu'on ne demande pas leur avis et qu'ils ne soient pas impliqués dans l'élaboration du projet ? Pour le PTB, l'implication des habitants doit être une condition sine qua non de la réalisation de ce projet.

Ensuite, il y a beaucoup de confusion autour du projet lui-même, ce qui rend très compliqué de se

positionner. Différents mandataires ont communiqué de manière contradictoire. On parle tantôt transformer toute l'allée centrale (quid des plaines de jeux ?), tantôt d'installer des poulaillers, tantôt de supprimer les places de stationnement... Nous voudrions avoir des informations claires sur le sujet et que celles-ci soient transmises aux habitants dans les plus brefs délais, par souci de démocratie. (Nous regrettons au passage que le projet n'ait pas été présenté au Conseil communal avant d'arriver dans la presse.)

Enfin, sur le fond, nous déplorons que l'essentiel des projets environnementaux de la commune se bornent à des projets cosmétiques comme celui-ci, totalement insuffisants pour répondre à l'urgence climatique. S'il peut y avoir une portée pédagogique à ce genre de projets, il faut une politique beaucoup plus ambitieuse en matière d'environnement, avec notamment des plans d'isolation à large échelle des logements, la gratuité et le développement des transports publics, l'installation de chauffage urbain, etc. Cela ne veut pas dire que nous formulons un non de principe à ce genre d'initiative, mais nous trouvons qu'un peu de modestie de la part de certains mandataires serait le bienvenu.

Nos questions sont les suivantes :

Comment se fait-il que les habitants ne soient pas au courant du projet de transformation de l'avenue du Roi ?

Comment se fait-il qu'on ne demande pas leur avis et qu'ils ne soient pas impliqués dans l'élaboration du projet ?

Pourriez-vous nous communiquer des informations claires sur le projet et faire en sorte que celles-ci soient transmises aux habitants dans les plus brefs délais ?

Merci de vos réponses,

Simon de Beer

Mondelinge vraag: de herinrichting van de Koningslaan om er een soort van mini-corridor van te maken waar grassen zouden groeien (op vraag van Mijnheer De Beer, gemeenteraadslid)

Het is eens te meer via de pers dat we het bestaan van een nieuw project in Vorst vernomen hebben: de heraanleg van de Koningslaan om er een soort mini-corridor van te maken waar grassen zouden groeien.

Er zijn in dit project meerdere zaken waarbij we ons vragen stellen.

Vooreerst blijkt de bevolking eens te meer niet te zijn geraadpleegd. Het gaat hier evenwel om één van de dichtstbevolkte buurten in België (bijna 20.000 inwoners per km²). Op de middenstrook van de Koningslaan komen gezinnen zonder tuin hun hond uitlaten en met hun kinderen spelen. Hoe komt het dat de bewoners niet op de hoogte zijn van het project? Hoe komt het dat hun mening niet wordt gevraagd en dat ze niet worden betrokken bij de uitwerking van het project? Voor de PTB moet de betrokkenheid van de inwoners een *conditio sine qua non* zijn voor de realisatie van dit project.

Vervolgens is er veel verwarring over het project zelf, wat het erg ingewikkeld maakt om zich te positioneren. Verschillende mandatarissen hebben op tegenstrijdige wijze gecommuniceerd. Soms is er sprake om de volledige middengang om te vormen (hoe zit het met de speeltuinen?), soms spreekt men over het installeren van kippenhokken, soms over het schrappen van parkeerplaatsen... Wij willen graag duidelijke informatie over dit onderwerp en we wensen dat deze informatie zo snel mogelijk aan de inwoners wordt overgemaakt, in het belang van de democratie. (Wij betreuren overigens dat het project niet aan de gemeenteraad werd voorgelegd alvorens bekendgemaakt te worden in de pers).

Tot slot betreuren wij dat de meeste milieuprojecten van de gemeente zich beperken tot cosmetische projecten zoals dit, die volstrekt ontoereikend zijn om tegemoet te komen aan de klimaatnoodtoestand. Als er voor dit soort projecten een pedagogische reikwijdte is, is er een veel ambitieuzer milieubeleid nodig, met ondermeer grootschalige isolatieplannen voor woningen, kosteloosheid en uitbreiding van het openbaar vervoer, installatie van stadsverwarming, enz. Dit betekent niet dat we principieel nee zeggen tegen dit soort initiatieven, maar we vinden dat sommige mandatarissen iets meer bescheidenheid aan de dag mogen leggen.

We hebben de volgende vragen:

Hoe komt het dat de bewoners niet op de hoogte zijn van het project van omvorming van de Koningslaan?
Hoe komt het dat hun mening niet wordt gevraagd en dat ze niet worden betrokken bij de uitwerking van het project?

Kunt u ons duidelijke informatie geven over het project en ervoor zorgen dat deze informatie zo snel mogelijk aan de inwoners wordt overgemaakt?

Dank voor uw antwoorden.

Simon de Beer

Réponse de Monsieur Alain Mugabo :

Monsieur le Conseiller,

Nous vous remercions chaleureusement pour cette interpellation et de l'occasion qu'elle m'offre pour apporter des éclaircissements sur ce projet ainsi que sur les actions que nous menons pour faire face au changement climatique et à la dégradation de la biodiversité.

Contrairement à ce vous avez pu comprendre, il n'est aucunement question d'un réaménagement de l'avenue du Roi.

Il s'agit d'un projet porté par les communes de Saint-Gilles et Forest et qui est financé dans le cadre du Contrat de Rénovation Urbaine – ROI, à cheval sur les deux communes.

Comme pour tout projet, il s'inscrit dans un cadre de base qui définit les contours du projet, les objectifs et notamment pour pouvoir établir un budget. Ces contours peuvent évidemment évoluer, être affinés etc., notamment en fonction des contacts avec les habitants car il est bien prévu que les habitants puissent s'y investir et le coconstruire avec les agents communaux de Forest et Saint-Gilles.

Concrètement, ce projet se veut être un ensemble circulaire d'actions menées simultanément, se complétant et s'alimentant l'une et l'autre :

- Plantations de graminées dans l'espace public permettant d'une part de nourrir les poules du quartier, d'attirer les moineaux et de participer à la biodiversité locale ;
- Les poules installées chez les particuliers et sur deux espaces collectifs (dont les lieux sont encore à définir) ont pour avantages de diminuer drastiquement les déchets organiques produits par les ménages, produire des œufs, attirer les moineaux (les moineaux se nourrissent des mêmes grains que les poules et partagent donc le garde-manger, ils aiment se rouler dans la terre retournée par les picorements des poules mais surtout, se servent des plumes des poules pour fabriquer leurs nids), sensibiliser et reconnecter la population à la vie animale et végétale. Les poulaillers collectifs permettent, au même titre que les potagers, de rassembler les gens, de les motiver autour d'un projet commun, de contribuer au sentiment de bien-être ;
- La récolte des céréales, la transformation et la fabrication de pain permettent d'engager une démarche de sensibilisation à l'autoproduction alimentaire et à l'alimentation durable. Des moments festifs et

conviviaux, offrent par ailleurs l'avantage de rassembler les gens, de leur permettre d'échanger leurs expériences culturelles et d'apprendre ;

- Des ateliers et animations autour de la biodiversité urbaine, du cycle alimentaire et la corrélation existante entre les différents aspects du projet, de la réduction des déchets, de l'alimentation durable etc... permettent également de sensibiliser, rassembler et apprendre à toute la population ;
- Installation de nichoirs pour les moineaux ;
- Restauration du four à pain de l'Imprimerie ;
- Des animations dans les écoles.

Comme vous pouvez le lire, il ne s'agit pas du tout d'un projet cosmétique ; bien au contraire. Vous n'êtes pas sans savoir qu'à l'échelle européenne, 10% des espèces d'oiseaux sont menacées, et que Bruxelles a perdu 95% de ses moineaux en 25 ans. Quand on sait, par ailleurs, que les oiseaux jouent un rôle majeur au sein de la biodiversité et notre écosystème (Consommation d'insectes nuisibles à l'agriculture, dissémination des graines pour la reforestation et pollinisation des plantes, etc.), il me semble essentiel de prendre des mesures pour endiguer la régression de l'avifaune locale.

Concernant les actions que nous menons pour lutter contre le dérèglement climatique, permettez-moi d'abord de souligner, qu'au contraire d'attitudes immodestes que vous nous prêtez, le collège et moi-même sommes très humbles face à l'immense défi auquel nous devons tous, collectivement, faire face pour rendre cette planète vivable pour cette génération et les suivantes. Nous nous attelons quotidiennement à mettre des actions ambitieuses, structurées et ambitieuses pour apporter la pierre forestoise à cet édifice. Pour prendre en compte tous les spectres des objectifs climatiques et environnementaux, une politique climatique se doit de se structurer autour de deux volets : l'atténuation des émissions directes et indirectes ainsi que les stratégies d'adaptation

Le premier volet (atténuation des émissions directes et indirectes) comprend généralement la lutte contre les gaz à effet de serre. Les principaux émetteurs de GES à Bruxelles sont l'énergie utilisée par les bâtiments (résidentiel et tertiaire 61%) et les transports (29%). Donc vous avez tout à fait raison de dire qu'il faut améliorer les performances énergétiques des bâtiments. La Commune de Forest y travaille déjà depuis de nombreuses années. De nombreux gros investissements ont été effectués dans les différents bâtiments publics, des panneaux photovoltaïques ont été installés sur certains bâtiments, etc. Au dernier bilan, la consommation globale avait été diminuée de 27%. C'est un travail qui va être poursuivi dans les années à venir et qui va être renforcé par l'entrée de la Commune dans le programme régional PLAGE (Plan Local d'Action pour la Gestion Énergétique). En complément à ces actions, lors de l'instruction et de la délivrance des permis, nous incitons les propriétaires privés à améliorer les performances énergétiques de leurs bâtiments, notamment en nous appuyant sur les législations régionales (certificat PEB, bâtiment passif pour les nouvelles constructions, etc.) et, enfin, nous sommes en train de mettre sur pied des actions visant à sensibiliser les habitants sur les nombreuses primes et aides octroyées par la Région pour diminuer la consommation énergétique des habitants.

Quant à l'aspect mobilité qui représente une part importante dans les émissions directes, il s'agit de toutes les actions qui sont menées par ma collègue Echevine de la Mobilité pour offrir des alternatives à l'utilisation de la voiture quotidienne (Garages vélos sécurisés, rues apaisées, nouveau plan de mobilité communal, actions de sensibilisation, etc.)

Concernant le deuxième volet, les stratégies d'adaptation. Il s'agit de prendre en compte le fait que le dérèglement climatique a déjà des effets très visibles sur notre vie quotidienne (Les périodes de sécheresse de plus en plus récurrentes, par exemple) et de prendre des mesures pour réduire la vulnérabilité vis-à-vis des incidences du changement climatique ou à se mettre en position de tirer avantage de leurs effets bénéfiques.

Pour faire court, un des moyens les plus efficaces pour y arriver est de développer et renforcer les maillages verts et bleus car ils apportent de nombreux bénéfices qui sont largement documentés dans la littérature scientifique :

- Amélioration de la qualité de l'air ;
- Régulation naturelle des températures en ville ;
- Réduction de la prévalence de nombreuses maladies et amélioration de la santé mentale ;

- Augmentation de la biodiversité dans les villes.

Pour ce faire, diverses actions non-exhaustives sont entreprises :

1. Le permis de végétaliser sur l'ensemble du territoire communal en soutien aux initiatives citoyennes ;
2. Une pépinière communale visant à produire localement des plantes indigènes (et sauvages), adaptées aux conditions climatiques à venir, pour renforcer la végétalisation et la biodiversité à Forest ;
3. Développement d'une Tiny Forest ;
4. La végétalisation comme levier pour mener une gestion de l'eau et prévenir les inondations, tout en renforçant la biodiversité : Les jardins de pluie sont des ouvrages réalisés dans un espace vert pour temporiser et infiltrer les eaux de pluie. Celles-ci seront ensuite évacuées par infiltration naturelle dans le sol. Plantés avec des végétaux qui supportent les variations climatiques (périodes alternées de sécheresse et d'inondations), ils participent à l'embellissement des jardins espaces publics et au développement de la biodiversité.

Ainsi, plusieurs jardins de pluie vont être installés dans les mois à venir :

- Avenue des villas à côté du parc de Forest et au croisement avenue des châtaignes/chaussée de Bruxelles ;
- Dans le cadre du réaménagement des avenues Bempt, Kersbeek, Verrerie (actuellement en chantier) ;
- Et dans le cadre du projet « Tracé de l'eau », financé par le Contrat de Quartier Abbaye, au niveau des rues Vanpé, Dries et square de l'eau (chantier en cours également).

5. L'urbanisme comme levier pour renforcer la végétalisation :

La législation prévoit actuellement une obligation de végétaliser les toitures plates lorsqu'elles ont une superficie d'au moins 100m². La Commune de Forest, lorsque la configuration s'y prête, va plus loin et impose des toitures vertes même lorsque les superficies minimales ne sont pas atteintes.

Par ailleurs, le service urbanisme impose, désormais, aux demandeurs que des dispositifs favorisant la faune (nichoirs, etc.) soient intégrés dans le projet immobilier, lorsque la configuration s'y prête. Cela contribue également à renforcer la biodiversité.

6. Etc.

Comme vous pouvez le lire, il ne s'agit aucune de faire du « cosmétique » mais de mener des d'actions structurées, complémentaires tout en étant conscient qu'il reste encore beaucoup de travail à mener.

Question de Madame Stéphanie Koplowicz à Monsieur Alain Mugabo :

Je constate que le projet va être coconstruit avec les citoyens et que même des poules vont être mises chez les gens du quartier. C'est super mais qu'est-ce qui est concrètement prévu pour cette co-construction ? Est-ce que les gens ont été informés ? Merci pour la longue réponse très détaillée mais y aurait-il moyen d'avoir des précisions quant à la concertation et l'implication des habitants ?

Réponse de Monsieur Alain Mugabo

C'est un projet qui se fait en collaboration avec la commune de Saint-Gilles. Il y a une personne engagée sous le pay-roll de Saint-Gilles mais qui va travailler aussi pour Forest et qui sera chargée de mettre cela en place. Cet engagement se fera dans les semaines à venir, donc c'est difficile de donner plus d'informations à ce stage.

Monsieur Alain Mugabo s'engage à tenir informé le conseil de la situation et propose la mise en place d'une commission qui pourra discuter de manière plus détaillée sur toutes les questions qui concernent la question climatique et la gestion de la biodiversité.

Antwoord van de heer Alain Mugabo:

Beste gemeenteraadslid,

Bedankt voor deze interpellatie en voor de gelegenheid die het mij biedt om verduidelijking te geven bij dit project en de acties die wij ondernemen om de klimaatverandering en de achteruitgang van de biodiversiteit aan te pakken.

In tegenstelling tot wat u misschien hebt begrepen, is er geen sprake van een herinrichting van de

Koningslaan.

Het is een project dat wordt gedragen door de gemeenten Sint-Gillis en Vorst, en dat wordt gefinancierd in het kader van het Stadsvernieuwingscontract Koning, dat op beide gemeenten betrekking heeft.

Zoals elk project maakt het deel uit van een basiskader dat de contouren van het project, de doelstellingen en met name de opstelling van een begroting bepaalt. Deze contouren kunnen uiteraard evolueren, verfijnd worden ... in functie van de contacten met de omwonenden, want er is wel degelijk voorzien dat de inwoners hun inbreng kunnen leveren en samen met het gemeentepersoneel van Vorst en Sint-Gillis het project kunnen opbouwen.

Concreet wordt dit project een circulair geheel van gelijktijdig uitgevoerde acties die elkaar aanvullen:

- Aanplantingen van grassen in de openbare ruimte, om de kippen in de buurt te voeden, mussen aan te trekken en bij te dragen tot de lokale biodiversiteit;

Kippen bij particulieren en in twee collectieve ruimten (locatie nog te bepalen) hebben het voordeel dat ze het organisch afval van de gezinnen drastisch verminderen, eieren produceren, mussen aantrekken (mussen voeden zich met dezelfde granen als kippen en delen dus hun voorraadkast, ze rollen graag in de aarde die kippen door het pikken omdraaien, maar bovenal gebruiken ze kippenveren om hun nest te maken), mensen sensibiliseren en weer in contact te brengen met dieren en planten. Net als volkstuinen bieden collectieve kippenhokken mensen de mogelijkheid om samen te komen, hen te motiveren rond een gemeenschappelijk project en dragen ze bij aan het gevoel van welzijn;

- Het oogsten en verwerken van graan en zelf brood maken sensibiliseert mensen om zelf hun voedsel te produceren en te ijveren voor duurzame voeding. Feestelijke en gezellige momenten bieden ook het voordeel dat ze mensen samenbrengen, zodat ze hun culturele ervaringen kunnen uitwisselen en iets bijleren;

- Workshops en animaties rond de stedelijke biodiversiteit, de voedselcyclus en de correlatie tussen de verschillende aspecten van het project, afvalvermindering, duurzame voeding, ... maken het ook mogelijk om de hele bevolking te sensibiliseren, samen te brengen en iets bij te leren;

- Plaatsing van nestkastjes voor mussen;

- Restauratie van de broodoven van de Drukkerij;

- Animaties op scholen.

Zoals u kunt lezen, is dit helemaal geen oppervlakkig project, integendeel. Zoals u weet, wordt 10% van de vogelsoorten op Europees niveau bedreigd, en Brussel heeft in 25 jaar 95% van zijn mussen verloren.

Wetende dat vogels een belangrijke rol spelen in de biodiversiteit en ons ecosysteem (eten insecten die schadelijk zijn voor de landbouw, verspreiden zaden voor herbebossing, bestuiven planten, ...), lijkt het me essentieel om maatregelen te nemen om de achteruitgang van de lokale avifauna een halt toe te roepen.

Wat betreft de acties die we ondernemen om de klimaatverandering te bestrijden, wil ik benadrukken dat het College en ik - in tegenstelling tot de onbescheiden houding die u aanneemt - zeer nederig zijn ten aanzien van de immense uitdaging die we allemaal, collectief, moeten aangaan om deze planeet leefbaar te maken voor deze generatie en de volgende. We werken dagelijks aan het opzetten van gestructureerde en ambitieuze acties om als gemeente ons steentje bij te dragen.

Om rekening te houden met alle spectrums van de klimaat- en milieudoelstellingen moet een klimaatbeleid worden gestructureerd rond twee componenten: de matiging van rechtstreekse en onrechtstreekse uitstoot en aanpassingsstrategieën.

De eerste component (matiging van rechtstreekse en onrechtstreekse uitstoot) omvat de strijd tegen broeikasgassen. De belangrijkste uitstoters van broeikasgassen in Brussel zijn de energie die wordt gebruikt door gebouwen (residentieel en tertiair 61%) en het transport (29%). U hebt dus volkomen gelijk als u zegt dat de energieprestaties van gebouwen moeten worden verbeterd. De gemeente Vorst werkt daar al vele jaren aan. Er zijn veel grote investeringen gedaan in de verschillende openbare gebouwen, er zijn zonnepanelen gelegd op bepaalde gebouwen, ... Op de laatste balans was het totale verbruik met 27% gedaald. Deze werkzaamheden zullen de komende jaren worden voortgezet en ook versterkt door de opname van de gemeente in het gewestelijk programma PLAGÉ (lokaal actieplan voor energiebeheer). Naast deze acties moedigen we bij het onderzoek en de afgifte van de vergunningen de privé-eigenaars aan om de energieprestatie van hun panden te verbeteren, met name op basis van de gewestelijke wetgeving

(EPB-certificaat, passief-nieuwbouw, ...) en ten slotte voeren we acties om de inwoners te sensibiliseren voor de vele aanmoedigingspremies en steun die het Gewest verleent om hun energieverbruik te verminderen.

Wat het mobiliteitsaspect betreft - dat verantwoordelijk is voor een groot deel van de directe uitstoot - gaat het om alle acties die mijn collega-schepen voor mobiliteit heeft uitgevoerd om alternatieven te bieden voor het dagelijkse autogebruik (beveiligde fietsgarages, rustige straten, nieuw gemeentelijk mobiliteitsplan, sensibiliseringsacties, ...).

Wat de tweede component betreft, de aanpassingsstrategieën. Er moet rekening worden gehouden met het feit dat de klimaatverandering al zeer zichtbare gevolgen heeft op ons dagelijks leven (bv. steeds vaker terugkerende droogteperioden) en er moeten maatregelen worden genomen om de kwetsbaarheid voor de gevolgen van de klimaatverandering te verminderen of ervoor zorgen dat er gebruik wordt gemaakt van de gunstige effecten ervan.

Kortom, een van de meest effectieve manieren om dat te doen is het ontwikkelen en versterken van groene en blauwe mazen, aangezien die veel voordelen bieden die uitgebreid gedocumenteerd zijn in de wetenschappelijke literatuur:

- Verbetering van de luchtkwaliteit;
- Natuurlijke regulering van de temperatuur in de stad;
- Verlaging van de prevalentie van verschillende ziektes en verbetering van de mentale gezondheid;
- Verhoogde biodiversiteit in de stad.

Daartoe worden er verschillende acties ondernomen (niet-exhaustief):

1. De toelating om beplantingen aan te brengen op het hele gemeentelijke grondgebied, ter ondersteuning van burgerinitiatieven.
2. Een gemeentelijke plantenkwekerij heeft als doel om inheemse (en wilde) planten lokaal te produceren die aangepast zijn aan de toekomstige klimatologische omstandigheden, om Vorst nog groener en biodiverser te maken.
3. Aanplanting van een 'Tiny Forest';
4. Vergroening als hefboom voor waterbeheer en overstromingspreventie, ter versterking van de biodiversiteit. Regentuinen worden aangelegd in een groene ruimte om regenwater te temporiseren en te laten insijpelen. Dit water wordt dan afgevoerd door natuurlijke infiltratie in de bodem. Ze worden beplant met planten die bestand zijn tegen klimaatschommelingen (wisselende perioden van droogte en overstromingen) en dragen bij aan de verfraaiing van de openbare tuinen en de ontwikkeling van de biodiversiteit.

Zo worden er de komende maanden verschillende regentuinen aangelegd:

- Villalaan langs het Park van Vorst en kruispunt Kastanjestraat/Brusselsesteenweg;
- In het kader van de heraanleg van de Bempt-, Kersbeek- en Glasblazerijlaan (momenteel aan de gang);
- En in het kader van het project Watertraject, gefinancierd door het Wijkcontract Abdij, op het niveau van de Vanpéstraat, de Driesstraat en de Watersquare (werkzaamheden ook in uitvoering).

5. Stedenbouw als hefboom voor de vergroening:

De wetgeving voorziet momenteel in een verplichting om groen aan te planten op platte daken als ze een oppervlakte hebben van minstens 100 m². Als de configuratie zich ertoe leent, gaat de gemeente Vorst verder en legt ze groendaken op zelfs als de minimumoppervlakte niet bereikt is.

Bovendien legt de dienst stedenbouw de aanvragers nu de verplichting op om maatregelen ter bevordering van de fauna (nestkastjes, ...) op te nemen in het vastgoedproject als de configuratie zich ertoe leent. Dat draagt ook bij tot de versterking van de biodiversiteit.

6. Enz.

Zoals u kunt lezen, gaat het niet om oppervlakkige ingrepen, maar om gestructureerde, complementaire acties, weliswaar in het besef dat er nog veel werk aan de winkel is.

Vraag van mevrouw Stéphanie Koplowics aan de heer Alain Mugabo

Ik stel vast dat het project samen met de burgers zal worden opgezet en dat er zelfs kippen bij de buurtbewoners zullen komen. Dit is geweldig, maar wat is er concreet gepland voor deze co-constructie?

Zijn de mensen geïnformeerd? Bedankt voor het lange en zeer gedetailleerde antwoord, maar zouden we meer details kunnen krijgen over het overleg en de betrokkenheid van de wijkbewoners?

Antwoord van de heer Alain Mugabo

Het is een project in samenwerking met de gemeente Sint-Gillis. Er wordt een persoon aangeworven op de loonlijst van Sint-Gillis, maar die ook voor Vorst zal werken en die het project in de praktijk zal omzetten. De aanwerving zal in de komende weken plaatsvinden, dus het is moeilijk om momenteel meer informatie te geven.

De heer Alain Mugabo verbindt zich ertoe de Raad op de hoogte te houden en stelt voor een commissie op te richten die alle vragen rond klimaat en biodiversiteit kan bespreken.

2 annexes / 2 bijlagen

35 **Interpellation concernant les boîtes à livres (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale)**

Bonsoir Betty,

Je souhaiterais interpellier le Collège et particulier l'Echevin Charles Spappens sur le point suivant : Les boîtes à livres sont un vecteur d'échange de culture et de récréation apprécié des habitants. Placées à différents endroits-clés de la commune, elles connaissent, je crois, un certain succès. Plusieurs d'entre-elles semblent cependant de faible qualité et ont aussi très rapidement perdu leur « porte » de protection ce qui est très ennuyeux en cas de pluie puisque les ouvrages risquent d'être détremés.

Au vu de ce qui précède, pouvez-vous m'indiquer :

- Combien de boites à livres se trouvent sur le territoire forestois ?
- Ont-elles toutes le même format ?
- Comptez-vous prendre des mesures afin d'améliorer leur qualité et leur résistance au temps?

Je vous remercie,
Isabelle Maduda

Interpellatie betreffende de boekenboxen (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid)

De boekenboxen zijn een instrument voor culturele uitwisseling en ontspanning dat erg gewaardeerd wordt door de bewoners. Ze bevinden zich op verschillende sleutelplekken in de gemeente en kennen, geloof ik, een zeker succes. Sommige blijken evenwel van slechte kwaliteit te zijn en hebben ook zeer snel hun beschermend "deurtje" verloren, wat erg vervelend is in geval van regen aangezien de boeken het risico lopen nat te worden.

Gezien wat voorafgaat, kan u mij vertellen:

- Hoeveel boekenboxen bevinden er zich op het Vorstse grondgebied?
- Hebben ze allemaal hetzelfde formaat?
- Bent u van plan maatregelen te nemen om hun kwaliteit en weerbestendigheid te verbeteren?

Ik dank u,
Isabelle Maduda

Réponse de Monsieur Charles Spapens :

« Madame la Conseillère,

Je vous remercie pour votre interpellation.

Ce projet de boîte à livres dans l'espace public est porté tant par des habitants que par la commune (BIBLIF et BIB). La demande est grande et partagée au sein de différents quartiers de pouvoir échanger et profiter de ces découvertes littéraires et permettre un accès à la culture. Cela favorise le lien social, encourage une économie du partage et du don.

Nous avons placé 7 boîtes à livre par la commune, dont 6 au même format. Les autres boîtes sont portées par des riverains et/ ou associations.

En ce qui concerne le modèle communal, il est vrai que le modèle livré par le fournisseur désigné n'est pas adéquat et présente des inconvénients importants à la mise en place de ce projet. J'en suis conscient et le service également. Nous allons donc rectifier cela et faire en sorte que les prochaines boîtes placées soit optimales, efficaces et répondent au besoin.

C'est un projet qui nous tient à cœur et nous ferons en sorte qu'il puisse se poursuivre et dans de meilleures conditions techniques.

Merci à vous, Charles Spapens.»

Antwoord van de heer Charles Spapens:

“Beste gemeenteraadslid,

Ik dank u voor uw interpellatie.

Dit project van een openbare boekenbox wordt gedragen door zowel de bewoners als de gemeente (BIBLIF en BIB). Er is een grote vraag in verschillende wijken om deze literaire ontdekkingen uit te wisselen en ervan te genieten en de toegang tot cultuur te bevorderen. Dat bevordert de sociale samenhang en stimuleert de deel- en geefconomie.

De gemeente heeft 7 boekenboxen geplaatst, waarvan 6 van hetzelfde formaat. De andere boxen worden gedragen door buurtbewoners en/of verenigingen.

Wat het gemeentelijke model betreft, klopt het dat het door de aangewezen leverancier geleverde model niet erg geschikt is en nadelen heeft voor dit project. Ik ben me daarvan bewust en de dienst ook. We zullen dat dan ook rechtzetten en ervoor zorgen dat de volgende geplaatste dozen optimaal en doeltreffend zijn en aan de behoefte voldoen.

Het is een project dat ons na aan het hart ligt en we zullen ervoor zorgen dat het kan doorgaan, in betere technische omstandigheden.

Bedankt, Charles Spapens.”

1 annexe / 1 bijlage

36 Interpellation concernant les commerces de la place de l'Altitude Cent (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale)

Bonsoir Betty,

Je souhaiterais interpellier le Collège et particulier l'Echevine Esmeralda Van Den Bosch et l'Echevin Charles Spappens sur les commerces de la Place de l'Altitude Cent :

La crise sanitaire a eu un impact important sur le commerce forestois en général et en particulier sur celui

de l'Altitude Cent. Ce quartier profite de clients de passage qui sont encore à l'heure actuelle moins nombreux qu'en temps normal.

Depuis le déconfinement, avez-vous déjà eu des contacts avec l'Association des commerçants de l'Altitude cent? Si oui, pouvez-vous me faire part de leur état d'esprit ? Quelles sont les aides que vous avez pu leur proposer ?

Par ailleurs, en ce qui concerne le stationnement, réfléchissez-vous à des formes de soutien ? Envisagez-vous, par exemple, comme cela se fait dans d'autres communes bruxelloises, d'élargir le ticket de stationnement gratuit de 15 à 30 minutes dans les zones rouges?

Je vous remercie,

Isabelle Maduda

Interpellatie betreffende de handelszaken van het Hoogte Honderdplein (op vraag van Mevrouw Maduda, gemeenteraadslid)

De gezondheidscrisis heeft een aanzienlijke invloed gehad op de handel in Vorst in het algemeen en in het bijzonder in de Hoogte Honderdwijk. Deze wijk moet het hebben van passerende klanten die momenteel nog steeds minder talrijk zijn dan in normale tijden.

Heeft u sinds de versoepeling van de Coronamaatregelen reeds contact gehad met de handelaarsvereniging van het Hoogte Honderdplein? Zo ja, kun je me dan laten weten hoe hun gemoedstoestand is? Welke hulp heeft u hen kunnen bieden?

Overigens, wat het parkeren betreft, denkt u na over vormen van ondersteuning? Overweegt u bijvoorbeeld, zoals in andere Brusselse gemeenten, om het gratis parkeerticket te verlengen van 15 naar 30 minuten in de rode zones?

Ik dank u,

Isabelle Maduda

Réponse de Monsieur Charles Spapens et Madame Esmeralda Van den Bosch :

Monsieur Charles Spapens :

« Madame la Conseillère,

Merci pour votre interpellation qui me permet de développer les démarches entreprises pour nos commerces.

L'association des commerçants de l'Altitude 100 n'existe pas encore mais la dynamique est lancée, impulsée par les commerçants, le service commerce, HUB et moi-même.

Plusieurs rencontres ont eu lieu avant le confinement, avec certains commerçants. Je me suis rendu à l'une d'entre elles. Malheureusement cet élan a été stoppé durant le confinement et doit reprendre quand les commerçants auront le temps de s'y consacrer. Actuellement il est important de les soutenir, de les accompagner et de rappeler à tous : à Forest j'achète local.

Mes rencontres depuis le déconfinement sont individuelles et plus ponctuelles afin de répondre à leur question et les accompagner au mieux dans la mise en application des mesures et surtout dans le soutien à leur réouverture.

L'état d'esprit n'est pas identique pour chaque commerce. Certains ont énormément souffert de la fermeture, d'autres ont au contraire vu leur vente augmentée. Je ne peux donc pas donner un sentiment global sur la situation car chaque cas est individuel avec des conséquences différentes.

Le service commerce a réalisé une permanence téléphonique durant le confinement et déconfinement.

Nous sommes allés à leur rencontre pour expliquer les aides existantes tant régionales que communales (taxes supprimées, traçage des distances en voirie, plexiglas à prix coutants, placement de nadars pour leur

terrasse,...). Plusieurs courriers leur ont été adressés avec explication des mesures sanitaires et explications des différentes aides auxquelles ils pouvaient faire appel.

Pour la réouverture des horecas, nous avons tout mis en place pour que chaque horeca puisse étendre sa terrasse afin de ne pas perdre un nombre de couvert trop conséquent, tout en respectant les distanciations sociales. Tout a été lancé avant la date de reprise pour assurer aux commerçants une reprise un peu plus sereine.

Vu la tâche de travail et la reprise du travail, nous relancerons les réunions pour l'organisation de l'association de commerçants quand eux seront prêts et demandeurs de poursuivre cette démarche déjà bien avancée et nous restions tant le service que moi-même disponibles pour tout soutien.

Merci à vous.

Charles Spapens »

Madame Esmeralde Van den Bosch :

“Geachte mevrouw Maduda,

Erg bedankt voor uw interpellatie. Steunmaatregelen in de vorm van een uitbreiding van het gratis kwartier parkeren worden niet overwogen. Uit onderzoek van het Kennisplatform Verkeer en Vervoer, een Nederlands kenniscentrum dat werkt aan kennisopbouw op het vlak van mobiliteit op maat van lokale overheden, blijkt immers dat parkeercapaciteit en parkeerkostprijs geen of nauwelijks invloed hebben op de omzet van de detailhandel in middelgrote gemeenten en dat blijkt ook uit een enquête van HUB van enkele jaren geleden, dat lokale handelaars in Vorst hoofdzakelijk klanten over de vloer krijgen die zich te voet of met het openbaar vervoer verplaatsen.. Bovendien bestaat er niet zoiets als ‘gratis parkeren’, indien we dit gratis kwartier verlengen, schuiven we de kostprijs door naar het gemeentebudget, wat ertoe leidt dat er minder gemeentegelden beschikbaar zijn voor andere functies. ”

Antwoord van de heer Charles Spapens en mevrouw Esmeralda Van den Bosch:

De heer Charles Spapens:

“Beste gemeenteraadslid,

Bedankt voor uw interpellatie, die mij de mogelijkheid biedt om toelichting te geven bij de initiatieven die voor onze bedrijven werden genomen.

De handelaarsvereniging Hoogte 100 bestaat nog niet, maar de dynamiek is op gang gebracht, onder impuls van de handelaars, de dienst handel, HUB en mijzelf.

Vóór de lockdown vonden er een aantal bijeenkomsten plaats met enkele handelaars. Ik heb er één bijgewoond. Helaas werd dit elan door de lockdown gestopt en zou het moeten worden hervat als de handelaars tijd hebben om zich erop toe te leggen. Op dit moment is het belangrijk om hen te ondersteunen, te begeleiden en iedereen eraan te herinneren: in Vorst koop ik lokaal.

Sinds de versoepeling heb ik individuele en meer punctuele contacten, om hun vragen te beantwoorden en hen zo goed mogelijk te begeleiden bij de uitvoering van de maatregelen en vooral in het kader van de ondersteuning bij de heropening.

De gemoedstoestand is niet voor elke handel identiek. Sommigen hebben enorm geleden onder de sluiting, terwijl anderen juist hun omzet hebben zien stijgen. Ik kan dus geen algemene indruk geven van de situatie, omdat elk geval afzonderlijk is en verschillende gevolgen heeft.

De dienst handel heeft een telefoonpermanentie opgezet tijdens de lockdown en daarna. We gingen naar hen toe om te wijzen op de regionale en gemeentelijke steunmaatregelen (schrapping van heffingen, markeren van afstanden op de grond, plexiglas tegen kostprijs, plaatsing van drankhekken voor terrassen, ...). Er werden hun verschillende brieven gestuurd met uitleg over de voorzorgsmaatregelen en de hulpmiddelen waarop zij een beroep kunnen doen.

Voor de heropening van de horeca hebben we alles in het werk gesteld om ervoor te zorgen dat elk etablissement zijn terras kan uitbreiden om niet te veel tafels te moeten schrappen, met inachtneming van de sociale afstanden. Alles is vóór de datum van de heropening opgestart om een serener herstel voor de winkeliers te garanderen.

Wij zullen de vergaderingen voor de organisatie van de handelaarsvereniging opnieuw opstarten wanneer zij klaar zijn en bereid zijn om dit reeds goed gevorderde proces voort te zetten. Zowel de dienst als ikzelf blijven beschikbaar voor eventuele ondersteuning.

Bedankt.

Charles Spapens”

Mevrouw Esmeralda Van den Bosch:

“Geachte mevrouw Maduda,

Erg bedankt voor uw interpellatie. Steunmaatregelen in de vorm van een uitbreiding van het gratis kwartier parkeren worden niet overwogen. Uit onderzoek van het Kennisplatform Verkeer en Vervoer, een Nederlands kenniscentrum dat werkt aan kennisopbouw op het vlak van mobiliteit op maat van lokale overheden, blijkt immers dat parkeercapaciteit en parkeerkostprijs geen of nauwelijks invloed hebben op de omzet van de detailhandel in middelgrote gemeenten en dat blijkt ook uit een enquête van HUB van enkele jaren geleden, dat lokale handelaars in Vorst hoofdzakelijk klanten over de vloer krijgen die zich te voet of met het openbaar vervoer verplaatsen.. Bovendien bestaat er niet zoiets als ‘gratis parkeren’, indien we dit gratis kwartier verlengen, schuiven we de kostprijs door naar het gemeentebudget, wat ertoe leidt dat er minder gemeentegelden beschikbaar zijn voor andere functies.”

1 annexe / 1 bijlage

37 **Interpellation concernant l'évaluation et la concertation citoyenne autour des zones jeux de la chaussée de Bruxelles et de l'avenue Massenet (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal)**

En raison du confinement et afin de garantir la distanciation sociale, certaines communes bruxelloises ont transformé des rues en zones de rencontre pour une période bien déterminée. A Forest, on se distingue en mettant en place non pas des « zones de rencontre » (limitées à 20km/h, accessibles à tous, mais avec une priorité aux piétons et cyclistes), mais des « zones de jeux » (fermées aux automobilistes à l'exception des riverains). Mon collègue Marc Loewenstein l'avait encore rappelé lors du conseil communal du 19 mai dernier. Il avait alors déjà abordé le manque de cohérence dans le choix du type de zone, la nécessité d'évaluer les reports de charge, l'accès des véhicules de secours, mais aussi, et j'y tiens particulièrement, la concertation citoyenne.

Nous ne sommes pas contre le principe de ces modifications pour améliorer la qualité de vie des riverains. Nous sommes favorables à la mise en place de zones de rencontre ou de zones de jeux. Personne n'est contre des aménagements qualitatifs pour les piétons, pas mêmes les riverains qui dénoncent la situation actuelle. Ces zones doivent néanmoins se faire de façon concertée, sur des voiries bien spécifiques et, plus précisément pour les zones de jeux, elles doivent rester limitées dans le temps. Or, la manière dont ces zones de jeux ont été mises en place, la durée et les périodes de l'application cette modification nous font réagir.

Ces changements ont bouleversé la vie de tous les jours de beaucoup de riverains. Il est vrai que moins de passage de voitures et un espace public de jeux sont des arguments positifs pour la qualité de vie. Mais comme la mobilité dans le quartier a été complètement chamboulée, les conséquences néfastes sont très importantes aussi. Et si la majorité se veut être juste et équitable, elle ne peut décider de fermer une voirie, y améliorer les qualités de vie et de l'air, et ne pas tenir compte des reports de charges, des reports du trafic et de la pollution sur les riverains des voiries voisines.

Si nous recevons des informations d'un petit groupe de riverains qui voudrait que la situation devienne permanente, ils nous semblent qu'il est très important d'organiser une discussion citoyenne avec TOUS les

riverains. La participation citoyenne doit se faire avec tout le monde.

Cette modification de la circulation pendant la période de confinement a permis de mettre en évidence les avantages et les inconvénients de cette situation. Même si vous avez marqué votre intention de laisser passer l'été, nous estimons que le temps est déjà à l'évaluation. Ce n'est ni sérieux, ni objectif d'évaluer une mesure sur la mobilité pendant les vacances. Les conclusions seront clairement biaisées. Et vu que la période de confinement est quasi derrière nous, la mesure temporaire visant à aider à la distanciation sociale ne devrait plus avoir lieu d'être. Les aménagements actuels, 7 jours sur 7, de 8h à 20h, pourraient par exemple être remplacés par des zones de jeux les weekends, et pas seulement sur les voiries visées aujourd'hui.

Encore une fois, nous rappelons que DeFI n'est pas opposé au principe de ces zones apaisées, mais nous insistons sur le fait qu'il faut absolument respecter un « vivre ensemble », la cohésion et la concertation. Une réflexion générale sur tous ces changements doit être mise en place avec tous les riverains. Il doit sûrement y avoir une solution qui favorise tout le monde. Et de tels changements imposent aussi bien sûr de prendre en considération les activités professionnelles dans la zone et les contraintes en matière.

Plusieurs questions doivent être posées :

1. Ambulances, pompiers et police doivent pouvoir intervenir dans les plus brefs délais dans ces zones en cas de danger ou d'urgence. Cela doit être une priorité absolue. Quelles mesures allez-vous prendre pour régler ce projet et assurer leur accessibilité faciles aux véhicules d'urgence ?
2. La sécurité des enfants dans les rues est également un point très important. Des riverains m'ont signalé que les enfants font des courses de skate board sans surveillance. Comment assurez-vous la sécurité des enfants ?
3. Des coups dans les voitures stationnées dans la rue ont été signalés. La responsabilité des parents doit être mise en avant car la police ne peut pas surveiller cette grande pleine de jeu. Qu'en est-il de ce type de dégâts et qui prendra en charge ces frais ? Qu'est-ce qui est fait pour préserver l'intégrité des biens des Forestois ?
4. Le report de charges sur les autres rues posent également un problème important. La rue des Alliés, l'avenue Van Volxem et la rue du Melon ont vu le trafic automobile augmenter. Depuis la fermeture de l'avenue Massenet, l'avenue Reine Marie-Henriette est le matin et le soir en embouteillage depuis la place Albert. Vous avez décidé de fermer Massenet pour préserver Melon (et Massenet), allez-vous dans la même logique fermer Alliés, Marie-Henriette... ?
5. En ce qui concerne l'argument d'avoir moins de pollution, c'est un leurre car il y a tout autant de véhicules qui roulent au pas dans d'autres rues... Disposez-vous de mesures de la qualité de l'air dans la zone impactée par les zones de jeux ? Si oui, pourriez-vous nous les fournir ? A défaut, ne pensez-vous pas utile d'en réaliser et d'objectiver la situation ?
6. Quid de l'impact de cette mesure sur les transports publics et, plus particulièrement, sur les bus qui passent par Reine Marie-Henriette ? Les bus y accumule des retards alors même que vous en encouragez l'usage...
7. Comment allez-vous vous organiser lorsque les matchs de l'Union reprendront ?
8. N'oubliez pas que nous sommes entre deux parcs magnifiques et que l'emplacement de cette zone de jeux ne nous semble pas indispensable pendant ces très et trop larges plages horaires. Qu'en pensez-vous ? Pourquoi ne pas plutôt privilégier des espaces apaisés là où il n'y en a pas ou peu. Même si nous nous interrogeons toujours sur la pertinence de la zone de jeux par rapport à la zone de rencontre, le choix du quartier Saint-Antoine est pertinent, mais il y en a d'autres.
9. Enfin, si les zones de jeux sont prévue de 8h à 20h, il est constaté dans les faits que les rues concernées restent bloquées entre 20h et 8h. Aucun agent communal ne vient déplacer les barrières matins et soirs. Quel est l'intérêt de mettre un panneau « de 8h à 20h » si, au final, c'est du 24h/24 , 7j/7 ??

Toutes ces questions doivent vous pousser à organiser rapidement et sérieusement un débat citoyen et une adaptation des mesures au regard de leurs effets. C'est de votre responsabilité.

Interpellatie betreffende de evaluatie en het burgeroverleg rond de speelzones van de Brusselsesteenweg en van de Massenetlaan (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadslid)

Omwille van de lockdown en om de sociale afstand te garanderen, hebben sommige Brusselse gemeenten straten voor een welbepaalde periode omgevormd tot ontmoetingszones. In Vorst onderscheidt men zich door geen "ontmoetingszones" in te stellen (beperkt tot 20 km/u, toegankelijk voor iedereen, maar met voorrang voor voetgangers en fietsers), maar "speelzones" (gesloten voor automobilisten, behalve voor omwonenden). Mijn collega Marc Loewenstein heeft ons daar tijdens de gemeenteraad van 19 mei jl. nog aan herinnerd. Hij had al gewezen op het gebrek aan consistentie in de keuze van het type zone, de noodzaak om de verkeersverschuivingen en de toegang voor voertuigen van hulpdiensten te evalueren, maar ook, en dat is iets waar ik bijzonder veel waarde aan hecht, het gebrek aan burgeroverleg.

Wij zijn niet tegen het principe van deze veranderingen om de levenskwaliteit van de omwonenden te verbeteren. Wij zijn voorstander van het inrichten van ontmoetings- of speelzones. Niemand is tegen kwaliteitsvoorzieningen voor voetgangers, ook niet de buurtbewoners die de huidige situatie aanklagen. Deze zones moeten evenwel in overleg worden ingericht, op zeer specifieke wegen en, meer specifiek voor de speelzones, moeten ze beperkt blijven in de tijd. De manier waarop deze speelzones werden ingevoerd, de duur en de openingstijden doen ons reageren.

Deze veranderingen hebben het dagelijks leven van veel omwonenden verstoord. Het is waar dat minder autoverkeer en een openbare speelruimte positieve argumenten zijn voor de levenskwaliteit. Maar aangezien de mobiliteit in de buurt volledig op zijn kop is gezet, zijn de nefaste gevolgen ook zeer aanzienlijk. En als de meerderheid eerlijk en billijk wil zijn, kan ze niet besluiten om een weg af te sluiten, er de kwaliteit van leven en lucht te verbeteren, en geen rekening te houden met de lastenverschuivingen, verkeersverschuivingen en vervuiling voor de bewoners van de naburige wegen.

Ook al krijgen we informatie van een kleine groep buurtbewoners die zou willen dat de situatie permanent wordt, het lijkt ons van groot belang om een burgerdiscussie te organiseren met ALLE buurtbewoners. Bij burgerparticipatie moet iedereen betrokken worden.

Deze verkeerswijziging tijdens de periode van lockdown heeft de voor- en nadelen van deze situatie duidelijk gemaakt. Ook al hebt u aangegeven dat u de zomer wilt laten voorbijgaan, wij zijn van mening dat het al tijd is voor een evaluatie. Het is niet serieus en ook niet objectief om een maatregel op vlak van mobiliteit tijdens de vakantie te evalueren. De conclusies zullen duidelijk vooringenomen zijn. En aangezien de periode van lockdown bijna achter de rug is, zou de tijdelijke maatregel om sociale afstand in de hand te werken niet langer nodig moeten zijn. De huidige inrichtingen, 7 dagen op 7, van 8u tot 20u, zouden bijvoorbeeld kunnen worden vervangen door speelzones in het weekend, en niet alleen op de vandaag beoogde wegen.

Wij herinneren u er nogmaals aan dat DÉFI niet tegen het principe van deze autoluwe zones is, maar wij benadrukken dat het absoluut noodzakelijk is om een "samenleven", samenhang en overleg te respecteren. Er moet met alle buurtbewoners nagedacht worden over al deze veranderingen. Er moet zeker een oplossing zijn die iedereen ten goede komt. En dergelijke veranderingen vereisen natuurlijk ook dat er rekening wordt gehouden met de professionele activiteiten in de zone en de beperkingen op dit gebied.

Er moeten verschillende vragen worden gesteld:

1. Ziekenwagens, brandweer en politie moeten in deze zones zo snel mogelijk kunnen ingrijpen in geval van gevaar of nood. Dit moet een topprioriteit zijn. Welke stappen gaat u ondernemen om dit aan te pakken en ervoor te zorgen dat de voertuigen van de hulpdiensten makkelijk toegang krijgen?
2. De veiligheid van kinderen op straat is ook een zeer belangrijk punt. Buurtbewoners hebben mij

gemeld dat kinderen zonder enig toezicht skateboardwedstrijden houden. Hoe verzekert u de veiligheid van de kinderen?

3. Er is melding gemaakt van deuken in auto's die in de straat stonden geparkeerd. De verantwoordelijkheid van de ouders moet naar voren worden gebracht want de politie kan geen toezicht houden op dit grote speelplein. Hoe zit het met dit soort schade en wie zal de kosten ten laste nemen? Wat wordt er gedaan om de integriteit van de eigendommen van de Vorstenaren te beschermen?
4. De lastenverschuiving naar de andere straten is tevens een groot probleem. In de Bondgenotenstraat, de Van Volxemlaan en de Meloenstraat is het autoverkeer toegenomen. Sinds de sluiting van de Massenetlaan zijn er in de Maria-Hendrikalaan elke ochtend en elke avond opstoppingen vanaf het Albertplein. U heeft besloten Massenet te sluiten om Meloen (en Massenet) te beschermen, gaat u volgens dezelfde logica Bondgenoten, Maria-Hendrika... sluiten?
5. Het argument om minder vervuiling te hebben, is bedrog want er zijn net zo veel voertuigen die stapvoets in andere straten rijden... Beschikken jullie over luchtkwaliteitsmetingen met betrekking tot de speelzones? Zo ja, kunt u ze ons dan bezorgen? Zo niet, denkt u niet dat het nuttig zou zijn om ze uit te voeren en de situatie te objectiveren?
6. Hoe zit het met de impact van deze maatregel op het openbaar vervoer en meer in het bijzonder op de bussen die via de Maria-Hendrikalaan rijden? De bussen lopen er steeds vaker vertragingen op, terwijl u het gebruik ervan aanmoedigt...
7. Hoe gaat u zich organiseren wanneer de wedstrijden van Union worden hervat?
8. Vergeet niet dat we ons tussen twee prachtige parken bevinden en dat de locatie van deze speelzone ons niet noodzakelijk lijkt gedurende deze zeer en te uitgebreide tijdsblokken. Wat denkt u daarvan? Waarom niet eerder de voorkeur geven aan autoluwe ruimten daar waar er geen of weinig zijn. Ook al stellen we ons nog steeds vragen over de relevantie van de speelzone ten opzichte van de ontmoetingszone, is de keuze van de Sint-Antoniuswijk relevant, maar er zijn er nog andere.
9. Tot slot, hoewel de speelzones voorzien zijn van 8u tot 20u, wordt in werkelijkheid vastgesteld dat de betrokken straten tussen 20u en 8u geblokkeerd blijven. Er komt geen enkele gemeentelijke beambte de hekken 's morgens en 's avonds verplaatsen. Wat heeft het voor zin om een bord "van 8u tot 20u" te plaatsen als het uiteindelijk 24u/24, 7d/7 is?

Al deze vragen moeten u ertoe aanzetten om snel en ernstig een burgerdebat te organiseren en de maatregelen aan te passen met het oog op de gevolgen ervan. Dit is uw verantwoordelijkheid.

Monsieur Xavier Jans prend la parole :

Avant de commencer mon interpellation, je voudrais signaler votre attitude très peu cavalière envers les citoyens qui voulaient faire 2 interpellations citoyennes ce mardi. Ils ont appris ce lundi 6 juillet dans la matinée, la veille donc de notre conseil communal, que les interpellations étaient annulées et reportées à plus tard, sans plus d'explication. Cette attitude est tout à fait irrespectueuse et n'a pas été appréciée par les citoyens. Cela montre un manque flagrant d'éthique citoyenne. Personnellement, je ne m'attendais pas du tout à une attitude comme cela de votre part. Par respect pour nos concitoyens, j'espère que vous serez attentifs à mes deux interpellations qui sont un relai des interventions citoyennes.

Dans un premier temps, en raison du confinement et afin de garantir la distanciation sociale, certaines communes bruxelloises ont transformé des rues en zone de rencontre pour une période bien déterminée. A Forest, on se distingue encore une fois en mettant en place non pas des zones de rencontre, limitées à 20 kilomètres, à des heures accessibles à tous, mais avec une priorité aux piétons et cyclistes, mais à des zones de jeux fermées aux automobilistes, à l'exception des riverains. Mon collègue Marc Loewenstein l'avait encore rappelé lors du conseil communal du 19 mai dernier. Il avait déjà abordé le manque de cohérence

dans le choix du type de zone, la nécessité d'évaluer les reports de charge, l'accès des véhicules de secours mais aussi, et j'y tiens particulièrement, la concertation sociale. Que ce soit bien clair, nous ne sommes pas contre le principe de ces modifications pour améliorer la qualité de vie des riverains, nous sommes favorables à la mise en place de zones de rencontre ou de zones de jeux. Personne, et pas même les riverains qui dénoncent la situation actuelle, n'est contre des aménagements qualitatifs pour les piétons. Ces zones doivent néanmoins se faire de façon concertée sur des voiries bien spécifiques et plus précisément pour les zones de jeux. Elles doivent rester limitée dans le temps. Or, la manière dont ces zones de jeux ont été mises en place, la durée et les périodes de l'application de cette modification nous font réagir.

Ces changements ont bouleversé la vie de tous les jours de beaucoup de riverains. Il est vrai que moins de passage de voiture et un espace public de jeu sont des arguments positifs pour la qualité de vie. Mais comme la mobilité dans le quartier a été complètement chamboulée, les conséquences néfastes sont très importantes aussi. Et si la majorité se veut être juste et équitable, elle ne peut pas décider de fermer une voirie, ni améliorer les qualités de vie et de l'air et de ne pas tenir compte des reports de charges, du report du trafic et de la pollution sur les riverains des voiries voisines. Si nous recevons des informations d'un petit groupe de riverains qui voudrait que la situation devienne permanente, il nous semble qu'il est très important d'organiser une discussion citoyenne avec tous les riverains. La participation citoyenne doit se faire avec tout le monde. Il ne faut pas avoir peur de confronter ses idées et ses projets. Or, ce que l'on ressent et cela chez certains citoyens également, c'est que cette participation, vous l'organisez que quand cela vous arrange. Et si cette perception ne reflétait pas vos intentions, alors donnez des signaux d'une réelle écoute de tous les citoyens.

Cette modification de la circulation pendant la période de confinement a permis de mettre en évidence les avantages et les inconvénients de cette situation. Même si vous avez marqué votre intention de laisser passer l'été, nous estimons que le temps est déjà à l'évaluation. Ce n'est ni sérieux ni objectif d'évaluer une mesure sur la mobilité pendant les vacances. Les conclusions seront clairement biaisées. Et vu que la période de confinement est quasiment derrière nous, - je l'espère -, la mesure temporaire visant à aider à la distanciation sociale ne devrait plus avoir lieu d'être.

Les aménagements actuels 7 jours sur 7, de 8h00 à 20h, pourraient par exemple être remplacés par des zones de jeux les week-end et pas seulement sur les voiries visées aujourd'hui

En tant que mandataires soucieux du vivre ensemble et de la cohésion sociale, vous ne pouvez pas continuer à prendre des positions qui montent les citoyens les uns contre les autres.

L'écoute citoyenne est très importante et en particulier dans ce cas-ci, pour éviter d'imposer des changements à d'autres riverains. Encore une fois, nous rappelons que DÉFI n'est pas opposé au principe de ces zones apaisées, mais nous insistons sur le fait qu'il faut absolument respecter un vivre ensemble, la cohésion et la concertation.

Je vous dirai tout simplement que d'abord, je reprends la parole de certains citoyens. Il y a une pharmacienne de la chaussée de Bruxelles, qui a récolté plus de 1000 signatures lors d'une pétition contre la situation actuelle, un e-mail a été envoyé à tous les chefs de groupe et donc soyez à l'écoute de cette démarche. C'est très important. Je crois qu'il faut vraiment faire attention à cette écoute et pas imposer un système sans l'avoir partagé avec tout le monde. Il y a beaucoup de problèmes qui se posent qu'on pourrait peut-être discuter lors d'une concertation citoyenne que vous allez, - j'espère - organiser.

De heer Xavier Jans neemt het woord:

Voordat ik met mijn interpellatie begin, wil ik u wijzen op uw weinig galante houding ten opzichte van de burgers die dinsdag twee burgerinterpellaties wilden doen. Op maandagochtend 6 juli, de dag voor onze gemeenteraad, vernamen ze dat de interpellaties werden afgelast en uitgesteld, zonder verdere uitleg. Deze houding is volstrekt respectloos en werd door de burgers niet gewaardeerd. Het toont een flagrant gebrek aan burgerethiek. Persoonlijk had ik zo'n houding van u helemaal niet verwacht. Uit respect voor onze medeburgers hoop ik dat u aandacht zult besteden aan mijn twee interpellaties, die de interventies van de burgers weergeven.

Eerst hebben enkele Brusselse gemeenten, omwille van de lockdown en om de sociale afstanden te waarborgen, straten voor een bepaalde periode omgevormd tot 'erven'. In Vorst doet men het weer eens anders, door geen 'erven' in te stellen, beperkt tot 20 kilometer en voor iedereen toegankelijk maar met voorrang voor voetgangers en fietsers, maar wel 'speelstraten' die afgesloten zijn voor automobilisten met uitzondering van de buurtbewoners. Mijn collega Marc Loewenstein heeft ons daar tijdens de gemeenteraad van 19 mei jl. nog aan herinnerd. Hij had al gewezen op het gebrek aan consistentie in de keuze van het type zone, de noodzaak om de verkeersverschuivingen en de toegang voor de hulpdiensten te evalueren maar ook - en dat is iets waar ik bijzonder veel waarde aan hecht - het gebrek aan burgeroverleg. Laat het duidelijk zijn dat wij niet tegen het principe van deze aanpassingen met het oog op de verbetering van de levenskwaliteit van de omwonenden zijn, maar dat wij voorstander zijn van de invoering van speelstraten en erven. Niemand, zelfs niet de buurtbewoners die de huidige situatie aan de kaak stellen, is tegen kwalitatieve aanpassingen voor voetgangers.

Deze zones moeten evenwel in overleg worden ingericht op zeer specifieke wegen, zeker voor de speelstraten. Ze moeten beperkt blijven in de tijd. De manier waarop van deze speelzones werden ingevoerd, de duur en de openingstijden doen ons echter reageren.

Deze veranderingen hebben het dagelijks leven van veel omwonenden verstoord. Het is waar dat minder autoverkeer en openbare speelruimte positieve argumenten zijn voor de levenskwaliteit. Maar aangezien de mobiliteit in de buurt volledig omgewoeld werd, zijn de nefaste gevolgen ook aanzienlijk. En als de meerderheid eerlijk en billijk wil zijn, kan ze niet beslissen om een straat af te sluiten of de levens- of luchtkwaliteit te verbeteren zonder rekening te houden met de verschuivingen van lasten en verkeer en de vervuiling voor de bewoners van de omliggende wegen. Ook al krijgen we informatie van een groepje buurtbewoners die willen dat de inrichting blijft, toch lijkt het ons belangrijk om burgeroverleg te organiseren met alle buurtbewoners. Bij burgerparticipatie moet iedereen betrokken worden. Men mag niet bang zijn om ideeën en projecten af te toetsen. Wat wij voelen - en dat geldt ook voor sommige burgers - is dat u deze participatie enkel organiseert als het u uitkomt.

En als die indruk niet overeenkomt met uw intenties, geef dan een signaal dat u echt naar alle burgers luistert.

Deze verkeerswijziging tijdens de lockdown heeft de voor- en nadelen van deze situatie duidelijk gemaakt. Ook al hebt u aangegeven dat u de zomer wil laten voorbijgaan, wij zijn van mening dat het al tijd is voor een evaluatie. Het is niet ernstig en ook niet objectief om een mobiliteitsingreep tijdens de vakantie te evalueren. De conclusies zullen duidelijk vertekend zijn. En aangezien de lockdown nagenoeg voorbij is, is de tijdelijke maatregel om sociale afstand te bevorderen niet langer nodig.

De huidige inrichtingen 7 dagen op 7, van 8 tot 20 uur, zouden bijvoorbeeld kunnen worden vervangen door speelzones in het weekend en niet alleen op de wegen waar dat vandaag het geval is.

Als mandatarissen die begaan zijn met het samenleven en de sociale cohesie, kan u geen standpunten blijven innemen die burgers tegen elkaar opzetten.

Luisteren naar de burgers is zeer belangrijk, vooral in dit geval om te voorkomen dat er veranderingen worden opgelegd aan andere omwonenden. Wij herinneren u er nogmaals aan dat DeFI niet tegen het principe van deze autoluwe zones is, maar wij benadrukken dat het absoluut noodzakelijk is om het 'samen-leven', cohesie en overleg te respecteren.

Ik zeg alleen maar dat ik in de eerste plaats de woorden van bepaalde burgers herhaal. Er is een apotheker op de Brusselsesteenweg die meer dan 1.000 handtekeningen verzameld heeft op een petitie tegen de huidige situatie; er is een e-mail gestuurd naar alle fractieleiders, dus schenk alstublieft aandacht aan dit initiatief. Het is zeer belangrijk. Ik denk dat we echt aandacht moeten besteden aan dit luisteren en geen systeem moeten opleggen zonder het met iedereen te hebben gedeeld. Er zijn veel problemen die zouden kunnen worden besproken tijdens een burgeroverleg dat u - hopelijk - zal organiseren.

1 annexe / 1 bijlage

38 **Interpellation concernant la situation des rues apaisées/zone jeux depuis la fin du confinement (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)**

Monsieur le Bourgmestre,

Si la création des zones de rencontre et/ou des zones jeux durant le confinement était une excellente idée que nous avons soutenue, et si dans l'absolu des rues apaisées pour permettre plus de place pour jouer, se balader, se rencontrer en maintenant de la distance sociale sont un objectif louable, de même que l'objectif de libérer les quartiers des voitures de transit, il y a lieu de s'interroger quand la fermeture d'une rue entraîne le report de tout un trafic automobile sur la rue adjacente.

On a déjà connu celui il y a dix mois +- avec le verrou Kersbeek, qui entraînait des embouteillages et donc davantage de pollution dans l'Avenue Général Dumonceau qui n'en avait jamais connu. Le scénario se représente, mais de façon beaucoup plus intense, avec la fermeture de l'Avenue Massenet qui provoque un bouchon presque continu tout au long de la journée sur l'Avenue Reine Marie-Henriette.

Est-ce vraiment une bonne solution en termes de qualité de l'air globalement pour le quartier ? En termes de nuisances sonores ? En termes de justice (pourquoi certains bénéficient tout à coup d'un silence absolu pendant que les autres se « tapent » tout le trafic – une voirie principale dans Good Move n'implique pas d'avoir une rue bouchée constamment), en termes de cohérence dans un quartier où les pros et les contres s'affrontent maintenant à coup de pétitions qui vont dans les deux sens ?

Le problème de la mobilité n'est pas neuf, celui du transit (inévitables) qui traverse Forest non plus, des solutions doivent être trouvées pour que la voiture soit moins utilisée, prenne moins de place dans l'espace public, mais les solutions efficaces ne seront que globales, cohérentes, et pensées à l'échelle régionale.

Vous allez dire que le trafic va se réguler de lui-même : c'est vrai, depuis quelques jours c'est l'Avenue Rousseau qui est complètement prise d'assaut. Mais encore une fois, pourquoi eux doivent supporter une charge de trafic supplémentaire ? Tout cela crée des sentiments de favoritisme et de copinage qui ne font pas grandir le politique !

N'est-ce pas envisageable de rouvrir la rue, en semaine uniquement, jusque fin juin ? Ou de se dire à tout le moins que la rue sera rouverte en septembre pour la rentrée, quand la circulation aura plus que probablement augmenté encore davantage, pour éviter que certains ne vivent un enfer au quotidien ?

Ou alors avez-vous une autre solution pour remédier au problème actuel ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie betreffende de situatie van de autoluwe straten/spelzones sinds het einde van de lockdown (op vraag van Mijlneer Hacken, gemeenteraadslid)

Geachte heer Burgemeester,

Ook al was het creëren van ontmoetings- en/of speelzones tijdens de lockdown een uitstekend idee dat we

hebben ondersteund, en ook al zijn autoluwe straten, die bedoeld zijn om meer ruimte te bieden voor spelen, wandelen, elkaar te ontmoeten met behoud van sociale afstand een lovenswaardig doel, net als het doel om buurten te bevrijden van sluipverkeer, is het aangewezen zich vragen te stellen wanneer de sluiting van een straat resulteert in de verplaatsing van al het autoverkeer naar de aangrenzende straat.

We hebben het ongeveer tien maanden geleden al meegemaakt met de Kersbeek-vergrendeling, die leidde tot verkeersopstoppingen en dus meer vervuiling in de Generaal Dumonceaulaan, waar dit voorheen nooit het geval was. Het scenario duikt weer op, maar op een veel intensievere manier, met de sluiting van de Massenetlaan, waardoor er de hele dag door bijna permanent file staat in de Maria-Hendrikalaan.

Is dit echt een goede oplossing voor de algemene luchtkwaliteit van de wijk? Op het vlak van geluidsoverlast? Op het vlak van rechtvaardigheid (waarom genieten sommigen plotseling van absolute stilte, terwijl anderen “opgescheept” zitten met al het verkeer - een hoofdstraat in Good Move betekent niet een permanente opstopping in de straat), op het vlak van coherentie in een wijk waar de voor- en tegenstanders nu met elkaar wedijveren met behulp van petitie die beide kanten op gaan?

Het mobiliteitsprobleem is niet nieuw, dat van het (onvermijdelijke) verkeer dat Vorst doorkruist ook niet, er moeten oplossingen worden gevonden zodat de auto minder wordt gebruikt, minder plaats in de openbare ruimte inneemt, maar doeltreffende oplossingen vergen een globale, samenhangende visie uitgedacht op gewestelijke schaal.

U gaat zeggen dat het verkeer zichzelf gaat reguleren: dat is waar, sinds enkele dagen is het de Rousseaulaan die een stormloop ondergaat. Maar nogmaals, waarom moeten zij bijkomende verkeerslast dragen? Dit alles creëert gevoelens van favoritisme en van vriendjespolitiek die het beleid niet doen groeien!

Is het niet denkbaar om de straat te heropenen, alleen tijdens de week, tot eind juni? Of op zijn minst te overwegen om de straat in september bij de start van het nieuwe schooljaar opnieuw te openen, wanneer het verkeer waarschijnlijk nog meer zal zijn toegenomen, om te voorkomen dat sommige mensen dagelijks door de hel gaan?

Of heeft u een andere oplossing om het huidige probleem te verhelpen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Intervention de Madame Séverine De Laveleye.

Merci Madame la Présidente,

Rapidement, bien que la question de la mobilité soit vraiment un sujet qui nous préoccupe beaucoup. Effectivement le fait qu'il y avait des interpellations citoyennes ce soir, qu'on n'a pas pu accueillir, rendre le sujet particulièrement important. Il est vrai qu'on a tous été interpellés par des habitants, allant dans des directions tout à fait différentes les unes des autres. Certains pour souligner les bienfaits des aménagements actuels et d'autres pour en souligner les difficultés. C'est évidemment légitime et constructif et on doit

continuer à nous mobiliser pour trouver les meilleures solutions pour notre commune.

Je voudrais juste peut-être ajouter mon témoignage. J'habite dans ce quartier-là et je voudrais quand même juste remercier le collège d'avoir été courageux dans les semaines qui viennent parce qu'on s'organise, notamment par un rang scolaire qui véhicule 7 à 9 enfants chaque matin. Je vous assure qu'être avec 7 à 9 enfants en trottinette ou à vélo, sur les trottoirs ou en plein milieu de la chaussée de Bruxelles, qui a maintenant fermé, ça change beaucoup l'expérience matinale, et ça en pleine heure de pointe. Donc en termes de convivialité, de sécurité et de santé pour les enfants de ce rang, c'était significatif. Je fais aussi partie des personnes n'habitant pas tout près d'une zone verte qui bénéficie de rues apaisées.

Au-delà des témoignages des uns et des autres, je pense qu'il est important d'objectiver ce dont on a parlé. Donc je vais me permettre de rappeler quelques chiffres parce que je pense qu'il faut vraiment toujours avoir en tête quelques éléments. Il y a 190.000 voitures de navetteurs qui pénètrent à Bruxelles chaque jour et qui traversent nos quartiers. Il faudrait il y ajouter 175.000 véhicules, uniquement de Bruxellois, qui circulent pour les trajets domicile-travail uniquement. Autrement dit, en semaine, c'est plus de 370.000 voitures qui circulent quotidiennement à Bruxelles, uniquement pour les déplacements domicile-travail. Et pourtant, 25% des déplacements des Bruxellois sont inférieurs à un kilomètre, 37% des déplacements sont d'une distance de 3 kilomètres à 5 kilomètres. Il faut ajouter aussi, on le sait mais on ne le rappellera jamais assez, qu'en Belgique, c'est 15.000 décès prématurés par an liés à la mauvaise qualité de l'air. Alors, en même temps, il faut aussi souligner que 46% des ménages bruxellois n'ont pas de voiture, soit par choix, soit par contrainte. Ça veut dire que près de la moitié des habitants bruxellois subissent les nuisances des voitures, alors qu'eux-mêmes ont fait le choix ou ont la contrainte de ne pas en utiliser. Et je voudrais aussi rappeler, que 23% de la population bruxelloise a moins de 18 ans. Ça veut dire que 100 pour 100 de cette population-là n'a pas de voiture et ce sont ceux qu'on n'entend jamais dans les consultations citoyennes qui sont prévues par les outils habituels.

Alors moi je veux bien entendre que les zones de jeux engendrent des nuisances, mais je pense qu'il faut se rappeler que les nuisances viennent essentiellement du trafic, des voitures individuelles et pas des aménagements tels qu'ils nous sont proposés.

Je voudrais quand même saluer le travail du collège qui ne se contente pas du statut quo et qui cherche des solutions qui, sont de nouvelles choses parce qu'on a vraiment besoin d'un changement culturel majeur, qui doit être suscité, accompagné, motivé, à travers des initiatives pertinentes.

Bien sûr, ces initiatives doivent être concertées, elles doivent rentrer dans un plan global de mobilité pour les Forestois et Bruxellois en général. Nous devons continuer à écouter, à expliquer, à chercher... Mais nous savons aussi que ce plan global doit comprendre une diminution du recours à la voiture personnelle en ville qui occupe actuellement 70% de l'espace public.

On est intéressé ce soir d'entendre le collège, par la voix de notre Echevine, de voir comment les décisions ont été prises, comment la concertation a eu lieu, comment ça s'intègre dans une vision à long terme. Mais j'insiste : pour nous, les écologistes, le statu quo n'est pas une option et nous sommes dans l'attente d'initiatives orientées vers la santé des citoyens et spécifiquement des enfants et des personnes âgées qui, justement, n'ont pas de voiture ou plus de voiture. Vers la justice sociale et vers la convivialité de l'espace public.

Merci beaucoup.

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier.

Je tenais à rebondir justement sur ce que Séverine vient de dire en parlant de convivialité. Je pense que quand on voit l'état actuel du quartier, les tensions qu'il y a actuellement entre voisins qui auparavant, je pense, s'entendaient bien, je pense que le mot « convivialité » est un terme qui perd ici un peu de sens. Ici, ce qu'on voit, c'est vraiment qu'il y a une dualité, plutôt qu'une convivialité, qui est apparue entre des gens qui sont aujourd'hui très heureux et d'autres qui vivent un véritable enfer. Je pense très sincèrement que lorsqu'on est un élu local, on doit justement avoir comme souci le bien-être de tous et pas simplement d'une minorité. Il suffit de voir les files monstres sur certains axes majeurs qui se trouvent en périphérie des rues qui sont fermées pour se rendre compte que quelque chose ne tourne pas rond. Ce qui me frustre vraiment dans ce débat, c'est qu'en fait, on a mis une œillère sur ce problème en disant : « bah tiens, on le

reporte à la rentrée scolaire, et faute de mieux, on verra bien ce que ça donne ». Je pense que pour tous les gens qui sont aujourd'hui pris en otage, leur dire qu'on tranchera le problème dans 3 mois alors qu'ils n'ont pas l'occasion de s'exprimer là-dessus et de nous faire part de leur vécu, est une posture un petit peu méprisante. Je pense très sincèrement qu'en tant qu'élus locaux, notre objectif est d'entendre les arguments des uns et des autres et d'essayer de trouver une solution apaisante.

Je pense qu'on a su le faire lors du problème qu'on a connu avenue Kersbeek, où là également, il avait une idée qui était émise de vouloir améliorer la convivialité du quartier. On a fait des tests. On a bien vu que ça ne prenait pas ou il y a eu des problèmes majeurs qui ont été rencontrés. On a fait machine arrière.

Ici, je ne pense pas que ce soit en méprisant les Forestois qu'on parviendra à une solution adaptée.

Je pense très sincèrement qu'il y a lieu aujourd'hui d'envisager une méthode qui permettrait à la fois de concilier l'envie légitime des uns et des autres, de profiter de l'espace public et de surcroît le week-end ou après les heures d'école ou que sais-je ?

Je pense que beaucoup de gens du quartier sont très demandeurs de ça, mais de là à fermer de manière assez doctrinaire l'espace public en permanence, là, je pense qu'on se trompe tout à fait de débat. En fait, on se tire une balle dans le pied plutôt que d'améliorer l'espace public et de l'apaiser. Au contraire, on crée des tensions et on ne résout rien du tout.

Je vous remercie.

Réponse de Madame Esmeralda Van den Bosche

Beste heer Hacken, beste heer Jans,

Erg bedankt voor jullie vragen. Ik probeer om een zo compleet mogelijk antwoord te geven. Eerst en vooral wat betreft de toegang van de hulpdiensten: voor elke tijdelijke aanpassing van de weginrichting wordt een advies van de hulpdiensten gevraagd. Ze hebben een positief advies gegeven en bevestigen dat de inrichting van een speelstraat geen obstakel voor de hulpdiensten vormt, dus er stelt zich geen probleem. Wat betreft de veiligheid van kinderen die eventueel zonder ouders zouden spelen: kinderen blijven onder de verantwoordelijkheid van hun ouders. Het is niet aan de gemeente om hiervoor extra maatregelen te nemen. Ook wanneer schade zich zou voordoen aan een geparkeerde wagen is de situatie niet anders dan in elke andere straat van Vorst: de burgerlijke aansprakelijkheid van de persoon of het gezin is van toepassing. De tijdelijke aanpassing van de weginrichting is vastgelegd in een politieordonnantie, waarvoor het college bevoegd is volgens art. 130bis van de nieuwe gemeentewet. Deze inrichting is gematerialiseerd met het onderbord 'speelstraat' en de uren die van toepassing zijn, maar ook door een F45-bord, een bord dat een doodlopende straat aangeeft en welke van toepassing is 24/24h. Onze levensomstandigheden in deze periode veranderen zo snel, dat het nog moeilijk is om zich voor te stellen in welke omstandigheden de eerste beslissing tot inrichting van de speelstraten is genomen. Vooral tijdens de paasvakantie in april kregen we heel veel klachten binnen van mensen die zich zorgen maakten over het moeilijk respecteren van de fysieke afstandsmaatregelen in het Dudenpark. Op dat moment was er nog geen sprake van een heropening van de scholen. In deze context heeft het college besloten om de eerste speelstraten in te richten aan de Brusselsesteenweg.

Over de tijdelijkheid van deze inrichting en de duur ervan is het college altijd duidelijk geweest. De huidige inrichting blijft pertinent tijdens de zomervakantie. De grenzen gaan sneller open dan iedereen gedacht heeft, maar er zijn heel wat gezinnen die in Brussel blijven tijdens de zomervakantie. De wekenlange quarantaine vergt van veel stadsbewoners bijzondere inspanningen. Met het oog daarop is het wenselijk dat de publieke ruimte letterlijk ruimte geeft aan stadsbewoners. De huidige inrichting beperkt de impact van het sluipverkeer op een woonwijk drastisch en laat tegelijkertijd bestemmingsverkeer nog steeds toe in deze wijk. Het college is ervan overtuigd dat we tijdelijk, plaats in de openbare ruimte moeten blijven behouden die tegemoet komt aan nieuwe verwachtingen of noden die de Covid-Crisis ons nog maar eens extra duidelijk heeft gemaakt: publieke ruimte die kindvriendelijk is, waar plaats is om te spelen, die plaats heeft voor ontspanning, fietsen, steppen, culturele activiteiten en buurtuitwisseling. We willen dat het samenleven tussen het toelaten van dat bestemmingsverkeer en een ander gebruik van de openbare ruimte veilig kan, daarom kiezen we ervoor om de huidige inrichting nog even te behouden. Eveneens in deze context was het niet mogelijk om overleg te organiseren volgens de standaarden die we

zelf willen nastreven. Maar uitzonderlijke omstandigheden mogen geen excuus zijn om geen overleg te organiseren. Na verschillende reacties van burgers, hebben 3 overlegmomenten plaats gevonden: op 18 mei, op 10 juni en op 15 juni. Hebben we daarmee iedereen bereikt? Vast niet, want het was niet mogelijk om met grote groepen mensen samen te komen en het online alternatief Zoom vormt zeker een drempel voor inwoners die minder vertrouwd zijn met zulke digitale toepassingen.

Doorheen de maanden mei en juni kregen we heel wat vragen binnen van inwoners uit andere wijken voor het inrichten van een speelstraat in hun buurt. Daarom heeft het college een procedure goedgekeurd volgens welke speelstraten kunnen worden aangevraagd tijdens de zomer.

Ik hoor jullie bezorgdheden met betrekking tot de luchtkwaliteit en geluidsoverlast. Ik ben blij dat we deze bezorgdheid delen, maar het antwoord op deze problemen en overlast mag niet zijn om een gelijke en evenredige verdeling van luchtvervuiling of geluidsoverlast te organiseren. We moeten deze problemen aanpakken bij de oorzaak en de oorzaak daarvan is dat de autodruk te hoog is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. We moeten oplossingen vinden zodat de auto minder gebruikt wordt en minder plaats inneemt in onze gemeente en in het ganse Brussels hoofdstedelijk gewest. Dat is ook een kwestie van rechtvaardigheid tegenover de helft van de Brusselaars die geen wagen hebben.

Oplossingen om de autodruk te verminderen moeten gevonden worden en die bestaan voor het college uit circulatieplannen op het niveau van autoluwe mailles die transitverkeer uit wijken weren en het STOP-principe toepassen, zoals voorzien in het Gewestelijk Mobiliteitsplan Goodmove, goedgekeurd door een regering waar ook Défi en Open Vld deel van uitmaken.

Deze filosofie werd gerespecteerd in de tijdelijke inrichting. De huidige zone aan de Brusselsesteenweg is geselecteerd op basis van het autowijknetwerk van Goodmove, waar de woonfunctie overheerst, er weinig winkels zijn en geen openbaar vervoer passeert. Bovendien loopt er een stuk van een gewestelijke fietsroute en een gemeentelijke fietsroute doorheen de speelstraten aan de Brusselsesteenweg en de Massenetlaan. De huidige inrichting zorgt eveneens voor een grotere capaciteit voor fietsers in een veilige fietsomgeving.

Hoewel het college begrijpt dat men zich vragen kan stellen bij de relevantie van de aangepaste inrichting in de vorm van speelstraten in september, indien de terugkeer naar normale omstandigheden verder blijft evolueren, willen we ook gehoor geven aan de vraag naar een oplossing op lange termijn voor de overlast en onveiligheid veroorzaakt door transitverkeer in een wijk waar de woonfunctie overheerst. Veiligheid voor alle weggebruikers is een prioritaire doelstelling voor het Gewest en de gemeente. De lockdown heeft velen van ons doen stilstaan bij onze gewoontes. De Brusselaars hebben massaal gekozen voor verplaatsingen te voet of met de fiets. Uit de speciale mobiliteitsbarometer van Vias over mobiliteit na Covid-19 blijkt bijvoorbeeld dat het modaal aandeel van de verplaatsingen te voet na Covid-19 heeft toegenomen van 10 naar 18% op het niveau van het gewest.

Gezien de specifieke omstandigheden, is het moeilijk om te spreken van een objectieve evaluatie die de impact van de tijdelijk aangepaste weginrichting meet voor, tijdens en na omdat het niet mogelijk is om telkens een identieke situatie te vergelijken. De situatie voor Covid-19 was ongetwijfeld beïnvloed door de werken in de Sint-Denijsstraat en de werken aan de Ruisbroeksesteenweg, twee belangrijke assen langs waar heel wat pendelaars het gewest binnenrijden. De situatie tijdens was uitzonderlijk, omdat er we van een daling van 80-90% van het verkeer zijn geëvolueerd, naar bijna wekelijks versoepelingen van de maatregelen en omdat de volledige capaciteit van het openbaar vervoer nog niet wordt benut. De situatie vanaf augustus of september zal beïnvloed worden door het aangekondigde einde van de eerder vermelde werken, maar ook door de opstart van andere wegenwerken ter hoogte van Hoogte 100. Dat zou ons kunnen leiden tot de conclusie dat testen niet nuttig zijn, of dat we moeten wachten tot als alle werken op het grondgebied van Vorst afgelopen zijn. Beide lijken me geen optie, dus daarom wil het college voorstellen om de huidige inrichting te behouden tot en met 15 september, zodat metingen uitgevoerd kunnen worden, waarbij nietcontroleerbare factoren in rekening worden genomen bij de analyse van de meetgegevens.

De debatten van vandaag en de ingediende interpellaties illustreren dat mobiliteit van nature een conflictueus onderwerp is, waarbij het onmogelijk is om een oplossing te vinden die zorgt voor consensus. Daarom wil het college een raadpleging organiseren midden september, zodat de bewoners en gebruikers

van de wijk feedback kunnen geven op een concreet voorstel, een voorstel dat het kader van het gewestelijk mobiliteitsplan Goodmove en onze beleidsverklaring respecteert, en een voorstel waarover het college uiteindelijk beslist als er geen consensus is.

Conclusion de Monsieur Laurent Hacken.

Je remercie pour les réponses. Même s'il y a beaucoup de choses intéressantes qui ont été dites, le débat n'est pas là, il ne s'agit pas de débattre de manière générale sur la mobilité à Bruxelles. C'est uniquement sur le fait qu'actuellement, on fait des aménagements et que cela ne marche pas. Je suis d'accord avec Madame De Laveleye que la faute est au nombre de voitures qui circulent dans la Région. Mais ce n'est pas là la question. C'est le fait qu'il y a quand même des nuisances. Qu'importe la cause. Il faut juste faire en sorte que certains ne soient pas inondés de pollution, et que d'autres n'ont rien du tout. C'est une question de justice. Maintenant j'entends que contrairement à ce qui a été évoqué il y a 2 semaines, vous maintenez le dispositif au moins jusqu'au 15 septembre. Je le regrette. Je pense que c'est une mauvaise idée, même si c'est pour faire des comptages. Je pense que cela va encore d'avantage crispier les gens. Si l'enjeu que vous défendez de changer les habitudes de mobilité à Bruxelles est bon, le faire en mettant les gens les uns contre les autres et en créant des conflits ?. On a des témoignages de gens qui se font presque taper dessus entre celui qui circule à vélo ou à pied et l'autre en voiture. Lorsqu'on entend qu'on a dit à une personne âgée « mais sort de Bruxelles, si t'es trop vieille pour partir à vélo ». Là, on tombe dans un délire. Bien sûr, les insultes sont aussi réciproques de la part d'automobilistes envers les cyclistes. En laissant ce dispositif jusqu'au 15 septembre, je pense que vous allez au devant de grosses tensions, ce qui sera bien dommage.

Je vous remercie.

Interventie van mevrouw Séverine De Laveleye

Bedankt, mevrouw de voorzitter.

Mobiliteit is een thema dat ons allen bezighoudt. Het feit dat er vanavond vragen van burgers zijn geweest, die we niet hebben kunnen ontvangen, maakt het onderwerp bijzonder belangrijk. We werden allemaal geïnterpelleerd door bewoners, die totaal verschillende richtingen op gingen. Sommige wijzen op de voordelen van de huidige inrichtingen en andere op de moeilijkheden. Dit is uiteraard legitiem en constructief en we moeten ons blijven mobiliseren om de beste oplossingen voor onze gemeente te vinden. Ik wil ik er gewoon mijn getuigenis aan toevoegen. Ik woon in die buurt en ik wil het College bedanken dat ze dapper voortdoen met een georganiseerde schoolrij die elke ochtend 7 tot 9 kinderen begeleidt. Ik kan u verzekeren dat het met 7 tot 9 kinderen op steps of fietsen, op trottoirs of in het midden van de nu gesloten Brusselsesteenweg, een groot verschil maakt 's morgens, in volle spits. Dus op het vlak van gezelligheid, veiligheid en gezondheid voor de kinderen in deze rij was het belangrijk. Ik ben ook een van de mensen die niet dicht bij een groene zone wonen die van autoluwe straten genieten.

Naast de getuigenissen van sommigen vind ik het belangrijk om te objectiveren waar we het over hebben gehad. Ik ben dus zo vrij om een paar cijfers in herinnering te brengen, want ik denk dat we echt altijd een paar elementen in gedachten moeten houden. Dagelijks rijden 190.000 pendelaars Brussel binnen met de auto en zij doorkruisen onze wijken. Daar komen nog 175.000 voertuigen bij van Brusselaars die naar hun werk of naar huis rijden. Met andere woorden, in de week rijden er in Brussel zowat 370.000 auto's per dag, alleen al voor woon-werkverkeer. En toch is 25% van de verplaatsingen van de Brusselaars minder dan een kilometer lang en 37% van de verplaatsingen 3 tot 5 kilometer. Bovendien, zoals we weten - maar we kunnen dit niet genoeg benadrukken - worden in België 15.000 voortijdige overlijdens per jaar veroorzaakt door een slechte luchtkwaliteit. Tegelijkertijd moet er ook op worden gewezen dat 46% van de gezinnen in Brussel geen auto heeft, ofwel als bewuste keuze ofwel uit noodzaak. Dat betekent dat bijna de helft van de Brusselaars lijdt onder de overlast van auto's, ook al hebben ze zelf de keuze gemaakt of zijn ze genoopt om er zelf geen te gebruiken. En ik wil u er ook aan herinneren dat 23% van de Brusselaars jonger is dan 18 jaar. Dat betekent dat 100% van die bevolkingsgroep geen auto heeft en dat zijn degenen die we niet horen in de burgerraadplegingen die de gebruikelijke instrumenten voorzien.

Ik ontken niet dat speelzones hinder teweegbrengen, maar ik denk dat we moeten beseffen dat de hinder vooral afkomstig is van het verkeer, van particuliere auto's, en niet van de inrichtingen zoals ze ons worden voorgesteld.

Toch wil ik het werk van het College prijzen, dat niet tevreden is met de status quo en dat oplossingen zoekt die nieuw zijn, omdat we echt behoefte hebben aan een grote culturele verandering, die moet worden aangemoedigd, ondersteund en gemotiveerd door middel van relevante initiatieven.

Natuurlijk moeten deze initiatieven aan overleg onderworpen worden, ze moeten deel uitmaken van een algemeen mobiliteitsplan voor Vorstenaren en Brusselaars in het algemeen. We moeten blijven luisteren, uitleggen, zoeken, ... maar we weten ook dat dit globale plan een vermindering van het gebruik van de individuele auto in de stad, die momenteel 70% van de openbare ruimte in beslag neemt, moet omvatten. Wij willen vernemen van het College, bij monde van onze schepen, hoe de beslissingen werden genomen, hoe er overleg werd gepleegd en hoe dit past in een langetermijnvisie. Maar ik onderstreep: Voor ons, groenen, is de status quo geen optie en wij verwachten initiatieven die gericht zijn op de gezondheid van de burgers en in het bijzonder op kinderen en ouderen die geen auto (meer) hebben. Naar sociale rechtvaardigheid en gezellige openbare ruimte.

Hartelijk dank.

Interventie van de heer Cédric Pierre-De Permentier

Ik wil even in pikken op wat Séverine net zei over de gezelligheid. Ik denk, als we de huidige toestand van de wijk zien en de spanningen tussen bureaus die vroeger goed met elkaar konden opschieten, dat het woord 'gezelligheid' hier een beetje aan betekenis inboet. Wat we hier zien, is echt een dualiteit veeleer dan gezelligheid, die is ontstaan tussen mensen die vandaag heel gelukkig zijn en anderen die door een ware hel gaan. Ik ben van mening dat een lokaal verkozenen zich zorgen moet maken over het welzijn van iedereen en niet alleen van een minderheid. Kijk maar naar de monsterfiles op enkele grote wegen rond de straten die afgesloten zijn, om te beseffen dat er iets niet klopt. Wat mij in dit debat echt frustrereert, is dat er oogkleppen opgezet werden ten aanzien van dit probleem door te zeggen: "Laten we het uitstellen tot na de zomer en bij gebrek aan beter zullen we zien wat het geeft." Voor alle mensen die vandaag gegijzeld worden, lijkt het mij een ietwat minachtende houding om hen te vertellen dat het probleem over drie maanden aangepakt zal worden als ze niet de gelegenheid hebben om ons hun visie en ervaringen te vertellen. Ik denk oprecht dat het onze taak is als lokale verkozenen elkaars argumenten te horen en te proberen een herstoplossing te vinden.

Ik denk dat we dat gekund hebben bij het probleem van de Kersbeeklaan, waar er ook een idee geopperd werd om de wijk gezelliger te maken. We hebben wat tests gedaan. We zagen dat het niet werkte of dat er grote problemen waren. We zetten een stap achteruit.

Hier denk ik niet dat we een passende oplossing kunnen vinden terwijl mensen geminacht worden.

Ik ben echt van mening dat we moeten nadenken over een methode die het mogelijk maakt de legitieme wens van beide partijen met elkaar te verzoenen om te genieten van de openbare ruimte, zeker in het weekend of na school en zo.

Ik denk dat veel omwonenden daar voorstander van zijn, maar overgaan tot de doctrinaire permanente afsluiting van de ruimte vind ik een verkeerd debat. In feite schieten we onszelf in de voet in plaats van de openbare ruimte te verbeteren en leefbaarder te maken. Integendeel, we creëren spanningen en lossen helemaal niets op.

Bedankt.

Interventie van mevrouw Esmeralda Van den Bosche

"Beste heer Hacken, beste heer Jans,

Erg bedankt voor jullie vragen. Ik probeer om een zo compleet mogelijk antwoord te geven. Eerst en vooral wat betreft de toegang van de hulpdiensten: voor elke tijdelijke aanpassing van de weginrichting wordt een advies van de hulpdiensten gevraagd. Ze hebben een positief advies gegeven en bevestigen dat de inrichting van een speelstraat geen obstakel voor de hulpdiensten vormt, dus er stelt zich geen probleem. Wat betreft de veiligheid van kinderen die eventueel zonder ouders zouden spelen: kinderen

blijven onder de verantwoordelijkheid van hun ouders. Het is niet aan de gemeente om hiervoor extra maatregelen te nemen. Ook wanneer schade zich zou voordoen aan een geparkeerde wagen is de situatie niet anders dan in elke andere straat van Vorst: de burgerlijke aansprakelijkheid van de persoon of het gezin is van toepassing. De tijdelijke aanpassing van de weginrichting is vastgelegd in een politieordonnantie, waarvoor het college bevoegd is volgens art. 130bis van de nieuwe gemeentewet. Deze inrichting is gematerialiseerd met het onderbord 'speelstraat' en de uren die van toepassing zijn, maar ook door een F45-bord, een bord dat een doodlopende straat aangeeft en welke van toepassing is 24/24h. Onze levensomstandigheden in deze periode veranderen zo snel, dat het nog moeilijk is om zich voor te stellen in welke omstandigheden de eerste beslissing tot inrichting van de speelstraten is genomen. Vooral tijdens de paasvakantie in april kregen we heel veel klachten binnen van mensen die zich zorgen maakten over het moeilijk respecteren van de fysieke afstandsmaatregelen in het Dudenpark. Op dat moment was er nog geen sprake van een heropening van de scholen. In deze context heeft het college besloten om de eerste speelstraten in te richten aan de Brusselsesteenweg.

Over de tijdelijkheid van deze inrichting en de duur ervan is het college altijd duidelijk geweest. De huidige inrichting blijft pertinent tijdens de zomervakantie. De grenzen gaan sneller open dan iedereen gedacht heeft, maar er zijn heel wat gezinnen die in Brussel blijven tijdens de zomervakantie. De wekenlange quarantaine vergt van veel stadsbewoners bijzondere inspanningen. Met het oog daarop is het wenselijk dat de publieke ruimte letterlijk ruimte geeft aan stadsbewoners. De huidige inrichting beperkt de impact van het sluipverkeer op een woonwijk drastisch en laat tegelijkertijd bestemmingsverkeer nog steeds toe in deze wijk. Het college is ervan overtuigd dat we tijdelijk, plaats in de openbare ruimte moeten blijven behouden die tegemoet komt aan nieuwe verwachtingen of noden die de Covid-crisis ons nog maar eens extra duidelijk heeft gemaakt: publieke ruimte die kindvriendelijk is, waar plaats is om te spelen, die plaats heeft voor ontspanning, fietsen, steppen, culturele activiteiten en buurtuitwisseling. We willen dat het samenleven tussen het toelaten van dat bestemmingsverkeer en een ander gebruik van de openbare ruimte veilig kan, daarom kiezen we ervoor om de huidige inrichting nog even te behouden.

Eveneens in deze context was het niet mogelijk om overleg te organiseren volgens de standaarden die we zelf willen nastreven. Maar uitzonderlijke omstandigheden mogen geen excuus zijn om geen overleg te organiseren. Na verschillende reacties van burgers, hebben 3 overlegmomenten plaats gevonden: op 18 mei, op 10 juni en op 15 juni. Hebben we daarmee iedereen bereikt? Vast niet, want het was niet mogelijk om met grote groepen mensen samen te komen en het online alternatief Zoom vormt zeker een drempel voor inwoners die minder vertrouwd zijn met zulke digitale toepassingen.

Doorheen de maanden mei en juni kregen we heel wat vragen binnen van inwoners uit andere wijken voor het inrichten van een speelstraat in hun buurt. Daarom heeft het college een procedure goedgekeurd volgens welke speelstraten kunnen worden aangevraagd tijdens de zomer.

Ik hoor jullie bezorgdheden met betrekking tot de luchtkwaliteit en geluidsoverlast. Ik ben blij dat we deze bezorgdheid delen, maar het antwoord op deze problemen en overlast mag niet zijn om een gelijke en evenredige verdeling van luchtvervuiling of geluidsoverlast te organiseren. We moeten deze problemen aanpakken bij de oorzaak en de oorzaak daarvan is dat de autodruk te hoog is in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. We moeten oplossingen vinden zodat de auto minder gebruikt wordt en minder plaats inneemt in onze gemeente en in het ganse Brussels hoofdstedelijk gewest. Dat is ook een kwestie van rechtvaardigheid tegenover de helft van de Brusselaars die geen wagen hebben.

Oplossingen om de autodruk te verminderen moeten gevonden worden en die bestaan voor het college uit circulatieplannen op het niveau van autoluwe mazen die transitverkeer uit wijken weren en het STOP-principe toepassen, zoals voorzien in het Gewestelijk Mobiliteitsplan GoodMove, goedgekeurd door een regering waar ook DéFI en Open VLD deel van uitmaken.

Deze filosofie werd gerespecteerd in de tijdelijke inrichting. De huidige zone aan de Brusselsesteenweg is geselecteerd op basis van het autowijknetwerk van GoodMove, waar de woonfunctie overheerst, er weinig winkels zijn en geen openbaar vervoer passeert. Bovendien loopt er een stuk van een gewestelijke fietsroute en een gemeentelijke fietsroute doorheen de speelstraten aan de Brusselsesteenweg en de Massenetlaan. De huidige inrichting zorgt eveneens voor een grotere capaciteit voor fietsers in een veilige fietsomgeving.

Hoewel het college begrijpt dat men zich vragen kan stellen bij de relevantie van de aangepaste inrichting in de vorm van speelstraten in september, indien de terugkeer naar normale omstandigheden verder blijft evolueren, willen we ook gehoor geven aan de vraag naar een oplossing op lange termijn voor de overlast en onveiligheid veroorzaakt door transitverkeer in een wijk waar de woonfunctie overheerst. Veiligheid voor alle weggebruikers is een prioritaire doelstelling voor het Gewest en de gemeente. De lockdown heeft velen van ons doen stilstaan bij onze gewoontes. De Brusselaars hebben massaal gekozen voor verplaatsingen te voet of met de fiets. Uit de speciale mobiliteitsbarometer van Vias over mobiliteit na Covid-19 blijkt bijvoorbeeld dat het modaal aandeel van de verplaatsingen te voet na Covid-19 heeft toegenomen van 10 naar 18% op het niveau van het gewest.

Gezien de specifieke omstandigheden, is het moeilijk om te spreken van een objectieve evaluatie die de impact van de tijdelijk aangepaste weginrichting meet voor, tijdens en na omdat het niet mogelijk is om telkens een identieke situatie te vergelijken. De situatie voor Covid-19 was ongetwijfeld beïnvloed door de werken in de Sint-Denijsstraat en de werken aan de Ruisbroeksesteenweg, twee belangrijke assen langs waar heel wat pendelaars het gewest binnenrijden. De situatie tijdens was uitzonderlijk, omdat er we van een daling van 80-90% van het verkeer zijn geëvolueerd, naar bijna wekelijks versoepelingen van de maatregelen en omdat de volledige capaciteit van het openbaar vervoer nog niet wordt benut. De situatie vanaf augustus of september zal beïnvloed worden door het aangekondigde einde van de eerder vermelde werken, maar ook door de opstart van andere wegenwerken ter hoogte van Hoogte 100. Dat zou ons kunnen leiden tot de conclusie dat testen niet nuttig zijn, of dat we moeten wachten tot als alle werken op het grondgebied van Vorst afgelopen zijn. Beide lijken me geen optie, dus daarom wil het college voorstellen om de huidige inrichting te behouden tot en met 15 september, zodat metingen uitgevoerd kunnen worden, waarbij niet-controleerbare factoren in rekening worden genomen bij de analyse van de meetgegevens.

De debatten van vandaag en de ingediende interpellaties illustreren dat mobiliteit van nature een conflictueus onderwerp is, waarbij het onmogelijk is om een oplossing te vinden die zorgt voor consensus. Daarom wil het college een raadpleging organiseren midden september, zodat de bewoners en gebruikers van de wijk feedback kunnen geven op een concreet voorstel, een voorstel dat het kader van het gewestelijk mobiliteitsplan GoodMove en onze beleidsverklaring respecteert, en een voorstel waarover het college uiteindelijk beslist als er geen consensus is.”

Conclusie van de heer Laurent Hacken

Bedankt voor de antwoorden. Er zijn veel interessante dingen gezegd, maar dat is het debat niet: het is niet de bedoeling om over de mobiliteit in het algemeen in Brussel te debatteren. Het gaat er alleen om dat er aanpassingen worden gedaan en dat het niet werkt. Ik ben het met mevrouw De Laveleye eens dat de fout ligt bij het aantal auto's dat in het Gewest circuleert. Maar daar gaat het niet om. Het is het feit dat er nog steeds overlast is. Wat de oorzaak ook is. We moeten er alleen voor zorgen dat sommigen niet alle vervuiling krijgen en anderen niets. Het is een kwestie van rechtvaardigheid. Nu hoor ik dat u, in tegenstelling tot wat er twee weken geleden werd gezegd, de maatregel in ieder geval tot 15 september behoudt. Dat betreurt ik. Ik vind het een slecht idee, ook al is het om tellingen te doen. Ik denk dat het de mensen nog meer gaat opwinden.

Hoewel het een goede zaak is om te trachten de mobiliteitsgewoonten in Brussel te veranderen, moet dat dan gebeuren door mensen tegen elkaar op te zetten en conflicten te creëren? We horen dat mensen bijna in elkaar geslagen worden, bij conflicten tussen voetgangers of fietsers en automobilisten. Als een bejaarde te horen krijgt: "ga dan weg uit Brussel, als je te oud bent om te fietsen". Dat is onaanvaardbaar. Natuurlijk zijn er beledigingen in beide richtingen tussen automobilisten en fietsers.

Door deze ingreep tot 15 september te laten duren, denk ik dat we veel spanning gaan ondervinden, wat jammer is.

Ik dank u.

2 annexes / 2 bijlagen

39 **Interpellation concernant la conséquence du réaménagement du parc de Forest sur le projet de tram 7 (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)**

Monsieur le Bourgmestre,

La presse nous a appris récemment la délivrance du permis d'urbanisme pour le réaménagement du parc de Forest. Une bonne avancée en soi vu la nécessité de redonner au Parc sa noblesse du passé.

Ce qui n'a pas du tout été évoqué dans votre communication par contre est l'impact de ce permis, le lien entre la rénovation du Parc et le projet de prolongement du tram 7 depuis Albert jusqu'au Wiels, pour relier enfin le bas de notre commune à Uccle et au Bois de la Cambre et le haut de notre commune à Anderlecht. On le sait, on nous l'a expliqué ici, il existe, pour résumer, deux scénarios pour prolonger le tram : le long de l'Avenue Reine Marie-Henriette ou en-dessous du parc. On nous a aussi expliqué que techniquement, l'option le long de l'Avenue était très risqué vu les virages qui parcourent la voirie, et on a bien entendu le Bourgmestre dire que malgré tout, pour lui, le plus important était de ne pas toucher à un seul arbre (ce que fera pourtant le réaménagement du parc). Au point qu'en conclusion, une honorable Conseillère communale pourtant ancienne Ministre dise tout haut que la meilleure solution était en fin de compte de ne rien faire du tout !

Nous ne pensons pas que la solution de ne rien décider et de laisser ce trou dans le réseau de transports en commun soit très pertinente, cela montrerait en tout cas une grosse absence de vision sur ce que doit être la mobilité dans notre Région. Heureusement, le Gouvernement bruxellois semble penser de la même manière. Il a donc promis une concertation avec les citoyens sur ce point, qu'on attend toujours d'ailleurs.

Mais ce permis d'urbanisme n'enterre-t-il pas une des deux options qui étaient proposées ? Ne fallait-il pas d'abord faire le choix du tracé et puis ensuite pousser pour obtenir le permis de réaménagement qui tiendrait compte de l'option retenue, quelle qu'elle soit ? Avez-vous dès lors prévenu vos collègues de la mobilité à la Région que cette concertation promise n'a plus lieu d'être ? Ou bien le choix de passer par l'Avenue Reine Marie-Henriette est-il déjà pris mais sans que la décision soit officialisée ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Interpellatie betreffende de gevolgen van de herinrichting van het park van Vorst op het project van tram 7 (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid)

Geachte heer Burgemeester,

De pers heeft ons onlangs op de hoogte gebracht van de afgifte van de stedenbouwkundige vergunning voor de herinrichting van het park van Vorst. Een goede stap voorwaarts op zich, gezien de noodzaak om aan het Park zijn vergane glorie terug te geven.

Wat echter helemaal weggelaten wordt uit uw communicatie, is de impact van deze vergunning, de link tussen de renovatie van het Park en het project van verlenging van tram 7 vanaf Albert tot Wiels, om eindelijk laag-Vorst te verbinden met Ukkel en het Ter Kamerenbos en hoog-Vorst met Anderlecht. Zoals

we weten, het werd hier uitgelegd, zijn er twee scenario's om de tram te verlengen: langs de Maria-Hendrikalaan of onder het park. Er werd ons ook uitgelegd dat de optie langs de laan technisch gezien zeer riskant was, gezien de bochten in de weg, en we hebben de Burgemeester duidelijk horen zeggen dat het, ondanks alles, voor hem het belangrijkste was om geen enkele boom aan te raken (wat de herinrichting van het park echter wel zal doen). Zozeer zelfs dat een eerbaar Gemeenteraadslid, nochtans voormalig Minister, tot slot hardop heeft gezegd dat de beste oplossing uiteindelijk is om helemaal niets te doen.

Wij vinden de oplossing om niets te beslissen en niets te doen aan dit gat in het openbaar vervoersnet niet erg relevant, het zou in ieder geval een groot gebrek aan visie tonen op wat mobiliteit in ons Gewest zou moeten zijn. Gelukkig lijkt de Brusselse regering er ook zo over te denken. Daarom heeft ze hierover overleg met de burgers beloofd, waar we overigens nog steeds op wachten.

Maar begraaft deze stedenbouwkundige vergunning niet één van de twee voorgestelde opties? Moesten we niet eerst het traject kiezen en vervolgens aandringen op de vergunning voor de herinrichting die rekening houdt met de weerhouden optie, welke dat ook mag zijn? Heeft u bijgevolg uw collega's van mobiliteit bij het Gewest gewaarschuwd dat dit beloofde overleg niet meer nodig is? Of is de keuze voor de Maria-Hendrikalaan al gemaakt, maar zonder de beslissing officieel kenbaar te maken?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractieleider cdH

Réponse de Monsieur Alain Mugabo et Madame Esmeralda Van den Bosch :

“Beste heer Hacken,

Bedankt voor uw interpellatie. Zoals u tijdens de commissie over de renovatie van het park van Vorst hebt kunnen vaststellen vorige week, dateren de plannen voor de renovatie van het park van Vorst van meer dan 10 jaar geleden, wanneer er nog geen sprake was van tram 7. De eerste studies over de mogelijkheden van het tracé werden voorgesteld aan alle gemeenteraadsleden. Ik denk dat we daaruit allen kunnen afleiden dat dit dossier een ander tijds kader kent dan de renovatie van het park, die in 2010 al hoogdringend was. Een burgerraadpleging over tram 7 was voorzien in het voorjaar. Helaas hebben de omstandigheden ervoor gezorgd dat deze consultatie niet kon plaatsvinden in de ideale omstandigheden. Daarom zal de burgerraadpleging worden opgestart in september 2020.”

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Je voulais réagir à la réponse qui m'a été communiquée qui était pour le coup particulièrement courte. Elle ne répondait pas vraiment à la question principale de mon interpellation qui était « est-ce que le permis d'urbanisme octroyé pour le parc de Forest enterrait une des deux options pour l'aménagement du tram 7 qui relierait Uccle, Forest et Anderlecht et/ou ne faudrait-il pas faire le choix du tracé du tram 7 avant de réaménager le Parc ? ». Puisque, comme les ingénieurs de Beliris l'ont dit, si jamais le choix du tracé du tram 7 est de passer pour une petite partie en dessous du parc de Forest, qu'en est-il du réaménagement du parc ?

Les travaux dépendent l'un de l'autre et donc est-ce que pour vous les travaux doivent commencer, qu'importe le choix ?

En gros, vous enterrer, la possibilité que le tram ne va pas passer par l'avenue Marie-Henriette ?

Dans cette interpellation, à ma question, vous n'avez pas répondu.

Je ne serai pas long car mon collègue Mr JANS a déjà expliqué beaucoup et surtout, on en a déjà parlé au

Conseil communal il y a 2 semaines.

Donc ma question est très simple. Le Bourgmestre lors du conseil communal y a 2 semaines a évoqué son ouverture à, peut-être, ne pas aller jusqu'au bout de l'expérience prévue, c'est-à-dire jusqu'à fin septembre, en voyant l'énorme report d'embouteillages, d'immobilité et de pollution, que cause juste cette zone jeu-là. Pas les autres mais juste celle-là, sur les voiries aux alentours et donc l'iniquité en termes de nuisances que certains ont plus que d'autres.

Je voulais juste savoir si cette volonté, cette réflexion, qui avait été ouverte y a 2 semaines est toujours bien d'actualité et que cette zone sera rouverte avant la rentrée scolaire ? Je vous remercie.

Antwoord van de heer Alain Mugabo en mevrouw Esmeralda Van den Bosch:

“Beste heer Hacken,

Bedankt voor uw interpellatie. Zoals u tijdens de commissie over de renovatie van het park van Vorst hebt kunnen vaststellen vorige week, dateren de plannen voor de renovatie van het park van Vorst van meer dan 10 jaar geleden, wanneer er nog geen sprake was van tram 7. De eerste studies over de mogelijkheden van het tracé werden voorgesteld aan alle gemeenteraadsleden. Ik denk dat we daaruit allen kunnen afleiden dat dit dossier een ander tijds kader kent dan de renovatie van het park, die in 2010 al hoogdringend was. Een burgerraadpleging over tram 7 was voorzien in het voorjaar. Helaas hebben de omstandigheden ervoor gezorgd dat deze consultatie niet kon plaatsvinden in de ideale omstandigheden. Daarom zal de burgerraadpleging worden opgestart in september 2020.”

Interventie van de heer Laurent Hacken

Ik wou reageren op het antwoord dat ik kreeg, dat bijzonder kort was. Het antwoordde niet echt op de belangrijkste vraag van mijn interpellatie: "Begraaft de stedenbouwkundige vergunning voor het park van Vorst een van de twee opties voor de aanleg van tram 7 die Ukkel, Vorst en Anderlecht zou verbinden en/of moet er niet beslist worden over het tracé van tram 7 vóór de heraanleg van het park?" Want, zoals de ingenieurs van Beliris al zeiden, als de keuze van het tracé van tram 7 voor een deel onder het Park van Vorst zou gaan, hoe zit het dan met de heraanleg van het Park?

De werken hangen van elkaar af en moeten de werken voor u dan beginnen ongeacht de keuze?

Eigenlijk begraaft u de mogelijkheid dat de tram niet langs de Maria-Hendrikalaan komt?

In de interpellatie hebt u niet op mijn vraag geantwoord.

Ik zal het niet lang maken, want mijn collega Jans heeft al veel uitgelegd en bovendien hebben we het er twee weken geleden al over gehad in de gemeenteraad.

Mijn vraag is dus heel eenvoudig. Tijdens de gemeenteraad twee weken geleden zei de burgemeester dat hij bereid was om het experiment misschien niet zoals gepland, dus tot eind september, voort te zetten, gezien de enorme verschuiving van het verkeer, de files en de vervuiling die deze speelstraat veroorzaakt, niet de andere, maar alleen deze, op de omliggende wegen en dus de ongelijkheid op het vlak van overlast die sommige mensen meer hebben dan andere.

Ik wou enkel weten of deze denkoefening, die 2 weken geleden werd ingezet, nog steeds actueel is en of de zone in het begin van het schooljaar opnieuw wordt geopend? Ik dank u.

2 annexes / 2 bijlagen

Voilà presque un an, le 8 octobre 2019, je vous interrogerais sous forme d'interpellation au conseil communal sur le dossier relatif à la prolongation du tram 7 sous ou le long du parc de Forest, les différentes options, les inquiétudes de riverains, mais aussi la nécessité de se coordonner avec la Région et Beliris non seulement au niveau de la rénovation de la station Albert, mais aussi de celle du parc de Forest pilotée par Beliris.

Le 5 juin dernier, nous avons appris que Beliris a obtenu le permis pour enfin réaménager ce parc, je dis enfin parce que la procédure a été très longue et qu'il y a pas mal d'attentes de la part des habitants, qu'ils soient forestois ou saint-gillois, de profiter de ce bel espace vert, de son espace rénové et des nouvelles fonctions qu'il proposera. Ce projet prévoit notamment une meilleure accessibilité et des circuits pour PMR, des chemins réaménagés, une signalisation des arbres remarquables et la restauration de la butte, une plaine de jeux avec installations en bois pour enfants de 1 à 12 ans, la restauration des bâtiments et la création d'un théâtre de verdure, deux fontaines à eau potable, une gestion de l'eau qui favorisera son infiltration ou encore la restauration du mobilier (bancs, lampadaires, poubelles, etc.). Selon la presse, la rénovation devrait commencer cet automne.

Si la nouvelle réjouit les usagers, il faut aussi prendre en compte les préoccupations des riverains, en marge de ce réaménagement, puisqu'il y a en parallèle une décision encore à prendre dans le cadre de la prolongation de la ligne de tram 7 vers Forest.

Pour rappel, plusieurs options de tracés de cette prolongation vers la place de Rochefort sont possibles. Elles ont été présentées, avec leurs avantages et inconvénients, dans une étude d'impact réalisée par la STIB.

Il en ressort un choix entre un tracé sous le parc via la technique « *cut and cover* » (ouverture d'une tranchée puis remise dans son pristin état de la surface), tracé qui a un coût plus important et un impact ponctuel sur le parc classé, mais aussi des contraintes légales à respecter. L'entrée se ferait par l'avenue Albert et la sortie au niveau de la place de Rochefort.

Quant au second tracé, il se ferait le long de l'avenue Reine Marie-Henriette dans laquelle deux voies de tram seraient intégrées en surface avec l'impact que l'on imagine sur la mobilité et le stationnement avec la suppression d'une bande de stationnement et/ou d'un sens de circulation, mais aussi sur le bruit et les vibrations sur cette voirie sinueuse, pentue et étroite, l'impact de travaux de rénovations périodiques ou encore sur la vue que les riverains auront désormais du parc.

Pour être complet, cette option comporte deux variantes, l'une avec un tracé du tram 7 totalement en surface – et donc le contournement de la trémie Albert qui impliquera l'abattage d'arbres –, l'autre avec le tram 7 qui entrerait dans la station Albert et sortirait d'une nouvelle trémie le long du parc sur l'avenue Besme pour tourner dans l'avenue Reine Marie-Henriette.

Même si lors de mon interpellation en conseil communal, le Collège n'avait fermé aucune porte sur la forme, même s'il privilégie clairement le passage le long de l'avenue Reine Marie-Henriette, l'échevin de la mobilité de l'époque avait via la presse alors indiqué qu'il n'était pas question de toucher au parc et à ses abords et que l'espace pour réaliser ce site propre serait pris sur la bande de stationnement et une bande de circulation, quitte à mettre l'avenue en sens unique. Selon l'étude d'impact réalisée par la STIB, il semble que l'option qu'elle privilégie de son côté semble le passage du tram 7 sous le parc de Forest pour sortir à la place de Rochefort et emprunter ensuite la direction de l'avenue Willemans Ceuppens. En réponse à ma question parlementaire du même jour, le 8 octobre 2019, la ministre de la mobilité précisait qu'aucune des parties prenantes n'avait encore officiellement choisi d'option, y compris le Gouvernement. A ce jour, c'est, à ma connaissance, toujours le cas.

Le 5 novembre, lors d'une présentation au conseil communal de Forest des différentes options par la STIB, il a été annoncé qu'une large concertation citoyenne serait organisée sur le sujet afin que chacun puisse donner son avis. Un marché devait être lancé au niveau de la STIB pour l'organiser. A l'époque, nous nous

réjouissances de cette ouverture à la participation citoyenne mais, même s'il y a eu la crise du Covid entretemps, je n'ai plus entendu parler de cette procédure de concertation.

J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes :

- Quelle est l'impact de l'entame à l'automne du chantier de rénovation du parc de Forest sur le choix du tracé de la prolongation du tram 7 vers la place de Rochefort ? Est-ce que cela limite de facto les options aux tracés en surface le long de l'avenue Reine Marie-Henriette ou toutes les options restent ouvertes ?
- Y a-t-il une concertation entre la commune, Beliris et la STIB dans ces dossiers ?
- Le Collège a-t-il fait le choix d'une des 3 options ?
- Qu'en est-il de cette concertation citoyenne annoncée ? Est-elle encore prévue ? Si oui, quand et sous quelle forme ? A défaut, comment seront pris en compte les avis des riverains ? Uniquement par la procédure de permis d'urbanisme qui a l'inconvénient de ne proposer qu'une seule option sur laquelle il sera difficile, voire impossible de revenir ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Marc LOEWENSTEIN

Interpellatie betreffende het overleg tussen de gemeente, Beliris en de MIVB inzake de renovatie van het park van Vorst en het project van verlenging van tram 7 onder of langs ditzelfde park van Vorst (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid)

Réponse de Madame Esmeralda Van den Bosch :

“Beste heer Loewenstein,

Bedankt voor uw interpellatie. Het college heeft zich nog niet uitgesproken over het advies dat zij aan het gewest moeten geven over dit dossier. Voor alle duidelijkheid, de uiteindelijke beslissing wordt genomen door de Brusselse hoofdstedelijke regering en deze is nog niet genomen. Het antwoord op uw vraag met betrekking tot de consultatie kreeg u vandaag ook reeds in de commissie mobiliteit, een bureau gespecialiseerd in participatie is geselecteerd door de MIVB en beschikbaar sinds maart. Omwille van de Covid-19-crisis leek de timing niet ideaal om in de afgelopen maanden een participatietraject te doorlopen. Daarom werd het traject uitgesteld tot september. De missie van dit bureau is het bekendmaken van de voorstellen uit de impactstudie, het organiseren en ondersteunen van vier informatie- en consultatiesessies, het uitvoeren en verwerken van de resultaten van een online enquête om het bereikte publiek te verbreden, en het opstellen van een geïllustreerd rapport van ongeveer tien pagina's waarin de hele missie wordt beschreven. Het doelpubliek zal bestaan uit de inwoners van de 3 betrokken gemeenten (Vorst, Sint-Gillis, Ukkel), de gebruikers van het gebied en de MIVB-klanten in het gebied.

De 4 geplande vergaderingen zijn 1 informatieavond met presentatie van de impactstudie, 1 dagworkshop om met de burgers te werken aan een multicriteria-analyserooster, 1 dagconsultatie in het park, en 1 avondpresentatie van de resultaten.

De coördinatie tussen gewest, gemeente en Beliris vond plaats tijdens de studie van de verschillende ondergrondse routes.”

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein

J'ai reçu la réponse de l'Echevine qui est un peu plus complète que celle transmise à Laurent parce que j'ai posé d'autres questions mais j'ai quand même des questions complémentaires. D'abord, merci pour les réponses fournies. Je vais quand même revenir sur certains points au vu de ce que vous avez répondu mais aussi au vu des réponses que j'ai pu obtenir ce matin en commission mobilité au Parlement bruxellois où j'ai posé une question sur le même sujet.

Ma question portait sur l'impact à long terme, à l'automne du chantier de rénovation du parc de Forest, sur le choix du tracé de la prolongation du tram 7 vers la place de Rochefort.

Concernant la consultation citoyenne, j'ai eu une réponse ce matin. Elle se tiendra en septembre, sur 4 jours (2 soirées et 2 journées). J'espère que cette consultation aura un sens et que les portes restent ouvertes, dont la coordination entre la commune, Beliris et la STIB.

Dans ce dossier, vous précisez qu'elle a eu lieu lors de l'étude des différents tracés. Là, je suis assez surpris. C'était il y a environ un an. Aujourd'hui, y a des éléments neufs et j'ai la nette impression que votre souhait de foncer seul avec Beliris, c'est de mettre la Région, la STIB et les citoyens qui seront consultés, devant le fait accompli.

En tout cas, lors de la réunion de la commission sur le sujet, on a bien compris que le bureau d'études, la commune et Beliris ont décidé d'avancer seul. Ce qui pose question. J'aimerais donc poser rapidement les questions complémentaires suivantes :

1. est-ce que la concertation sera bien réelle ou est-ce que les dés sont pipés ? Est-ce que toutes les options sont encore envisagées à ce jour? Est-ce que la consultation des citoyens sera bien aspectée ?
2. J'aimerais savoir si vous comptez reprendre contact avec la STIB, Bruxelles Mobilité, pour coordonner votre action ou alors si vous allez continuer à faire cavalier seul ?
3. La 3ème question, c'est par rapport au timing, à l'organisation des travaux. On sait que les travaux dans le parc devraient durer plusieurs années. Les premières interventions d'automne ne vont sans doute pas impacter tout le parc. Pour préserver la concertation et pour donner du corps à la coordination entre les différentes instances, est-ce qu'on peut imaginer que la partie du parc qui est impactée par un tunnel soit faite dans un 2ème temps ou en tout cas d'une manière intelligente et coordonnée avec le planning de la STIB ?

J'insiste pour reprendre contact avec la STIB, Bruxelles Mobilité et ne pas faire les choses dans votre coin et mettre tout le monde devant le fait accompli.

Réponse de Madame Esmeralda Van den Bosch

Pour les questions sur le permis d'urbanisme et sur la rénovation du parc, je pense que c'est monsieur MUGABO qui est mieux placé pour répondre mais moi je peux répondre sur la concertation. Donc, oui, toutes les options sont encore ouvertes. Comme vous êtes à la commission, il y a quelques semaines, sur la rénovation du Parc, je pense que ça a été expliqué. Comme les travaux ne vont pas encore commencer, ça ne sera pas en septembre, il est encore pertinent d'avoir une participation en septembre.

Intervention de Monsieur Alain Mugabo

Cela fait plus de 10 ans maintenant que le projet de rénovation du parc est en cours d'élaboration. Une des raisons qui a fait que ce projet a été retardé, c'est notamment parce qu'il y avait des velléités de la part de la région de voir si un transport en commun ne pouvait pas passer par le parc, sous le parc ou en dessous du parc.

C'est ce qui a fortement retardé la rénovation de ce parc, parc qui est dans un état de délabrement que tout le monde connaît et qui mérite, et il est plus que temps, d'être rénové. Je pense que c'est un constat partagé par l'ensemble des habitants et des membres du conseil communal.

J'en profite pour remercier toutes les personnes qui ont travaillé durant ces dernières années pour que cette restauration puisse avoir lieu et notamment, les différents membres du collège, anciens membres du collège ou actuels, qui ont contribué d'une manière ou d'une autre à ce que ce projet puisse faire.

Comme on l'a expliqué pendant la commission, les techniciens de Beliris et le bureau d'études, techniquement, il n'y a rien qui empêche la restauration, qu'importe le tracé.

Par ailleurs, comme ça également été dit pendant la commission, contrairement aux informations qu'on avait reçues précédemment, les travaux débiteront au printemps 2021 et non pas cet automne. Les travaux vont débiter par la restauration des bâtiments, dont le chalet, le bâtiment des jardiniers qui se trouve au niveau de Marie-Henriette et la guinguette. D'ici là, il est fort probable que le processus annoncé par la ministre de la Mobilité qui s'est fait à la demande de la commune, aura lieu et donc, j'imagine qu'une décision aura été prise dans ce dossier et qu'on y verra beaucoup plus clair.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Je vous remercie pour votre réponse, mais qui ne me rassure qu'à moitié. Oui, la rénovation du parc est nécessaire, ainsi que d'avoir un tram qui relie le bas de Forest et qui permet aux habitants du quartier Wiels d'aller à l'ULB prendre leur cours sans devoir changer 3 fois de tram et ceux qui habitent près de l'Altitude Cent de pouvoir aller vers le Wiels également, vers les nouvelles écoles qui sont conçues par là, et, éventuellement un jour, la piscine. Donc tous les enjeux sont importants.

Nous dire que les travaux ne commenceront pas avant 2021 et les éventuels travaux pour mettre un tram, à mon avis, pas avant 2025 2026, il n'y aura rien du tout, vu que les budgets sont bouffés par la construction du métro. Ce que l'on n'entend pas, c'est votre volonté de dire que tout est important et qu'on va essayer de tout réaliser parce que ce sont des enjeux qui sont complémentaires ; la rénovation du parc est fondamentale et les enjeux de mobilité également. Entre autres, pour éviter les embouteillages monstres qu'on trouve dans les mêmes axes et dans le même quartier dont vous parlez juste avant. Donc, il ne faut pas dire qu'on veut limiter la voiture et lorsqu'il y a une vraie alternative, -parce qu'on sait que les transports en commun c'est le numéro 1 des possibilités pour diminuer l'utilisation de la voiture- dire que comme on a commencé la réflexion sur la rénovation du parc il y a 10 ans, on va d'abord rénover le parc et tant pis, alors que l'on sait que l'avenue Marie-Henriette est beaucoup trop zigzagante pour qu'un tram puisse passer correctement sans faire des vibrations et sans casser les voies tous les ans.

Donc, on vous en conjure, je pense, -parce que je ne suis pas le seul-, intégrer les 2 dans votre réflexion ! Ce ne sera pas une critique si le parc est rénové un peu plus tard que prévu et ça permettrait de pouvoir réaliser les 2 projets qui sont tous les 2 fondamentaux.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein

Encore une fois, j'insiste sur la nécessité de prendre contact avec la Stib, avec Bruxelles Mobilité, et de se coordonner et de ne pas se dire que la coordination a eu lieu au moment où les tracés ont été ébauchés il y a un an. La coordination, la consultation, doit se poursuivre avec les autres niveaux de pouvoir. C'est important de prendre contact avec les autres acteurs à partir du moment où, vous, au niveau de la commune, vous constatez que des avancées concrètes se font au niveau du parc.

Je l'ai dit dans mon texte initial de questions. C'est évidemment une bonne chose que le parc de Forest soit rénové. Il y a une attente importante de la part de la population, que ce soit des Forestois mais aussi des Saint-gillois qui vivent à côté. On n'est évidemment en rien contre cette rénovation qu'on a soutenu depuis longtemps, mais encore une fois, merci de vous coordonner et de pas travailler dans votre coin aux seuls intérêts de la rénovation du parc, mais également de travailler sur les aspects de la mobilité et sur l'ouverture de toutes les options pour respecter la consultation qui devrait se faire en septembre.

Antwoord van mevrouw Esmeralda Van den Bosch:

“Beste heer Loewenstein,

Bedankt voor uw interpellatie. Het college heeft zich nog niet uitgesproken over het advies dat zij aan het gewest moeten geven over dit dossier. Voor alle duidelijkheid, de uiteindelijke beslissing wordt genomen door de Brusselse hoofdstedelijke regering en deze is nog niet genomen. Het antwoord op uw vraag met betrekking tot de consultatie kreeg u vandaag ook reeds in de commissie mobiliteit, een bureau gespecialiseerd in participatie is geselecteerd door de MIVB en beschikbaar sinds maart. Omwille van de

Covid-19-crisis leek de timing niet ideaal om in de afgelopen maanden een participatietraject te doorlopen. Daarom werd het traject uitgesteld tot september. De missie van dit bureau is het bekendmaken van de voorstellen uit de impactstudie, het organiseren en ondersteunen van vier informatie- en consultatiesessies, het uitvoeren en verwerken van de resultaten van een online enquête om het bereikte publiek te verbreden, en het opstellen van een geïllustreerd rapport van ongeveer tien pagina's waarin de hele missie wordt beschreven. Het doelpubliek zal bestaan uit de inwoners van de 3 betrokken gemeenten (Vorst, Sint-Gillis, Ukkel), de gebruikers van het gebied en de MIVB-klienten in het gebied.

De 4 geplande vergaderingen zijn 1 informatieavond met presentatie van de impactstudie, 1 dagworkshop om met de burgers te werken aan een multicriteria-analyserooster, 1 dagconsultatie in het park, en 1 avondpresentatie van de resultaten.

De coördinatie tussen gewest, gemeente en Beliris vond plaats tijdens de studie van de verschillende ondergrondse routes.”

Interventie van de heer Marc Loewenstein

Ik heb het antwoord van de schepen gekregen dat iets vollediger is dan het antwoord aan Laurent omdat ik andere vragen heb gesteld, maar ik heb nog enkele vragen. Ten eerste, bedankt voor de geleverde antwoorden. Ik kom toch nog even terug op bepaalde punten in het licht van uw antwoord, maar ook in het licht van de antwoorden die ik vanmorgen heb kunnen krijgen in de commissie mobiliteit in het Brussels Parlement, waar ik een vraag over hetzelfde onderwerp heb gesteld.

Mijn vraag had betrekking op de impact op lange termijn van de renovatiewerken aan het Park van vorst, op de keuze van het traject voor de verlenging van tram 7 naar het Rochefortplein.

Wat de burgerraadpleging betreft, heb ik vanmorgen een antwoord gekregen. Het zal plaatsvinden in september, over 4 dagen gespreid (2 avonden en 2 dagen). Ik hoop dat dit overleg zinvol zal zijn en dat de deuren open blijven, waaronder de coördinatie tussen de gemeente, Beliris en de MIVB.

In dit dossier geeft u aan dat dit gebeurde tijdens de studie van de verschillende trajecten. Dat verbaast mij. Dat was ongeveer een jaar geleden. Vandaag zijn er nieuwe elementen en ik heb de indruk dat uw wens om het alleen met Beliris te doen, het Gewest, de MIVB en de burgers die zullen worden geraadpleegd, voor een voldongen feit plaatst.

In elk geval werd tijdens de vergadering van de commissie daaromtrent duidelijk dat het studiebureau, de gemeente en Beliris besloten hebben om alleen door te gaan. Dat roept vragen op. Daarom stel ik de volgende vragen:

1. Wordt het echt overleg of zijn de dobbelstenen vervalst? Worden alle opties nog in overweging genomen? Zal het overleg met de burgers goed verlopen?
2. Ik wil graag weten of u van plan bent om terug contact op te nemen met de MIVB, Brussel Mobiliteit, om uw actie te coördineren of dat u het alleen zal blijven spelen?
3. De derde vraag betreft de timing en de organisatie van de werkzaamheden. We weten dat de werken in het park enkele jaren zouden duren. De eerste ingrepen in het najaar zullen waarschijnlijk geen impact hebben op het hele park. Kunnen we ons, om het overleg te vrijwaren en de coördinatie tussen de verschillende instanties zin te geven, voorstellen dat het deel van het park waarop de tunnel invloed heeft, in een tweede fase wordt uitgevoerd of tenminste op een intelligente manier en in coördinatie met de planning van de MIVB?

Ik vraag om terug contact op te nemen met de MIVB en Brussel Mobiliteit, en niet in een hoekje te gaan werken en iedereen voor voldongen feiten te plaatsen.

Antwoord van mevrouw Esmeralda Van den Bossche

Op de vragen over de stedenbouwkundige vergunning en over de renovatie van het park kan de heer MUGABO mijns inziens beter antwoorden, maar ik kan wel antwoorden in verband met het overleg. Ja, alle opties zijn nog open. Aangezien u enkele weken geleden in de commissie zat over de renovatie van het park, denk ik dat het uitgelegd is. Aangezien de werken nog niet beginnen in september, is het nog relevant

om in september aan participatie te doen.

Interventie van de heer Alain Mugabo

Het project voor de renovatie van het park staat al meer dan 10 jaar in de steigers. Een van de redenen dat dit project vertraging heeft opgelopen, is dat het Gewest wou nagaan of het openbaar vervoer door of onder het park kon.

Dat vertraagde enorm de renovatie van het park, dat inmiddels in een vervallen staat verkeert die iedereen kent en dringend renovatiewerken verdient. Ik denk dat alle inwoners en gemeenteraadsleden die mening delen.

Ik maak van de gelegenheid gebruik om alle mensen te bedanken die de afgelopen jaren hebben gewerkt om ervoor te zorgen dat deze restauratie kan plaatsvinden, in het bijzonder de verschillende - voormalige of huidige - leden van het College, die op een of andere manier hebben bijgedragen aan de totstandbrenging van dit project.

Zoals de technici van Beliris en het studiebureau tijdens de commissie stelden, staat technisch gezien niets de restauratie in de weg, ongeacht het traject.

Bovendien zullen, zoals in de commissie gezegd, in tegenstelling tot de informatie die we eerder ontvingen, de werken in het voorjaar 2021 beginnen en niet dit najaar. De werken beginnen met de restauratie van de gebouwen, waaronder de chalet, het gebouw van de tuiniers aan Maria-Hendrika en de bar. In de tussentijd is het zeer waarschijnlijk dat het door de minister van Mobiliteit aangekondigde proces, dat op verzoek van de gemeente is uitgevoerd, zal plaatsvinden, dus ik neem aan dat er over deze kwestie een beslissing genomen wordt en dat we duidelijker zullen zien.

Interventie van de heer Laurent Hacken

Dank u voor uw antwoord, maar het stelt me maar half gerust. Ja, de renovatie van het park is noodzakelijk, evenals een tram die laag-Vorst verbindt en de inwoners van de Wielswijk naar de ULB brengt zonder 3 keer van tram te moeten veranderen en de mensen uit Hoochte Honderd ook naar Wiels brengt, naar de nieuwe scholen die daar komen en eventueel ooit naar het zwembad. Er zijn dus heel wat uitdagingen.

Als we horen dat de werkzaamheden niet voor 2021 beginnen en de eventuele werken voor de aanleg van de tramlijn volgens mij niet voor 2025 of 2026 beginnen, komt er misschien helemaal niets, omdat de budgetten worden opgeslokt door de aanleg van de metro. Wat we niet horen is uw bereidheid om te zeggen dat alles belangrijk is en dat we alles zullen proberen te verwezenlijken omdat het complementaire kwesties zijn; de renovatie van de vloot is van fundamenteel belang en dat geldt ook voor de mobiliteitskwesties. Onder andere om de monsterfiles te vermijden die we aantreffen in dezelfde straten en in dezelfde buurt die u net noemde. Je moet dus niet zeggen dat we het autogebruik willen beperken en als er een echt alternatief is - omdat we weten dat het openbaar vervoer het belangrijkste middel is om het autogebruik te beperken - zeggen dat we, sinds we 10 jaar geleden begonnen zijn met nadenken over de renovatie van het park, eerst het park gaan renoveren, wetende dat de Maria-Hendrikalaan veel te zigzaggend is voor een tram om goed te kunnen langsrijden zonder trillingen of de weg te beschadigen. Dus vragen wij - ik ben niet de enige - beide in de denkoefening op te nemen! Er zal geen kritiek zijn als het park iets later gerenoveerd wordt dan gepland, en het zal ons in staat stellen om de 2 projecten uit te voeren die allebei fundamenteel zijn.

Interventie van de heer Marc Loewenstein

Ik benadruk nogmaals dat het noodzakelijk is om contact op te nemen met de MIVB en Brussel Mobiliteit, en plannen te coördineren en niet te zeggen dat de coördinatie plaatsvond toen de trajecten een jaar geleden werden uitgestippeld. Coördinatie en overleg moeten aan de orde blijven met de andere overheidsniveaus. Het is belangrijk om in contact te komen met de andere actoren zodra je op gemeentelijk niveau ziet dat er concrete vooruitgang wordt geboekt voor het park.

Dat zei ik in mijn eerste tekst. Het is natuurlijk een goede zaak dat het Park van Vorst gerenoveerd wordt. De bevolking verwacht er veel van, zowel Vorstenaren als Sint-Gillenaren die er in de buurt wonen.

Uiteraard zijn wij geenszins tegen deze renovatie, die wij al lang steunen, maar nogmaals, denk aan coördinatie en werk niet in uw hoekje aan de renovatie van het park, maar denk ook aan de mobiliteitsaspecten en de openstelling van alle opties om de raadpleging die in september zou plaatsvinden, te respecteren.

2 annexes / 2 bijlagen

41 **Question orale concernant l'inscription de la commune de Forest à l'European Disability Card (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)**

Monsieur le Bourgmestre,

L'European Disability Card (EDC) a été lancée en octobre 2017 pour améliorer l'accès aux activités culturelles, sportives et de loisirs aux personnes porteuses d'un handicap. Ce projet est porté par le secteur associatif et les niveaux européen, fédéral et régional. Aujourd'hui, 54.000 cartes EDC ont été distribuées dans le pays.

Les associations qui s'inscrivent dans la dynamique accordent des avantages qu'ils déterminent eux-mêmes (gratuité, guide audio gratuit, guide en braille, ...). 400 musées, centres culturels, ... et de nombreuses communes font déjà partie du mouvement. Quand une commune s'inscrit, elle s'engage à promouvoir la carte et à aider les personnes porteuses d'un handicap à l'obtenir. Et elle s'engage à sensibiliser les associations sportives, culturelles, ... à améliorer l'accessibilité de leurs activités et bâtiments.

Les droits des personnes porteuses d'un handicap sont sans aucun doute une priorité pour notre commune, et cette initiative va indubitablement dans le bon sens. Nous devons donc je pense jouer notre rôle de soutien et de partenaire pour que cette carte soit davantage connue et utilisée.

Est-il prévu que notre commune s'inscrive dans cette initiative, à l'instar d'autres communes, de plus en plus nombreuses, afin de promouvoir la carte auprès de toutes les personnes concernées et de pousser nos associations et lieux publics à être encore davantage accessibles aux personnes porteuses d'un handicap ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de inschrijving van de gemeente Vorst op de European Disability Card (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid)

Réponse de Madame Mariam El Hamidine :

« Merci Monsieur Hacken ; votre question est dans la continuité du travail que le Collège mène depuis de nombreuses années :

Notre objectif est de parvenir à une commune de plus en plus inclusive ou tout un chacun.e se sente accueilli.e.

Un groupe de travail de la coordination sociale a vu le jour en 2013. Ce dernier travaille en étroite collaboration avec le service affaires sociales de la commune.

Le groupe de travail a rencontré plusieurs échevins et notamment les échevins de la culture et des sports ; des visites ont été organisées dans les différentes salles de sports avec le groupe « Handicap » avec l'échevin des sports ainsi que l'échevine de l'égalité des droits.

Différents aménagements ont été effectués afin que des services communaux soient accessibles aux différences ; notamment en terme d'accessibilité pour tous.

Actuellement, la commune a répondu à un appel à projet et a été sélectionnée afin de réfléchir avec les architectes à l'aménagement futur de l'abbaye (futur lieu culturel par excellence) ; et plus spécifiquement aux alentours afin que l'accessibilité soit optimale.

Le BRASS accueille une fois l'an le groupe « handicap » lors de la diffusion de films de sensibilisation aux handicaps à destination des associations et du public.

La commune de Forest a été très active ces dernières années afin que l'égalité entre tous se traduise dans les différentes actions ; notamment dans les différentes actions en lien avec le handicap.

La participation aux réflexions avec les différentes associations qui travaillent avec des personnes handicapées présentes sur le territoire forestois est importante,

Il y a quelques temps, j'ai transmis les informations au groupe « handicap de la cohésion sociale » concernant l'European Disability Card.

La décision choisie par le groupe sera soutenue par la commune.

El Hamidine Mariam. »

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Il n'y a pas là non plus de vraie réponse. J'ai une question complémentaire. Je vous remercie pour ces réponses qui font l'état des lieux de beaucoup de chose. On me dit que le groupe « handicapés » va réfléchir sur l'European disability card et sur son intérêt pour la commune ou pas. Le groupe choisira et la commune prendra la même décision que le groupe. Ce que je n'ai pas, c'est un timing sur quand ce groupe va statuer là-dessus. Quand pourrons-nous savoir si la commune sera membre de l'European disability card ou non ?

Réponse de Madame Mariam El Hamidine

Cette proposition a déjà été soumise au groupe et il n'y a pas eu de réunion depuis le COVID, sinon la discussion aurait déjà eu lieu. Il va y avoir une réunion après les vacances, je suppose. Et à ce moment-là, je reviendrai vers toi quand la décision sera prise, je te ferai part de la décision, je suppose en septembre. Merci beaucoup.

Antwoord van mevrouw Mariam El Hamidine:

“Dank u, mijnheer Hacken; uw vraag ligt in de lijn van het werk dat het College al vele jaren levert: Ons doel is te komen tot een steeds inclusievere gemeente waar iedereen zich welkom voelt.

In 2013 werd er een werkgroep sociale coördinatie opgericht. Deze werkt nauw samen met de dienst Sociale Zaken van de gemeente.

De werkgroep heeft verschillende schepenen ontmoet en meer bepaald de schepenen van Cultuur en Sport; er werden bezoeken georganiseerd aan de verschillende sportzalen, samen met de groep ‘Handicap’, de schepenen van Sport en Gelijke Kansen.

Er werden verschillende aanpassingen gedaan opdat de gemeentediensten toegankelijk zijn voor wie anders is; met name wat betreft de toegankelijkheid voor iedereen.

De gemeente heeft nu geantwoord op een projectoproep en is geselecteerd om samen met de architecten na te denken over de toekomstige inrichting van de abdij (toekomstige culturele locatie bij uitstrek); en meer specifiek in de omgeving opdat de toegankelijkheid optimaal is.

BRASS ontvangt eenmaal per jaar de groep 'Handicap' bij de vertoning van sensibiliseringsfilms van handicaps bestemd voor verenigingen en het publiek.

De gemeente Vorst is de afgelopen jaren zeer actief geweest opdat de gelijkheid van iedereen zich vertaalt in de verschillende acties; meer bepaald in de verschillende acties met betrekking tot handicaps.

De deelname aan de denkoefeningen met de verschillende verenigingen die samenwerken met personen met een handicap op het Vorstse grondgebied is belangrijk.

Een tijdje geleden heb ik de informatie over de European Disability Card doorgegeven aan de groep 'Handicap' van de sociale cohesie.

De beslissing die door de groep wordt genomen zal door de gemeente worden gesteund.

EL HAMIDINE Mariam."

Interventie van de heer Laurent Hacken

Er is ook hier geen echt antwoord. Ik heb een bijkomende vraag. Ik dank u voor deze antwoorden die over veel dingen een stand van zaken geven. Ik hoor dat de groep 'Handicap' gaat nadenken over de European Disability Card en over het al dan niet van belang zijn voor de gemeente. De groep kiest en de gemeente neemt dezelfde beslissing als de groep. Wat is mis, is een timing van wanneer deze groep daarover een beslissing gaat nemen. Wanneer kunnen we weten of de groep lid wordt van de European Disability Card of niet?

Antwoord van mevrouw Mariam El Hamidine

Dit voorstel werd reeds voorgelegd aan de groep en er is sinds COVID geen vergadering geweest, anders zou dit reeds besproken zijn. Ik veronderstel dat er na de vakantie een vergadering zal plaatsvinden. En dan kom ik bij je terug als de beslissing genomen is, ik zal je op de hoogte brengen van de beslissing. Ik veronderstel in september. Bedankt allemaal!

2 annexes / 2 bijlagen

42 Question orale concernant les amendes administratives imposées durant le confinement (à la demande de Monsieur Hacken, conseiller communal)

Monsieur le Bourgmestre,

L'arrêté ministériel luttant contre la propagation du Covid-19 a prévu la possibilité pour les communes de donner des amendes administratives aux citoyens ne respectant pas les obligations qui y étaient prévues. Après quelques remous juridiques, nous avons d'ailleurs approuvé une ordonnance du Bourgmestre qui permettait à nos forces de l'ordre de dresser les PV lors du Conseil communal d'avril dernier.

Je voudrais savoir combien d'amendes administratives ont été infligées dans notre commune sur la base de cette ordonnance du 17 avril approuvée par le Conseil le 21 avril ?

Combien parmi celles-ci ont été infligées entre le 17 et le 21 avril ?

Enfin, certaines amendes administratives ont-elles été infligées avant le 17 avril ? Le texte avait-il une portée rétroactive ? Ou bien s'agissait-il d'amendes qui se basaient une autre base juridique ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Laurent Hacken
Chef de groupe cdH

Mondelinge vraag over de administratieve boetes opgelegd tijdens de lockdown (op vraag van Mijnheer Hacken, gemeenteraadslid)

Geachte heer Burgemeester,

Het ministerieel besluit ter bestrijding van de verspreiding van Covid-19 voorzag in de mogelijkheid voor gemeenten om administratieve boetes te geven aan burgers die zich niet aan de daarin vastgelegde verplichtingen houden. Na wat juridische beroering hebben we overigens tijdens de Gemeenteraad van april jongstleden een ordonnantie van de Burgemeester goedgekeurd die onze ordrestrijdkrachten in staat stelde de PV's op te stellen.

Ik zou graag willen weten hoeveel administratieve boetes er in onze gemeente werden opgelegd op basis van deze ordonnantie van 17 april, die op 21 april door de Raad werd goedgekeurd.

Hoeveel daarvan werden er tussen 17 en 21 april opgelegd?

Tot slot, werden er bepaalde administratieve boetes opgelegd vóór 17 april? Was de tekst met terugwerkende kracht van toepassing? Of waren deze boetes gebaseerd op een andere rechtsgrondslag?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Laurent Hacken
Fractie leider cdH

Réponse du Bourgmestre, Monsieur Stéphane Roberti :

Monsieur le Conseiller,

Merci pour votre question. Je vous communique les chiffres transmis par la fonctionnaire sanctionnatrice de Forest.

Combien d'amendes administratives ont été infligées dans notre commune sur la base de cette ordonnance du 17 avril approuvée par le Conseil le 21 avril ?

- Entre le 17 avril et aujourd'hui, on a envoyé 355 PV et une amende est due dans 96 dossiers (84 ont payé directement et 12 où il y a eu une décision)

Combien parmi celles-ci ont été infligées entre le 17 et le 21 avril ?

- Entre le 17 et le 21 avril, 50 PV ont été envoyés et 13 dossiers ont été payés

14

Certaines amendes administratives ont-elles été infligées avant le 17 avril ? Le texte avait-il une portée rétroactive ? Ou bien s'agissait-il d'amendes qui se basaient une autre base juridique ?

- Du 18 mars au 17 avril, 391 PV ont été envoyés sur base de l'article 6 du Règlement général de Police de Forest ; c'est sur le refus d'obtempérer à une injonction d'un fonctionnaire de police. Une amende a été payée ou infligée dans 260 dossiers.

Montant perçu entre le 18 mars à aujourd'hui en supprimant les paiements pour arrêt et stationnement identifiés : 131 052,62 euros.

Je reste à votre disposition pour toutes autres questions.

Antwoord van burgemeester, de heer Stéphane Roberti:

Beste gemeenteraadslid,

Wij danken u voor uw vraag. Ik deel u de cijfers mee die zijn doorgegeven door de sanctionerend ambtenaar van Vorst.

Hoeveel administratieve boetes werden er in onze gemeente opgelegd op basis van deze ordonnantie van 17 april, die op 21 april door de Raad werd goedgekeurd?

- Tussen 17 april en vandaag hebben we 355 pv's verstuurd en in 96 dossiers was er een boete verschuldigd (84 boetes werden rechtstreeks betaald en bij 12 boetes was er een schikking)

Hoeveel daarvan werden er tussen 17 en 21 april opgelegd?

- Tussen 17 en 21 april werden er 50 pv's verstuurd en 13 dossiers betaald

14

Werden er bepaalde administratieve boetes opgelegd vóór 17 april? Was de tekst met terugwerkende kracht van toepassing? Of waren deze boetes gebaseerd op een andere rechtsgrondslag?

- Van 18 maart tot 17 april werden er 391 pv's verstuurd op basis van artikel 6 van het Algemeen Politiereglement van Vorst; d.w.z. inzake de weigering gevolg te geven aan een bevel van een politieagent. In 260 dossiers werd er een boete betaald of opgelegd.

Ontvangen bedrag tussen 18 maart en vandaag met schrapping van de geïdentificeerde betalingen m.b.t. stationeren en parkeren: 131 052,62 euro.

Voor bijkomende informatie kunt u steeds bij mij terecht.

2 annexes / 2 bijlagen

43 **Question orale sur le bruit et les vibrations des trams au carrefour Albert/Molière (à la demande de Monsieur Loewenstein, conseiller communal) (Complémentaire)**

Les vibrations et les bruits provoqués par les trams à certains endroits non adaptés peuvent rapidement non seulement devenir un enfer acoustique pour les habitants impactés, mais aussi détériorer le bâti.

Des riverains du carrefour entre les avenue Albert et Molière à Forest se plaignent à nouveau de nuisances sonores et de vibrations engendrées par le passage des trams.

Les travaux dernièrement réalisés au carrefour Albert/Molière n'ont manifestement pas atteints l'objectif affiché de réduire les nuisances sonores lors du passage du tram.

La situation semble être aggravée par l'enlèvement d'un panneau limitant la vitesse des trams à 25km/h qui, même s'il n'était pas toujours respecté, permettait de diminuer les vibrations et le bruit des trams passant à cet endroit et sensibiliser les chauffeurs aux nuisances engendrées par une traversée trop rapide du carrefour.

Le 23 juin dernier, le bourgmestre et les échevins de la mobilité et de l'environnement ont été sollicités par un riverain du carrefour Albert/Molière pour qu'ils viennent en aide aux habitants impactés par ces bruits et vibrations dus aux passages des trams.

Ils demandaient notamment de veiller, via la police, à ce que les trams traversent le carrefour à basse vitesse aussi longtemps que la STIB n'aura pas remplacé les panneaux de limitation et que les conducteurs de tram ne les respectent pas.

J'aimerais donc savoir ce qui a été fait ces 2 dernières semaines pour venir en soutien aux riverains et réduire les nuisances subies. Quelles actions ont été menées par la Commune pour faire diminuer la vitesse de passage des trams à cet endroit ? Quelles démarches ont-elles été prises auprès de la STIB pour améliorer structurellement la situation ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Mondelinge vraag over het lawaai en de trillingen van de trams op het kruispunt Albert/Molière (op vraag van Mijnheer Loewenstein, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Réponse de Madame Esmeralda Van den Bosch :

Cher Monsieur Loewenstein,

Permettez-moi avant tout de vous remercier pour votre question. La commune a contacté le Cabinet de la Ministre Elke Van den Brandt, en charge de la STIB, dès le mois de mai, lorsque le citoyen nous a contactés pour la première fois pour signaler cette préoccupation et pour demander que des mesures soient prises. Des travaux ont été réalisés pour améliorer la transition entre le site propre et le carrefour. Ces travaux n'étant pas suffisants, la mesure des vibrations a été effectuée sur place pour objectiver les nuisances. Sur cette base, il a été décidé de fixer une limite de vitesse de 25km/h pour les trams. En même temps, une solution technique durable a été recherchée. Une première intervention a eu lieu mi-juin, après quoi la limite de vitesse a été levée. De nouvelles mesures ont eu lieu fin juin et elles confirment une amélioration par rapport aux mesures d'avril, grâce auxquelles la limite de vitesse a pu être adaptée à 30 km/h.

Cependant, il est également toujours question d'usure ondulatoire de la voie au carrefour, ce qui explique la persistance des nuisances. La STIB s'est engagée à meuler les voies pour éliminer cette usure. Cette opération de meulage était prévue pour le printemps, mais elle a dû être annulée en raison de l'épidémie de Covid-19 et de l'arrêt des activités du sous-traitant de la STIB. Ce travail doit pouvoir être terminé au mois d'août. D'ici là, la limite de vitesse de 30 km/h sera maintenue.

Intervention de Monsieur Marc Loewenstein.

Merci pour les réponses. J'invite le collègue néanmoins à rester attentif à cette situation, à ces nuisances au carrefour Molière/Albert, à monitorer la situation et à prendre toutes les mesures et les contacts pour préserver la qualité de vie des riverains.

Je voulais poser rapidement 2 questions complémentaires :

1. est-ce que par exemple vous avez demandé à Bruxelles Environnement de réaliser une campagne de mesures à ce carrefour?
2. est-ce que les contrôles ont été effectués, notamment par la police, au niveau du carrefour concerné, pour le respect de la vitesse ?

Entre ma question où le panneau avait été enlevé et aujourd'hui, le panneau a été réinstallé et il est limité aujourd'hui à 30 kilomètres/heure. Est-ce que les 30 kilomètres/heures sont aujourd'hui respectés par les trams?

C'est important au niveau de la commune de montrer de l'intérêt même si on est sur une voirie régionale, il faut montrer qu'on se préoccupe de la qualité de vie des riverains, même ceux qui habitent sur les grands axes très fréquentés.

Réponse de Monsieur Alain Mugabo

En ce qui concerne la 1ère question, une demande a été faite à Bruxelles-Environnement qui doit en effet faire une mesure de bruit pour objectiver la situation. A ma connaissance, on n'a pas encore reçu les résultats de ces mesures, mais j'ai cru comprendre que ce service était un peu débordé et chamboulé, notamment par le COVID, mais que ces mesures devraient se faire très prochainement.

Intervention de Madame Esmeralda Van den Bosch

Je sais qu'il a été demandé à la police de faire des contrôles très réguliers sur la vitesse des trams.

Monsieur Marc Loewenstein mentionne que si des contrôles sont demandés, c'est justement parce qu'il est constaté que les véhicules continuent à rouler trop vite. Que les chauffeurs de la STIB sont censés être sensibilisés et respecter les panneaux, mais qu'il faut aussi savoir, et que c'est peut être un réflexe du chauffeur de tram, que les trams ne sont pas soumis aux limitations de vitesses auxquelles sont soumis les voitures et les bus. D'où la nécessité des contrôles.

Antwoord van mevrouw Esmeralda Van den Bosch :

Beste heer Loewenstein,

Bedankt voor uw vraag. De gemeente heeft contact opgenomen met het kabinet van minister Elke Van den Brandt, bevoegd voor de MIVB en dit ook al in mei, wanneer de inwoner ons voor het eerst contacteerde, om deze bezorgdheid te signaleren en met de vraag om actie te ondernemen. Er hebben werken plaatsgevonden op de overgang te verbeteren tussen de eigen bedding en het kruispunt. Omdat deze werken niet voldoende waren, werd een meting van de trillingen ter plaatse uitgevoerd om de overlast te objectiveren. Op basis daarvan is er beslist om een snelheidsbeperking voor de trams van 25km/h in te stellen. Tegelijkertijd werd er gezocht naar een duurzame technische oplossing. Een eerste interventie heeft plaatsgevonden half juni, waarna de snelheidsbeperking werd opgeheven. Nieuwe metingen vonden plaats eind juni en bevestigen een verbetering tegenover de metingen in april, waardoor de snelheidsbeperking kon aangepast worden naar 30 km/h.

Er is echter nog steeds sprake van golvende spoorlijtage op de kruising, wat de hardnekkigheid van de overlast verklaart. De MIVB engageert zich om de sporen te slijpen om deze golvende slijtage te verwijderen. Deze slijpoperatie was gepland voor het voorjaar, maar moest worden afgelast vanwege de gevolgen van de Covid 19-epidemie en de stillegging van de activiteiten van de onderaannemer van de MIVB. Dit werk moet in de maand augustus kunnen worden voltooid. Tot die tijd wordt de snelheidslimiet van 30 km/u gehandhaafd.

Interventie van de heer Marc Loewenstein.

Dank voor de antwoorden. Ik nodig de collega evenwel uit om aandachtig te blijven hebben voor deze situatie, voor deze overlast op het kruispunt Molière/Albert, de situatie te monitoren en alle maatregelen te nemen en contacten te leggen om de levenskwaliteit van de omwonenden te behouden.

Ik wilde snel 2 bijkomende vragen stellen:

1. hebt u bijvoorbeeld aan Leefmilieu Brussel gevraagd om op dit kruispunt een meetcampagne uit te voeren?
2. werden er snelheidscontroles uitgevoerd op het desbetreffende kruispunt, meer bepaald door de politie?

Tussen mijn vraag of het bord werd verwijderd en vandaag, is het bord opnieuw geplaatst en is het vandaag beperkt tot 30 kilometer per uur. Houden de trams zich vandaag aan de 30 kilometer per uur?

Op het niveau van de gemeente is het belangrijk om belangstelling te tonen. Zelfs als het over een gewestweg gaat, moeten we tonen dat we ons bekommeren om de levenskwaliteit van de omwonenden, zelfs om zij die op de drukst bezochte assen wonen.

Antwoord van de heer Alain Mugabo

Wat de 1e vraag betreft werd er een aanvraag ingediend bij Leefmilieu Brussel, dat inderdaad een geluidsmeting moet uitvoeren om de situatie te objectiveren. Bij mijn weten hebben we de resultaten van die metingen nog niet ontvangen, maar ik heb gehoord dat deze dienst een beetje overbelast is en overhoop werd gehaald, met name door COVID. Deze metingen zouden evenwel zeer binnenkort moeten worden uitgevoerd.

Interventie van mevrouw Esmeralda Van den Bosch

Ik weet dat er aan de politie is gevraagd om zeer regelmatig snelheidscontroles van de trams te doen.

De heer Marc Loewenstein vermeldt dat als er controles worden gevraagd, dit juist is omdat men vaststelt dat de voertuigen te snel blijven rijden. Dat de chauffeurs van de MIVB worden geacht gesensibiliseerd te worden en de borden te respecteren, maar dat het ook belangrijk is te weten, en misschien is het een reflex van de tramchauffeur, dat de trams niet onderworpen zijn aan dezelfde snelheidsbeperkingen als de auto's en de bussen. Vandaar de noodzaak van de controles.

1 annexe / 1 bijlage

44 Interpellation sur l'implantation d'antennes GSM dans le quartier Sept Bonniers – Ulysse – Pénélope (à la demande de Monsieur Jans, conseiller communal) (Complémentaire)

De nombreux habitants du quartier Sept Bonniers/Ulysse se sont mobilisés ces derniers jours et continuent à le faire pour le maintien de la qualité de vie dans le quartier. Et pourquoi cette mobilisation ? Parce que deux opérateurs téléphoniques ont obtenu des permis pour exploiter des antennes sur les toits du 158 avenue des Sept Bonniers (permis octroyé le 25 mai) et du 60 avenue Pénélope (permis octroyé le 29 mai). Il est à noter que les sites sur lesquels des antennes sont déjà installées sont situés à proximité de deux crèches (Les Marmots, Les Bébés rieurs) et de l'école communale des Sept Bonniers.

Je suis bien conscient que les procédures en matière d'octroi de permis d'environnement sont gérées au niveau de la Région et de Bruxelles Environnement. Il n'en demeure pas moins que, même si la commune n'émet plus d'avis sur ce type de dossier, se doit d'agir dans l'intérêt de ses habitants et veiller à ce que de tels dispositifs n'impactent pas leur santé.

Certains riverains s'interrogent sur la transparence de la procédure, la validité de l'affichage, l'exploitant des nouvelles antennes... Ils s'inquiètent bien entendu sur l'évolution à venir, et notamment le déploiement de la 5G, et bien évidemment, de l'impact de ces antennes sur la santé du quartier, et plus particulièrement sur les crèches et l'école avoisinantes.

Le débat sur le sujet n'est pas neuf et le respect du principe de précaution est souvent mis en avant pour contrer les installations de tels dispositifs. Une ordonnance régionale existe et prévoit une limitation des émissions à maximum 6 volts par mètre au niveau de l'implantation des antennes.

La Commune pourrait-elle nous informer :

1. Si elle a pris connaissance et examiné le dossier de permis d'environnement octroyé par la Région pour l'implantation de ces nouvelles antennes ?
2. Si les conditions d'affichage de la demande de permis ont bien été respectées ?
3. Si le respect de l'ordonnance régionale est assuré ?
4. Si la présence de deux crèches et d'une école à proximité du site sur lequel seront implantées les nouvelles antennes a bien été prise en compte dans la demande de permis et par Bruxelles Environnement ?
5. au-delà même de l'aspect 5G, pourquoi la commune n'a plus grand-chose à dire dans ce type de dossier qui mobilise de nombreux citoyens ?
6. Quelles actions la commune a-t-elle prévu de prendre pour garantir la santé des Forestois ? Si une ou plusieurs irrégularités venaient à être constaté, la commune envisage-t-elle d'intenter un recours contre l'implantation de ces antennes afin de ne pas faire peser cette charge de procédure sur les riverains ?

Xavier JANS
Conseiller DEFI

Intervention de Monsieur Pierre-De Permentier:

« Je souhaite interroger le Collège sur le permis d'environnement portant sur l'installation d'antennes GSM pour l'opérateur TELENET.

De nombreux riverains s'inquiètent de cette demande de permis au regard des nombreuses antennes déjà présentes sur le toit de l'immeuble situé au 158 av. des sept bonniers. Faisant suite à ma précédente interpellation dans laquelle je m'inquiétais du nombre d'antennes présentes dans certains quartiers, je constate que ce phénomène s'amplifie. A cet égard, j'attends toujours les chiffres exactes des antennes présentes sur le sol communal.

- Pourriez-vous m'indiquer combien d'antennes se situent actuellement à cette adresse ? Quels sont les opérateurs concernés ?

- Le total des antennes ne dépasse-t'il pas les normes autorisées ? Des tests préalables ont-ils été effectués ?

- Le schéma joint au permis met en évidence des zones qui dépasseraient les normes légales, quelles seraient alors les incidences possibles sur la santé de nos concitoyens ?

- Au regard de la configuration du quartier et de la présence d'une école et de crèches, pourriez-vous nous indiquer le rayon d'activité d'une antenne GSM et le nombre d'antennes ayant une incidence sur ces sites ?

- Au regard des sites en présence, n'est-il pas souhaitable de mettre un moratoire sur l'installation de nouvelles antennes dans le quartier ? Je crois savoir que la lutte contre les nuisances électromagnétiques est un enjeu que nous partageons, n'est-il pas temps d'agir pour la santé de nos concitoyens ?

D'avance je vous remercie pour vos réponses.

Cédric Pierre-De Permentier

Chef de groupe MR

Interpellatie over de plaatsing van gsm-antennes in de wijk Zevenbunders-Ulysse-Penelope (op vraag van Mijnheer Jans, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Heel wat bewoners van de wijk Zevenbunders/Ulysse hebben zich de afgelopen dagen gemobiliseerd en blijven dat doen om de kwaliteit van het leven in de wijk te behouden. En waarom deze mobilisatie? Omdat twee telefoonoperatoren vergunningen hebben gekregen voor de exploitatie van dakantennes aan de Zevenbunderslaan 158 (vergunning toegekend op 25 mei) en aan de Penelopelaan 60 (vergunning toegekend op 29 mei).

Er dient te worden opgemerkt dat de plaatsen waar al antennes zijn geïnstalleerd zich bevinden in de buurt

van twee kinderdagverblijven (Les Marmots, Les Bébés rieurs) en van de gemeenteschool 'Les Sept Bonniers'.

Ik ben me er terdege van bewust dat de procedures inzake toekenning van milieuvergunningen worden beheerd op het niveau van het Gewest en van Leefmilieu Brussel. Het blijft een feit dat, ook al spreekt de gemeente zich niet meer uit over dit soort dossiers, zij de plicht heeft om te handelen in het belang van haar inwoners en erop toe te zien dat dergelijke voorzieningen geen impact hebben op hun gezondheid.

Sommige buurtbewoners plaatsen vraagtekens bij de transparantie van de procedure, de geldigheid van de aanplakking, de exploitant van de nieuwe antennes... Ze maken zich uiteraard zorgen over de toekomstige ontwikkelingen, met name de uitrol van 5G, en natuurlijk over de impact van deze antennes op de gezondheid van de wijk, en meer in het bijzonder op de omliggende kinderdagverblijven en de school.

Het debat over dit onderwerp is niet nieuw en de naleving van het voorzorgsbeginsel wordt vaak geopperd om de installatie van dergelijke voorzieningen tegen te gaan. Er bestaat een gewestelijke ordonnantie die voorziet in een beperking van de emissies tot maximaal 6 volt per meter ter hoogte van de plaats van de antennes.

Zou de Gemeente ons op de hoogte kunnen brengen:

1. Of zij het milieuvergunningsdossier dat door het Gewest werd toegekend voor de plaatsing van deze nieuwe antennes heeft gelezen en onderzocht?
2. Of de voorwaarden van aanplakking van de vergunningsaanvraag wel degelijk werden nageleefd?
3. Of de naleving van de gewestelijke ordonnantie is verzekerd?
4. Of de aanwezigheid van twee kinderdagverblijven en een school in de buurt van de plek waar de nieuwe antennes zullen worden geplaatst, in de vergunningsaanvraag en door Leefmilieu Brussel wel degelijk in aanmerking werd genomen?
5. Waarom heeft de gemeente, afgezien van het 5G-aspect, niet veel meer te zeggen in dit soort dossiers dat heel wat burgers mobiliseert?
6. Welke maatregelen is de gemeente van plan te nemen om de gezondheid van de Vorstenaren te garanderen? Indien één of meer onregelmatigheden worden ontdekt, is de gemeente dan van plan juridische stappen te ondernemen tegen de plaatsing van deze antennes zodat deze procedurelast niet zou wegen op de buurtbewoners?

Réponse de Monsieur Alain Mugabo :

« Monsieur le Conseiller,

Nous avons bien reçu votre interpellation pour laquelle nous vous remercions.

Tout d'abord, il me semble important de rappeler le cadre juridique qui régit cette matière.

Les permis d'environnement pour les antennes GSM sont délivrés par Bruxelles Environnement, sans enquête publique ni même avis des communes. La seule possibilité pour une commune d'intervenir consiste à introduire un recours au cas par cas devant le Collège d'Environnement une fois le permis délivré par Bruxelles Environnement.

La réglementation bruxelloise fixe la norme d'émissions des antennes. Dans toutes les zones accessibles au public à Bruxelles et à tout moment, la norme d'exposition aux rayonnements des antennes émettrices est 6 Volts par mètre (6 V/m), à la fréquence de référence de 900 MHz. Il s'agit d'une norme stricte. Elle est même 50 fois plus stricte que les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé car elle tient compte du principe de précaution, qui veut qu'on se montre particulièrement prudent tant que l'on n'a pas prouvé scientifiquement que ces rayonnements sont sans effet sur la santé.

Le contrôle du respect de la norme se fait au moment de la délivrance du permis sur base du dossier technique du demandeur qui contient des "simulations" qui représentent le bâti voisin du site d'implantation qui montrent où "tirent" les antennes et à quelles fréquences.

En ce qui concerne le dossier qui nous occupe, il s'agit d'un site déjà existant dont la demande portait sur un changement d'opérateur. Nous avons reçu notification de la décision en même temps que les habitants. Nos services sont occupés à analyser le dossier. A l'issue de cette analyse, si des éléments semblent indiquer que la procédure n'a pas été scrupuleusement respectée ou que la santé de nos habitants pourrait être impactée négativement, nous n'excluons pas de faire un recours contre cette décision.

Je tiens également à apporter certaines précisions concernant certains amalgames que j'ai vu circuler sur les réseaux sociaux. Ce permis n'est en aucun cas lié au déploiement de la 5G.

En tout état de cause, la 5G est une technologie tout-à-fait différente des G précédentes. Les G précédentes se fondaient sur un signal constant dans le temps et dans l'espace alors que la 5G s'appuie sur un signal discontinu émis vers les appareils connectés. Ce changement de technologie implique que les antennes dont il est question actuellement ne pourraient servir au déploiement de la 5G.

Cette confusion a été provoquée certainement par l'annonce faite par Proximus le 30 mars dernier, en plein confinement.

Nous avons été heurtés par cette annonce visant à lancer des tests dans 30 communes wallonnes et flamandes. Faire cette annonce dans un moment de crise, alors que l'attention des pouvoirs publics est consacrée à la lutte contre le COVID19 a un caractère inélégant, et même incivique.

Heureusement, du fait des normes particulièrement restrictives en Région Bruxelloise, la 5G ne peut pas se déployer à Bruxelles. En revanche, du fait de notre proximité avec une des communes flamandes, il est possible que nous soyons indirectement impactés. Normalement, le principe reste que le 6V/m est en vigueur en région bruxelloise et que des antennes dans d'autres régions qui émettent vers Bruxelles ne peuvent pas avoir comme conséquence de dépasser la norme.

Dès l'annonce de Proximus, j'ai donc pris contact avec Bruxelles-Environnement pour lui demander que des mesures soient effectuées et, le cas échéant, qu'il s'assure que la norme bruxelloise soit respectée. Nous sommes actuellement toujours en attente des résultats de ces mesures et sommes rassurés par le fait que les dispositions législatives fixées par le code de l'inspection permettront à Bruxelles-Environnement de veiller au respect de celles-ci s'ils devaient constater le non-respect de ces normes.

Par ailleurs, Forest fait partie des communes qui ont su réagir fermement. En effet, le Collège de la commune a demandé au Gouvernement fédéral d'annuler la consultation publique lancée le 24 mars par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, qui dépend du Gouvernement fédéral, en vue d'octroyer des droits d'utilisation provisoires permettant le déploiement de la 5G sur l'ensemble du territoire belge. Dans l'attente d'un réel débat démocratique et participatif, nous demandons qu'un moratoire soit décrété quant à l'installation de la 5G et que le principe de précaution adopté par l'Union européenne en 2005 prévale en toute circonstance.

A ce stade, notre demande de suspendre la procédure lancée par l'IBPT n'a pas reçu de retour du Gouvernement Fédéral.

En ce qui nous concerne, il n'est en tout cas pas question que le développement de la 5G se fasse au détriment de la santé des habitant.e.s de Forest, ni au détriment de la réduction de la consommation énergétique ou du nécessaire débat collectif qu'il doit avoir lieu sur la dépendance aux technologies. Nous prendrons toutes les mesures nécessaires pour le faire valoir.

J'espère que, contrairement à vos collègues de parti qui ont déclaré à plusieurs reprises que les ondes électromagnétiques n'ont aucun impact sur la santé et demandé de revoir les normes à la hausse (Voir Michel de Maegd ici ou David Weytsman ici), vous vous joindrez à notre demande et vous vous en ferez le relais auprès du Gouvernement fédéral en particulier auprès de la Première Ministre qui est du même parti que vous. »

Intervention de Monsieur Xavier Jans.

De nombreux habitants du quartier se sont mobilisés ces derniers jours et continuent à le faire pour le maintien de la qualité de vie dans le quartier.

Pourquoi cette mobilisation? Parce que 2 opérateurs téléphoniques ont obtenu des permis pour exploiter des antennes sur les toits du 158 avenue des Sept Bonniers et le 60 avenue Pénélope. Il est à noter que ces sites, sur lesquels des antennes sont installés, sont situés à proximité de 2 crèches (Les Marmots et les Bébés Rieurs) et de l'école communale des Sept Bonniers. Pour cette raison, avec Dominique Goldberg, j'ai rencontré les habitants pendant plus de 2h samedi passé.

Vu les réponses déjà reçues, je vais laisser tomber ma propre interpellation. Je me limiterai simplement à relayer les questions des riverains. C'est un collectif d'à peu près 150 riverains qui m'ont demandé de relayer 2 questions de leurs nombreuses questions, qui sont les plus importantes à leurs yeux.

Voici leur message : « Tout d'abord, nous sommes extrêmement choqués par la manière dont notre interpellation citoyenne a été traitée par les autorités communales. Nous avons respecté toutes les règles de fond et de forme selon la réglementation communale. Nous devions recevoir une réponse 4 jours francs avant la séance du conseil, alors que notre interpellation était adressée à monsieur Roberti, à Madame Abbach et à Madame Moens. Aucune de ces personnes n'ont pris la peine de nous contacter. Nous avons été contactés le 6 juillet par Sabine Schroyen. Je résume donc le caractère urgent de certaines de nos questions, le recours à introduire dans le courant des mois de juillet et août nécessitait une réponse rapide et efficace. D'autant plus que ces permis, une fois demandés et octroyés, le sont pour une période et une durée de 15 ans à 30 ans si renouvellement.

Cette absence de considération est un manque de respect total vis-à-vis des 180 signataires de l'interpellation et incompréhensible de la part d'un bourgmestre dont le parti défend des valeurs de démocratie, de transparence et de lutte contre la pollution électromagnétique.

N'ayant pas été entendus, nous demandons aux conseillers communaux de relayer certaines de nos questions les plus urgentes.

Premièrement : l'accès aux documents. Depuis le 27 juin, nous tentons d'obtenir une copie ou tout au moins l'accès aux documents qui pourraient nous être utiles concernant le 158 avenue des 7 bonniers et 60 avenue Pénélope. À savoir, tous les permis octroyés pour l'exploitation d'antennes, en ce compris le permis d'installation, les permis d'urbanisme, les avis des commissions de concertation et résultats des consultations citoyennes, ainsi que toutes autres informations utiles.

Après différents détours dans les services d'urbanisme, nous avons été informés que le premier rendez-vous disponible était le 27 juillet. C'est évidemment trop tard pour nous, car nous devons introduire les recours à cette date. Nous avons demandé à monsieur MUGABO de nous fournir tous les documents et il a promis de le faire, mais nous ne les avons pas encore obtenus à ce jour. La date limite d'obtention est le 10 juillet. Pouvez-vous insister pour que ces documents nous parviennent avant cette date?

La dernière et 2^{ème} question : les recours. Il y a actuellement 3 permis octroyés : 2 pour le 158 et un pour le 60 avenue Pénélope. Un recours doit être introduit par permis et chaque recours coûte 125€, sans compter les frais d'avocat.

Monsieur MUGABO nous a dit qu'il avait introduit un recours. S'agit-il d'un recours contre les 3 permis ? Le collectif va introduire un recours contre ces 3 permis. Est-ce que la commune pourrait participer aux frais pour ces 3 recours ainsi qu'aux frais d'avocats. Quelles sont les intentions de la commune en cas de confirmation du permis par l'instance de recours? Va-t-elle continuer la procédure jusqu'au Conseil d'État si besoin en cas de confirmation de recours? Quelle est la stratégie de la commune ? Souhaite-t-elle soutenir les riverains dans leur démarche et réfléchir avec eux sur les possibilités d'action, opérateur GSM, propriétaires des immeubles et cetera.

C'est signé par Julie Renmens et elle vous remercie pour votre précieux soutien.

Intervention de Monsieur Cédric Pierre-De Permentier.

J'ai également déposé une question à Alain MUGABO sur ce sujet déjà au précédent conseil, et donc voilà, ici c'est l'occasion parfaite de revenir dessus. C'est pour signaler que ces riverains auraient pu exercer leur droit le plus fondamental tel qu'il est prévu dans notre ROI et dans la nouvelle loi communale. Pourtant, ça n'a pas été le cas. Je pense qu'on a vraiment raté quelque chose. Je pensais toujours plus enrichissant d'avoir cet échange directement avec les premiers concernés.

De mon côté, je les ai également rencontrés et ils m'ont fait part de leur ressenti. C'est plus de l'inquiétude

face à des questions qui nous préoccupent tous. Aujourd'hui, je pense qu'on voit tous dans notre quartier respectif, fleurir des antennes à gauche et à droite et on se demande parfois de quoi il en retourne. Ici, je trouve la réponse qui m'a été adressée par l'Echevin quelque peu condescendante, ce qui m'étonne venant d'Alain puisque d'habitude il est au demeurant très agréable, mais en me disant « ben voilà, c'est un peu la faute du fédéral », « à toi de régler tes comptes avec eux ».

Je pense qu'ici, on voit bien que c'est la région bruxelloise qui joue à un drôle de jeux là-dedans, puisque si la commune, avec sa majorité écolo PS qui me semble à priori être tout à fait sur la même longueur d'onde que nous, c'est-à-dire faire application du principe de vigilance raisonnable et surtout veiller à ce que lorsque les infrastructures qui concernent les plus fragiles, - je pense notamment aux personnes âgées, aux enfants, mais également aux écoles et bien ici on s'aperçoit qu'en fait, vous renvoyer la balle comme dans beaucoup de dossiers, alors que si vous aviez justement à cœur de faire triompher certaines choses - et on a une certaine cohérence entre votre politique communale et la politique régionale- , vous prendriez les devants au niveau du ministre de l'Environnement régional et vous entameriez un dialogue. Et là, justement, je trouve que c'est dommage qu'on ne nous entende pas sur ce sujet-là parce qu'on aurait beaucoup à gagner collectivement et on sortirait des petits jeux politiques.

Intervention de Monsieur Laurent Hacken

Je regrette encore une fois que ces citoyens n'ont pas pu être entendus d'une façon ou d'une autre parce que, à la lumière de leurs questions et de leurs inquiétudes relayées évidemment très bien par mes 2 collègues, une explication un peu plus complète, par exemple, que celle que vous avez donné comme réponse aux interpellations de monsieur DE PERMENTIER et JANS par écrit et que j'ai lu tout à l'heure, pourrait quand même les éclairer davantage.

Je pense qu'il y a un problème de compréhension des procédures, de la manière dont se passent les renouvellements de permis pour les antennes et ou la demande de nouvelles antennes et qu'ils confondent, je pense, ce que la commune peut faire et ce que la région peut faire.

Il n'empêche que cet enjeu est compliqué mais qu'outre les petites guéguerres, c'est la région qui tranche tout ça, mais de façon administrative et pas politique. Parce qu'il y a des normes qui sont appliquées et le permis est octroyé si les normes sont respectées. Donc je pense que c'est fondamental, suite à leurs demandes, que vous puissiez, Monsieur l'Echevin, donner les documents que vous leur auriez apparemment promis pour qu'ils puissent un peu potasser là-dessus et faire leurs recours. Ils ont envie de faire leurs recours, c'est leur droit le plus fondamental mais qu'ils puissent en tout cas comprendre les enjeux. Il faut leur rappeler aussi que la norme bruxelloise est 6 fois plus strict que la norme maximale de l'OMS et donc, qu'on est encore dans des choses qui sont, en tout cas selon les scientifiques, très raisonnables pour la santé.

Je pousse aussi à ce que vous puissiez être plus proactif dans la réponse que vous pourriez donner à ces citoyens, surtout qu'ils n'ont pas leur interpellation citoyenne pour qu'ils puissent avoir les documents demandés pour lancer leur recours.

Je vous remercie.

Réponse de Monsieur Alain Mugabo.

Merci beaucoup pour vos interventions. Je comprends tout à fait l'inquiétude des habitants parce que ce sont des questions à la fois très techniques et très procédurières, qui sont assez compliquées à appréhender et qui font l'objet parfois de nombreuses confusions, dont le mélange avec d'autres dossiers qui font l'actualité comme, par exemple, la 5G.

Sur le volet de l'interpellation citoyenne, on en a déjà parlé au début.

J'ai également eu des contacts avec les habitants, j'ai eu des contacts par mail et un contact téléphonique avec une des habitantes qui semble porter la dynamique citoyenne qui s'est développée autour de cette opposition. Cette personne a pris rendez-vous au service urbanisme qui ne reçoit plus que sur rendez-vous pour des raisons sanitaires. La date proposée était en effet le 27 juillet. La personne qui a proposé le rendez-vous ne connaissant pas le contexte, l'urgence pour ces personnes d'avoir accès aux documents.

Ayant appris cela, j'ai été en contact avec cette personne vendredi et elle devrait recevoir les documents

très prochainement.

Par ailleurs, je précise que j'ai déjà envoyé par mail tous les permis d'environnement à notre disposition parce ces permis sont mis en ligne. Toutes les antennes émettrices sont publiques sur le site internet de Bruxelles-Environnement, avec tous les documents utiles pour faire un recours au collège d'environnement.

Je vais rappeler le cadre, même si j'en ai déjà parlé dans ma réponse. Les permis sur les antennes émettrices font l'objet d'une procédure administrative, qui est menée par Bruxelles-Environnement. La commune n'intervient en aucune manière dans cette procédure. Il n'y a pas d'enquête publique, il n'y a pas d'avis du collège qui est demandé ou de la commune.

On apprend en même temps que les habitants, au moment de l'affichage, qu'il y a un permis qui est octroyé ou non. La seule possibilité pour la commune d'intervenir dans cette procédure, c'est éventuellement de faire un recours. Ce que le collège a décidé de faire jeudi dernier après analyse du document, de faire un recours sur 2 des permis octroyés. Quant au 3ème, la notification est arrivée ce week-end, donc on n'a pas encore pu analyser le document. On va en prendre connaissance et voir éventuellement s'il y a des raisons de faire un recours.

En fonction évidemment des résultats de nos recours, des arguments de la partie adverse, on verra quelles sont les mesures les plus appropriées.

Concernant le lien avec le fédéral, je faisais ce lien dans ma réponse, parce que tout simplement, il y a une confusion avec la 5G. Si vous vous rappelez bien, en plein milieu du confinement, y a eu une annonce faite par Proximus en disant qu'ils allaient lancer une forme de 5G partout sauf à Bruxelles, parce qu'en effet à Bruxelles, il y a des normes strictes. Ces normes sont 50 fois plus strictes que les recommandations de l'OMS. Donc, ils ne peuvent pas développer la 5G sur le territoire bruxellois.

Dans ma réponse, je rappelle que la commune a demandé un moratoire au déploiement de la 5G. Pour que la 5G puisse se déployer, il faut que le fédéral octroie des licences d'exploitation. Par conséquent, j'ai demandé à nos conseillers qui ont réagi par rapport à ces questions-là, de porter cette question au niveau du fédéral avec nous, pour que le fédéral n'octroie ces licences avant qu'il puisse y avoir un débat participatif. Un débat nous permettrait à la fois une communication très claire et très accessible pour que les gens comprennent bien quels enjeux se jouent et que l'on puisse à tous les niveaux, décider si oui ou non, on accepte le déploiement de la 5G en pleine connaissance de cause.

Un élément, un dernier élément quand même important, et en effet nous sommes tout à fait d'accord avec ça, c'est que ces antennes créent toujours des tensions. On a déjà réfléchi, on a demandé à Bruxelles-Environnement de voir si l'on ne peut pas développer une information claire auprès des habitants. On a eu une discussion avec eux pour voir ce qu'on pourrait mettre en place à terme. Pour qu'à la fois les gens aient un interlocuteur qui puisse les renseigner de manière adéquate et qui puisse également les informer sur tous ces enjeux qui sont très techniques et difficiles à appréhender pour la plupart des habitants.

Monsieur Xavier Jans demande si la commune est prête à intervenir pour des frais d'avocat (il relaie la question des riverains).

Monsieur Alain Mugabo précise que pour ce type de recours, il n'est pas nécessaire d'avoir un avocat et que la commune n'a pas de budget prévu pour ce type d'intervention.

Monsieur Marc Loewenstein propose que dès lors que la commune ne sait pas aider les riverains financièrement, qu'ils soient au moins consultés car qu'importe qu'il y ait un recours des riverains ou de la commune. Ce qui compte c'est qu'il y ait un recours.

Monsieur Alain Mugabo précise que c'est exactement ce qu'il a proposé aux habitants.

Antwoord van de heer Alain Mugabo:

“Beste gemeenteraadslid,

Wij hebben uw interpellatie goed ontvangen en danken u ervoor.

In de eerste plaats lijkt het me belangrijk te wijzen op het wettelijk kader dat deze materie regelt.

De milieuvergunningen voor de gsm-antennes worden afgeleverd door Leefmilieu Brussel, zonder openbaar onderzoek of advies van de gemeenten. De enige mogelijkheid voor een gemeente om op te

treden bestaat erin per geval een beroep in te stellen bij het Milieucollege zodra de vergunning door Leefmilieu Brussel afgeleverd is.

De Brusselse regelgeving legt de emissienorm van de antennes vast. In alle voor het publiek toegankelijke zones in Brussel en op elk moment bedraagt de blootstellingsnorm voor de straling van zendantennes 6 Volt per meter (6 V/m), bij de referentiefrequentie van 900 MHz. Het gaat om een strenge norm. Ze is zelfs 50 keer strenger dan de aanbevelingen van de Wereldgezondheidsorganisatie, want ze houdt rekening met het voorzorgsprincipe, dat wil dat we bijzonder voorzichtig zijn zolang niet wetenschappelijk bewezen is dat deze straling geen invloed heeft op de gezondheid.

De controle op de naleving van de norm gebeurt op het moment van de aflevering van de vergunning op basis van het technisch dossier van de aanvrager dat 'simulaties' bevat die het gebouw ernaast voorstellen en die tonen waar antennes 'werken' en aan welke frequenties.

Wat ons dossier betreft, gaat om een reeds bestaande site waarvan de aanvraag betrekking had op een wijziging van operator. We hebben gelijktijdig met de bewoners een kennisgeving van de beslissing ontvangen. Onze diensten zijn bezig het dossier aan het analyseren. Indien elementen erop lijken te wijzen dat de procedure niet nauwgezet werd gevolgd of de gezondheid van onze inwoners negatief zou kunnen worden beïnvloed, sluiten we niet uit dat we na afloop van deze analyse een beroep gaan instellen tegen deze beslissing.

Ik wil ook enkele verduidelijkingen aanbrengen met betrekking tot bepaalde misvattingen die ik op de sociale media heb zien circuleren. Deze vergunning houdt op geen enkele manier verband met de uitrol van G5.

In ieder geval is G5 een technologie die helemaal anders is dan de vorige G's. De vorige G's waren gebaseerd op een constant signaal in tijd en ruimte, terwijl 5G gebaseerd is op een onderbroken signaal dat wordt uitgezonden naar de aangesloten apparaten. Deze technologische wijziging houdt in dat de antennes waarvan sprake momenteel niet kunnen dienen voor de uitrol van 5G.

Deze verwarring werd zeker veroorzaakt door de aankondiging van Proximus op 30 maart, in volle lockdown.

We waren gechoqueerd door deze aankondiging met het oog op het uitvoeren van testen in 30 Waalse en Vlaamse gemeenten. Deze aankondiging doen op een kritiek ogenblik, terwijl de aandacht van de overheid uitgaat naar de strijd tegen Covid-19, is onbeholpen en zelfs onburgerlijk.

Vanwege de bijzonder restrictieve normen in het Brussels Gewest, mag 5G gelukkig niet worden uitgerold in Brussel. Vanwege onze nabijheid tot een Vlaamse gemeente is het daarentegen mogelijk dat we onrechtstreeks worden getroffen. Normaal blijft het principe dat de 6V/m geldt in het Brussels Gewest en dat antennes in andere regio's die richting Brussel uitzenden de norm niet mogen overschrijden.

Sinds de aankondiging van Proximus heb ik dus contact opgenomen met Leefmilieu Brussel om hen te vragen of er metingen worden uitgevoerd en, in voorkomend geval, of ze ervoor zorgen dat de Brusselse norm wordt gerespecteerd. We wachten momenteel nog steeds op de resultaten van deze metingen en zijn gerustgesteld doordat de wettelijke bepalingen, vastgelegd door het Wetboek van inspectie, Leefmilieu Brussel zullen toelaten om te waken over de naleving van de normen indien men vaststelt dat deze niet worden nageleefd.

Vorst is overigens een van de gemeenten die krachtadig konden reageren. Het College van de gemeente heeft immers aan de federale Regering gevraagd om de openbare raadpleging van 24 maart, gelanceerd door het Belgisch Instituut voor postdiensten en Telecommunicatie, dat afhangt van de federale regering, met het oog op het toekennen van voorlopige gebruiksrechten die de uitrol van 5G mogelijk maakt op het volledige Belgische grondgebied, te annuleren. In afwachting van een echt democratisch en participatief debat vragen wij dat er uitstel wordt afgekondigd wat betreft de installatie van 5G en dat het voorzorgsbeginsel dat in 2005 werd aangenomen door de Europese Unie in alle omstandigheden de overhand heeft.

Tot nu toe hebben we geen feedback ontvangen van de federale regering op ons verzoek om de procedure gelanceerd door het BIPT op te schorten.

Wat ons betreft is het in ieder geval niet de bedoeling dat de ontwikkeling van 5G gebeurt ten nadele van de gezondheid van de inwoners van Vorst, noch ten nadele van de vermindering van het energieverbruik of

het noodzakelijke collectieve debat over de afhankelijkheid van technologie dat dient plaats te vinden. We zullen alle noodzakelijke maatregelen nemen om dit punt te doen gelden.

Ik hoop dat u, in tegenstelling tot uw partijcollega's die meermaals hebben verklaard dat elektromagnetische golven geen enkele invloed hebben op de gezondheid en die hebben gevraagd de normen naar boven bij te stellen (zie Michel de Maegd hier of David Weytsman hier), zich aansluit bij ons verzoek en u dit doorgeeft aan de federale regering, in het bijzonder aan de eerste minister die van dezelfde partij is als u."

Interventie van de heer Xavier Jans.

Heel wat bewoners van de wijk hebben zich de afgelopen dagen gemobiliseerd en blijven dat doen om de kwaliteit van het leven in de wijk te behouden.

Waarom deze mobilisatie? Omdat twee telefoonoperatoren vergunningen hebben gekregen voor de exploitatie van dakantennes aan de Zevenbunderslaan 158 en aan de Penelopelaan 60. Er dient te worden opgemerkt dat deze plaatsen waar antennes zijn geïnstalleerd zich bevinden in de buurt van 2 kinderdagverblijven (Les Marmots & Les Bébés Rieurs) en van de gemeenteschool 'Les Sept Bonniers'. Daarom had ik afgelopen zaterdag samen met Dominique Goldberg gedurende meer dan 2 uur een ontmoeting met de inwoners.

Gezien de reeds ontvangen antwoorden ga ik mijn eigen interpellatie laten vallen. Ik zal me gewoon beperken tot het doorgeven van de vragen van de omwonenden. Het is een collectief van ongeveer 150 omwonenden die me hebben gevraagd 2 van hun talrijke vragen door te geven, die in hun ogen het belangrijkste zijn.

Ziehier hun boodschap: "In de eerste plaats zijn wij uitermate geschokt door de manier waarop onze burgerinterpellatie door het gemeentebestuur is behandeld. Wij hebben alle grond- en vormregels krachtens de gemeentelijke regelgeving nageleefd. Wij mochten 4 vrije dagen vóór de vergadering van de gemeenteraad een antwoord ontvangen, terwijl onze interpellatie gericht was aan de heer Roberti, mevrouw Abbach en mevrouw Moens. Geen van deze mensen heeft de moeite gedaan om ons te contacteren. We werden op 6 juli gecontacteerd door Sabine Schroyen. Ik vat dus het dringende karakter van sommige van onze vragen samen, het beroep dat moest worden ingesteld in juli en augustus vereiste een snel en efficiënt antwoord. Temeer omdat deze vergunningen, zodra ze zijn aangevraagd en toegekend, gelden voor een periode en een duur van 15 tot 30 jaar indien ze worden hernieuwd.

Dat hiermee te weinig rekening wordt gehouden, is een totaal gebrek aan respect ten opzichte van de 180 ondertekenaars van de interpellatie en is onbegrijpelijk van de kant van een burgemeester waarvan de partij de waarden democratie, transparantie en strijd tegen elektromagnetische vervuiling verdedigt.

Omdat we niet gehoord werden, vragen we aan de gemeenteraadsleden bepaalde van onze meest dringende vragen door te geven.

Ten eerste: de toegang tot documenten. We proberen sinds 27 juni een kopie te bekomen van of op zijn minst toegang te krijgen tot de documenten over Zevenbunderslaan 158 en Penelopelaan 60 die voor ons nuttig zouden kunnen zijn. Namelijk alle vergunningen die werden toegekend voor de uitbating van de antennes, met inbegrip van de plaatsingsvergunning, de stedenbouwkundige vergunningen, de adviezen van de overlegcommissies en de resultaten van de burgerraadplegingen, evenals alle andere nuttige informatie.

Na verschillende omwegen langs de stedenbouwkundige diensten werden we op de hoogte gebracht dat de eerste beschikbare afspraak op 27 juli was. Dat is natuurlijk te laat voor ons, want we moeten op die datum een beroep instellen. We hebben aan de heer MUGABO gevraagd om ons alle documenten te bezorgen en hij heeft beloofd om dit te doen, maar we hebben ze tot op heden nog niet gekregen. De uiterste datum voor ontvangst van de documenten is 10 juli. Kunt u erop aandringen dat we deze documenten vóór deze datum ontvangen?

De 2e en laatste vraag: het beroep. Momenteel zijn er 3 vergunningen toegekend: 2 voor 158 en 1 voor Penelopelaan 60. Er moet één beroep per vergunning worden ingesteld en elk beroep kost 125 €, advocatenkosten niet meegerekend.

De heer MUGABO heeft ons gezegd dat hij een beroep had ingesteld. Gaat het om een beroep tegen de 3

vergunningen? Het collectief gaat een beroep instellen tegen deze 3 vergunningen. Kan de gemeente bijdragen in de kosten voor deze 3 beroepen evenals voor de advocatenkosten? Wat zijn de intenties van de gemeente als de vergunning wordt bevestigd door de verhaalinstantie? Gaat ze indien nodig de procedure voortzetten tot de Raad van State ingeval het beroep wordt bevestigd? Wat is de strategie van de gemeente? Wil ze de omwonenden steunen in hun procedure en samen met hen nadenken over de actiemogelijkheden, gsm-operator, eigenaars van de gebouwen, enz.?

Dit is ondertekend door Julie Renmens en ze dankt u voor uw waardevolle steun.

Interventie van heer Cédric Pierre-De Permentier

Ik heb op de vorige raad ook reeds een vraag gesteld aan Alain MUGABO over dit onderwerp en ziehier dus de ideale gelegenheid om hierop terug te komen. Ik wilde erop wijzen dat de omwonenden hun meest fundamentele recht konden uitoefenen zoals voorzien in ons huishoudelijk reglement en in de Nieuwe Gemeentewet. Dat was echter niet het geval. Ik denk dat dit echt een gemiste kans is. Ik had altijd gedacht dat het verrijkender zou zijn om deze uitwisseling met de rechtstreekse betrokkenen te hebben.

Ik heb hen ook ontmoet en ze hebben me verteld hoe ze zich voelden. Het is meer ongerustheid over vragen die ons allemaal bezighouden. Ik denk dat we in onze respectievelijke wijken tegenwoordig allemaal links en rechts antennes zien opduiken en we vragen ons soms af wat er gaande is. Hier vind ik het antwoord dat de schepen aan mij heeft gericht enigszins hooghartig, wat me verwondert van Alain omdat hij voor het overige gewoonlijk heel vriendelijk is, maar nu zegt hij me “kijk, het is de fout van het federaal niveau”, “vereffen jij de rekening maar met hen”.

Ik denk dat we hier goed zien dat het Brussels Gewest een spelletje speelt, want als de gemeente, met haar meerderheid Ecolo-PS, die a priori op dezelfde golflengte zitten als wij, d.w.z. toepassing van het principe van redelijke zorg en vooral erover waken dat als infrastructures die betrekking hebben op de meest kwetsbaren - ik denk o.a. aan ouderen, kinderen, maar ook scholen - en hier merken we goed wat er gebeurt: u kaatst de bal terug zoals in veel dossiers, terwijl als u er net alles aan doet om bepaalde zaken door te drukken - en er is een zekere samenhang tussen uw gemeentelijk beleid en het gewestelijke beleid - en u neemt het voortouw op het niveau van de minister van Leefmilieu en gaat een dialoog aan. En net dan vind ik het jammer dat we niet gehoord worden over dit onderwerp, want we zouden er allen baat bij hebben en we zouden de politieke spelletjes achter ons laten.

Interventie van de heer Laurent Hacken

Ik betreur nogmaals dat deze burgers niet op een of andere manier gehoord konden worden omdat, in het licht van hun vragen en hun bekommernissen, die uiteraard zeer goed zijn doorgegeven door mijn 2 collega's, een iets vollediger uitleg, zoals u bijvoorbeeld schriftelijk als antwoord op de interpellaties van de heer DE PERMENTIER en JANS hebt gegeven en die ik daarstraks heb gelezen, hen meer verduidelijking zou kunnen geven.

Ik denk dat er een misverstand is inzake de procedures, inzake de manier waarop de hernieuwingen van vergunningen voor de antennes of de aanvraag voor nieuwe antennes verlopen, en ik denk dat ze hetgeen de gemeente kan doen en hetgeen het gewest kan doen door elkaar halen.

Toch is het een ingewikkeld vraagstuk, maar los van de spelletjes hakt het gewest de knoop door, zij het in administratieve en niet in politieke zin. Omdat er normen worden toegepast en de vergunning wordt toegekend als de normen worden nageleefd. Ik denk dus dat het naar aanleiding van hun vragen van fundamenteel belang is, mijnheer de schepen, dat u hen de documenten bezorgt die u hen kennelijk beloofd hebt opdat ze er wat wijzer uit kunnen worden en hun beroep kunnen instellen. Ze willen hun beroep instellen. Het is hun meest fundamentele recht, wat hen in elk geval inzicht kan geven in de uitdagingen.

We moeten hen er ook op wijzen dat de Brusselse norm 6 keer strenger is dan de maximumnorm van de WHO en dat de situatie nog zeer redelijk is voor de gezondheid, althans volgens de wetenschappers.

Ik druk er ook op dat u proactiever mag zijn in het antwoord aan deze burgers, vooral als er geen burgeroverleg is, opdat ze de gevraagde documenten kunnen krijgen om hun beroep op te starten.

Ik dank u.

Antwoord van de heer Alain Mugabo.

Hartelijk dank voor uw interventies. Ik begrijp de ongerustheid van de inwoners volledig, want het zijn tegelijkertijd zeer technische en zeer procedurele kwesties, die vrij moeilijk te begrijpen zijn en waarover soms heel wat verwarring heerst, waaronder de verwarring met andere actuele dossiers zoals bijvoorbeeld 5G.

Over het luik van het burgeroverleg hebben we het in begin reeds gehad.

Ik heb ook contact gehad met de inwoners, ik heb contact gehad via e-mail en heb gebeld met een van de inwoners die het voortouw leek te hebben in de burgerdynamiek die zich rond deze tegenkating heeft ontwikkeld. Deze persoon heeft een afspraak gemaakt op de dienst stedenbouw, die vanwege gezondheidsredenen uitsluitend op afspraak ontvangt. De voorgestelde datum was inderdaad 27 juli. De persoon die de afspraak voorstelde, kende de context niet en wist niet dat deze personen dringend toegang tot de documenten moesten hebben. Nadat ik dit vernomen heb, had ik vrijdag contact met deze persoon en ze zou de documenten zeer binnenkort moeten ontvangen.

Ik verduidelijk bovendien dat ik alle milieuvergunningen die we ter beschikking hebben reeds per e-mail heb verstuurd, want deze vergunningen zijn online geplaatst. Alle zendantennes zijn openbaar op de website van Leefmilieu Brussel, met alle nuttige documenten om een beroep in te stellen bij het Milieucollege.

Ik ga het kader in herinnering brengen, hoewel ik er in mijn antwoord reeds over gesproken heb. De vergunningen inzake de zendantennes maken het voorwerp uit van een administratieve procedure, die wordt gevoerd door Leefmilieu Brussel. De gemeente komt op geen enkele manier tussen in deze procedure. Er is geen openbaar onderzoek, er wordt geen advies van het College of de gemeente gevraagd. Gelijktijdig met de inwoners vernemen we, op het moment van de aanplakking, of er al dan niet een vergunning is toegekend. De enige mogelijkheid voor de gemeente om tussen te komen in deze procedure, is door eventueel een beroep in te stellen. Afgelopen donderdag heeft het College, na analyse van het document, beslist om een beroep in te stellen voor 2 van de toegekende vergunningen. Wat de 3e betreft is de kennisgeving dit weekend toegekomen, dus we hebben het document nog niet kunnen analyseren. We gaan hier kennis van nemen en eventueel zien of er redenen zijn om een beroep in te stellen.

We zullen zien welke de meest gepaste maatregelen zijn, uiteraard in functie van de resultaten van ons beroep en de argumenten van de tegenpartij.

Wat de link met de federale regering betreft, ik legde deze link gewoon in mijn antwoord omdat er verwarring is met 5G. Zoals u zich zult herinneren, is er in volle lockdown een aankondiging gedaan door Proximus waarin werd gezegd dat ze overal, behalve in Brussel, een vorm van 5G gingen lanceren, omdat er in Brussel inderdaad strenge normen zijn. Deze normen zijn 50 keer strenger dan de aanbevelingen van de WHO. We kunnen 5G dus niet uitrollen op het Brusselse grondgebied.

In mijn antwoord herinner ik eraan dat de gemeente gevraagd heeft om de uitrol van 5G uit te stellen. Opdat 5G kan worden uitgerold, moet de federale regering exploitatievergunningen toekennen. Daarom heb ik aan onze raadsleden die op deze punten hebben gereageerd gevraagd om deze kwestie samen met ons op het niveau van de federale regering aan te pakken, want de federale regering kent deze vergunningen pas toe na een participatief debat. Een debat zou voor ons tegelijkertijd een zeer heldere en zeer toegankelijke communicatie mogelijk maken, opdat de mensen goed begrijpen welke uitdagingen er spelen en we op alle niveaus met volledige kennis ter zake kunnen beslissen of we al dan niet de uitrol van 5G goedkeuren.

Een element, een laatste element dat evenwel belangrijk is, en we gaan hier inderdaad helemaal mee akkoord, is dat die antennes altijd spanningen teweegbrengen. We hebben reeds nagedacht. We hebben aan Leefmilieu Brussel gevraagd om te kijken of we de inwoners duidelijke informatie kunnen bezorgen. We hebben een bespreking met hen gehad om te kijken wat we op termijn op poten zouden kunnen zetten. Opdat de mensen een aanspreekpunt hebben dat hen voldoende kan inlichten evenals hen kan informeren over alle uitdagingen, die voor de meeste inwoners zeer technisch en moeilijk te begrijpen zijn.

De heer Xavier Jans vraagt of de gemeente bereid is om tussen te komen in de advocatenkosten (hij verwoordt de vraag van de omwonenden).

De heer Alain Mugabo verduidelijkt dat voor dit soort beroep een advocaat niet nodig is en dat de

gemeente geen budget voorzien heeft voor dit soort tussenkomst.

De heer Marc Loewenstein stelt voor dat indien de gemeente de omwonenden financieel niet kan helpen, ze op zijn minst moeten worden geraadpleegd, ongeacht of het een beroep van de omwonenden of de gemeente is. Wat telt, is dat er een beroep is.

De heer Alain Mugabo verduidelijkt dat dit precies is wat hij aan de inwoners heeft voorgesteld.

1 annexe / 1 bijlage

45 **Question orale: Quel sera le rôle de la commune dans les projets Good Move? (à la demande de Madame Maduda, conseillère communale) (Complémentaire)**

Nous avons récemment appris par voie de presse que les dix premiers quartiers du plan bruxellois Good Move ont été choisis. Deux projets concerneraient Forest: dès la fin de l'été au cœur d'une maille dénommée « Saint-Gilles » concernant plusieurs communes alentours et ultérieurement (2021) une maille « Bruxelles-Neerstalle. »

De manière générale, quel sera le rôle de la Commune quant à ces projets?

En ce qui concerne la première maille dont les travaux -d'études- devraient donc débiter tout prochainement, pouvez-vous m'indiquer exactement quelles rues forestoises seront concernées?

L'avis des habitants devrait en principe être sollicité. Pouvez-vous m'indiquer de quelle manière les Forestois concernés seront approchés?

Quel est le timing prévu pour la mise en œuvre de ces mailles?

Je vous remercie,
Isabelle Maduda

Mondelinge vraag: Welke rol zal de gemeente spelen in de Good Move-projecten? (op vraag van Mevrouw Madauda, gemeenteraadslid) (Aanvullend)

Onlangs hebben we via de pers vernomen dat de eerste tien wijken van het Brusselse Good Move-plan zijn gekozen. Twee projecten zouden betrekking hebben op Vorst: vanaf het einde van de zomer in het hart van een netwerk met de naam "Sint-Gillis" waarbij verschillende omliggende gemeenten betrokken zijn en later (2021) een netwerk "Brussel-Neerstalle".

Wat zal, algemeen gezien, de rol van de Gemeente in deze projecten zijn?

Wat betreft het eerste netwerk, waarvan de werken - studies - zeer binnenkort zouden moeten beginnen, kunt u mij precies vertellen om welke Vorstse straten het gaat?

De mening van de bewoners moet in principe worden gevraagd. Kunt u me aangeven hoe de betrokken Vorstenaars zullen worden benaderd?

Wat is de voorziene timing voor de invoering van deze netwerken?

Ik dank u,
Isabelle Maduda

Réponse de Madame Esmeralda Van den Bosch:

Madame Maduda,

Merci pour votre interpellation. La Région nous a informés le 25 juin que deux dossiers que nous avons soumis ont été retenus. Bruxelles Mobilité nous a également informés qu'elle nous contactera après les vacances d'été pour déterminer les modalités selon lesquelles ce projet commun sera réalisé. C'est pourquoi je ne peux pas encore répondre à vos questions.

Antwoord van Mevrouw Esmeralda Van den Bosch :

Beste mevrouw Maduda,

Bedankt voor uw interpellatie. Het gewest heeft ons op 25 juni op de hoogte gebracht dat twee van onze ingediende dossiers werden weerhouden. Brussel-Mobiliteit heeft ons eveneens gecommuniceerd dat zij ons na de zomervakantie zullen contacteren om de modaliteiten volgens welke dit gezamenlijk project gerealiseerd zal worden, te bepalen. Ik kan daarom nog niet antwoorden op uw vragen.

1 annexe / 1 bijlage

46 **Question orale: Etat des plantations et état général des trottoirs quartier Ulysse-Télémaque-Minerve-Pénélope-Neptune (à la demande de Madame Goldberg, conseillère communale)**
(Complémentaire)

En février 2019, je faisais une interpellation dans laquelle je pointais l'état déplorable des trottoirs de ces avenues, notant que les racines des arbres les soulevaient et les déformaient. Je posais la question de savoir si ces voiries étaient bien inscrites dans le plan triennal d'investissement.

Le temps ne faisant rien à l'affaire, la question doit être à nouveau soulevée.

Par ailleurs, à l'état des trottoirs s'ajoutent à présent l'état des arbres, la proportion de leur feuillage et branchages, qui pour certains descendront bientôt à hauteur de piétons.

Des branches cassées restent au pied de certains arbres ou entravent les trottoirs.

Au pied de bon nombre d'arbres, la végétation a pris une telle ampleur, et particulièrement avenues Minerve et Pénélope, qu'elle est en passe de gêner le passage des piétons.

L'état dégradé de ces rues n'est pas fait pour donner une impression apaisée de ce quartier négligé par la commune.

J'ai donc une seule question à poser :

Quel est votre plan d'action pour remédier à cette dégradation du quartier ?

Vous remerciant pour vos réponses .

Dominique Goldberg

Conseillère communale Défi

Mondelinge vraag: Staat van de aanplantingen en algemene toestand van de trottoirs in de wijk Ulysse-Telemachus-Minerva-Penelope-Neptunus (op vraag van Mevrouw Goldberg,

gemeenteraadslid) (Aanvullend)

In februari 2019 deed ik een interpellatie waarin ik wees op de betreuenswaardige staat van de voetpaden van deze lanen, waarbij ik opmerkte dat de wortels van de bomen ze omhoog drukten en vervormden. Ik vroeg of deze wegen wel degelijk zijn opgenomen in het driejarige investeringsplan.

De situatie betert uiteraard niet met de tijd, dus moet de vraag opnieuw worden gesteld.

Naast de slechte staat van de voetpaden is er nu overigens ook de staat van de bomen, de verhouding van hun gebladerte en takken, waarvan sommige zich binnenkort op voetgangersniveau zullen bevinden.

Gebroken takken blijven liggen aan de voet van sommige bomen of belemmeren de voetpaden.

Aan de voet van heel wat bomen is de vegetatie zo omvangrijk geworden, vooral in de Minerva- en Penelopelaan, dat het voetgangersverkeer erdoor wordt gehinderd.

De verloederde staat van deze straten geeft niet echt een vreedzame indruk van deze door de gemeente verwaarloosde wijk.

Ik heb dus maar één vraag:

Wat is uw plan van aanpak om deze verloedering van de wijk te verhelpen?

Ik dank u voor uw antwoorden.

Dominique Goldberg
Gemeenteraadslid DéFI

Réponse de Madame Françoise Père

Bonsoir à tous.

Le collège et les services communaux partagent les propos de Madame Goldberg. Le projet de rénovation des rues citées est bien dans les pipe-line mais c'est un gros dossier, parce que ce n'est pas une rue, mais ce sont plusieurs rues. En discussion avec les services de la voirie et mon collègue Alain Mugabo, on réfléchit à la façon d'aborder la rénovation de ce quartier et on a décidé aussi d'y introduire la question de l'eau.

Car comme on est sur le haut de Forest, il y a cette question d'eau et on doit se montrer solidaires vis-à-vis des riverains qui habitent au-delà des 2 parcs.

Le projet de rénovation de ces voiries devrait être inscrit, dans le plan triennal 22 23 24.

À côté de cela, dans les rénovations de voiries, on introduit aussi le côté ludique pour les enfants.

Par rapport aux arbres, peut-être qu'Alain a d'autres éléments que moi ? On est bien conscient que les arbres sont en train de déformer. En 2011, il avait été prévu de rénover les voiries de ce quartier. Le permis d'urbanisme avait été établi et, dans ce permis, il avait été question d'abattre certains arbres, ce qui a été contesté par une partie des riverains. Par conséquent, le permis d'urbanisme est devenu caduque et donc on doit recommencer tout le travail.

Depuis lors, je pense que certains arbres sont en très mauvaise santé et qu'il faudrait probablement refaire une étude concernant les arbres. Voir où on en est. Mais le dossier est bien dans le pipe-line des services et du collège.

Intervention de Madame Dominique Goldberg.

Merci Madame l'Echevine pour vos réponses. Je voulais savoir, vous avez dit que ce projet devrait être inscrit au plan triennal 22 23 24 ? Donc, ce n'est pas encore fait.

Est-ce qu'il y aura une concertation citoyenne pour envisager le réaménagement de la voirie ?

Madame Françoise Père répond qu'il va y avoir un permis d'urbanisme. Par conséquent les services vont travailler autour d'un projet qui sera bien sûr présenté à la population. Lorsqu'il y a un permis, il y a toujours

une consultation citoyenne. Probablement qu'on utilisera le même système qu'on a fait avec l'avenue Rousseau. On a présenté les projets aux riverains de la rue avant le permis d'urbanisme. On les a écoutés et le permis d'urbanisme de l'avenue Victor Rousseau va être déposé et la population aura encore l'occasion, dans le cadre de la procédure, d'intervenir.

Madame Dominique Goldberg se pose la question de ce qui va se passer d'ici là avec les arbres ? Peut-on envisager des mesures conservatoires avant d'entamer de gros travaux ?

Monsieur Alain Mugabo précise que ces arbres font partie du patrimoine arboré le plus suivi par le service des espaces verts qui est bien conscient qu'il y a des problèmes par rapport à ces arbres. On est très attentif à ce qui se passe régulièrement, chaque saison ou après des périodes de sécheresse. Le chef de service des espaces verts passe régulièrement pour faire un constat de l'état de ces arbres. Si on doit intervenir à un moment ou un autre, on interviendra.

Par mail du 8 juillet 2020, Madame Dominique Goldberg sollicite que les remarques suivantes soient actées au PV :

La rénovation des rues concernées est envisagée pour le plan triennal 2022-23-24, comment être certain que ce sera bien le cas ?

Je note que le principe d'une concertation citoyenne a priori est acquis et sera mis en œuvre, d'autant que le projet de rénovation s'étendra à une nouvelle notion qui est celle d'un plan de " ludicité" à mettre en œuvre en même temps.

Je note aussi que l'état des arbres dans les rues concernées par mon interpellation est régulièrement surveillé par le chef du service espaces verts.

Antwoord van mevrouw Françoise Père

Goedenavond allemaal.

Het College en de gemeentediensten zijn het eens met mevrouw Goldberg. Het renovatieproject van de genoemde straten zit in de pijplijn, maar het is een groot dossier, want het gaat niet om één straat, maar om meerdere straten. In overleg met de straatreinigingsdiensten en met mijn collega Alain Mugabo denken we na over de manier waarop de renovatie van deze wijk zal worden aangepakt en we hebben ook beslist de waterproblematiek op te nemen. Want omdat het Hoog-Vorst is, is er die waterproblematiek en moeten we ons solidair tonen ten opzichte van de omwonenden die achter de 2 parken wonen.

Het renovatieproject van deze wegen zou moeten worden ingeschreven in het driejarig plan '22 '23 '24.

Daarnaast nemen we in de renovaties van de wegen ook de recreatieve kant op voor de kinderen.

Wat de bomen betreft heeft Alain misschien andere elementen dan ik? We zijn ons ervan bewust dat de bomen aan het vervormen zijn. In 2011 was er voorzien om de wegen in deze wijk te renoveren. De stedenbouwkundige vergunning werd opgesteld en in deze vergunning was er sprake van het kappen van bepaalde bomen, wat door een deel van de omwonenden werd betwist. Bijgevolg is de stedenbouwkundige vergunning komen te vervallen en moeten we dus al het werk herbeginnen.

Inmiddels denk ik dat sommige bomen in zeer slechte gezondheid zijn en dat we waarschijnlijk opnieuw een studie over de bomen moeten doen. Kijken hoe we ervoor staan. Maar het dossier zit wel in de pijplijn bij de diensten en het College.

Interventie van mevrouw Dominique Goldberg.

Bedankt, mevrouw de schepen, voor uw antwoorden. Wat ik wil weten: u zei dat het project moet worden ingeschreven in het driejarig plan '22 '23 '24? Dat is dus nog niet gebeurd.

Zal er een burgeroverleg zijn om de herinrichting van de weg te overwegen?

Mevrouw Françoise Père antwoordt dat er een stedenbouwkundige vergunning komt. Bijgevolg gaan de diensten werken rond een project dat uiteraard aan de bevolking zal worden voorgelegd. Wanneer er een

vergunning is, is er altijd een burgeroverleg. Waarschijnlijk zullen we hetzelfde systeem gebruiken als bij de Rousseaulaan. We hebben de projecten voorgelegd aan de bewoners van de straat vóór de stedenbouwkundige vergunning. We hebben naar hen geluisterd en de stedenbouwkundige vergunning van de Victor Rousseaulaan zal worden afgeleverd. In het kader van de procedure zal de bevolking nog de gelegenheid hebben om tussens te komen.

Mevrouw Dominique Goldberg stelt zich de vraag wat er intussen met de bomen gaat gebeuren. Kunnen we bewarende maatregelen overwegen alvorens grote werkzaamheden aan te vatten?

De heer Alain Mugabo verduidelijkt dat deze bomen deel uitmaken van het bomenerfgoed dat het meest wordt opgevolgd door de dienst groene ruimten. De dienst is zich ervan bewust dat er problemen zijn met deze bomen. We waken regelmatig nauwlettend over wat er gebeurt, elk seizoen of na droogteperioden. Het diensthoofd van groene ruimten gaat regelmatig langs om vaststellingen te doen over de staat van deze bomen. Als we op een bepaald moment moeten ingrijpen, zullen we dat doen.

Mevrouw Dominique Goldberg vraagt via een e-mail van 8 juli 2020 om de volgende opmerkingen op te nemen in de notulen:

De renovatie van de betrokken straten is gepland voor het driejarenplan 2022-'23-'24, hoe zeker zijn dat dit wel het geval is?

Ik stel vast dat we het a priori eens zijn over een burgeroverleg en dat dit zal worden toegepast, temeer omdat het renovatieproject een nieuw begrip omvat, zijnde een 'ludiciteitsplan' dat tegelijkertijd moet worden gerealiseerd.

Ik stel ook vast dat de staat van de bomen in de straten waarop mijn interpellatie betrekking heeft, regelmatig wordt gecontroleerd door het diensthoofd groene ruimten.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation de Madame Isabelle Maduda pour Madame Maud De Ridder sur la Commission Enseignement du 16 juin 2020

Le texte de l'interpellation :

« Je souhaiterais interpellier le Collège et particulier l'Echevine Maud de Ridder sur le point suivant : La Commission Enseignement qui s'est tenue le 16 juin 2020 et ayant pour thème « La gestion des écoles communales francophones durant la période de confinement », a permis aux cheffes des services communaux liés à cette problématique de nous présenter un tableau très complet de ce qui avait été fait ainsi qu'une ébauche de ce qui est envisagé pour le futur en cas de recrudescence de la pandémie. Ce tableau a également fait le point sur la situation actuelle et nous a permis de constater que sur l'ensemble du territoire communal, seuls 48% des petits Forestois ont repris le chemin de l'école. Ce chiffre est évidemment très interpellant.... Et ce, d'autant que si certaines écoles rencontrent un taux de fréquentation de plus de 90%, d'autres établissements atteignent péniblement les 30%. De l'aveu même de l'administration, il s'agit des écoles les moins favorisées de la commune et donc là où les enfants ont souvent le plus besoin d'un suivi scolaire, voire du cadre apaisant de l'école. Au vu de ce qui précède, et étant donné que l'enseignement fondamental est obligatoire, pouvez-vous m'indiquer si :

- des contacts ont été établis avec les parents des enfants absents ?
- vous comptez rendre des mesures afin de sensibiliser les parents à l'importance d'une rentrée pleine et complète de leurs enfants en septembre 2020 (pour autant que la situation sanitaire le permette bien entendu) ? Et si oui, lesquelles ? Je vous remercie, Isabelle Maduda »

Interpellatie van mevrouw Isabelle Maduda voor mevrouw Maud De Ridder over de Onderwijscommissie van 16 juni 2020

Tekst van de interpellatie:

“Ik zou het College en in het bijzonder de schepen Maud DE RIDDER willen interpelleren over het volgende punt:

In de Onderwijscommissie die werd gehouden op 16 juni 2020 met als thema ‘de organisatie van de Franstalige gemeentescholen tijdens de lockdown’, konden de hoofden van de gemeentediensten gerelateerd aan deze problematiek een zeer volledig overzicht voorleggen van wat er werd gedaan evenals een eerste aanzet van wat er voor de toekomst wordt overwogen bij een heropflakking van de pandemie. Dit overzicht maakte ook een balans op van de huidige situatie en hierdoor konden we vaststellen dat op het hele gemeentelijke grondgebied slechts 48% van de jonge Vorstenaren terug naar school zijn gegaan. Dat cijfer doet uiteraard vragen rijzen ... Dit temeer omdat bepaalde scholen weliswaar een leerlingenaantal van meer dan 90% hebben, maar andere scholen met moeite 30% halen. Volgen het bestuur gaat het om de minst bevoorrechte scholen in de gemeente en dus daar waar kinderen vaak meer behoefte hebben aan schoolopvolging, en zelfs de rustgevende omgeving van de school.

Kunt u mij, gezien wat voorafgaat en aangezien het basisonderwijs verplicht is, vertellen of:

- er contact is opgenomen met de ouders van de afwezige kinderen?
- u van plan bent maatregelen te nemen om de ouders te sensibiliseren voor het belang van een volledige terugkeer naar school van hun kinderen in september 2020 (voor zover de gezondheidssituatie dit uiteraard toelaat)? En indien ja, dewelke? Ik dank u. Isabelle Maduda”

Réponse de Madame Maud De Ridder:

« Madame Maduda,

Chère Isabelle,

Je vous remercie pour votre interpellation et votre intérêt constant pour nos écoles communales francophones.

Comme vous le soulignez, une commission Enseignement a été organisée à mon initiative le 16 juin dernier afin que le service de l’Instruction publique puisse briefer les conseillers-ères le plus complètement possible sur la gestion de ces écoles depuis le 15 mars et sur les perspectives pour la rentrée de l’année scolaire 2020-2021, que nous espérons la plus normale possible.

A cette occasion, un PowerPoint vous a été présenté et ensuite les conseillers-ères présent-e-s ont eu l’opportunité de poser des questions spécifiques.

Peu de questions ont été posées et les membres de la commission ont salué la qualité de la présentation.

Aux questions suivantes, posées en séance, je répondrai dans les termes utilisés le 16 juin dernier :

1. Des contacts ont été établis avec les parents des enfants absents ?

- Oui, le Pouvoir organisateur a insisté auprès des chef-fes d’établissement pour qu’un contact soit pris avec les familles des enfants absents afin d’en comprendre les raisons, et de les encourager à revenir à l’école.

- Oui, il a été demandé aux enseignant-e-s de contacter personnellement par téléphone chaque enfant du groupe dont il-elle est titulaire pour garder le lien 1x/semaine - soit 3 x jusqu’au 30 juin. Librement, les enseignant-e-s ont investi ce contact dans l’intérêt de l’enfant.

2. Vous comptez prendre des mesures afin de sensibiliser les parents à l’importance d’une rentrée pleine et complète de leurs enfants en septembre 2020 (pour autant que la situation sanitaire le permette bien entendu) ? Et si oui, lesquelles ?

- Ces contacts, comme je l’explique dans le paragraphe qui précède, sont faits dans cet objectif notamment.

- Le PO a envoyé un avis aux parents en date du 28 mai pour annoncer la reprise complète des cours à

partir du 5 juin. Nous avons écrit clairement que le PO était convaincu de l'intérêt de cette reprise pour les enfants, mais nous ne pouvions aller à l'encontre des directives et orienter notre propos dans le sens d'une imposition.

- D'autre part, des réunions individuelles et à distance ont été programmées pour les enfants qui éprouvent des difficultés en cette fin d'année, une façon de les raccrocher à l'école et de préparer la rentrée de septembre.

- Enfin, un bulletin spécial, dans le cadre de la crise sanitaire, a été créé par la coordinatrice pédagogique en partenariat avec les équipes éducatives, qui fait l'état des compétences acquises par l'enfant au 15 mars dernier. C'est sur cette base que les apprentissages reprendront en septembre.

J'ajouterai encore :

- Un avis est en cours de rédaction et sera transmis à l'ensemble de la communauté parentale d'ici la fin du mois de juin.

Dans une perspective collaborative, les conseillers et conseillères sont invité-e-s en commission à faire des suggestions au service de l'instruction publique concernant toute question ayant trait à l'organisation de nos écoles. Nous les prenons en compte dans la mesure des balises décrétales, des moyens dont nous disposons et des réalités de notre Pouvoir organisateur. »

Antwoord van mevrouw De Ridder:

“Geachte mevrouw Maduda,

Beste Isabelle,

Ik dank u voor uw interpellatie en uw voortdurende belangstelling voor onze Franstalige gemeentescholen. Zoals u al aangaf, werd er op 16 juni op mijn initiatief een Onderwijscommissie georganiseerd opdat de dienst Openbaar Onderwijs de raadsleden zo volledig mogelijk kon briefen over de organisatie van deze scholen sinds 15 maart en over de perspectieven voor het schooljaar 2020-2021, dat naar we hopen zo normaal mogelijk wordt.

Daarbij werd u een PowerPoint getoond en vervolgens kregen de aanwezige raadsleden de mogelijkheid om specifieke vragen te stellen.

Er werden weinig vragen gesteld en de leden van de commissie prezen de kwaliteit van de presentatie.

Op de volgende vragen, die gesteld werden tijdens de zitting, zal ik antwoorden in de bewoordingen die werden gebruikt op 16 juni:

1. Is er contact opgenomen met de ouder van de afwezige kinderen?

Ja, de inrichtende macht heeft er bij de schoolhoofden op aangedrongen om contact op te nemen met de gezinnen van de afwezige kinderen om de redenen te begrijpen en hen aan te moedigen terug naar school te komen.

- Ja, er werd aan de leerkrachten gevraagd om tot 30 juni 1 tot 3 maal per week persoonlijk telefonisch contact op te nemen met elk kind van de groep waarvan hij/zij titularis was om de band te behouden. De leerkrachten hebben vrij in deze contacten geïnvesteerd in het belang van het kind.

2. Bent u van plan maatregelen te nemen om de ouders te sensibiliseren voor het belang van een volledige terugkeer naar school van hun kinderen in september 2020 (voor zover de gezondheidssituatie dit uiteraard toelaat)? En indien ja, dewelke?

- Zoals ik in de voorgaande paragraaf heb uitgelegd, zijn deze contacten met name gelegd met dit doel.

- De inrichtende macht heeft op 28 mei een kennisgeving naar de ouders gestuurd om aan te kondigen dat de lessen vanaf 5 juni volledig hernomen werden. We hebben duidelijk geschreven dat de inrichtende macht overtuigd was van het belang van deze herneming voor de kinderen, maar we konden niet tegen de richtlijnen ingaan en onze woorden in de richting van een verplichting sturen.

- Anderzijds waren er individuele gesprekken en gesprekken op afstand gepland voor de kinderen die op het einde van dit schooljaar moeilijkheden ondervonden, een manier om hen aan de school te binden en de terugkeer in september voor te bereiden.

- Tot slot creëerde de pedagogisch coördinator in partnerschap met de onderwijsteams een speciaal verslag, dat de competenties die het kind op 15 maart verworven had, in kaart brengt. Op basis daarvan

wordt het leerproces in september hernomen.

Ik zal daar nog het volgende aan toevoegen:

- Er wordt momenteel een kennisgeving opgesteld die tegen eind juni aan alle ouders wordt bezorgd.

Met het oog op samenwerking worden de raadsleden in de commissie uitgenodigd om suggesties te doen aan de dienst Openbaar Onderwijs over elke kwestie die betrekking heeft op de organisatie van onze scholen. We houden hier rekening mee in de mate van de decretale ijkpunten, de beschikbare middelen en de situatie van onze inrichtende macht.”

Levée de la séance à 00:45
Opheffing van de zitting om 00:45

Par le Collège :
La Secrétaire,
Vanwege het College :
De Secretaris,

La Présidente suppléante,
De Plaatsvervangende voorzitter,

Betty Moens

Fatima Abbach